Quatre-vingt-unième année. — N° 140. Le Numéro : 10 francs. Lundi 13 et Mardi 14 Juin 1949.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES


| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte Chèque postal : 100.97, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer . | 3.000 | 1.650 | 900 | 700 | 500 | 300 | 200 | 4.500 | 2.500 | 1.350 |
| Etranger . . . . . | 5.500 | 2.900 | 1.600 | 2.550 | 1.400 | 850 | 350 | 11.300 | 5.900 | 2.600 |

**L'Edition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

**L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

**L'Edition COMPLÈTE** comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
**QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e**

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 15 FRANCS


## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRÊTES ET CIRCULAIRES


**Présidence du conseil.**

*Arrêtés* des 26 mai et 10 juin 1949 portant remise de débets (p. 5855).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

*Décret* du 11 juin 1949 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 5855).

*Arrêté* du 8 juin 1949 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 5855).

*Arrêté* portant nominations et titularisations (services extérieurs) (p. 5855).

**Ministère de la justice.**

*Arrêté* portant nominations (tribunaux pour enfants) (p. 5856).

**Ministère des affaires étrangères.**

*Décret* n° 49-768 du 11 juin 1949 portant report de crédits de l'exercice 1948 à l'exercice 1949 au titre du budget du ministère des affaires étrangères en application de l'article 3 de la loi n° 49-362 du 17 mars 1949 (p. 5855).

*Décret* du 11 juin 1949 portant nomination d'un envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à Tel Aviv (p. 5855).

*Décret* du 11 juin 1949 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française à Canberra (p. 5855).

*Décret* n° 49-129 portant publication de la convention générale entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne sur la sécurité sociale, signée à Paris le 11 juin 1948 (rectificatif) (p. 5856).

*Exequatur* accordés à des consuls (p. 5856).

**Ministère de l'intérieur.**

*Décrets* des 23 février et 11 juin 1949 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 5865).

*Décret* du 11 juin 1949 portant reconnaissance d'une association comme établissement d'utilité publique (p. 5866).

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Décret* fixant pour l'année 1949 les quantités de tabacs et d'allumettes à livrer à prix réduits dans les anciennes zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie (rectificatif) (p. 5856).

*Arrêtés* des 25 mai et 8 juin 1949 portant remises de débets (p. 5856).

*Arrêtés* des 10 et 11 juin 1949 fixant des nouveaux traitements :

Agents des cadres complémentaires de service exerçant leurs fonctions en Afrique du Nord et rémunérés sur le budget général de l'Etat (p. 5857).

Huissier chef du ministère du travail et de la sécurité sociale (p. 5857).

Centre national de la recherche scientifique (p. 5857).

Services des bibliothèques (p. 5858).

*Arrêté* du 10 juin 1949 relatif à la dévolution des actions de la société Cinéma-Casino des variétés, à Nice, acquises par l'ennemi postérieurement à l'armistice (p. 5859).

*Arrêté* du 11 juin 1949 portant fixation de la valeur imposable servant au calcul de la taxe cumulée sur les laines (p. 5859).

*Arrêté* fixant les taux de la redevance sur certains alcools instituée par l'article 3 *bis* du code des contributions indirectes (rectificatif) (p. 5859).

*Arrêtés* portant nominations et réintégration (contributions indirectes et douanes) (p. 5859).

**Ministère de la défense nationale.**

*Citations* à l'ordre de l'armée aérienne (p. 5862).

*Décret* n° 49-769 du 10 juin 1949 relatif aux prix de vente des poudres à feu et des poudres de chasse destinées à l'exportation (p. 5862).

*Décret* n° 49-770 du 10 juin 1949 portant création d'une commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (p. 5863).

*Décret* du 10 juin 1949 portant attribution de la médaille de l'aéronautique (p. 5864).

*Décrets* du 11 juin 1949 portant promotion, nominations et annulation de promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur et rectificatifs (p. 5864).

*Décret* du 11 juin 1949 portant concession de la médaille militaire (p. 5864).

*Arrêté* du 27 mai 1949 portant remise de débet (p. 5864).

*Arrêté* du 31 mai 1949 fixant les conditions de concessions de logement au profit des militaires en service en Sarre (p. 5864).

*Arrêtés* portant promotions, nominations, titularisations, réintégration et rapportant les dispositions d'un précédent arrêté :

Constructions navales et artillerie navale (p. 5865).

Direction des études et fabrications d'armement (p. 5865).

Génie (p. 5865).

Personnels civils extérieurs de la guerre (p. 5865).

*Décision* portant admission à la retraite (armée de l'air) (rectificatif) (p. 5865).

### Ministère de l'éducation nationale.

*Décret* n° 49-771 du 11 juin 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-2632 du 2 novembre 1945, modifiée par la loi n° 48-903 du 2 juin 1948, réorganisant le centre national de la recherche scientifique (p. 5866).

*Arrêté* du 24 mai 1949 portant modification du règlement de l'académie nationale de médecine (p. 5869).

*Arrêtés* des 28 mai et 1er juin 1949 portant ouverture de crédits (p. 5869).

*Arrêtés* chargeant de mission (enseignement général et ménager agricole) (p. 5869).

*Arrêté* décernant le diplôme d'archiviste paléographe à des élèves de l'école nationale des chartes (rectificatif) (p. 5869).

*Arrêtés* portant nominations, titularisation, détachements et admission à la retraite:

Education physique (p. 5869).

Enseignement supérieur (p. 5870).

Enseignement du second degré (p. 5870).

Enseignement du premier degré (p. 5871).

Enseignement technique (p. 5871).

### Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

*Décret* du 11 juin 1949 portant déclaration d'utilité publique d'une acquisition immobilière (p. 5859).

*Arrêté* portant titularisation d'employés auxiliaires de l'Etat (p. 5859).

### Ministère de l'industrie et du commerce.

*Décret* n° 49-772 du 11 juin 1949 portant modification du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées (p. 5860).

*Décret* du 11 juin 1949 portant fixation de la date des élections pour le renouvellement des membres des chambres de commerce dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de la Réunion (p. 5861).

*Décret* du 11 juin 1949 autorisant l'office national industriel de l'azote à prendre une participation à la Compagnie centrale d'hydrogénation et de synthèse et à la Société chimique des Bouches-du-Rhône (p. 5861).

*Arrêté* portant nomination du président et des membres de la commission des marchés des Charbonnages de France (p. 5861).

*Décision* D. 53 modifiant la décision D. 34 du 2 janvier 1947 et relative à l'approvisionnement en carburant auto des détaillants et consommateurs (rectificatif) (p. 5862).

### Ministère de l'agriculture.

*Décret* n° 49-773 du 11 juin 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des semences (p. 5876).

*Décret* portant délégation de signature (rectificatif) (p. 5877).

*Arrêté* du 30 mai 1949 relatif au certificat de qualité applicable aux jus de fruits exportés ou expédiés vers les territoires de l'Union française (p. 5877).

*Arrêtés* du 1er juin 1949 portant ouverture de crédits et rectificatif (p. 5877).

*Arrêté* du 1er juin 1949 fixant les conditions de validation pour la retraite des services de certains agents de l'administration des eaux et forêts (p. 5878).

*Arrêtés* portant réintégration, mutations et rectificatifs (administration centrale et eaux et forêts) (p. 5878).

*Liste* des élèves du cours de mutualité et de coopération agricoles ayant obtenu le diplôme de spécialité et le certificat de fin d'études (session 1949) (p. 5878).

### Ministère de la France d'outre-mer.

*Décret* n° 49-774 du 4 juin 1949 rendant applicable aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, la législation en vigueur dans la métropole en matière d'adoption et de légitimation adoptive (p. 5871).

*Décret* n° 49-775 du 11 juin 1949 modifiant le décret n° 47-169 du 16 janvier 1947 concernant le conditionnement du colon (p. 5872).

*Décret* n° 49-776 du 11 juin 1949 modifiant le décret n° 48-281 du 16 février 1948 concernant le conditionnement des bananes fraîches (p. 5872).

*Arrêté* du 18 mai 1949 relatif à l'émission de monnaies divisionnaires spéciales pour le territoire de la Côte française des Somalis (p. 5872).

*Arrêté* du 19 mai 1949 portant création d'une commission du cinéma d'outre-mer (p. 5873).

*Arrêtés* du 2 juin 1949 fixant les conditions et la date du concours pour le recrutement de rédacteurs stagiaires d'administration générale des colonies (p. 5873).

*Arrêté* du 3 juin 1949 portant remise de débet (p. 5874).

*Arrêtés* portant nominations, intégration, classement et affectation, mise en position de mission, mises en congé et en disponibilité, admission à la retraite et rectificatif:

Administration générale des colonies autres que l'Indochine (p. 5874).

Chemins de fer coloniaux (p. 5874).

Géologues aux colonies (p. 5874).

Inspecteurs du travail aux colonies (p. 5874).

Travaux publics et techniques industrielles des colonies (p. 5874).

*Liste* des candidats autorisés à subir les épreuves du concours de 1949 pour le grade d'inspecteur de 3e classe des colonies (p. 5874).

*Tableau* d'avancement pour l'année 1949 des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains (p. 5875).

### Ministère du travail et de la sécurité sociale.

*Décret* n° 49-777 du 11 juin 1949 modifiant et complétant l'article 32 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, modifié par le décret n° 47-1082 du 14 juin 1947 (p. 5878).

*Décret* n° 49-778 du 11 juin 1949 modifiant et complétant le décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 déjà modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles (p. 5879).

*Arrêtés* du 8 juin 1949 portant approbation des statuts de sociétés mutualistes (p. 5880).

*Arrêtés* des 9 et 10 juin 1949 autorisant le fonctionnement de caisses de retraites et de prévoyance (p. 5880).

### Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

*Arrêtés* des 12, 13 et 18 mai 1949 portant approbation de projets de reconstruction et d'aménagement de communes (p. 5878).

*Arrêté* du 27 mai 1949 portant homologation des coefficients d'application du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis pour l'ensemble du département de l'Aveyron (p. 5878).

*Arrêté* du 2 juin 1949 relatif au complément des titres « E: Cloisons et J: Toitures » du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis (p. 5879).

### Ministère des anciens combattants et victimes de la guerre.

*Décret* n° 49-779 du 4 juin 1949 modifiant le décret n° 47-1808 du 12 septembre 1947 modifié, relatif à la médaille de la France libérée (p. 5866).

*Décret* portant attribution de la médaille des prisonniers civils, déportés et otages de la grande guerre (rectificatif) (p. 5866).

### Ministère de la santé publique et de la population.

*Arrêté* portant nominations et affectations de médecins inspecteurs stagiaires de la santé (p. 5856).

### Ministère de la marine marchande.

*Décret* n° 49-780 du 11 juin 1949 modifiant l'article 5 du décret du 28 mars 1919 modifié, sur les concessions d'établissements de pêche maritime (p. 5880).

*Arrêté* portant nomination d'un agent d'émigration (p. 5880).

*Décision* accordant des récompenses pour actes de courage et de dévouement accomplis dans les eaux maritimes (p. 5880).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Modification aux listes électorales des membres des groupes. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 5880).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 5881).

## INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Convocation de commission (p. 5885).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

### PRÉSIDENCE DU CONSEIL

*Avis* relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation) (p. 5886).

### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

*Avis* de vacance d'un poste de sous-directeur de laboratoire au Muséum national d'histoire naturelle (p. 5886).

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

*Tarifs* de transport présentés à l'homologation ministérielle par les chemins de fer d'intérêt général (p. 5887).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

*Décision* G. 156 du 1er juin 1949 portant abrogation de la décision G. 130 relative à certaines interdictions d'emploi et réglementant les mises en impression, décoration et manutention d'articles textiles (p. 5886).

*Décision* F. 141 du 7 juin 1949 du directeur répartiteur des industries chimiques relative au classement des peintures des familles 1, 2, 3 et 8 dans la catégorie des produits réglementés et à l'utilisation de l'huile de lin dans la fabrication des peintures, vernis et mastics (p. 5886).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

*Avis* aux acheteurs de céréales secondaires d'importation (p. 5886).

*Avis* de concours à la caisse nationale de crédit agricole (p. 5887).

**Annonces** (p. 5897).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

## PRÉSIDENCE DU CONSEIL

### Remise de débets.

Par arrêté en date du 26 mai 1949, il est fait remise à M. Ediar (Albert), commis principal à l'administration centrale du ravitaillement, de la somme de 22.305 F dont il a été constitué débiteur envers l'Etat pour trop-perçu sur traitement.

Par arrêté du 10 juin 1949, sous réserve du payement préalable d'une somme de 1.000 F, il est fait remise gracieuse à Mme Puhl (Georgette), villa Courtois, boulevard Beauprêtre, à Tizi-Ouzou (Alger), d'une somme de 5.399 F et des intérêts y afférents, représentant la partie restant due des émoluments trop-perçus sur rémunération par l'intéressée, pour la période du 8 au 31 mai 1946.

## POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

### Décret du 11 juin 1949 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 11 juin 1949, rendu sur la proposition du secrétaire d'Etat aux postes, télégraphes et téléphones, vu la déclaration du conseil de l'ordre en date du 23 mai 1949, portant que la nomination du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, a été nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à titre posthume:

*Au grade de chevalier.*

M. Damerment (Charles-Eugène-Cyrille), receveur de 4e classe à Marquettes (Nord).

### Fonds de concours.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux finances et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (postes, télégraphes et téléphones) en date du 8 juin 1949, il a été ouvert au titre du budget annexe des postes, télégraphes et téléphones, sur l'exercice 1949, les crédits ci-après:

1re SECTION

| | |
|---|---|
| Chap. 117. — Indemnités éventuelles et spéciales ..... | 20.221.000 F. |
| Chap. 310. — Transport des correspondances, du matériel et du personnel ..... | 5.170.000 |
| Chap. 316. — Travaux et cessions à titre remboursable... | 61.080.000 |
| Chap. 601. — Service médical.. | 500.000 |
| Total de la 1re section. | 87.271.000 F. |

2e SECTION

| | |
|---|---|
| Chap. 900. — Equipement. — Bâtiments ..... | 204.000 F. |
| Total de la 2e section.. | 204.000 F. |
| Total général ..... | 87.475.000 F. |

Il est pourvu aux dépenses autorisées par l'arrêté interministériel précité au moyen de ressources spéciales constatées au titre de fonds de concours et de travaux remboursables dans les caisses des chefs de centre régional de comptabilité des postes, télégraphes et téléphones.

### Services extérieurs.

Par arrêté du 11 juin 1949, ont été nommés inspecteurs généraux adjoints et titularisés dans le grade correspondant:

A Paris-Direction des services d'enseignement.

M. Montarnal, administrateur de classe exceptionnelle.

A Paris-Service de l'inspection générale.

M. Brisson, administrateur de 1re classe.

M. Beline, directeur à Paris-Services postaux.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

### Décret n° 49-768 du 11 juin 1949 portant report de crédits de l'exercice 1948 à l'exercice 1949 au titre du budget du ministère des affaires étrangères en application de l'article 3 de la loi n° 49-362 du 17 mars 1949.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi n° 48-979 du 16 juin 1948;

Vu la loi n° 49-362 du 17 mars 1949, et notamment son article 3,

Décrète:

Art. 1er. — Sur les crédits alloués au ministre des affaires étrangères, au titre du budget général (services civils) pour l'exercice 1948 par la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948 portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, un crédit s'élevant à la somme de 50 millions de francs est définitivement annulé au chapitre 3112: « Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nations Unies. — Dépenses de matériel et travaux » du budget des affaires étrangères (I. — Services des affaires étrangères).

Art. 2. — Il est ouvert au ministre des affaires étrangères au titre du budget général (services civils) pour l'exercice 1949, en addition aux crédits ouverts par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général pour l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles) et par des textes spéciaux, un crédit s'élevant à la somme de 50 millions de francs applicable au chapitre 3112: « Tenue à Paris de la troisième assemblée générale des Nation Unies. — Dépenses de matériel et travaux » du budget des affaires étrangères (I. — Services des affaires étrangères).

Art. 3. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des affaires étrangères,*
SCHUMAN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
EDGAR FAURE.

### Décret du 11 juin 1949 portant nomination d'un envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à Tel Aviv.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre des affaires étrangères,

Vu l'article 30 de la Constitution;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Guyon (Marie-Louis-Edouard-Félix), ministre plénipotentiaire de 2e classe, est nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française à Tel Aviv.

Art. 2. — Le président du conseil des ministres et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*
HENRI QUEUILLE.

*Le ministre des affaires étrangères,*
SCHUMAN.

### Décret du 11 juin 1949 portant nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française à Canberra.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre des affaires étrangères,

Vu l'article 30 de la Constitution;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Padovani (Jean-Marie-Gabriel), ministre plénipotentiaire de 2e classe, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République à Canberra.

Art. 2 — Le président du conseil des ministres et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*

HENRI QUEUILLE.

*Le ministre des affaires étrangères,*

SCHUMAN.

**Décret n° 49-129 portant publication de la convention générale entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, sur la sécurité sociale, signée à Paris, le 11 juin 1948.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er février 1949, page 1099, article 3, paragraphe 2, alinéa *a*, 8e ligne, au lieu de: « durée préalable », lire: « durée probable ».

**Exequatur.**

L'exequatur est accordé à M. George Tait, en qualité de consul général des Etats-Unis d'Amérique à Alger, avec juridiction sur l'Algérie.

L'exequatur est accordé à M. André-Marin Quoniam, en qualité de consul de Belgique à Douala, avec juridiction sur le Cameroun sous mandat français.

L'exequatur est accordé à M. Alfred Balgueric, en qualité de consul de la république d'Islande à Bordeaux.

L'exequatur est accordé à M. José-Antonio Villegas Lopez, en qualité de consul général de la république de Colombie au Havre.

L'exequatur a été accordé à M. Georges Cavrois, en qualité de vice-consul de Portugal à Dunkerque.

L'exequatur est accordé à M. René Argellies, en qualité de vice-consul de la République dominicaine au Havre.

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**Tribunaux pour enfants.**

Par arrêté du 8 juin 1949, sont désignés pour exercer jusqu'au 1er octobre 1951 les fonctions d'assesseurs aux tribunaux pour enfants ci-dessous énumérés:

Tribunal pour enfants d'Auch.

Assesseur suppléant: Mme Mathilde Henry, en remplacement de Mme Olive, dont la démission est acceptée.

Tribunal pour enfants de Thiers.

Assesseur titulaire: M. Jean-Michel Brunel, en remplacement de M. Laurent, décédé.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

**Médecins inspecteurs stagiaires de la santé.**

Par arrêté en date du 25 mai 1949, les candidats dont les noms suivent, qui ont été admis aux épreuves du concours du 27 avril 1949 pour le recrutement de médecins inspecteurs stagiaires de la santé, ont été nommés médecins inspecteurs stagiaires de la santé et affectés dans les départements suivants:

Mme le docteur Broyelle (Aisne).

M. le docteur Lacroix (Puy-de-Dôme).

M. le docteur Cheron (Pas-de-Calais).

M. le docteur Bonamour (Nièvre).

## MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

**Décret fixant, pour l'année 1949, les quantités de tabacs et d'allumettes à livrer à prix réduits dans les anciennes zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 14 mai 1949, page 4758, 1re et 2e colonne:

| DÉSIGNATION DES RÉGIONS | 87 G — Paquets de 500 allumettes. |
|---|---|
| Au lieu de: | |
| Ancienne zone du pays de Gex | 210.000 |
| Ancienne zone de la Haute-Savoie | 13.000 |
| Lire: | |
| Ancienne zone du pays de Gex | 13.000 |
| Ancienne zone de la Haute-Savoie | 210.000 |

(Le reste sans changement.)

**Remises de débets.**

Par arrêté en date du 25 mai 1949, le ministre des finances a fait remise gracieuse à Mme Eberling, née Claden, demeurant 6, rue de la Gare, à Zillisheim (Haut-Rhin), des sommes en capital et intérêts représentant sa part contributive dans le débet de 5.094,75 F mis à la charge des successions confondues des époux Xavier Claden-Louise Imwiller, pour trop-perçu de dommages de guerre.

Par arrêtés en date du 8 juin 1949, le ministre des finances et des affaires économiques a fait remise gracieuse:

1° A Mme veuve Barbet, née Thomas (Lucy-Marie-Louise), en capital et intérêts, de la somme de 23.522 F dont elle reste redevable sur celle de 35.866 F qui lui a été payée à tort, pendant la période du 12 avril 1945 au 11 janvier 1947 inclus, au titre de la pension de veuve civile de la loi du 14 avril 1924, n° A 63315, dont elle est titulaire;

2° A Mme Gely, veuve Tournier, divorcée Denis, en capital et intérêts, de la somme de 5.314 F dont elle reste redevable sur celle de 7.752 F qu'elle a indûment perçue, pendant la période du 28 novembre 1935 au 27 août 1942, au titre de la pension de veuve de la loi du 31 mars 1919, n° 635550, dont elle est titulaire;

3° A Mme Bailhe, divorcée Jalabert, en capital et intérêts, de la somme de 4.408 F qu'elle a indûment perçue en cumulant, pendant la période du 1er octobre 1945 au 23 juin 1947 inclus, contrairement aux dispositions de l'article 79 du décret-loi du 29 juillet 1939, modifié par la loi validée n° 239 du 3 février 1942 et par l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2516 du 25 octobre 1945, les majorations d'enfant de l'article 13 de la loi du 31 mars 1919, nos 3322505 et 4568991, au nom des enfants Jalabert, avec les prestations familiales qui lui sont servies par la caisse d'allocations familiales du Tarn;

4° A Mme Giroguy, veuve Vaissier, en capital et intérêts, de la somme dont elle reste redevable sur celle de 2.025 F qu'elle a perçue à tort, en cumulant contrairement aux dispositions du décret du 13 novembre 1925, pendant la période du 8 juillet 1939 au 7 avril 1946 inclus, les arrérages de la pension de veuve civile, postes, télégraphes et téléphones, n° A 15745, dont elle est titulaire, et ceux d'une rente de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse;

5° Sous réserve du versement d'une somme de 5.000 F à Mme Pouille, veuve Villaume, veuve Charrier, en capital et intérêts, de la somme de 12989 F qu'elle a indûment perçue pour la période du 1er janvier 1925 au 15 décembre 1933, au titre de la pension de veuve de la loi du 31 mars 1919, n° 203455, dont elle est titulaire;

6° Sous réserve du versement d'une somme de 5.000 F à M. Albert (Marius-Pascal), en capital et intérêts, de la somme de 25.250 F représentant le trop-perçu accusé par la feuille de décompte ayant liquidé, pour la période du 6 mars 1944 au 5 mars 1947 inclus, les premiers arrérages de la pension d'invalidité définitive hors guerre n° 97955, dont il est titulaire;

7° A Mme Paris (Ernestine-Rose), veuve Rousseau, veuve Viez, de la somme dont elle reste redevable en capital et intérêts, sur celle de 22.669 F qu'elle a perçue indûment, pendant la période du 23 octobre 1941 au 22 janvier 1947 inclus, au titre de la pension de veuve de la loi du 31 mars 1919, n° 579465, dont elle est titulaire;

8° A Mme Goldring, veuve Maurel, de la somme dont elle reste redevable en capital et intérêts, sur celle de 86.586 F, représentant le reliquat de celle de 124.480 F, perçue indûment sur le titre d'avance provisoire sur pension n° 5304, qui lui avait été délivré à tort, alors qu'elle percevait une délégation de solde;

9° A Mme Paolini, née Bourely (Justine), de la somme dont elle reste redevable en capital et intérêts, sur celle de 15.211 F, représentant l'excédent de perception résultant de la liquidation, pour la période du 1er juin 1944 au 28 février 1947 inclus, des premiers arrérages de la pension de veuve de militaire de la loi du 14 avril 1924, n° A 88871, dont elle est titulaire;

10° A Mme Constant, veuve Testas, en capital et intérêts, de la somme de 53.708 F, quelle a indûment perçue, pendant la période du 25 juillet 1945 au 24 juillet 1946 inclus, au titre des avances provisoires sur pension de veuve de militaire, qui lui avaient été allouées à tort, l'intéressée ne pouvant, en application de l'article 23 de la loi du 14 avril 1924, prétendre à une pension de reversion;

11° Aux héritiers de Rieussec (Jean-Justin), en capital et intérêts, de la somme dont ils restent redevables, sur celle de 47.757 F que leur auteur a perçue en trop, pendant la période du 25 mars 1945 au 24 décembre 1946, au titre de la pension militaire de la loi du 14 avril 1924, n° A 20579, dont il était titulaire.

**Nouveaux traitements des agents des cadres complémentaires de service exerçant leurs fonctions en Afrique du Nord et rémunérés sur le budget général de l'Etat.**

Le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,

Vu la loi n° 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration en faveur des personnels de l'Etat au titre de la deuxième tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 47-1530 du 13 août 1947 fixant notamment les traitements des agents des cadres complémentaires de service exerçant leurs fonctions en Afrique du Nord et rémunérés sur le budget général de l'Etat,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les nouveaux traitements qui résultent, pour les agents des cadres complémentaires de service exerçant leurs fonctions en Afrique du Nord et rémunérés sur le budget général de l'Etat, de l'application des articles 1er et 2 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 et de l'article 1er du décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 sont fixés ainsi qu'il suit:

| GRADE ET CLASSE | TRAITEMENT de base (décret du 13 août 1947). | INDICES | MAJORATION de reclassement. | NOUVEAUX TRAITEMENTS | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | A compter du 1er janvier 1948. | A compter du 1er janvier 1949. |
| | francs. | | francs. | francs. | francs. |
| Agent des cadres complémentaires de service de: | | | | | |
| 1re classe | 36.000 | 140 | 14.500 | 129.000 | 144.000 |
| 2e classe | 33.000 | 135 | 15.075 | 120.000 | 135.000 |
| 3e classe | 32.000 | 130 | 14.950 | 113.000 | 128.000 |
| 4e classe | 31.000 | 124 | 12.950 | 110.000 | 123.000 |
| 5e classe | 30.000 | 118 | 10.950 | 107.000 | 118.000 |
| 6e classe | 29.000 | 112 | 10.525 | 99.500 | 110.000 |
| 7e classe | 28.000 | 106 | 8.525 | 96.500 | 105.000 |
| 8e classe | 27.000 | 100 | 6.875 | 94.000 | 101.000 |

Art. 2. — Les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté sont exclusifs de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire de quelque nature que ce soit ne peut être accordé aux fonctionnaires ci-dessus visés que dans les conditions fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

Art. 3. — Les nouveaux traitements sont attribués aux agents suivant leurs classe et échelon respectifs.

L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des fonctionnaires en cause dans leur classe ou échelon comptera du jour de leur dernière promotion.

Art. 4. — Le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juin 1949.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MATTEO CONNET.

**Nouveau traitement de l'huissier chef du ministère du travail et de la sécurité sociale.**

Le ministre du travail et de la sécurité sociale, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu la loi n° 46-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret du 6 janvier 1945 modifiant le décret validé du 15 octobre 1943 relatif à la classification des fonctionnaires des administrations centrales dans les échelles de traitement prévues par la loi du 3 août 1943;

Vu le décret n° 48-355 du 29 février 1948 portant attribution du complément provisoire de traitement ou de solde aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche de reclassement de la fonction publique,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les nouveaux traitements résultant pour l'huissier chef de l'administration centrale du ministère du travail et de la sécurité sociale, de l'application des articles 1er et 2 du décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948, sont fixés ainsi qu'il suit, à compter du 1er janvier 1948:

| EMPLOIS | CLASSES et échelons. | TRAITEMENTS de base 1943. | INDICES | MAJORATIONS de reclassement. | NOUVEAUX traitements. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | francs. | | francs. | francs. |
| Huissier chef... | Echelon unique. | 60.000 | (1) | | 179.000 |

(1) L'huissier chef de l'administration centrale du ministère du travail et de la sécurité sociale bénéficiera de l'échelle de traitement prévue par l'arrêté du 21 août 1948 pour les huissiers chefs des administrations centrales. Il recevra provisoirement le traitement de 3e classe de cette échelle (179.000 F). Son classement définitif et les conditions dans lesquelles il aura, le cas échéant, accès aux échelons supérieurs de sa carrière seront fixés par voie statutaire.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
Pour le secrétaire d'Etat
et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MATTEO CONNET.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
FERNAND SAMSON.

**Nouveaux traitements de certains personnels du centre national de la recherche scientifique.**

Le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu la loi n° 48-1902 du 31 décembre 1948 portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (dépenses ordinaires civiles);

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 concernant le classement hiérarchique des grades et emplois des personnels de l'Etat relevant du régime général des retraites;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948 instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche de reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration en faveur des personnels de l'Etat au titre de la deuxième tranche du reclassement de la fonction publique;

Vu le décret n° 49-508 du 14 avril 1949 concernant les emplois ne figurant pas sur les tableaux annexés au décret du 10 juillet 1948;

Vu le décret n° 45-2252 fixant les traitements des fonctionnaires du centre national de la recherche scientifique;

Vu l'arrêté du 12 novembre 1948 relatif aux nouveaux traitements des fonctionnaires du centre national de la recherche scientifique,

Arrêtent :

Art. 1er. — L'article 1er de l'arrêté du 12 novembre 1948 fixant les traitements des fonctionnaires de la recherche scientifique est, en application de l'article 1er du décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 et des tableaux annexés au décret du 14 avril 1949, complété comme suit :

| EMPLOIS | CLASSES et échelons. | TRAITEMENTS de base 1948. | INDICES | MAJORATION de reclassement. | NOUVEAUX TRAITEMENTS à compter du 1er janvier 1948. | NOUVEAUX TRAITEMENTS à compter du 1er janvier 1949. |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Agent faisant fonction de chef de bureau d'études. | 1re classe..... | 105.000 | (1) 450 | 104.175 | 359.000 | 463.000 |
| | | | 430 | 95.925 | 351.000 | 447.000 |
| | 2e classe..... | 96.000 | 396 | 87.400 | 320.000 | 408.000 |
| | 3e classe..... | 87.000 | 362 | 79.375 | 288.000 | 368.000 |
| | 4e classe..... | 78.000 | 328 | 69.600 | 262.000 | 331.000 |
| | 5e classe..... | 69.000 | 294 | 60.325 | 236.000 | 296.000 |
| | 6e classe..... | 60.000 | 260 | 48.925 | 211.000 | 260.000 |
| | 7e classe..... | 54.000 | 225 | 37.425 | 189.000 | 226.000 |
| Agent faisant fonction de chef de service des approvisionnements. | 1re classe..... | 105.000 | 400 | 83.550 | 339.000 | 422.000 |
| | 2e classe..... | 96.000 | 389 | 81.550 | 318.000 | 402.000 |
| | 3e classe..... | 87.000 | 378 | 85.975 | 295.000 | 381.000 |
| | 4e classe..... | 78.000 | 366 | 85.275 | 277.000 | 363.000 |
| | 5e classe..... | 69.000 | 354 | 84.075 | 261.000 | 345.000 |
| | 6e classe..... | 60.000 | 342 | 82.750 | 245.000 | 328.000 |
| | 7e classe..... | 54.000 | 330 | 80.550 | 232.000 | 313.000 |
| Agent faisant fonction de chef du service électrique. | 1re classe..... | 84.000 | 330 | 66.925 | 273.000 | 340.000 |
| | 2e classe..... | 75.000 | 318 | 66.975 | 253.000 | 320.000 |
| | 3e classe..... | 66.000 | 306 | 65.775 | 237.000 | 303.000 |
| | 4e classe..... | 57.000 | 294 | 64.950 | 219.000 | 284.000 |
| | 5e classe..... | 49.000 | 282 | 62.750 | 206.000 | 269.000 |
| | 6e classe..... | 42.000 | 270 | 61.800 | 189.000 | 251.000 |
| Agent faisant fonction de chef du service des ateliers. | 1re classe..... | 84.000 | 330 | 66.925 | 273.000 | 340.000 |
| | 2e classe..... | 75.000 | 318 | 66.975 | 253.000 | 320.000 |
| | 3e classe..... | 66.000 | 306 | 65.775 | 237.000 | 303.000 |
| | 4e classe..... | 57.000 | 294 | 64.950 | 219.000 | 284.000 |
| | 5e classe..... | 49.000 | 282 | 62.750 | 206.000 | 269.000 |
| | 6e classe..... | 42.000 | 270 | 61.800 | 189.000 | 251.000 |

(1) Classe exceptionnelle après trois ans de service dans la 1re classe.

Art. 2. — Les dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté du 12 novembre 1948 demeurent applicables aux personnels ci-dessus mentionnés, sous réserve des dispositions de l'article 2 du décret du 12 janvier 1949 concernant la réduction des indemnités.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juin 1949.

*Le ministre de l'éducation nationale,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
LÉON DROUART.

Pour le secrétaire d'Etat aux finances et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
MATTEO CONNET.

**Nouveaux traitements du personnel technique des services des bibliothèques (sous-bibliothécaires de la lecture publique).**

Le ministre de l'éducation nationale, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu la loi n° 40-3337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédit en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret n° 48-1121 du 13 juillet 1948 attribuant une majoration de reclassement en faveur du personnel de l'Etat au titre de la première tranche de reclassement de la fonction publique ;

Vu le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949 instituant une nouvelle majoration en faveur du personnel de l'Etat au titre de la deuxième tranche de reclassement de la fonction publique ;

Vu le décret 49-509 du 14 avril 1949 portant modification en ce qui concerne le personnel technique des services des bibliothèques du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 fixant le classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites,

Arrêtent :

Art. 1er. — En application des dispositions de l'article 1er du décret du 12 janvier 1949, les traitements alloués à compter du 1er janvier 1949 et compte tenu des deux premières tranches de reclassement aux fonctionnaires ci-après désignés des services des bibliothèques sont fixés ainsi qu'il suit :

| EMPLOIS | CLASSES ET ÉCHELONS | TRAITEMENT de base 1948. | INDICE | MAJORATION de reclassement. | NOUVEAUX traitements 1949. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | francs | | francs. | francs. |
| Sous-bibliothécaire de la lecture publique.... | Classe exception. (1) : | | | | |
| | 2e échelon..... | ..... | 350 | 75.175 | 356.000 |
| | 1er échelon..... | ..... | 333 | 68.000 | 342.000 |
| | 1re classe ..... | 84.000 | 315 | 60.775 | 328.000 |
| | 2e classe ..... | 75.000 | 299 | 59.175 | 304.000 |
| | 3e classe ..... | 66.000 | 283 | 56.325 | 284.000 |
| | 4e classe ..... | 60.000 | 267 | 54.850 | 266.000 |
| | 5e classe ..... | 55.000 | 251 | 47.750 | 248.000 |
| | 6e classe ..... | 51.000 | 235 | 42.600 | 232.000 |
| | 7e classe ..... | 48.000 | 219 | 37.275 | 217.000 |
| | 8e classe ..... | 45.000 | 202 | 31.875 | 200.000 |
| | 9e classe ..... | 42.000 | 185 | 27.975 | 183.000 |

(1) Les conditions d'accès aux deux échelons de la classe exceptionnelle seront fixées ultérieurement par voie statutaire.

Art. 2. — Les dispositions de l'arrêté du 23 décembre 1948 demeurent applicables au personnel ci-dessus mentionné sous réserve de l'application des dispositions de l'article 2 du décret du 12 janvier 1949.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juin 1949.

*Le ministre de l'éducation nationale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
LÉON BROUART.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
Pour le secrétaire d'Etat
et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
MATTEO CONSET

**Dévolution des actions de la société Cinéma-Casino des variétés, à Nice, acquises par l'ennemi postérieurement à l'armistice.**

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'ordonnance du 12 novembre 1943 prise pour l'application de la déclaration des Nations Unies du 5 janvier 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle;

Vu l'ordonnance du 9 juin 1945 portant troisième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation et édictant la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi à son profit;

Vu le décret n° 45-1640 du 23 juillet 1945;

Vu l'arrêté de la cour d'appel d'Aix-en-Provence en date du 29 juin 1948, signifié au ministre des finances le 10 décembre 1948, par lequel a été constatée la nullité de la cession, par les consorts Pouzargues-Garnier, en date du 21 novembre 1941, de 900 actions de la société Cinéma-Casino des variétés, à Nice, au profit de MM. Trachel et Parucci, agissant comme personnes interposées de l'ennemi;

Vu l'avis émis dans sa séance du 25 mai 1949 par la commission spéciale interministérielle instituée par l'article 3 de l'ordonnance du 9 juin 1945 susvisée,

Arrête:

Art. 1er. — L'Etat renonce à exercer le droit d'attribution institué par l'article 3 de l'ordonnance du 9 juin 1945, en ce qui concerne les 900 actions de la société Cinéma-Casino des variétés, à Nice, acquises par l'ennemi postérieurement à l'armistice.

Art. 2. — Le directeur des finances extérieures et le chef du service des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 10 juin 1949.

MAURICE-PETSCHE.

**Fixation de la valeur imposable servant au calcul de la taxe cumulée sur les laines.**

Le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'article 22 du décret du 13 mai 1939 fixant les modalités d'application de la taxe sur les transactions;

Vu l'article 1er (§ 4) de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1939 pris en exécution du décret précité,

Arrête:

Art. 1er. — La valeur imposable servant de base au calcul de la taxe cumulée en ce qui concerne le régime spécial de la laine est fixée comme suit, à partir du 12 mai 1949:

891 F par kilogramme de laine peignée;
669 F par kilogramme de laine cardée en rubans;
357 F par kilogramme de laine blousse.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

Pour le secrétaire d'Etat aux finances:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

**Taux de la redevance sur certains alcools instituée par l'article 3 « bis » du code des contributions indirectes.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 10 juin 1949: page 5650, 2e colonne, après l'article 3, ajouter: « Fait à Paris, le 9 juin 1949 ».

**Contributions indirectes.**

Par arrêté en date du 5 mai 1949:

M. Kraemer (Joseph-Edmond), directeur de 3e classe des contributions indirectes à Saint-Lô (Manche), est nommé, en la même qualité, à Vesoul (Haute-Saône), en remplacement de M. Barthelet, décédé.

M. Auges (Louis-Jean), directeur de 1re classe des contributions indirectes, détaché auprès de la direction générale de contrôle et des enquêtes économiques, est réintégré dans les cadres de son administration d'origine et nommé, en la même qualité, à Saint-Lô (Manche), en remplacement de M. Kraemer.

**Douanes.**

Par arrêté du 5 mai 1949:

M. Bown (John-Théodore), inspecteur principal de 1re classe des douanes à Paris (service de la répression des fraudes douanières), est nommé directeur de 3e classe des douanes en Algérie.

M. Vermeulen (Georges-Eugène-Gustave), sous-directeur de 1re classe des douanes en Algérie, est nommé, sur place, directeur de 3e classe des douanes.

Le présent arrêté a effet à compter du premier jour du mois du débarquement en Algérie pour M. Bown et du 1er avril 1949 pour M. Vermeulen.

## MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Décret du 11 juin 1949 portant déclaration d'utilité publique d'une acquisition immobilière.**

Par décret en date du 11 juin 1949, est déclarée d'utilité publique et urgente, l'acquisition par l'Etat, pour le compte du ministère de la défense nationale (secrétariat d'Etat aux forces armées [air]), des terrains nécessaires à l'extension de l'aérodrome d'Ambérieu (Ain) tels qu'ils sont figurés et désignés sur les plans et état parcellaire annexés.

**Titularisation d'employés auxiliaires temporaires de l'Etat.**

Par arrêté en date du 2 juin 1949, les employés auxiliaires temporaires de l'Etat ci-après désignés ont été titularisés de la manière suivante dans les cadres complémentaires à compter du 1er juillet 1949:

CADRE COMPLÉMENTAIRE DE BUREAU

*Service ordinaire de l'Aisne.*

M. Lhomme (Marc), 2e classe p. o. — S. D.

*Service ordinaire des Alpes-Maritimes.*

M. Veran (Roger), 2e classe.
Mme Le Faucheur (Geneviève), 4e classe.
Mme Reguet (Yvonne), 5e classe.

*Service ordinaire de l'Ardèche*

M. Giraud (Eugène), 3e classe.
M. Aventurier (Gabriel), 3e classe.

*Service ordinaire de l'Aube.*

M. Billiet (Bernard), 5e classe.

*Service ordinaire de l'Aude.*

Mme Eychenne (Marie-Louise), 4e classe.

*Service ordinaire des Bouches-du-Rhône.*

M. Bourteau (Louis), 2e classe.

*Service ordinaire de la Charente.*

Mlle Fleuranceau (Jeanne), 3e classe.

*Service ordinaire de la Charente-Maritime.*

M. Carteau (Franck), 3e classe.
M. Robert (Léon), 5e classe.
Mme Megraud (Gisèle), 6e classe.

*Service ordinaire du Cher.*

Mme Perault, née Lévy-Reitcho, 3e classe.
Mme Sugnot (Juliette), 3e classe.

*Service ordinaire de la Corse.*

M. Valenti (Marius), 2e classe.
Mme Vignali (Louise), 3e classe.
M. Giudicelli (Antoine), 4e classe.

*Service ordinaire de la Côte-d'Or.*

Mme Cortel (Georgette), 2e classe p. o. — S. D.

*Service ordinaire du Finistère*

Mlle Kerloch (Anne), 3e classe.
Mme Roue (Marie), 3e classe.
Mlle Troadec (Thérèse), 3e classe.
M. Le Brun (Jean), 4e classe.

*Service ordinaire du Gard.*

M. Siaud (Lucien), 3e classe.

*Service ordinaire de la Haute-Garonne.*

M. Albetta (Marius), 4e classe.
M. Bidouil (Paul), 5e classe.

*Service ordinaire du Gers.*

M. Peralta (Camille), 3e classe.
M. Primi (Gaston), 4e classe.
M. Aubry (Pierre), 4e classe.

*Service ordinaire d'Ille-et-Vilaine.*

M. Mahé (Louis), 3e classe.
M. Gasse (Jean), 4e classe.

*Service ordinaire d'Indre-et-Loire.*

M. Guérineau (Paul), 2e classe.

*Service ordinaire du Jura.*

M. Devaux (Robert), 3e classe.

*Service ordinaire du Loiret.*

M. Desblaches (Henri), 3e classe.

*Service ordinaire du Lot.*

M. Escard (Louis), 3e classe.

*Service ordinaire de la Marne.*

Mme Miquel, née Bacon (Marie-Louise), 3e classe.

*Service ordinaire de la Haute-Marne.*

M. Bourquin (René), 3e classe.

*Service ordinaire de Meurthe-et-Moselle.*

M. Humbert (André), 4e classe.

*Service ordinaire du Morbihan.*

Mme Even, née Penvern (Jeanne), 4e classe.

*Service ordinaire de la Moselle.*

M. Combebias (André), 4e classe P. O. — S. D.

*Service ordinaire de la Nièvre.*

M. Langer (Raymond), 3e classe.
Mme Souillat (Jeanne), 5e classe.

*Service ordinaire du Nord.*

Mme Gryson (Odette), 3e classe.

*Service ordinaire du Pas-de-Calais.*

M. Froideval (Raymond), 2e classe p. o. — S. D.

*Service ordinaire des Pyrénées-Orientales.*

M. Sarda (Antoine), 2e classe.
M. Puig (Augustin), 4e classe.
Mme Lecourt, née Salies (Francine), 5e classe.

*Service ordinaire du Rhône.*

M. Lafond (Louis), 2e classe p. o. — S. D.
M. Gorlier (Alfred), 2e classe p. o. — S. D.
Mme Davouse (Jeanne), 4e classe.

*Service ordinaire de la Sarthe.*

Mme Houlbert (Suzanne), 4e classe.
M. Castille (Bernard), 5e classe.

*Service ordinaire de la Seine.*

M. Bonneil (Charles), 4e classe.

*Service ordinaire de Seine-et-Marne.*

Mme Reignier, née Dallas (Yvette), 2e classe.

*Service ordinaire de Seine-et-Oise.*

Mlle Jutel (Madeleine), 4e classe.

*Service ordinaire de la Seine-Inférieure.*

M. Falaise (Adrien), 2e classe.
M. Duboc (Fernand), 3e classe.
M. Lassery (Fernand), 3e classe.

*Service ordinaire des Deux-Sèvres.*

M. Marche (Raymond), 4e classe.

*Service ordinaire de la Somme.*

Mlle Guinet (Lucienne), 3e classe p. o. S. D.

*Service ordinaire de Tarn-et-Garonne.*

M. Pacot (Charles), 3e classe.

*Service ordinaire de la Vendée.*

M. Pubert (Eugène), 3e classe.
M. Michel (Eugène), 4e classe.

*Service ordinaire du Var.*

M. Sens (Jacques), 2e classe p. o. — S. D.

*Service ordinaire des Vosges.*

M. Beuchot (Jean), 3e classe.
Mme Brencher, née Lazarus (Yvonne), 4e classe.
M. Jeandel (René), 4e classe.

*Service du canal de la Marne au Rhin.*

M. Gaucher (Maurice), 4e classe.

*Service spécial de la navigation Belgique-Paris-Est.*

Mme Leroy (Madeleine), 2e classe p. o. — S. D.
Mme Bourgeois, née Mory (Antoinette), 2e classe.

*Service de la navigation de Strasbourg.*

M. Helm (René), 5e classe.
Mlle Schmitt (Irène), 5e classe.

*Service de la navigation Rhône-Saône (2e section).*

M. Cornaglia (Dominique), 2e classe p. o. — S. D.

*Service des canaux du Midi et latéral à la Garonne.*

M. Delmas (Pierre), 3e classe.

*Service maritime des Bouches-du-Rhône.*

M. Bertolucci (Alexandre), 2e classe.
M. Sanna (Ignace), 4e classe.
M. Canessa (Raoul), 4e classe.

*Service maritime du Nord.*

M. Blonde (Lucien), 2e classe.
Mme Lefebvre (Marthe), 2e classe.
Mme Pennec (Berthe), 7e classe.

*Service de la Seine-Inférieure.*

M. Auvray (Pierre), 3e classe.
M. Couturier (Jean), 3e classe.
Mlle Massard (Jeanne), 3e classe.

ADMINISTRATION CENTRALE

*Direction du personnel et de la comptabilité (2e bureau).*

Mme Tenot (Marie-Louise), 5e classe.

*Direction générale des chemins de fer et des transports, service de la main-d'œuvre, 8e bureau.*

Mme Godinaud (Germaine), 5e classe.

*Direction des routes, 3e bureau.*

Mme Chaumeil (Suzanne), 3e classe

CADRE COMPLÉMENTAIRE DE SERVICE

*Service ordinaire des Alpes-Maritimes.*

M. Cotto (Félix), 3e classe.

*Service ordinaire de la Corse.*

M. Mattei (Xavier), 3e classe.

*Service ordinaire du Finistère.*

M. Legrand (Hervé), 3e classe.

*Service ordinaire de la Gironde.*

M. Dupont (Maurice), 4e classe.
Mme Boutigue (Fernande), 4e classe.

*Service ordinaire des Pyrénées-Orientales.*

M. Dalle-Luche (Gaston), 4e classe.

*Service ordinaire du Rhône.*

M. Large (Marcel), 3e classe.

*Service ordinaire de la Seine.*

M. Logeart (Emile), 4e classe.

*Service ordinaire de la Somme.*

M. Dherissart (Sidonien), 5e classe.

*Service maritime de la Loire-Inférieure.*

M. Gauthier (Maurice), 3e classe.
M. Gouraud (Fernand), 4e classe.

Conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 2 octobre 1945 susvisé, les intéressés conservent l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans l'échelon qu'ils occupaient dans le précédent emploi.

Les reclassements ci-dessus ne donneront lieu à aucun rappel de traitement antérieurement au 1er juillet 1949.

## MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

**Décret n° 49-772 du 11 juin 1949 portant modification du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre du travail et de la sécurité sociale et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 1er de la loi du 14 février 1946;

Vu le décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, modifié par les décrets nos 47-193 du 16 janvier 1947, 47-1020 du 28 mai 1947, 47-1233 du 5 juillet 1947, 47-1930 du 7 octobre 1947, 47-2265 du 28 novembre 1947, 48-230 du 10 février 1948, 48-1443 du 18 septembre 1948, 48-1531 du 2 octobre 1948, et notamment son article 5;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le premier et le deuxième alinéa du paragraphe 6 *a* de l'article 5 du décret du 14 juin 1946 précité sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes:

« Les commissions locales, interlocales et régionales sont composées de six à dix-

huit membres, dont 50 p. 100 de représentants du personnel et 50 p. 100 de représentants des exploitants. La durée du mandat est de trois ans. Ce mandat est renouvelable.

« Les représentants du personnel aux commissions locales, interlocales et régionales sont élus par les membres du personnel groupés en collèges électoraux correspondant aux diverses catégories définies à l'article 2. Les élections sont faites suivant le régime de la représentation proportionnelle lorsqu'il y a plus de deux représentants à élire par un même collège. Dans le cas contraire, elles sont faites au scrutin de liste majoritaire à deux tours.

« Un arrêté du ministre chargé des mines fixera les conditions d'application des deux alinéas précédents, notamment les modalités des élections des représentants du personnel et la composition des commissions. Toutefois, en ce qui concerne la composition des commissions locales, le même arrêté pourra déroger aux règles générales fixées par le présent article.

« Les contestations relatives au droit d'électorat et à la régularité des opérations électorales sont de la compétence du juge de paix qui statue d'urgence. Le juge de paix peut être saisi par l'ingénieur en chef des mines, l'exploitant et tout intéressé. La décision du juge de paix peut être déférée à la cour de cassation. Le pourvoi est introduit et examiné dans les formes et délais prévus par l'article 23 du décret organique du 2 février 1852, modifié par les lois des 30 novembre 1875, 6 février et 31 mars 1914 ».

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre du travail et de la sécurité sociale et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ROBERT LACOSTE.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
ROBERT LECOURT.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
DANIEL MAYER.

**Décret du 11 juin 1949 portant fixation de la date des élections pour le renouvellement des membres des chambres de commerce dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce et du secrétaire d'Etat au commerce,

Vu le décret du 22 novembre 1912 portant organisation des chambres de commerce de Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe);

Vu le décret du 25 février 1914 portant organisation de la chambre de commerce de Fort-de-France (Martinique);

Vu le décret du 19 novembre 1915 portant organisation de la chambre de commerce de Saint-Denis (la Réunion);

Vu le décret du 28 septembre 1938 portant organisation de la chambre de commerce de Cayenne (Guyane française);

Vu le décret du 8 septembre 1939 suspendant dans les territoires relevant du ministère des colonies toutes les élections aux assemblées et conseils élus;

Vu l'ordonnance du 15 octobre 1945 portant rétablissement des élections aux assemblées ou conseils élus dans les territoires relevant du ministère des colonies, notamment l'article 4 de ladite ordonnance;

Vu la loi du 19 mars 1946, modifiée par l'article 84 de la loi du 23 décembre 1946, tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion,

Décrète:

Art. 1er. — Des élections pour le renouvellement intégral des membres des chambres de commerce dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion auront lieu dans le courant du mois de décembre 1949 suivant les dispositions organiques actuellement en vigueur pour ces compagnies.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux chambres de commerce desdits départements dont les membres ont été renouvelés dans les formes réglementaires depuis le décret susvisé du 8 septembre 1939.

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce et le secrétaire d'Etat au commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ROBERT LACOSTE.

*Le secrétaire d'Etat au commerce,*
JULES-JULIEN.

**Décret du 11 juin 1949 autorisant l'office industriel de l'azote à prendre une participation à la Compagnie centrale d'hydrogénation et de synthèse et à la Société chimique des Bouches-du-Rhône.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat aux affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi du 11 avril 1924, modifiée et complétée par les lois provisoirement applicables du 21 septembre 1941 et du 28 août 1942 et par l'ordonnance n° 45-157 du 31 janvier 1945 organisant l'office national industriel de l'azote;

Vu le décret-loi du 21 avril 1939 tendant à affecter les participations financières de l'Etat à l'amortissement de la dette publique, modifié par la loi provisoirement applicable du 21 juin 1942;

Vu le décret du 30 mai 1925 déterminant le fonctionnement administratif et financier de l'office national industriel de l'azote et le décret du 30 juillet 1926 portant règlement de comptabilité de l'office;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'office national industriel de l'azote du 4 mars 1949,

Décrète:

Art. 1er. — L'office national industriel de l'azote est autorisé à participer, à raison de 9.500.000 F, au capital de la Société chimique des Bouches-du-Rhône et, à raison de 8 millions de francs, au capital de la Compagnie centrale d'hydrogénation et de synthèse.

L'office national industriel de l'azote est autorisé à exercer ses droits de souscription lors des augmentations de capital de la Compagnie centrale d'hydrogénation et de synthèse, le montant global de sa participation étant toutefois limité à 15 p. 100 de ce capital.

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ROBERT LACOSTE.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
ANTOINE PINAY.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
EDGAR FAURE.

**Commission des marchés des Charbonnages de France.**

Le ministre de l'industrie et du commerce et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi n° 48-1268 du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier;

Vu le décret n° 48-1442 du 18 septembre 1948 instituant des commissions des marchés auprès des entreprises publiques dépendant du ministère de l'industrie et du commerce;

Vu l'arrêté ministériel du 18 janvier 1949 fixant la liste des entreprises publiques dépendant du ministère de l'industrie et du commerce auprès desquelles doivent être créées des commissions de marchés,

Arrêtent:

Art. 1er. — Est nommé président de la commission des marchés des Charbonnages de France, M. Rousselier, conseiller d'Etat.

Art. 2. — Sont nommés membres de ladite commission:

1° Le directeur des mines au ministère de l'industrie et du commerce ou son représentant;

2° Le directeur général des prix et du contrôle économique ou le directeur adjoint;

3° Le contrôleur d'Etat auprès des Charbonnages de France;

4° En qualité de membre désigné sur proposition du président de l'assemblée des présidents des chambres de commerce de France:

Pour l'examen des marchés de travaux et des achats d'immeubles: M. François Lévêque, inspecteur général des ponts et chaussées en retraite;

Pour l'examen des marchés de fournitures: M. Meriel-Bussy, chef du service des questions économiques du syndicat général des industries mécaniques;

5° En qualité de membres désignés parmi le personnel supérieur des Charbonnages de France:

Le directeur général des Charbonnages de France ou son représentant;

Le directeur général des services techniques des Charbonnages de France ou son représentant;

Le directeur général des services administratifs et commerciaux des Charbonnages de France ou son représentant:

Le directeur des industries de la houille aux Charbonnages de France ou son représentant;

6° En qualité de membres désignés parmi le personnel supérieur d'autres administrations publiques:

M. Brémond, contrôleur général à la direction générale d'Electricité de France;

M. Gros, ingénieur en chef du service des approvisionnements à la Société nationale des chemins de fer français.

Art. 3. — Le directeur des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juin 1949.

Pour le ministre de l'industrie et du commerce:
*Le directeur du cabinet,*
PIERRE DREYFUS.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE PETSCHE.

**Décision D. 53 modifiant la décision D. 34 du 2 janvier 1947 et relative à l'approvisionnement en carburant-auto des détaillants et consommateurs.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er juin 1949: page 5308, 1re colonne, au lieu de: « Le ministre de l'industrie et du commerce, vu le décret du 25 février 1949... », lire: « Le ministre de l'industrie et du commerce, vu le décret du 25 janvier 1949... ».

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

**Citations à l'ordre de l'armée aérienne.**

Par décision du 7 juin 1949, le ministre de la défense nationale cite:

*A l'ordre de l'armée aérienne.*

A TITRE POSTHUME

BARBALAT (Pierre-Paul), lieutenant, 2e groupe aérien d'observation d'artillerie.

Cette citation comporte l'attribution de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec palme.

Par décision du 8 juin 1949, sur la proposition du secrétaire d'Etat aux forces armées, le ministre de la défense nationale cite:

*A l'ordre de l'armée aérienne.*

BERNARD (Pierre), lieutenant, groupement tactique « air » en zone Nord.

SANTINI (Alexis), lieutenant, E. L. A. n° 52.

BLANJOT (Jacques), adjudant-chef, 3e G.A.O.A.

VIDELIER (Alphonse), adjudant, E. L. A. n° 52.

DEBRAY (Lucien), sergent-chef, E. L. A. n° 52.

SAULT (Guy), sergent-chef, E. L. A. n° 52.

ROBICHON (Robert), sergent, E. L. A. n° 52.

Ces citations comportent l'attribution de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec palme.

**Décret n° 49-769 du 10 juin 1949 relatif aux prix de vente des poudres à feu et des poudres de chasse destinées à l'exportation.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'article 13 de la loi de finances du 29 mars 1897, modifié par l'article 37 de l'ordonnance 45-524 du 31 mars 1945;

Vu le décret n° 48-327 du 21 février 1948 portant fixation des prix de vente des poudres à feu et des poudres de chasse destinées à l'exportation,

Décrète:

Art. 1er. — Les prix des poudres à feu vendues à l'exportation par le service des contributions indirectes à destination de l'étranger, des pays de l'Union française ou de l'Algérie, sont fixés ainsi qu'il suit pour toutes commandes dont la valeur atteint au moins 1.000 F:

| ESPECES DE POUDRES | PRIX PAR 100 KG | |
|---|---|---|
| | Départ poudrerie. (1) | Dans les entrepôts. |
| | francs. | francs. |
| Poudre de commerce extérieur (2): | | |
| Ordinaire | 18.300 | 20.500 |
| Forte | 20.300 | 22.500 |
| Poudre noire de mine (3): | | |
| Ordinaire: | | |
| Ronde | 13.800 | 16.000 |
| Anguleuse | 19.300 | 21.500 |
| Fin grain | 19.300 | 21.500 |
| Forte: | | |
| Ronde | 16.300 | 18.500 |
| Anguleuse | 21.300 | 23.700 |
| Fin grain | 20.300 | 23.700 |
| Fin grain spécial: | | |
| N° 1 | 21.300 | 23.500 |
| N° 2 | 21.300 | 23.500 |
| N° 3 | 21.300 | 23.500 |
| N° 4 | 21.300 | 23.500 |
| Type M. C. | 15.300 | 17.500 |
| Type M. C. H. | 14.800 | 17.000 |
| Pulvérin: | | |
| N° 1 | 15.300 | 17.500 |
| N° 2 | 14.800 | 17.000 |
| Poudre au nitrate de soude: | | |
| Anguleuse | 5.600 | 7.800 |
| Ordinaire | 6.400 | 8.600 |
| Poudre C au nitrate de soude | 6.800 | 9.000 |

| ESPECES DE POUDRES | PRIX PAR 100 KG | |
|---|---|---|
| | Départ poudrerie (1) | Dans les entrepôts. |
| | francs. | francs. |
| Explosif de mine au nitrate d'ammoniaque ou de soude type « N » (4): | | |
| N° 0 | 11.800 | 14.000 |
| N° 1 b | 7.800 | 10.000 |
| N° 1 c | 8.800 | 11.000 |
| N° 1 d | 7.800 | 10.000 |
| N° 7 | 7.800 | 10.000 |
| N° 19 | 10.300 | 12.500 |
| N° 20 | 14.800 | 17.000 |
| N° 21 | 16.800 | 19.000 |
| N° 22 | 16.800 | 19.000 |
| N° 30 | 12.300 | 14.500 |
| N° 32 | 10.300 | 12.500 |
| N° 10 (Lavarande) | 10.700 | |
| N° 11 (Lavarande) | 9.100 | |
| N° 15 (Lavarande) | 9.900 | |
| Sévranite n° 1 | 34.300 | 36.500 |
| Sévranite n° 2 | 30.300 | 32.500 |
| Explosifs de mine au chlorate de potasse ou de soude type « O » (5): | | |
| N° 2 | 11.300 | 13.500 |
| N° 5 | 10.100 | 12.300 |
| N° 5 (Bellefontaine) | 9.900 | |
| N° 6 (a, b, c) | 10.100 | 12.300 |
| N° 8 | 9.300 | 11.500 |
| N° 8 (Bellefontaine) | 8.700 | |
| N° 14 | 9.800 | 12.000 |
| N° 14 (Bellefontaine) | 9.100 | |
| Poudres de guerre noires: | | |
| A mousquet | 19.300 | 21.500 |
| A canon finance | 19.300 | 21.500 |
| A éclatement | 19.300 | 21.500 |

(1) Les acheteurs dont les commandes dépassent 1.000 kg par mois sont tenus de prendre livraison en poudrerie, les frais de transport et de retour des emballages vides restant à leur charge.

(2) Non compris l'emballage. Destinées à être exportées à l'état nu.

(3) Non compris l'emballage. Destinées à être exportées à l'état nu, à l'état de cartouches comprimées ou de mèches de sûreté.

(4) Non compris l'emballage. Destinées à être exportées à l'état nu ou à l'état de cartouches comprimées ou non.

(5) Les explosifs du type « O » doivent être pris nus à la poudrerie de Vonges (Côte-d'Or), la fourniture des emballages, les frais de transport et de retour des emballages vides restant à la charge des acheteurs. Les explosifs des types « O » et « N » peuvent être livrés en grains lissés, mais les prix de vente subissent alors une majoration de un franc par kilogramme (voir renvoi 4 pour le surplus).

Art. 2. — Les prix des poudres de chasse destinées à l'exportation ou que le service des contributions indirectes livrera sous le régime de l'exportation aux pays de l'Union française (1) sont fixés ainsi qu'il suit pour toutes commandes dont la valeur atteint au moins 1.000 F:

| ESPÈCES DE POUDRES DE CHASSE | PRIX par kilogramme. Départ poudrerie (4) | PRIX par kilogramme. Départ entrepôt. |
|---|---|---|
| | francs. | francs. |
| Poudres de chasse noires (2): | | |
| Ordinaire: | | |
| En barils | 325 | 345 |
| En boîtes de 2 kg | 355 | 375 |
| En boîtes de 1 kg | 370 | 390 |
| En boîtes de 5 hg | 390 | 410 |
| En boîtes de 2 hg | 420 | 440 |
| En boîtes de 1 hg | 455 | 475 |
| Forte: | | |
| En barils | 355 | 375 |
| En boîtes de 2 kg | 385 | 405 |
| En boîtes de 1 kg | 400 | 420 |
| En boîtes de 5 hg | 420 | 440 |
| En boîtes de 2 hg | 450 | 470 |
| En boîtes de 1 hg | 485 | 505 |
| Spéciale: | | |
| En barils | 385 | 405 |
| En boîtes de 2 kg | 415 | 435 |
| En boîtes de 1 kg | 430 | 450 |
| En boîtes de 5 hg | 450 | 470 |
| En boîtes de 2 hg | 480 | 500 |
| En boîtes de 1 hg | 515 | 535 |
| Poudres pyroxylées: | | |
| T et T *bis* (3): | | |
| Nue | 735 | 750 |
| En boîtes de 1 kg | 805 | 820 |
| En boîtes de 5 hg | 845 | 860 |
| En boîtes de 2 hg | 875 | 890 |
| En boîtes de 1 hg | 935 | 950 |
| K 2 et K (3): | | |
| Nue | 735 | 750 |
| En boîtes de 1 kg | 805 | 820 |
| En boîtes de 5 hg | 845 | 860 |
| En boîtes de 2 hg | 875 | 890 |
| En boîtes de 1 hg | 935 | 950 |
| B. A. 3: | | |
| Nue | 855 | 870 |
| En boîtes de 1 kg | 925 | 940 |
| En boîtes de 5 hg | 965 | 980 |
| En boîtes de 2 hg | 995 | 1.010 |
| En boîtes de 1 hg | 1.055 | 1.070 |
| Ballistite de chasse: | | |
| Nue | 1.015 | 1.030 |
| En boîtes de 1 kg | 1.085 | 1.100 |
| En boîtes de 5 hg | 1.125 | 1.140 |
| En boîtes de 2 hg | 1.155 | 1.170 |
| En boîtes de 1 hg | 1.215 | 1.230 |

(1) L'exportation s'entend des envois à l'étranger et dans les pays de l'Union française y compris l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.
(2) Non compris l'emballage. Destinées à être exportées en boîtes ou à l'état nu, en barils ou à l'état de cartouches.
(3) Non compris l'encaissage. Destinées à être exportées à l'état nu, en boîtes ou à l'état de cartouches.
(4) Les acheteurs dont les commandes dépassent 1.000 kg par mois sont tenus de prendre livraison en poudrerie; les frais de transport et de retour des emballages vides restant à leur charge.

Art. 3. — Le ministre de la défense nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la défense nationale,*
PAUL RAMADIER.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
EDGAR FAURE.

**Décret n° 49-770 du 10 juin 1949 portant création d'une commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret-loi du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, et les textes du 14 août 1939 pris pour son application;

Vu le décret n° 47-2270 du 29 novembre 1947 fixant les attributions du ministre des forces armées et des secrétaires d'Etat aux forces armées;

Vu le décret du 7 janvier 1948 fixant les attributions du secrétaire général du ministère des forces armées;

Vu les décrets n°s 48-1420, relatif à l'exécution des attributions du ministre de la défense nationale, et 48-1434 du 16 septembre 1948, relatif aux attributions du ministre de la défense nationale et des secrétaires d'Etat aux forces armées;

Vu l'avis des ministres de la France d'outre-mer et de l'intérieur,

Décrète:

Art. 1er. — Il est institué auprès du ministre de la défense nationale une commission qui a pour mission:

1° D'examiner les demandes d'autorisation relatives à la fabrication et à l'exportation des matériels de guerre à l'étranger, et de donner un avis motivé sur lesdites demandes;

2° D'étudier l'orientation à donner à la politique de fabrication des matériels de guerre pour l'étranger et les moyens d'agir sur le volume et la qualité des fabrications et exportations.

Art. 2. — La commission visée à l'article 1er comprend:

Le secrétaire général du ministère de la défense nationale représentant le ministre de la défense nationale, président;

Un représentant du ministre des affaires étrangères;

Un représentant du ministre des finances;

Un représentant du secrétaire d'Etat aux affaires économiques;

L'ingénieur général, secrétaire du comité technique des programmes des forces armées.

Elle peut entendre, suivant la nature des questions inscrites à l'ordre du jour et sur convocation de son président, des représentants des divers ministères et secrétaires d'Etat intéressés (France d'outre-mer, intérieur, industrie et commerce et affaires économiques, forces armées: air, marine et guerre) et plus généralement toute personne qualifiée. Les représentants des ministres ou secrétaires d'Etat doivent avoir qualité pour opérer à l'intérieur de leur département ministériel les liaisons indispensables à l'instruction des affaires et être habilités à apporter en séance un avis officiel.

Art. 3. — Le secrétariat de la commission est assuré par les soins du secrétariat général du ministère de la défense nationale.

Art. 4. — Le ministre de la défense nationale, le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la défense nationale,*
PAUL RAMADIER.

*Le ministre des affaires étrangères,*
SCHUMAN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

**Décret du 10 juin 1949 portant attribution de la médaille de l'aéronautique.**

Par décret du président du conseil des ministres en date du 10 juin 1949, rendu sur la proposition du ministre de la défense nationale, du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et du secrétaire d'Etat aux forces armées, sont décorés de la médaille de l'aéronautique, à titre posthume:

M. Gaston Lecœur, docteur radiologue, qui s'était consacré pendant de longues années à l'examen psychotechnique du personnel navigant.

M. Emile Chaimbaux, pilote moniteur, chef du centre interclubs de Meaux. Totalisait 7.000 heures de vol (avion et planeur).

**Décret du 11 juin 1949 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur (mutilé à 100 p. 100 de la guerre 1914-1918).**

Par décret en date du 11 juin 1949, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées en application de l'article 1er de la loi du 2 janvier 1932 relative à la promotion dans la Légion d'honneur des mutilés de guerre à 100 pour 100, le mutilé de la guerre 1914-1918 dont le nom suit, titulaire d'une pension d'invalidité de 100 p. 100 à titre définitif, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade d'officier.*

(Décoration sans traitement.)

MORICE (Emmanuel - François), ex - matelot sans spécialité, mle 3730, Saint-Nazaire. Chevalier de la Légion d'honneur du 25 mars 1937. Réformé à 100 p. 100 pour blessures de guerre avec bénéfice de l'article 12 de la loi du 31 mars 1919.

**Décret du 11 juin 1949 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (mutilé à 100 p. 100 de la guerre 1939-1945).**

Par décret en date du 11 juin 1949, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées, le mutilé de la guerre 1939-1945 dont le nom suit, titulaire d'une pension d'invalidité de 100 p. 100 à titre définitif, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade de chevalier.*

(Décoration avec traitement.)

(Pour compter de la date de signature du présent décret.)

BEGOT (Louis-Vincent-Marie), ex-matelot fusilier, mle 278 L. 39. Services actifs: 7 ans 5 mois. Cité. Blessé. Médaillé militaire par décret du 16 octobre 1945. Réformé définitif à 100 p. 100 pour blessures de guerre.

**Décret du 11 juin 1949 portant annulation dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 11 juin 1949, est annulé par suite de double emploi et en ce qui concerne M. le capitaine de corvette Abgrall (G.-A.-J.), le décret du 7 juillet 1945. Cet officier a déjà été promu dans l'ordre par arrêté du 3 décembre 1942.

**Décret du 11 juin 1949 portant nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 11 juin 1949, rendu sur la proposition du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), le conseil de l'ordre entendu, sont nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur les personnes dont les noms suivent:

*Au grade de chevalier.*

MM.

Rossignol (Antoine), professeur à l'école militaire préparatoire d'Autun; 33 ans de services, 4 campagnes. A été cité.

Mme Pœuf (Irma), en religion sœur Pœuf, de l'ordre des Filles de la charité, supérieure de la communauté attachée à l'école enfantine Hériot; 33 ans de services.

Clair (Henry), chef adjoint du cabinet du ministre de la défense nationale; 21 ans de services, 4 campagnes. A été cité.

**Décrets portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 29 mai 1949:

Page 5243, 2e colonne, au grade de commandeur, au lieu de: « Augier (Léopold), ancien lieutenant au 7e régiment d'infanterie », lire: « Augier (Léopold), ancien sous-lieutenant au 7e régiment d'infanterie ».

Page 5214, 2e colonne, par décret du 27 mai 1949, au lieu de: « Sont ratifiées les inscriptions aux tableaux spéciaux de la médaille militaire », lire: « Sont ratifiées les inscriptions aux tableaux spéciaux de la Légion d'honneur et de la médaille militaire ».

Page 5245, 1re colonne, par décret du 27 mai 1949, au lieu de: « en faveur des anciens militaires désignés ci-dessus », lire: « en faveur des anciens militaires désignés ci-dessous »; 2e colonne, au lieu de: « Specht (Jean-César), ancien soldat au 111e régiment de la légion étrangère d'infanterie », lire: « ancien soldat au 11e régiment de la légion étrangère d'infanterie »; au lieu de: « Goisse (Henri-Joseph), ancien soldat au 111e régiment étranger d'infanterie », lire: « ancien soldat au 11e régiment étranger d'infanterie ».

**Décret du 11 juin 1949 portant concession de la médaille militaire.**

Par décret du Président de la République en date du 11 juin 1949, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres, du ministre de la défense nationale et du secrétaire d'Etat aux forces armées, vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur en date du 16 mai 1949 portant que les dispositions dudit décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, la médaille militaire a été conférée à l'officier marinier dont le nom suit:

DÉCORATION A TITRE POSTHUME

SAOUZANET (Roger), premier maître pilote d'aviation, mle 3742 B. 37.

Cité à l'ordre de la marine nationale par décision n° 451 E.M.G./F.A.M./O. du 3 décembre 1948.

**Remise de débet.**

Par arrêté du secrétaire d'Etat chargé de la marine et du ministre des finances et des affaires économiques, en date du 27 mai 1949, il est fait remise, sous réserve du versement d'une somme de 1.000 F, à M. Sales (Roger), 50, rue Thomas-Edison, à Coudekerque (Nord), de la somme de 6.060 F et des intérêts y afférents représentant le montant de sa dette envers l'Etat pour trop-perçu de délégation.

**Conditions de concessions de logement au profit des militaires en service en Sarre.**

Le ministre des affaires étrangères, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre),

Vu l'ordonnance du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu la loi n° 47-2158 du 15 novembre 1947 relative à l'introduction du franc en Sarre;

Vu l'article 5 du décret n° 48-1667 du 26 octobre 1948 fixant le régime de solde des militaires en service en Sarre,

Arrêtent:

Art. 1er. — Des concessions de logement, à titre onéreux, peuvent être accordées aux officiers et aux militaires non officiers chefs de famille en service sur le territoire de la Sarre qui occupent des locaux pris en dehors par l'Etat et permettant une habitation normale. Les droits sont définis par un barème établi par décision de l'autorité militaire, prise en accord avec le Haut commissaire.

Art. 2. — Les concessions de l'espèce entraînent pour les bénéficiaires des retenues sur la solde nette de:

Neuf pour cent pour les locaux meublés.
Sept pour cent pour les locaux non meublés.

En aucun cas, cette retenue ne pourra excéder la valeur locative réelle du logement concédé. La partie des logements excédant les droits fixés par le barème visé ci-dessus reste à la charge des bénéficiaires.

Art. 3. — Les intéressés bénéficieront du remboursement par l'Etat de leurs dépenses de chauffage dans la limite de la moitié du prix des attributions de charbon qu'ils ont obtenues au cours de l'hiver 1947-1948.

Art. 4. — Les militaires détachés en Sarre pour y exercer des fonctions qui comportent dans la métropole la gratuité du logement bénéficieront de cet avantage dans les conditions prévues pour les emplois analogues.

Art. 5. — En raison des nécessités du service, des logements peuvent être concédés sans que le prélèvement prévu à l'article 2 ci-dessus soit effectué sur leur solde aux militaires chargés de fonctions de surveillance: concierges, gardiens.

Art. 6. — Toutes les concessions de logement prévues au présent arrêté sont accordées par décision particulière du Haut commissaire de la République française en Sarre ou, s'il y a lieu, de l'autorité militaire, qui fixera, outre la date d'effet de chaque concession, les noms et grades des bénéficiaires, la consistance et la situation des logements concédés, en précisant, s'il y a lieu, la partie du logement excédant les droits du bénéficiaire tels qu'ils résultent du barème prévu par l'article 1er ci-dessus.

Elles seront révocables de plein droit si les besoins du service l'exigent.

Art. 7. — Le secrétaire d'Etat à la guerre et le Haut commissaire de la République française en Sarre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 31 mai 1949.

*Le ministre des affaires étrangères,*
Pour le ministre des affaires étrangères et par délégation:
*Le secrétaire général du ministre des affaires étrangères,*
ALEXANDRE PARODI.

Pour le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre):
*Le directeur du cabinet,*
ANDRÉ CHAGNEAU.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

### Constructions navales et artillerie navale.

Les agents techniques principaux des constructions navales dont les noms suivent reçoivent un avancement en classe.

(Pour compter du 1er avril 1949.)

1er tour (ancienneté). M. Le Corre (Edmond), agent technique principal de 3e classe, reliquat de bonifications: néant.

(Pour compter du 1er mai 1949.)

2e tour (choix). M. Aymé (Brice), agent technique principal de 2e classe, reliquat de bonifications: néant.

3e tour (choix). M. Ferras (Joseph), agent technique principal de 3e classe, reliquat de bonifications: néant.

1er tour (ancienneté). M. Guerin (Gilbert), agent technique principal de 3e classe, reliquat de bonifications: 1 jour (figure au tableau d'avancement).

Est avancé à la 2e classe dans l'emploi d'agent technique principal de l'artillerie navale:

(Pour compter du 1er mai 1949.)

2e tour (choix). M. Nadaud (André), agent technique principal de 3e classe, reliquat de bonifications: 1 mois 17 jours.

Est nommé à l'emploi d'agent technique principal de 3e classe de l'artillerie navale:

(Pour compter du 1er mai 1949.)

2e tour (choix). M. Lescot (Auguste), agent technique de 1re classe, reliquat de bonifications: 9 jours.

Est annulé l'article 1er de l'arrêté du 2 mai 1949 concédant un avancement en classe, pour compter du 1er avril 1949, à l'agent technique principal de 3e classe des constructions navles Guerin (Gilbert).

Par arrêté du secrétaire d'Etat chargé de la marine, en date du 7 juin 1949, sont nommés à l'emploi d'agent technique de 3e classe des constructions navales et de l'artillerie navale, pour compter de la date du présent arrêté, les ouvriers dont les noms suivent:

| NOMS ET PRÉNOMS | PORTS ou établissements d'affectation. | PORTS matriculaires. | BONIFICATIONS pour services militaires. |
|---|---|---|---|
| *Branche « constructions navales ».* | | | |
| Moutard (Marcel)..... | Saïgon. | Cherbourg. | 2 ans. |
| Guihal (Emile)..... | Indret. | Brest. | Néant. |
| Menguy (Paul)..... | Brest. | Brest. | 2 ans. |
| Prigent (Alexandre)..... | Brest. | Brest. | 2 ans 11 mois 24 jours. |
| Kerlidou (Paul)..... | Brest. | Brest. | 1 an 6 mois 5 jours. |
| Goasduff (Pierre)..... | Dakar. | Brest. | 1 an 7 mois 28 jours. |
| Le Gall (Pierre)..... | Brest. | Brest. | 2 ans. |
| Brient (René)..... | Lorient. | Brest. | 1 an 2 mois 20 jours. |
| Lebreton (Félix)..... | Indret. | Brest. | Néant. |
| Le Foll (Georges)..... | D. C. C. A. N. | Brest. | 5 mois 17 jours. |
| *Branche « artillerie navale ».* | | | |
| Dubreuil (Jean)..... | Ruelle. | Brest. | 1 an 6 mois. |
| Videgrain (Louis)..... | Cherbourg. | Cherbourg. | 10 mois 25 jours. |
| Paute (Edmond)..... | Ruelle. | Brest. | 1 an 11 mois 4 jours. |

### Direction des études et fabrications d'armement.

Par arrêté en date du 18 mai 1949, l'arrêté du 4 décembre 1946 rapportant celui du 19 septembre 1945 et infligeant un avertissement à M. Allely (Marcel), agent sur contrat à la direction des études et fabrications d'armement est rapporté. Toutes les sanctions prises contre M. Allely (Marcel) sont en conséquence annulées.

### Génie.

Par arrêté en date du 27 mai 1949, pris après avis de la commission de réintégration, M. Prône (Louis), ex-casernier du génie à la chefferie de Haguenau, est réintégré dans son emploi, à dater du jour où il a été rayé des contrôles.

### Personnels civils extérieurs de la guerre.

Par arrêté du 7 juin 1949, les employés auxiliaires temporaires dont les noms suivent sont titularisés dans le cadre complémentaire de bureau et nommés aux emplois ci-après:

DIRECTION DES ESSENCES EN AFRIQUE DU NORD

(A compter du 1er juillet 1945.)

*Agent de bureau de 2e classe.*

Mme Dusseau, née Cabanne de Laprade (Henriette-Antoinette).

*Agent de bureau de 3e classe.*

Mme Terrazzoni, née Giorgi (Marie-Lucie).

Par arrêté du 7 juin 1949, l'employé auxiliaire ci-dessous désigné est titularisé dans le cadre complémentaire de bureau et nommé à l'emploi ci-après:

DIRECTION DES ESSENCES EN AFRIQUE DU NORD

(A compter du 1er juillet 1947.)

*Agent de bureau de 3e classe.*

M. Ortola (Louis).

La titularisation prononcée par le présent arrêté reste subordonnée au résultat de l'examen médical prévu par la circulaire n° 89-22 B/4 du ministre des finances et des affaires économiques en date du 29 juin 1948 et de la circulaire ministérielle n° 059 PC/4 du 16 juillet 1948.

### Admission à la retraite d'officiers de l'armée de l'air.

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 mai 1949: page 5208, 3e colonne, paragraphe 11, au lieu de: « M. le colonel Guillon (Pierre-Félix-Marie-Léon), né le 9 février 1894 », lire: « M. le colonel Guillon (René-Félix-Marie-Léon), né le 9 février 1894 ».

## MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

### Décret du 23 février 1949 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 23 février 1949, rendu sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'intérieur, vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur en date du 25 janvier 1949 portant que la nomination faisant l'objet du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur à compter du 9 février 1948, le militaire de l'armée active désigné ci-après:

RÉGIMENT DE SAPEURS-POMPIERS

*Au grade de chevalier.*

Chanteaud (Jacques), chef de bataillon; 26 ans de services, 2 campagnes.

Cette nomination annule et remplace celle prononcée à titre civil par décret du 9 février 1948, publié au *Journal officiel* du 21 février 1948.

### Décret du 11 juin 1949 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 11 juin 1949, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre de l'intérieur et après avis du conseil de l'ordre en date du 14 mai 1949 portant que la nomination de ce décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est nommé dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

*Au grade de chevalier.*

M. Fert (Victor), contrôleur principal des travaux de la ville de Lyon (Rhône); 43 ans de pratique professionnelle, de services militaires de guerre.

**Décret du 11 juin 1949 portant reconnaissance d'une association comme établissement d'utilité publique.**

Par décret en date du 11 juin 1949, l'association dite Association pour le développement des œuvres sociales du régiment de sapeurs-pompiers, dont le siège est à Paris, a été reconnue d'utilité publique.

## MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

**Décret n° 49-780 du 4 juin 1949 modifiant le décret n° 47-1808 du 12 septembre 1947 modifié, relatif à la Médaille de la France libérée.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères et du ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 47-1808 du 12 septembre 1947 portant création d'une médaille dite Reconnaissance de la France libérée;

Vu les décrets n°s 47-1995 et 48-987 des 7 octobre 1947 et 16 juin 1948, modifiant et complétant le décret n° 47-1808 du 12 septembre 1947,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 1er du décret n° 47-1808 du 12 septembre 1947, modifié par l'article 1er du décret n° 48-987 du 16 juin 1948, est abrogé et remplacé par le texte suivant:

« Il est créé une médaille dite Médaille de la France libérée, appelée à commémorer la libération de la France. Elle peut être attribuée aux ressortissants français ou alliés qui démontreront avoir, par des actes individuels, apporté une contribution effective à cette libération ».

Art. 2. — L'article 2 du décret n° 47-1808 du 12 septembre 1947, complété par le décret n° 47-1955 du 7 octobre 1947 et par l'article 2 du décret n° 48-987 du 16 juin 1948, est abrogé et remplacé par le texte suivant:

« La Médaille de la France libérée est attribuée par arrêté du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, pris après avis d'une commission siégeant au ministère des anciens combattants et victimes de la guerre et comprenant:

« Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre ou son représentant, président;

« Le grand chancelier de la Légion d'honneur ou son représentant;

« Le grand chancelier de l'ordre de la Libération ou son représentant;

« Un officier général désigné par le ministre de la défense nationale;

« Un représentant du garde des sceaux, ministre de la justice;

« Un représentant du ministre des affaires étrangères;

« Un représentant du ministre de l'intérieur;

« Quatre représentants des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre désignés par le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre parmi les membres de la commission permanente de l'office national des anciens combattants et victimes de la guerre ».

Art. 3. — La Médaille de la France libérée ne pourra être attribuée aux personnes déjà titulaires:

De la Légion d'honneur, pour faits de résistance;

De la croix de la Libération;

De la Croix de guerre, pour faits de résistance;

De la médaille de la Résistance;

De la médaille de la Reconnaissance française pour faits de guerre.

Art. 4. — Les décisions intervenues antérieurement à la publication du présent décret seront soumises à revision en fonctions des dispositions des articles 1er et 2 ci-dessus.

Art. 5. — Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre,*

ROBERT BÉTOLAUD.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

ROBERT LECOURT.

*Le ministre des affaires étrangères,*

SCHUMAN.

*Le ministre de l'éducation nationale, ministre de l'intérieur par intérim,*

YVON DELBOS.

**Décret portant attribution de la médaille des prisonniers civils, déportés et otages de la grande guerre.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 8 juin 1949: page 5569, 1re colonne, 19e ligne, au lieu de: « Leroy (Jules) », lire: « Leroy (Jules-Auguste) »; 3e colonne, 1re ligne, au lieu de: « Jonnequin (Augustin-Léon) », lire: « Jonnequin (Auguste-Léon); 92e ligne, au lieu de: « Wittandal (Jean-Louis) », lire « Wittendal (Jean-Louis) ».

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**Décret n° 49-771 du 11 juin 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-2632 du 2 novembre 1945, modifiée par la loi n° 48-903 du 2 juin 1948, réorganisant le centre national de la recherche scientifique.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'ordonnance n° 45-2632 du 2 novembre 1945, modifiée par la loi n° 48-903 du 2 juin 1948, réorganisant le centre national de la recherche scientifique, notamment son article 1er;

Le conseil d'Etat entendu.

Décrète:

TITRE Ier

*Du conseil d'administration.*

Art. 1er. — Le conseil d'administration du centre national de la recherche scientifique comprend:

Un membre du conseil d'Etat, en activité ou honoraire, ayant au moins rang de conseiller d'Etat, président;

Un membre de la cour des comptes, en activité ou honoraire, ayant au moins rang de conseiller-maître, vice-président;

Le directeur du budget au ministère des finances ou son représentant;

Le haut commissaire à l'énergie atomique ou son représentant;

Le directeur de l'enseignement supérieur au ministère de l'éducation nationale ou son représentant;

Le directeur de l'enseignement technique au ministère de l'éducation nationale ou son représentant;

Un représentant du ministre de la défense nationale;

Un représentant du ministre chargé des affaires économiques;

Un représentant du ministre de l'industrie et du commerce;

Un représentant du ministre de l'agriculture;

Les membres titulaires du directoire du centre national de la recherche scientifique.

Les fonctions de membres du conseil d'administration sont gratuites.

Les représentants du conseil d'Etat et le représentant de la cour des comptes sont désignés par leurs corps respectifs.

Le contrôleur financier et le sous-directeur du centre national de la recherche scientifique assistent aux séances du conseil avec voix consultative.

Art. 2. — Le conseil d'administration du centre délibère sur:

1° Le budget du centre et ses modifications;

2° Les comptes de l'ordonnateur et de l'agent comptable;

3° Les emprunts;

4° Les acquisitions, aliénations, échanges, constructions et grosses réparations d'immeubles;

5° Les baux et locations d'immeubles;

6° L'aliénation des biens mobiliers;

7° Les mesures générales concernant l'organisation et le fonctionnement du centre;

8° L'acceptation des dons et legs;

9° L'exercice des actions en justice;

10° La détermination et le taux des redevances et rémunérations de toute nature dues au centre,

et généralement sur toutes les questions qui lui sont soumises par le ministre de l'éducation nationale ou qui sont mises à son ordre du jour par son président.

Il reçoit chaque année le rapport du directeur sur l'activité générale du centre.

Art. 3. — Le conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an.

Ses délibérations ne sont valables que si le tiers, au moins, des membres en exercice, assistent à la séance.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les procès-verbaux sont adressés, dans les quinze jours, au ministre de l'éducation nationale et au ministre des finances.

Art. 4. — En dehors des cas où les lois et règlements exigent leur approbation par une autorité supérieure, les décisions du conseil d'administration sont exécutoires à l'expiration de la quinzaine qui suit la transmission du procès-verbal, à moins que dans ce délai le ministre de l'éducation nationale ou le ministre des finances n'y fasse opposition.

Art. 5. — Doivent être approuvés par arrêtés concertés des ministres de l'éducation nationale et des finances :

1° Le budget du centre et ses modifications ;

2° Les emprunts.

TITRE II

*Du comité national de la recherche scientifique.*

Art. 6. — Le comité national de la recherche scientifique, chargé de déterminer l'activité scientifique du centre comprend :

1° Le directeur du centre, président, et les directeurs adjoints, vice-présidents ;

2° Des membres appartenant à deux classes (classe des sciences mathématiques, physicochimiques, biologiques et naturelles ; classe des sciences humaines) répartis en groupe et sections conformément au tableau ci-annexé, lequel sera ultérieurement, le cas échéant, modifié ou tenu à jour, par décret en conseil d'Etat, rendu sur le rapport du ministre de l'éducation nationale.

Art. 7. — Les membres des sections sont nommés par le ministre de l'éducation nationale, un tiers sur la proposition du directeur du centre, deux tiers sur la proposition d'un corps électoral dont la composition est fixée ci-après.

L'ensemble des membres nommés sur proposition du directeur du centre doit comprendre au moins douze membres de l'institut appartenant aux classes suivantes : académie des inscriptions et belles-lettres, académie des sciences, académie des sciences morales et politiques.

Art. 8. — Le corps électoral prévu à l'article 7 comprend :

1° Les directeurs, maîtres, chargés et attachés de recherches du centre national de la recherche scientifique ;

2° Les professeurs, maîtres de conférences, chefs de travaux et assistants des facultés ;

3° Les professeurs agrégés en exercice des facultés de droit et de médecine ;

4° Les membres du personnel assimilables à ceux des catégories ci-dessus désignées, appartenant à tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherches relevant du ministère de l'éducation nationale ;

5° Un nombre au plus égal au dixième du nombre total des quatre catégories précédentes, groupant des personnalités susceptibles d'être assimilées à celles qui composent lesdites catégories et choisies notamment parmi le personnel des établissements d'enseignement supérieur et de recherche relevant des divers départements ministériels, de collectivités publiques, de fondations et établissements privés ;

6° Les membres des classes de l'institut mentionnées au deuxième alinéa de l'article 7 ;

7° Jusqu'à concurrence de cinquante, des professeurs d'enseignement supérieur honoraires et d'anciens directeurs de recherches ayant dépassé l'âge de la retraite.

Art. 9. — Les personnalités énumérées à l'article 8, sauf celles des numéros 6 et 7, cessent de faire partie du corps électoral.

Pour la catégorie n° 1, lorsqu'elles cessent d'appartenir au cadre des chercheurs ;

Pour les catégories n°s 2, 3 et 4, lors de leur admission à la retraite ;

Pour la catégorie n° 5, lorsqu'elles ont atteint la limite d'âge fixée pour les fonctionnaires auxquels elles sont assimilées ou lorsqu'elles ont cessé de remplir les conditions de leur assimilation.

Art. 10. — Les électeurs visés à l'article 8 sont répartis, suivant leurs compétences, en sections et groupes correspondant à chaque section et groupe du comité national, tels qu'ils sont fixés à l'article 6.

Les électeurs de chaque groupe et section sont ensuite répartis dans les catégories électorales suivantes :

Catégorie A. — Directeurs et maîtres de recherches, professeurs et maîtres de conférences des facultés, professeurs et agrégés en exercice des facultés de droit et de médecine, personnalités assimilées.

Catégorie B. — Chargés et attachés de recherches, chefs de travaux et assistants des facultés, personnalités assimilées.

Art. 11. — Dans chaque groupe, chacune des catégories définies à l'article 10 élit ses représentants par section à raison de six pour la catégorie A et deux pour la catégorie B.

Art. 12. — Tous les membres du corps électoral sont éligibles au titre de la section dans laquelle ils sont classés. Ils peuvent représenter l'une ou l'autre des catégories définies à l'article 10, quelle que soit celle à laquelle ils appartiennent.

Art. 13. — L'arrêté du ministre de l'éducation nationale, prévu à l'article 4 de la loi du 2 juin 1948 pour régler les modalités des élections, arrête la liste du corps électoral sur les bases établies par les articles 8 à 12 ci-dessus et suivant les propositions d'une commission spéciale, nommée par le ministre.

Le même arrêté détermine les conditions de classement dans les sections.

La publication de la liste des électeurs ainsi établie est faite par voie d'insertion au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale.

Art. 14. — La composition du comité national de la recherche scientifique est publiée au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale.

Art. 15. — Le comité national est nommé pour six ans et renouvelé par moitié tous les trois ans.

Lors du premier renouvellement, la moitié sortante des membres nommés sur proposition du directeur du centre et celle des membres nommés sur proposition du corps électoral est désignée par tirage au sort.

Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 16. — Chaque groupe du comité national assume la charge du développement et de l'orientation des recherches relevant de sa compétence.

Il élit son président et fixe la date de ses réunions ; celles-ci doivent avoir lieu au moins deux fois par an, en mai-juin et octobre-novembre, en vue de donner un avis sur :

Les titres des candidats aux diverses rétributions pour chercheurs attribuées par le centre ;

L'importance et la qualité des travaux des chercheurs et leur classement dans les diverses catégories et classes ;

L'affectation de collaborateurs techniques à des chercheurs pour les assister dans leurs travaux et la qualification de l'emploi de ces collaborateurs ;

L'ouverture des crédits pour travaux exécutés à la vacation ;

Les demandes de subventions pour frais matériels de recherches ;

Les demandes de subventions ou avances présentées pour couvrir, en tout ou en partie, les frais de publication d'ouvrages périodiques ou autres ;

Les demandes de subventions pour mission.

Les directeurs de recherches, maîtres de recherches et assimilés, donnent leur avis sur toute proposition de nomination, changement de catégorie et promotion de classe de l'ensemble des chercheurs ; les chargés de recherches, attachés de recherches et assimilés donnent leur avis conjointement avec les précédents sur les propositions de nominations, changements de catégories et promotions de classe des stagiaires, attachés et chargés de recherches.

Dans le cas où, pour la désignation et le classement des maîtres et directeurs de recherches, le directoire estime qu'le nombre des membres qualifiés d'un seul groupe est trop faible, il désigne les groupes qui devront conjointement donner leur avis sur ces désignations et classements.

Art. 17. — Le président du groupe, le président élu dans chaque section et trois personnalités choisies par le directeur du centre parmi les membres du groupe constituent dans chaque groupe un comité permanent.

Ce comité permanent prépare le travail du groupe et prend toute initiative à cet effet.

Pendant les intersessions, il présente au directoire toute proposition utile au progrès de la discipline qu'il représente. Il rend compte de son activité au groupe.

Art. 18. — Le directeur du centre désigne vingt membres au maximum du comité national qui pourront participer, avec voix consultative, aux travaux des groupes autres que celui dont ils sont membres.

Le président de chaque groupe ou section peut inviter à participer avec voix consultative, aux travaux de son groupe ou de sa section, les membres d'autres groupes ou sections.

Le comité permanent du groupe peut faire appel, à titre consultatif, à des savants et techniciens appartenant à des organismes publics ou privés lors même qu'ils ne font pas partie du corps électoral prévu à l'article 8.

TITRE III

*Du directoire.*

Art. 19. — Le directoire comprend douze membres :

Le directeur du centre, président et les directeurs adjoints, vice-présidents ;

Trois membres, dont deux pour la classe des sciences mathématiques, physicochimiques, biologiques et naturelles, et un pour la classe des sciences humaines, nommés par le ministre de l'éducation nationale sur proposition du directeur du centre ;

Six membres, dont quatre pour la classe des sciences mathématiques, physicochimiques, biologiques et naturelles et deux pour la classe de sciences humaines, nommés par le ministre de l'éducation nationale sur proposition de l'ensemble de chacune des classes correspondantes du comité national.

Neuf suppléants sont désignés dans les mêmes conditions que les neuf titulaires mentionnés aux deux alinéas précédents, chacun d'eux ne pouvant être appelé à remplacer que l'un des titulaires.

Tous les membres du directoire doivent être pris parmi les membres du comité national.

Art. 20. — Le directoire règle lui-même la procédure de son fonctionnement.

Ses délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les membres suppléants et le sous-directeur du centre assistent aux séances avec voix consultative.

Art. 21. — Le directoire est chargé, compte tenu des avis émis par le comité national et ses groupes ou dans les intersessions, par les comités permanents de ces derniers, de soumettre au directeur des propositions relatives:

A l'ordre de priorité de réalisation des programmes de recherches;

A la désignation et au classement des chercheurs ainsi qu'aux affectations de collaborateurs techniques;

Aux subventions pour achat de matériel, publications ou missions.

Le directoire examine et donne son avis sur l'intérêt et l'urgence de réalisation de tout projet tendant à la création d'un organisme relevant du centre, tels que laboratoires, centres de recherche, comités de coordination, commissions d'études.

### TITRE IV

### *De la direction scientifique et administrative du centre.*

Art. 22. — Le directeur et les directeurs adjoints du centre sont nommés par décret sur le rapport du ministre de l'éducation nationale.

Art. 23. — Le directeur du centre, compte tenu des délibérations du conseil d'administration et des propositions du directoire, gère l'ensemble des services du centre. Il représente l'établissement dans tous les actes de la vie civile.

Le directeur du centre engage, liquide et ordonnance les dépenses dans la limite des crédits régulièrement inscrits au budget et établit les titres de recettes. Il tient la comptabilité des dépenses engagées, liquidées et ordonnancées et des titres de recettes émis.

Après avis des commissions consultatives compétentes et sur propositions du directoire, il attribue des allocations, subventions et indemnités de toute nature.

Dans la limite des crédits ouverts à cet effet et dans les conditions prévues par les textes réglementaires, il engage le personnel scientifique, technique et administratif dont la nomination n'est pas réservée au ministre de l'éducation nationale.

Il présente chaque année au conseil d'administration un rapport sur l'activité de l'établissement.

Le directeur peut être autorisé par arrêté du ministre de l'éducation nationale à déléguer sa signature à des fonctionnaires du centre.

### TITRE V

### *Du régime financier du centre.*

Art. 24. — Le budget, délibéré par le conseil d'administration, est soumis au ministre de l'éducation nationale et au ministre des finances qui l'arrêtent en recettes et en dépenses.

Les modifications au budget peuvent être présentées en cours d'exercice. Elles sont approuvées dans les mêmes formes.

Art. 25. — Les opérations de recettes et de dépenses sont faites par un agent comptable nommé, et, le cas échéant, remplacé ou révoqué par arrêté concerté du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances.

L'agent comptable assure le fonctionnement des services chargés de procéder à ces opérations et a sous ses ordres le personnel qui lui est nécessaire à cet effet. Ses émoluments sont fixés par décret contresigné par le ministre des finances et de l'éducation nationale.

Il est placé sous l'autorité du directeur. Toutefois, il est personnellement et pécuniairement responsable des actes de sa gestion et reçoit du ministre des finances des directives concernant l'exécution de la partie financière de son service.

Sous sa responsabilité propre, il est chargé de la perception des recettes, du payement des mandats émis par le directeur, de la caisse et du portefeuille.

Il a seul qualité pour opérer tout maniement de fonds ou de valeurs et est responsable de leur conservation.

Il veille à la conservation des droits et à la rentrée des revenus, créances et autres ressources de l'établissement; il prend en charge les titres de perception qui lui sont remis par le directeur. Il procède à l'encaissement amiable des créances à recouvrer. En cas d'échec, il rend compte au directeur qui fait donner force exécutoire aux titres de recettes dans les conditions prévues par l'article 2 du décret du 30 octobre 1935 tendant à améliorer et à faciliter le fonctionnement du service du contentieux et de l'agence judiciaire du Trésor.

Il ne peut surseoir aux poursuites que par un ordre écrit du directeur qui doit en saisir le conseil d'administration à sa prochaine séance.

Art. 26. — L'agent comptable est tenu avant son installation de prêter serment devant la cour des comptes et de justifier de la constitution d'un cautionnement dont le montant et la nature sont fixés par arrêtés du ministre des finances.

Sa gestion est soumise aux vérifications de l'inspection générale des finances et du receveur central des finances de la Seine et au contrôle de la cour des comptes.

Il peut, sous sa responsabilité et avec l'approbation du ministre des finances, déléguer sa signature à un ou plusieurs employés qu'il constitue ses fondés de pouvoir par une procuration régulière.

Art. 27. — Les marchés passés pour le compte du centre national de la recherche scientifique sont soumis aux mêmes règles que les marchés de l'Etat.

Art. 28. — Le compte administratif du centre et le compte de gestion de l'agent comptable sont établis et soumis aussitôt après la clôture de l'exercice, au conseil d'administration.

Le compte administratif, accompagné de l'avis du conseil d'administration est soumis pour approbation au ministre de l'éducation nationale et au ministre des finances.

Art. 29. — Des arrêtés concertés du ministre des finances et du ministre de l'éducation nationale règlent la forme du budget et des comptes du centre, la tenue des livres et des écritures de l'ordonnateur et de l'agent comptable et fixent la nomenclature des pièces justificatives de recettes et de dépenses.

Ils déterminent également la forme et la tenue des inventaires du matériel et, s'il y a lieu, de la comptabilité des matières approvisionnées.

Art. 30. — Le titre I du présent règlement n'entrera en vigueur que trois mois après l'installation du directoire. Jusqu'à la date de la première réunion du nouveau conseil d'administration, le conseil nommé en application de la loi provisoirement applicable du 10 mars 1941 restera en fonctions.

Art. 31. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'éducation nationale,*
YVON DELBOS.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
EDGAR FAURE.

### TABLEAU ANNEXE

| *Classe des sciences mathématiques, physicochimiques, biologiques et naturelles.* | Nombre de membres. |
|---|---|
| I. — Mathématiques: | |
| Mathématiques pures | 12 |
| Théories physiques, probabilités et applications | 12 |
| Mécanique générale et mathématiques appliquées | 12 |
| II. — Astronomie et sciences de la terre: | |
| Astronomie, astrophysique, physique du globe | 12 |
| Minéralogie et cristallographie. | 12 |
| Géologie, paléontologie, géologie appliquée | 12 |
| III. — Physique: | |
| Optique, physique moléculaire, instruments | 12 |
| Mécanique physique, thermodynamique | 12 |
| Physique nucléaire et physique corpusculaire | 12 |
| Electronique, électricité, magnétisme | 12 |
| IV. — Chimie: | |
| Chimie physique | 12 |
| Chimie minérale | 12 |
| Chimie organique | 12 |
| Chimie biologique | 12 |
| V. — Biologie: | |
| Physiologie | 12 |
| Biologie cellulaire | 12 |
| Zoologie et biologie animale | 12 |
| Botanique et biologie végétale | 12 |
| VI. — Médecine expérimentale: | |
| Pathologie expérimentale, pharmacodynamie et thérapeutique expérimentale | 12 |
| *Classe des sciences humaines.* | |
| VII. — Anthropologie, préhistoire et ethnographie | 12 |
| VIII. — Géographie | 12 |
| IX. — Etudes linguistiques, philologiques, littéraires et musicales: | |
| Linguistique et philologie classiques | 12 |
| Linguistique et philologie non classiques | 12 |
| Etudes littéraires et musicales. | 12 |
| X. — Etudes juridiques, économiques et financières: | |
| Etudes juridiques | 12 |
| Etudes économiques et financières | 12 |
| XI. — Sociologie et psychologie sociale | 12 |
| XII. — Etudes historiques: | |
| Civilisations non classiques | 12 |
| Antiquité classique | 12 |
| Moyen âge et temps modernes. | 12 |
| XIII. — Philosophie | 12 |

### Modification du règlement de l'académie nationale de médecine.

Par arrêté du 24 mai 1949, sont approuvées telles qu'elles figurent dans l'annexe conjointe les modifications apportées à l'article 2 du règlement de l'académie nationale de médecine.

ACADÉMIE NATIONALE DE MÉDECINE

Modifications apportées à l'article 2 du règlement de l'académie nationale de médecine.

*Article 2 ancien.*

Dans le cas où un membre titulaire ne prend plus part aux travaux de l'académie, soit par éloignement définitif, soit par effet de l'âge, soit par infirmité, et n'a, pour ces raisons, pas assisté aux séances depuis un an, il peut, sur sa demande, être nommé membre émérite. Ce titre lui est accordé sur un vote de l'académie, après avis du conseil. Il conserve toutes les prérogatives des membres titulaires, mais sa place est immédiatement soumise à l'élection.

*Article 2 nouveau.*

Il est créé, en outre, une catégorie de membres émérites, conservant toutes les prérogatives des membres titulaires, mais dont le passage à l'éméritat entraîne la déclaration de vacance d'une place de membre titulaire dans la section correspondante.

Ne peuvent accéder à l'éméritat, et sur leur demande, que les membres qui estiment ne plus pouvoir prendre une part suffisamment active aux travaux de l'académie, soit par éloignement définitif, soit par raison de santé.

Leur demande sera préalablement soumise au conseil. Si celui-ci émet un avis favorable, l'académie sera appelée à statuer par un vote au scrutin secret.

Paris, le 24 mai 1949.

Vu et approuvé :

*Le ministre de l'éducation nationale,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le conseiller technique,*

HENRI LÉGRAND.

### Ouverture de crédits.

Par arrêté en date du 28 mai 1949, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1949, un crédit de 215.000 F applicable aux chapitres ci-après du budget de l'éducation nationale :

| | |
|---|---|
| Chap. 119. — Grands établissements d'enseignement supérieur. — Traitements du personnel titulaire ..... | 200.000 F. |
| Chap. 240. — Indemnités de résidence ..... | 15.000 |
| Total ..... | 215.000 F. |

Par arrêté en date du 28 mai 1949, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1949, un crédit de 160.000 F applicable au chapitre ci-après du budget de l'éducation nationale :

Chap. 393. — Service des eaux et fontaines de Versailles, Marly et Saint-Cloud. — Travaux d'entretien, 160.000 F.

Par arrêté en date du 28 mai 1949, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1948, un crédit de 235.128 F applicable au chapitre ci-après du budget de l'éducation nationale :

Chap. 233. — Bibliothèques municipales. — Traitements du personnel titulaire, 235.128 F.

Par arrêté en date du 28 mai 1949, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1949, un crédit de 126.000 F applicable au chapitre n° 620 : « Emploi de fonds provenant de legs ou de donations », du budget de l'éducation nationale.

Par arrêté en date du 1er juin 1949, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1949, un crédit de 368.566 F applicable au chapitre ci-après du budget de l'éducation nationale :

| | |
|---|---|
| Chap. 119 (art. 4). — Grands établissements d'enseignement supérieur. — Traitements du personnel titulaire ..... | 328.200 F. |
| Chap. 240 (art. 2). — Indemnités de résidence ..... | 40.366 |
| Total ..... | 368.566 F. |

Par arrêté en date du 1er juin 1949, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1948, un crédit de 505.838 F applicable au chapitre ci-après du budget de l'éducation nationale :

Chap. 233. — Bibliothèques municipales. — Traitements du personnel titulaire, 505.838 F.

### Enseignement général et ménager agricole.

Par arrêté en date du 30 mai 1949, Mlle Sourgen, inspectrice générale des écoles maternelles, est chargée du contrôle de l'enseignement général et ménager agricole donné dans les cours postscolaires ménagers agricoles et du contrôle de l'enseignement ménager et ménager agricole dans les écoles normales d'institutrices, les cours complémentaires et les écoles et cours relevant de la direction générale de l'enseignement du premier degré dans lesquels se trouve donné un enseignement ménager et ménager agricole.

Elle a pour mission d'assurer l'inspection des maîtresses assurant l'enseignement public ménager et ménager agricole; elle est chargée d'étudier les questions relatives à l'organisation de cet enseignement et à la formation des institutrices qui s'y destinent.

Par arrêté en date du 30 mai 1949, M. Josserand, inspecteur général des écoles primaires élémentaires, est chargé du contrôle de l'enseignement général et agricole donné dans les cours postscolaires agricoles et du contrôle de l'enseignement agricole, dans les écoles normales d'instituteurs, les cours complémentaires et les écoles et cours relevant de la direction générale de l'enseignement du premier degré, dans lesquels se trouve donné un enseignement agricole.

Il a pour mission d'inspecter les maîtres de l'enseignement public assurant l'enseignement agricole; il est chargé d'étudier les questions relatives à l'organisation de cet enseignement et à la formation des maîtres qui s'y destinent.

### Attribution du diplôme d'archiviste paléographe à des élèves de l'école nationale des chartes.

Rectificatif au *Journal officiel* du 29 mai 1949 : page 5261, n° 7, au lieu de : « 6 août 1923 », lire : « 6 août 1925 »; n° 14, au lieu de : « Mlle Le Guiber », lire : « Mlle Le Guiner ».

### Education physique.

Par arrêté en date du 9 juin 1949, M. Haroux (Eugène), maître d'éducation physique de 2e classe, est placé pour une période de cinq ans à compter du 1er novembre 1941, dans la position de détachement et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue d'exercer ses fonctions en Tunisie (régularisation).

Par arrêté en date du 9 juin 1949, M. Layère (Pierre), professeur d'éducation physique (6e classe CN 2), est placé pour une période de cinq ans, à compter du 15 février 1947, dans la position de détachement et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue d'exercer ses fonctions au collège des Orangers de Rabat (Maroc).

Par arrêté en date du 9 juin 1949, M. Fouilhé (Yves), professeur d'éducation physique (6e classe CN 2), est placé pour une période de cinq ans, à compter du 15 février 1947 dans la position de détachement et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue d'exercer ses fonctions au lycée de Fez (Maroc).

Par arrêté en date du 9 juin 1949, M. Benoa (Jean), professeur d'éducation physique (6e classe CN. 2), est placé pour une période de cinq ans, à compter du 15 février 1947, dans la position de détachement et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue d'exercer ses fonctions à l'école industrielle et commerciale de Casablanca.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Bonnefous (Francis), professeur d'éducation physique (6e classe, cadre normal, 2e catégorie), est placé pour une période de cinq ans, à compter du 15 février 1947, dans la position de détachement et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue d'exercer ses fonctions au collège de Mazagan.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Chaillat (James), professeur d'éducation physique (6e classe, cadre normal, 2e catégorie), est placé pour une période de cinq ans, à compter du 15 février 1947, dans la position de détachement et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères, en vue d'exercer ses fonctions au collège Moulay-Youssef, à Rabat.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Trombetta (Charles), maître d'éducation physique (5e classe cadre normal, 2e catégorie), est placé pour une période de cinq ans, à compter du 1er janvier 1948, dans la position de détachement et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue d'exercer ses fonctions au collège technique de Sfax (Tunisie).

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Haroux (Eugène), maître d'éducation physique (cadre supérieur, 1re catégorie), est maintenu pour une période de cinq ans, à compter du 1er novembre 1946, dans la position de détachement et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue d'exercer ses fonctions en Tunisie.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Baba Abdelkrim, maître d'éducation physique (5e classe, cadre normal, 2e catégorie), est placé pour une période de cinq ans à compter du 1er octobre 1947 dans la position de détachement et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue d'exercer ses fonctions en Tunisie.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Combeau (Edmond), professeur d'éducation physique (6e classe CN 2), est placé pour une période de cinq ans à compter du 1er février 1947 dans la position de détachement, et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue d'exercer ses fonctions au lycée Gouraud de Rabat.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Legay (Jacques), maître d'E. P. (5e classe, cadre normal, 2e catégorie), est placé pour une période de cinq ans à compter du 1er mars 1947 dans la position de détachement mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue d'exercer ses fonctions au lycée Gouraud de Rabat.

Par arrêté du 9 juin 1949, Mlle Raymond (Gisèle), maîtresse d'éducation physique (5e classe, cadre normal, 2e catégorie), est placée pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 1948 dans la position de détachement et mise à la disposition du ministre des affaires étrangères, en qualité de maîtresse d'éducation physique en Tunisie.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Ladjadj (Belaïd), maître d'éducation physique (5e classe, cadre normal, 2e catégorie), est placé pour une période de cinq ans à compter du 1er mars 1947 dans la position de détachement et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères en vue d'examiner ses fonctions au lycée Lyautey de Casablanca.

### Enseignement supérieur.

Par arrêté du 2 juin 1949, les membres du conseil de l'université de Rennes dont les noms suivent sont nommés, pour la durée de leur mandat audit conseil, assesseurs des doyens des facultés ci-dessous désignées:

Faculté de droit: M. Bouzat.
Faculté des sciences: M. Poisson.

Par arrêté du 2 juin 1949, M. Rouard, membre du conseil de l'université d'Aix, est nommé pour la durée de son mandat audit conseil, assesseur du doyen de la faculté des sciences de Marseille.

Par arrêté en date du 2 juin 1949, Mme Garofolini Casilde, préparateur à l'école pratique des hautes études (3e section), est admise sur sa demande, pour invalidité ne résultant pas de l'exercice de ses fonctions, à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1er octobre 1949.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Buquet (Léon), professeur à la faculté de droit de l'université de Dijon, est placé en position de détachement et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères, en vue d'exercer ses fonctions à la faculté de Rio-de-Janeiro, pendant une durée de trois ans à compter du 1er janvier 1949.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu les arrêtés des 25 juillet 1929 et 15 mars 1938, modifiés par l'arrêté du 3 juin 1946, fixant le règlement du concours d'agrégation des facultés de droit;

Vu les arrêtés des 30 avril, 5 août, 24 août, 27 août, 25 septembre, 30 septembre et 22 octobre 1948 relatifs au concours d'agrégation des facultés de droit ouvert pour les sections de droit public et de sciences économiques en 1948;

Vu les procès-verbaux des délibérations des jurys, après avoir constaté la régularité des épreuves;

Vu la lettre du ministre de la France d'outre-mer en date du 23 mars 1949 attestant que M. Auby a pris ses fonctions en Indochine,

Arrête:

Art. 1er. — Est institué agrégé des facultés de droit, nommé et titularisé dans le grade correspondant, à compter du 1er novembre 1948 et mis, à partir de cette date, à la disposition du ministre de la France d'outre-mer pour exercer ses fonctions à la faculté de droit de l'Indochine:

*Section de droit public.*

1 M. Auby (Jean-Marie).

Art. 2. — Cette institution sera annulée de plein droit si l'intéressé ne satisfait pas, pour quelque cause que ce soit, aux obligations de l'arrêté du 5 août 1948.

Art. 3. — Les dispositions du présent arrêté seront également annulées de plein droit si l'intéressé ne fait parvenir au ministère de l'éducation nationale, avant le 1er novembre 1949, un certificat établi par un médecin assermenté, conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut de la fonction publique et de l'instruction n° 4 du 13 mars 1948 pour l'application des dispositions de ladite loi.

Fait à Paris, le 9 juin 1949.

Pour le ministre et par délégation:
*Le conseiller technique,*
HENRI LEGRAND.

### Enseignement du second degré.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Arrighi (Jacques), professeur de philosophie, est maintenu à la disposition du ministre des affaires étrangères:

1° Du 1er octobre 1943 au 13 octobre 1944 pour exercer au lycée Lyautey à Casablanca;
2° Du 14 octobre 1944 au 30 septembre 1948, pour exercer au lycée Châteaubriand, à Rome.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Martin (Frédéric), professeur agrégé de grammaire, est maintenu à la disposition du ministre des affaires étrangères pour une période de trois ans, à compter du 1er octobre 1947:

1° Du 1er octobre 1947 au 30 septembre 1948 en qualité d'attaché culturel au centre Amérique;
2° A dater du 1er octobre 1948 en qualité de directeur du collège français de Bogota (Colombie).

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Biwer (Eric), professeur d'allemand, est maintenu à la disposition du secrétaire d'Etat aux affaires allemandes et autrichiennes, pour une période de trois ans à compter du 1er octobre 1947, en vue d'exercer ses fonctions en zone française d'occupation.

Par arrêté du 9 juin 1949, Mlle Engerbaud (Paulette), professeur agrégée de sciences naturelles au lycée de jeunes filles de Valenciennes, est détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour une période de cinq ans à compter rétroactivement du 1er octobre 1947 afin d'exercer des fonctions d'enseignement au Maroc (à l'institut scientifique de Rabat).

Par arrêté du 9 juin 1949, Mlle Crochet (Jeanne), chargée d'enseignement (sciences) au collège moderne de jeunes filles de Bourges, est détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour une période de cinq ans à compter du 1er octobre 1948 afin d'exercer des fonctions d'enseignement au Maroc (au collège de Port-Lyautey).

Par arrêté du 9 juin 1949, Mme Grout, née Harders (Madeleine), professeur certifiée de lettres au collège Chaptal, à Paris, est détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour une période de trois ans à compter du 1er octobre 1948 afin d'exercer des fonctions d'enseignement en Egypte (au lycée d'Alexandrie).

Par arrêté du 9 juin 1949, sont confirmées les dispositions de l'arrêté du 31 mai 1943 aux termes desquelles est admise et promue dans les cadres des professeurs de collège des départements à la 5e classe: Mme Rivière (Thérèse), licenciée ès lettres, professeur au lycée français d'Alep, titularisée en 6e classe à partir du 1er octobre 1937, promue à la 5e classe à compter du 1er janvier 1943.

Mme Rivière, née Chambelland (Geneviève-Thérèse), professeur licenciée d'anglais, est détachée à titre de régularisation auprès du ministre des affaires étrangères (afin d'exercer des fonctions d'enseignement au Liban) à dater du 1er octobre 1937 et dans les conditions suivantes:

Pour une première période allant du 1er octobre 1937 au 30 septembre 1942.
Pour une deuxième période allant du 1er octobre 1942 au 30 septembre 1947.
Pour une troisième période allant du 1er octobre 1947 au 30 septembre 1952.

Mme Rivière est promue, à dater du 1er janvier 1947 de la 5e classe à la 4e classe du cadre normal ((2e catégorie) des professeurs certifiées et licenciées.

Par arrêté du 9 juin 1949, Mlle Aumeunier, directrice agrégée de lycée, est maintenue en position de détachement auprès du ministre des affaires étrangères pour une période de cinq ans à compter du 1er octobre 1947 en vue d'exercer les fonctions de directrice du lycée de jeunes filles de Casablanca (Maroc).

Par arrêté du 9 juin 1949, Mme Picard, née Nordmann (Marie-Marthe), chargée d'enseignement (ordre des sciences), est maintenue détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour une période de cinq ans à compter rétroactivement du 1er octobre 1946, afin de continuer à exercer des fonctions d'enseignement en Argentine, à l'Alliance française de Buenos-Aires.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Blanc (André), professeur agrégé de géographie au lycée d'Amiens, est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères pour une période d'un an à compter du 1er octobre 1948 en vue de bénéficier d'une bourse d'études à la faculté de Zagreb (Yougoslavie).

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Delplanche (Edgar), nommé professeur licencié de mathématiques par arrêté en date du 23 août 1948, est mis à la disposition du commissaire général aux affaires allemandes et autrichiennes, pour une période de trois ans à compter du 1er octobre 1948, en vue d'exercer les fonctions de professeur de mathématiques au collège de Fribourg.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. de La Chaussée (François), professeur de lettres grammaire au lycée de Reims, est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères pour une période d'un an à compter du 1er octobre 1948 en vue d'exercer les fonctions de lecteur à l'université Farouk-Ier, à Alexandrie.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Lesven, principal de collège, est maintenu en position de détachement auprès du ministre des affaires étrangères pour une période de cinq ans à compter du 1er octobre 1946 en vue d'exercer les fonctions de directeur à l'école industrielle et commerciale de Casablanca (Maroc).

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Jeanmarie, censeur, directeur du petit lycée de Casablanca, est incorporé dans les cadres métropolitains des professeurs adjoints de 2e ordre à compter du 1er octobre 1921 et mis rétroactivement à la disposition du ministre des affai-

res étrangères pour six périodes successives de cinq ans à compter du 1er octobre 1921 en vue d'exercer les fonctions de professeur adjoint.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Anglade, agrégé d'italien (session de 1947), professeur d'école nationale professionnelle, est incorporé dans le cadre métropolitain des professeurs agrégés du cadre normal à compter du 1er octobre 1947 et mis en cette qualité à la disposition du ministre des affaires étrangères pour une période de trois ans en vue d'exercer les fonctions de professeur d'italien au lycée Carnot, à Tunis.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Bauer (Jacques), professeur en Egypte:

1° Est intégré dans le cadre métropolitain des adjoints d'enseignement à compter du 1er octobre 1935;

2° Est changé de catégorie et nommé professeur de collège à compter du 1er octobre 1939 et mis rétroactivement à la disposition du ministre des affaires étrangères pour une durée de quatre ans à compter du 1er octobre 1935 en vue d'exercer les fonctions d'adjoint d'enseignement, pour une période de cinq ans à compter du 1er octobre 1939 pour exercer les fonctions de professeur, et pour une nouvelle période d'un an à compter du 1er octobre 1944.

Par arrêté du 9 juin 1949, Mme Ollivier, née Lagnien (Denise), professeur agrégé de sciences physiques au lycée de jeunes filles de Rouen, est détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour une période de trois ans à compter du 1er octobre 1948 afin d'exercer des fonctions d'enseignement en Angleterre.

Par arrêté du 9 juin 1949, Mlle Mace (Germaine), professeur agrégé d'anglais (cadre normal, 5e classe) au lycée de jeunes filles de Bordeaux, est détachée auprès du ministre des affaires étrangères, à titre de régularisation, pour une période d'un an à compter rétroactivement du 1er octobre 1947 afin d'exercer des fonctions d'enseignement en Angleterre (où elle a obtenu une bourse d'enseignement).

Par arrêté du 9 juin 1949, Mlle Marsan (Erneste-Jeanne), professeur agrégé d'espagnol (cadre normal, 3e classe, depuis le 1er janvier 1946) est détachée auprès du ministre des affaires étrangères, à titre de régularisation, pour une période allant du 1er octobre 1943 au 31 décembre 1945 afin de continuer à exercer des fonctions d'enseignement au Maroc.

Par arrêté du 9 juin 1949, Mlle Aujac (Germaine), professeur agrégé des lettres au lycée de jeunes filles d'Orléans, est détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour une période d'un an à compter du 1er octobre 1948 afin d'exercer en Angleterre, en qualité de lecturer au Royal Holloway collège, Englefield Green Surrey.

Par arrêté du 9 juin 1949, Mme Blinoff, née Walleyn (Marthe), professeur agrégé d'anglais, en congé d'inactivité avec versement, est réintégrée dans les cadres de l'enseignement et détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour une période de trois ans à compter du 1er octobre 1947 afin d'exercer des fonctions d'enseignement aux Etats-Unis (université de Minnesota, Minneapolis).

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Guinard (Paul-Marie-Henri), professeur agrégé d'histoire, est maintenu à la disposition du ministre des affaires étrangères du 1er octobre 1942 au 31 mai 1947 en vue d'exercer les fonctions de directeur de l'institut français de Madrid (régularisation).

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Mauger (Marc), professeur certifié de mathématiques au collège de Nogent-sur-Marne, est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères pour une période de trois ans à compter du 1er octobre 1948 en vue d'exercer les fonctions de professeur au lycée de Damas.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Labarrière (Antoni), professeur agrégé d'allemand au lycée Condorcet, est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères pour une période de trois ans à compter du 1er octobre 1948 en vue d'exercer les fonctions de lecteur à l'université d'Oslo.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Mauro (Frédéric), professeur agrégé d'histoire au lycée du Mans, est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères pour une période d'un an à compter du 1er octobre 1948 en vue d'exercer les fonctions d'assistant de recherches à l'université Fordham, à New-York.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Van der Haegen (Raymond), professeur agrégé d'espagnol, est mis à la disposition du ministre des affaires étrangères du 1er mars 1946 au 30 septembre 1950 en vue d'exercer les fonctions de professeur à l'université de Bahia (Brésil) (régularisation).

Par arrêté du 9 juin 1949, Mlle Agamemnon (Elisabeth), licenciée d'anglais en exercice dans le cadre local tunisien, est intégrée dans les cadres métropolitains de l'enseignement du deuxième degré, en qualité d'adjointe d'enseignement et détachée comme telle auprès du ministre des affaires étrangères pour une période d'un an à compter rétroactivement du 1er octobre 1946 afin d'exercer des fonctions d'enseignement au collège de Sousse (Tunisie).

Par arrêté du 9 juin 1949, Mlle Aubry (Renée), institutrice titulaire jusqu'au 30 septembre 1946 et chargé d'enseignement depuis le 1er octobre 1946 est maintenue détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour deux périodes successives de cinq ans, à compter respectivement des 1er octobre 1942 et 1er octobre 1947, afin de continuer à exercer des fonctions d'enseignement à Beyrouth (au lycée de la mission laïque française).

### Enseignement du premier degré.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Chanier (Pierre), instituteur de classe exceptionnelle du département de l'Allier est maintenu pour une durée à compter du 17 février 1944 au 30 septembre 1946 à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer ses fonctions d'instituteur détaché en Roumanie.

Par arrêté du 9 juin 1949, Mme Zonabend, née Barthe (Jacqueline), professeur à l'école normale de Nîmes (cadre normal, 5e classe jusqu'au 31 décembre 1947, 4e classe depuis le 1er janvier 1948), est détachée auprès du ministre des affaires étrangères pour servir au Maroc en qualité de professeur au lycée de jeunes filles de Casablanca, pendant une période de cinq ans à compter du 1er octobre 1947.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Prévost (Joseph), instituteur de 4e classe du département de la Seine est mis pour une durée de cinq ans à compter du 1er octobre 1948 à la disposition du résident général de France à Tunis pour exercer ses fonctions en Tunisie.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Moutin (Pierre), instituteur de 3e classe du département de la Marne est mis pour une durée de trois ans à compter du 1er octobre 1948 à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer ses fonctions au collège de Mansourah (Egypte).

Par arrêté du 9 juin 1949, Mme Kerfant, née Boulic, institutrice de 6e classe du département des Côtes-du-Nord est mise pour une durée de cinq ans à compter du 1er octobre 1947 à la disposition du ministre des affaires étrangères pour exercer ses fonctions en Tunisie.

Par arrêté du 9 juin 1949, Mme Babitch, née Martin, institutrice en fonction en Yougoslavie est admise avec effet du 1er octobre 1923 dans le cadre des institutrices de Seine-et-Oise et considérée à compter de cette date jusqu'au 1er octobre 1947 comme détachée dans les conditions du paragraphe 1 de la loi du 19 octobre 1946 (art. 99).

### Enseignement technique.

Par arrêté du 9 juin 1949, M. Zuckermann (Raymond), chef de la section de physique au laboratoire d'essais du conservatoire national des arts et métiers, est placé en service détaché et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères, en vue d'occuper une chaire de physique à l'université de Santiago-du-Chili, pour une période de cinq ans, à compter du 1er avril 1947.

## MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

### Décret n° 49-774 du 4 juin 1949 rendant applicable aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, la législation en vigueur dans la métropole en matière d'adoption et de légitimation adoptive.

Le Président de la République,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'article 72 (alinéa 2) de la Constitution;

Vu l'article 4 du décret du 1er décembre 1858;

Vu l'article 101 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises;

Vu l'article 7 (1er alinéa) de l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental, ensemble les ordonnances subséquentes maintenant provisoirement en application l'acte dit loi du 8 août 1941, modifiant les articles 344, 368 et 370 du code civil sur l'adoption et la légitimation adoptive, et l'acte dit loi du 15 avril 1943 relatif à l'assistance à l'enfance, notamment son article 21;

Vu l'avis de l'Assemblée de l'Union française,

Décrète:

Art. 1er. — Sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, les dispositions:

1° De l'article 101 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises:

2° De l'acte dit loi provisoirement applicable du 8 août 1941 modifiant les articles 344, 368, 369 et 370 du code civil sur l'adoption et la légitimation adoptive;

3° De l'article 21 de l'acte dit loi provisoirement applicable du 15 avril 1943 relatif à l'assistance à l'enfance.

Art. 2. — Le délai de deux ans fixé à l'article 5 de l'acte dit loi du 8 août 1941 susvisé courra à partir de la promulgation du présent décret dans chacun des territoires intéressés.

Art. 3. — Le rôle dévolu aux avoués par l'alinéa 2 de l'article 360 du code civil, les alinéas 1er, 2e, 3e et 4e de l'article 364 et le dernier alinéa de l'article 369 est assumé par le représentant légal des parties.

Art. 4. — Le délai d'appel prévu par l'article 363 du code civil, en ce qui concerne le refus d'homologation de l'adoption, est porté à trois mois.

Art. 5. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux Journaux officiels des territoires intéressés, et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 4 juin 1949.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République:

*Le président du conseil des ministres,*
HENRI QUEUILLE.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
PAUL COSTE-FLORET.

*Le ministre des affaires étrangères, garde des sceaux, ministre de la justice par intérim,*
SCHUMAN.

**Décret n° 49-775 du 11 juin 1949 modifiant le décret n° 47-169 du 16 janvier 1947 concernant le conditionnement du coton.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 27 août 1937, pris en application de la loi du 30 juin 1937 relatif au conditionnement des produits originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 17 octobre 1945, modifié par les décrets du 16 mai 1946 et du 2 février 1949, portant réorganisation des services de contrôle du conditionnement des produits aux colonies;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 1945 fixant les modalités générales de fonctionnement des services de contrôle du conditionnement;

Vu le décret du 16 janvier 1947, modifié par le décret du 1er juillet 1947 concernant le conditionnement du coton;

Vu l'arrêté du 7 décembre 1946 du ministre de la production industrielle et du ministre de la France d'outre-mer, portant homologation de la norme du coton,

Décrète:

Art. 1er. — Le premier paragraphe de l'article 11 du décret du 16 janvier 1947 est modifié comme suit:

« Le contrôle se fera sur au moins 10 p. 100 des balles au centre d'égrenage par le personnel... ».

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — L'article 14 du décret du 16 janvier 1947 est modifié comme suit:

« Lorsque le contrôle à l'usine d'égrenage sera effectué sur des balles en cours de pressage, l'échantillonnage se fera par prélèvement de deux poignées de fibres sur au moins 10 p. 100 des balles, une poignée pendant la première moitié du chargement de la presse et une poignée pendant la seconde moitié ».

Art. 3. — La première phrase de l'article 21 du décret du 16 janvier 1947 est modifiée comme suit:

« Pendant une période de trois ans, à compter de la promulgation du présent décret... ».

(Le reste sans changement.)

Art. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
PAUL COSTE-FLORET.

*Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,*
TONY RÉVILLON.

**Décret n° 49-776 du 11 juin 1949 modifiant le décret n° 48-281 du 16 février 1948 concernant le conditionnement des bananes fraîches.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 27 août 1937 pris en application de la loi du 30 juin 1937 relatif au conditionnement des produits originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 17 octobre 1945, modifié par les décrets du 16 mai 1946 et du 2 février 1949, portant réorganisation des services de contrôle du conditionnement des produits aux colonies;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 1945 fixant les modalités générales de fonctionnement des services de contrôle du conditionnement aux colonies;

Vu le décret du 16 février 1948, concernant le conditionnement des bananes fraîches,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 4 du dernier décret susvisé est modifié comme suit:

« Les fruits doivent être trois quarts pleins, exempts de taches, d'écorchures, de blessures, de piqûres d'insectes, de marques de grattage, de traces de coups de soleil, dépourvus de leur style, à pédoncule intact ».

Art. 2. — L'article 5 du dernier décret susvisé est modifié comme suit:

« Les hampes doivent être saines, coupées nettement (sans déchirure ni cassure) à une distance comprise entre 10 et 20 cm au delà de la première main et porter la marque spéciale du producteur.

« Les sections seront traitées en vue de leur protection contre toute perte de sève ou pourriture prématurée ».

Art. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
PAUL COSTE-FLORET.

*Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,*
TONY RÉVILLON

**Emission de monnaies divisionnaires spéciales pour le territoire de la Côte française des Somalis.**

Le ministre des finances et des affaires économiques, et le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 49-375 du 17 mars 1949 rendu après avis de l'Assemblée de l'Union française autorisant la fabrication de pièces divisionnaires pour le territoire de la Côte française des Somalis,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les types de pièces de 5 F, 2 F et 1 F destinés au territoire de la Côte française des Somalis, dont la fabrication est autorisée par le décret n° 49-375 du 17 mars 1949 susvisé, seront conformes au modèle exécuté par M. Bazor, graveur de la monnaie et déposé à l'administration des monnaies et médailles.

Art. 2. — Les caractéristiques de ces pièces sont les suivantes:

| MÉTAL | DÉNOMINATION des pièces. | DIAMÈTRE des pièces. | TITRE composition. | POIDS | | TRANCHE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Poids droit (grammes). | Tolérance au-dessus et dessous (millièmes). | |
| Aluminium ..... | 5 F | 31 | Aluminium pur. | 3,5 | 150 | Lisse. |
| | 2 F | 27 | — | 2,2 | 50 | — |
| | 1 F | 23 | — | 1,3 | 50 | — |

Art. 3. — Il sera immédiatement procédé à la frappe et à l'émission de 500.000 pièces de 5 F, 200.000 pièces de 2 F et 200.000 pièces de 1 F.

Art. 4. — A l'expiration d'un délai qui sera fixé par arrêté du gouverneur de la Côte française des Somalis, lesdites pièces auront seules cours légal et pouvoir libératoire dans les limites fixées par l'article 3 du décret du 17 mars 1949 susvisé.

Art. 5. — Le gouverneur de la Côte française des Somalis déterminera également par arrêté le délai dans lequel pourront être échangées contre ces nouvelles monnaies les pièces divisionnaires métropolitaines actuellement en circulation dans ce territoire.

Art. 6. — Le gouverneur de la Côte française des Somalis est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer et au *Journal officiel* de la Côte française des Somalis.

Fait à Paris, le 18 mai 1949.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,*
TONY RÉVILLON.

## Création d'une commission du cinéma d'outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu les rapports conjoints de l'inspecteur général de l'enseignement et de la jeunesse et du directeur de l'agence économique des colonies, des 13 et 30 septembre 1948 proposant l'institution d'une commission du cinéma;

Vu le rapport n° 801 (année 1948) de la commission de la France d'outre-mer du Conseil de la République et la résolution n° 280 (année 1948) invitant le Gouvernement à créer dans les territoires d'outre-mer un cinéma d'enseignement et d'éducation;

Vu le rapport n° 14 (année 1949) de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer de l'Assemblée de l'Union française et la résolution adoptée par l'Assemblée dans sa séance du 31 mars 1949,

Arrête:

Art. 1er. — Il est créé auprès du ministre de la France d'outre-mer, une commission du cinéma d'outre-mer.

Art. 2. — Cette commission a pour but, dans le cadre des règlements qui régissent l'action des différents services du ministère de la France d'outre-mer:

1° L'étude des conditions d'emploi du cinéma comme instrument d'information, d'éducation et d'enseignement dans les groupes de territoires et territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer et comme instrument d'information sur ces territoires dans la métropole;

2° Le recensement des films de tous ordres et de tous formats utilisables dans les groupes de territoires et territoires à des fins d'éducation, d'information et d'enseignement et, dans la métropole, à des fins d'information sur ces territoires;

3° Le recensement des appareillages techniques agréés dans la métropole utilisables dans les groupes de territoires et territoires de la France d'outre-mer;

4° La diffusion de la documentation ainsi établie et des films retenus;

5° L'étude des conditions de production, d'édition et de distribution de films de tous ordres utilisables à des fins d'éducation, d'information et d'enseignement dans les groupes de territoires et les territoires;

6° Plus généralement, l'étude de toutes questions relatives au cinéma intéressant le ministre de la France d'outre-mer.

Art. 3. — La commission est composée ainsi qu'il suit:

L'inspecteur général de l'enseignement et de la jeunesse, président;

Le directeur de l'agence économique des colonies;

Un représentant du cabinet du ministre;

Un représentant de la direction des affaires politiques;

Un représentant de la direction des affaires économiques et du plan;

Un représentant de la direction des affaires militaires;

Un représentant de la direction du service de santé;

Un représentant de la direction du contrôle;

Un représentant de la direction des travaux publics;

Un représentant de la direction de l'agriculture, de l'élevage et des forêts;

Un représentant du service des télécommunications;

Un représentant du service administratif colonial;

Un représentant du directeur général du centre national de la cinématographie;

Un représentant de la commission du cinéma d'enseignement du ministère de l'éducation nationale.

Le chef du service cinématographique de l'agence économique des colonies remplit les fonctions de secrétaire de la commission.

Art. 4. — La commission travaille en étroite liaison avec les commissions similaires des différents départements ministériels.

Elle peut s'adjoindre, à titre consultatif, toute personne compétente dont il lui paraîtrait utile de recueillir l'avis.

Elle peut créer en son sein toute sous-commission nécessaire.

Art. 5. — La commission se réunit sur convocation de son président, et au moins deux fois l'an (une fois par semestre.)

Art. 6. — L'agence économique des colonies assure, en liaison avec l'inspection générale de l'enseignement, dans l'intervalle des réunions de la commission, la préparation des travaux de la commission et l'exécution des décisions du ministre des travaux de la commission et l'exécution des décisions du ministre intervenues sur proposition de la commission. Elle est chargée de la gestion de la cinémathèque du ministère de la France d'outre-mer, de la tenue des différents fichiers, et catalogues et documents intéressant les travaux de la commission ou en résultant.

Art. 7. — L'inspecteur général de l'enseignement et de la jeunesse et le directeur de l'agence économique des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 mai 1949.

PAUL COSTE-FLORET.

## Conditions du concours pour le recrutement de rédacteurs stagiaires d'administration générale des colonies.

Par arrêté du 2 juin 1949 du ministre de la France d'outre-mer, les conditions du concours pour le recrutement de rédacteurs stagiaires d'administration générale des colonies sont ainsi fixées:

Ce concours a lieu en principe chaque année, dans la première quinzaine de décembre. Le nombre des places et la date du concours sont fixés chaque année par arrêté du ministre de la France d'outre-mer.

Les épreuves sont subies dans les centres suivants: Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Montpellier, Toulouse, Rennes, Besançon, Aix, Clermont-Ferrand, Poitiers, Caen, Dijon, Grenoble, Lille, Nancy, Strasbourg, Alger, Rabat, Tunis, ainsi que dans les chefs-lieux des territoires et départements d'outre-mer.

Dans le cas où le nombre des candidats inscrits pour composer dans un centre est insuffisant, le ministre se réserve d'indiquer un autre centre où le candidat doit se rendre.

Pour être admis à prendre part aux épreuves du concours tout candidat doit réunir les conditions suivantes:

1° Etre citoyen français du sexe masculin, ou naturalisé depuis cinq ans au moins, conformément aux dispositions légales;

2° Jouir de ses droits civils;

3° Jouir de ses droits politiques s'il a atteint la majorité politique;

4° Etre âgé au 1er janvier de l'année du concours de moins de trente ans. Cette limite d'âge sera reculée d'autant d'années que le candidat compte d'années de services militaires, de service national obligatoire ou de services civils admissibles pour la retraite, sans que le bénéfice de cette disposition puisse permettre aux candidats d'entrer dans le cadre s'ils ont dépassé l'âge de quarante ans au 1er janvier de l'année du concours;

5° Avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée ou de celle instituant un service obligatoire pour les candidats ayant atteint l'âge du service militaire;

6° Justifier de l'aptitude physique nécessaire à un service actif dans les régions intertropicales et être reconnu indemne de toute affection tuberculeuse;

7° Etre titulaire du diplôme de bachelier de l'enseignement du second degré ou de l'un des titres ou diplômes reconnus équivalents ou compter deux années au moins de services dans le cadre des commis de l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer.

Les demandes des candidats doivent parvenir avant le 1er octobre de chaque année.

Les demandes d'inscription établies sur papier libre doivent indiquer l'adresse des intéressés et le centre où ils désirent composer.

Les demandes doivent être accompagnées des pièces ci-après:

1° L'extrait de naissance établi sur papier libre;

2° Extrait du casier judiciaire délivré depuis moins de trois mois;

3° Certificat de bonne vie et mœurs délivré par le commissaire de police de la résidence ou, à défaut, par le maire. Cette pièce devra avoir moins de trois mois de date;

4° Copie certifiée conforme des diplômes dont la possession est exigée par le présent arrêté pour pouvoir prendre part au concours;

5° Etat signalétique et des services militaires; si les candidats n'ont pas servi sous les drapeaux, un certificat de position militaire; ces pièces sont délivrées sur demande des candidats en France par les directeurs régionaux du recrutement, outre-mer par les commandants des bureaux de recrutement;

6° Certificat médical de visite et contre-visite délivré à Paris par la direction du service de santé du ministère de la France d'outre-mer, dans les autres villes, par des médecins militaires attestant que le postulant est physiquement apte à un service actif dans les régions intertropicales, sain, robuste et bien constitué et indemne de toute affection tuberculeuse;

7° Autorisation du tuteur légal pour les candidats mineurs.

La liste des inscriptions est arrêtée définitivement par le ministre de la France d'outre-mer. Les intéressés sont avisés individuellement s'ils ont été portés ou non sur la liste.

Les différents sujets de composition sont choisis par la commission prévue à l'article 9 ci-après.

Les sujets des épreuves sont placés sous plis cachetés par le président de la commission et adressés par ses soins à chaque centre.

Chaque candidat inscrit en tête de ses compositions et sur un bulletin séparé une devise suivie d'un signe. Le bulletin doit porter en plus les nom, prénoms et signature du candidat. La devise et le signe sont les mêmes pour toutes les épreuves.

Dans chaque centre d'examen une commission chargée de la surveillance des épreuves, composée d'un président et de deux membres, dont l'un faisant fonction de secrétaire, est désignée:

A Paris, par le ministre de la France d'outre-mer;

A Marseille et Bordeaux, par les chefs des services coloniaux;

Dans les villes universitaires, par le recteur;

Outre-mer, par les chefs de territoires.

A l'issue de chaque séance, la commission chargée de la surveillance des épreuves établit un procès-verbal relatant les incidents qui ont pu se produire et y joint, le cas échéant, toutes pièces utiles.

Les compositions sont, après chaque épreuve, enfermées en présence des candi-

dats, sous plis cachetés, il en est de même pour les bulletins à l'issue de la première épreuve.

Les plis sont envoyés avec le procès-verbal de la séance au ministre de la France d'outre-mer qui en assure la transmission au président du jury de correction.

Le jury de correction est composé comme suit:

Le directeur du personnel ou son délégué, président;

Le directeur adjoint de l'école nationale de la France d'outre-mer;

Un inspecteur des colonies, désigné par le directeur du contrôle du budget et du contentieux;

Un professeur de l'école nationale de la France d'outre-mer;

Trois administrateurs ou administrateurs adjoints des colonies;

Trois chefs ou sous-chefs de bureau d'administration générale des colonies, membres correcteurs, dont l'un remplit les fonctions de secrétaire.

Un administrateur ou administrateur adjoint des colonies et un chef ou sous-chef de bureau sont désignés par le jury de correction pour examiner toutes les compositions d'une même matière.

Ils inscrivent chacun sur une feuille séparée, en face des devises des candidats, une note variant de zéro à vingt, suivie de leurs signatures.

La moyenne des deux notes est approuvée par le jury de correction.

Le jury, après avoir procédé au classement d'après les devises et seulement lorsque ce classement a été définitivement arrêté, ouvre le pli contenant les noms des candidats et établit la liste par ordre de mérite de ceux qui, dans la limite des places mises au concours, peuvent être déclarés admis.

La liste est arrêté par le ministre de la France d'outre-mer et publiée au *Journal officiel* de la République française.

Les épreuves du concours comprennent les matières portées à l'annexe du présent arrêté et sont affectées des coefficients suivants:

A. — Une dissertation française sur un sujet d'ordre général, coefficient 5.

B. — Une composition d'histoire de la colonisation française, coefficient 2.

C. — Une composition sur la géographie des territoires français d'outre-mer, coefficient 3.

La durée de chaque épreuve est de trois heures.

Tout candidat, pour être admissible, doit avoir obtenu au moins 120 points, il doit, en outre, ne pas avoir eu pour une épreuve une note inférieure à 6.

Nul ne peut être autorisé à participer aux épreuves du concours plus de trois fois.

La loi du 23 décembre 1901, réprimant les fraudes dans les examens et concours publics, est applicable à ce concours.

### Date du concours pour le recrutement de rédacteurs stagiaires d'administration générale des colonies.

Par arrêté en date du 2 juin 1949 du ministre de la France d'outre-mer, un concours pour le recrutement de cent vingt-cinq rédacteurs stagiaires d'administration générale des colonies aura lieu les 1er et 2 décembre 1949.

### Remise de débet.

Par arrêté du 3 juin 1949, il est fait remise gracieuse à M. le lieutenant-colonel en retraite Raunier (Florian), domicilié, 1 *bis*, avenue de Montpellier, à Meze (Hérault), de la somme de 11.139 F, reliquat d'un trop-perçu au titre de la solde coloniale.

### Administration générale des colonies autres que l'Indochine.

Par arrêté du 3 juin 1949, les candidats dont les noms suivent, admis au concours des 27, 28 et 29 janvier 1949 pour le recrutement de rédacteurs du cadre d'administration générale des colonies autres que l'Indochine, sont nommés rédacteurs de 1re classe (avant 3 ans):

MM. Dedebant (René), Colas (Pierre), Porsan (Victor), Ruis (Jean), Fourgerouse (Claudius), Le Bard (Raymond), Abeillon (Guy), Roche (Jean), Grenier (René), Noorkhan (Pascel), Charles (Francis).

Les nominations ne prendront effet, au point de vue de la solde et de l'ancienneté, qu'à compter de la veille du jour de l'embarquement des intéressés pour une affectation outre-mer.

Les agents en cause seront astreints à un stage probatoire dans les conditions fixées à l'article 11 du décret statutaire du 13 mars 1946.

### Chemins de fer coloniaux.

Rectificatif au *Journal officiel* du 24 mars 1949: page 3101, 46e ligne, au lieu de: « David (André), en Afrique occidentale française, sous-chef de bureau, porté à l'échelle I, échelon 6, à compter du 1er janvier 1949 », lire: « David (André), en Afrique occidentale française, sous-chef de bureau, porté à l'échelle I, échelon 7, à compter du 1er janvier 1949 ».

### Géologues des colonies.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 3 juin 1949, M. Lautel (Robert), géologue de 3e classe des colonies, en congé administratif, a été placé dans la position de mission en France pour une durée maximum de trois mois, en vue d'effectuer des études géologiques et pétrographiques dans les laboratoires de la Sorbonne et de Clermont-Ferrand.

### Inspecteurs du travail aux colonies.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 3 juin 1949, M. Desbordes (Jean-Henri), administrateur de 2e classe des colonies, est intégré dans le corps des inspecteurs du travail aux colonies en qualité d'inspecteur principal de 2e classe, pour compter du 25 avril 1949.

### Travaux publics et techniques industrielles des colonies.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 2 juin 1949, M. Collet de Cantelou (Jean), ingénieur en chef de 2e classe des travaux publics des colonies, a été, sur sa demande, placé dans la position de disponibilité sans traitement pour une période d'un an, à compter du 1er septembre 1948.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 2 juin 1949, M. Cros (Robert), ingénieur principal de 2e classe des travaux publics des colonies, a été placé en congé hors cadres et sans solde pour une période de deux ans, à compter du 16 mai 1948, en vue d'assurer la direction de la Société des avions taxis d'Indochine.

Les retenues auxquelles est astreint M. Cros au profit de la caisse intercoloniale de retraites et la contribution à laquelle est tenue envers ladite caisse la Société des avions taxis d'Indochine seront versées dans les conditions prévues par les articles 11 et 83 du décret du 1er novembre 1928, modifié par les décrets des 16 juin et 31 décembre 1937.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 3 juin 1949, M. de Robillard (Jean), ingénieur hors classe des techniques industrielles, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 7 juin 1949, M. Doutre (Roger), ingénieur adjoint des travaux publics de l'Etat de 4e classe, placé en service détaché au ministère de la France d'outre-mer pour compter du 1er mai 1949, a été, pour compter de cette date, classé dans le cadre général des travaux publics des colonies au grade d'ingénieur adjoint de 4e classe.

Il conserve alors une ancienneté civile de 2 ans 3 mois.

En application du dernier alinéa de l'article 36 du décret du 15 juillet 1944, M. Doutre a été promu automatiquement au grade d'ingénieur adjoint de 3e classe, pour compter du 1er mai 1949, en conservant une ancienneté civile de 3 mois.

M. Doutre a été affecté à l'Indochine.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 7 juin 1949, les dispositions de l'arrêté no 1130 du 18 août 1948 portant plusieurs nominations, après concours direct, au grade d'ingénieur adjoint stagiaire des travaux publics des colonies, ont été rapportées en ce qu'elles concernent MM. Grimaldi (Christian) et Bernard (Raoul).

### Liste des candidats autorisés à subir les épreuves du concours de 1949 pour le grade d'inspecteur de 3e classe des colonies.

Sont autorisés à subir les épreuves du concours de 1949 pour le grade d'inspecteur de 3e classe des colonies:

M. Bée, administrateur de 2e classe des colonies.

M. Binet, administrateur de 3e classe des colonies.

M. Deloffre, capitaine d'infanterie.

M. Denery, administrateur adjoint de 1re classe des services civils de l'Indochine.

M. Ehrhard, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Saïgon.

M. Fraisse, administrateur de 3e classe des services civils de l'Indochine.

M. Galbrun, administrateur adjoint de 1re classe des services civils de l'Indochine.

M. Gery, administrateur de 3e classe des colonies.

M. Gibert, administrateur adjoint de 1re classe des colonies.

M. Iehle, commissaire de 1re classe de la marine.

M. Massa, commandant des affaires militaires musulmanes.

M. Michelis, administrateur de 3e classe des colonies.

M. Neron, administrateur adjoint de 1re classe des colonies.

M. Pargoire, administrateur de 2e classe des services civils de l'Indochine.

M. Rham, administrateur adjoint de 1re classe des services civils de l'Indochine.

M. Sanner, administrateur de 3e classe des colonies.

M. Seguin, administrateur de 3e classe des colonies.

M. Tasson, administrateur adjoint de 1re classe des colonies.

M. Truitard, administrateur adjoint de 1re classe des colonies.

M. Vanel, administrateur de 3e classe des services civils de l'Indochine.

Est autorisé, sous réserve d'avoir complété son dossier de candidature et, en particulier, d'avoir présenté une autorisation du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre) et un certificat d'aptitude au service colonial immédiat, M. de Bouteiller, capitaine d'infanterie.

La première épreuve écrite commencera le mardi 11 octobre, à neuf heures précises, au ministère de la France d'outre-mer.

**Tableau d'avancement pour l'année 1949 des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains.**

Le ministre de la France d'outre-mer,

Arrête:

Art. 1er. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1949, les médecins, pharmaciens et sages-femmes africains dont les noms suivent:

A. — MÉDECINS

a) *Pour médecin africain principal de 1re classe.*

MM. les médecins africains principaux de 2e classe:

Ieen (Ignace), en service en Guinée.
Salmont (Robert), en service en Haute-Volta.

b) *Pour médecin africain principal de 2e classe.*

MM. les médecins africains principaux de 3e classe:

Bourguignon (Nicolas), en service à Dakar.
Kasse (Cheick), en service au Sénégal.
Traore (Bakassa), en service en Côte d'Ivoire.
Gueye (Amadou), en service au Sénégal.
Lorofi (Henri), en service en Guinée.

c) *Pour médecin africain principal de 3e classe.*

MM. les médecins africains principaux de 4e classe:

Aribot (Abdou), en service au Sénégal.
Traore (Niansou), en service au Soudan.
Sow (Gallo), en service au Sénégal.
Sylvain (Eusèbe), en service au Dahomey.
Diallo (Sega), en service au Sénégal.
Aplogan (Dominique), en service au Dahomey.
Doumbouya (Lanciné), en service au Sénégal.
Quenum (Jacques), en service au Dahomey.
Coulibaly (Mamadou), en service au Soudan.
Lenon (Farah), en service en Guinée.

d) *Pour médecin africain principal de 4e classe.*

MM. les médecins africains de 1re classe:

Varlet (Hubert), en service en Côte d'Ivoire.
Avele (William), en service au Cameroun.
Diop (Boubacar), en service au Sénégal.
Sylla (Julien dit Roux), en service en Côte d'Ivoire.
Tall (Seydou), en service à Dakar.
Lozes (Gabriel), en service au Dahomey.
Sagbo (Joseph), en service au Dahomey.
Barry (Gabriel dit Sultan), en service en Guinée.
Soumare (Mohamed), en service au Soudan.
Houessinon (Placide), en service au Dahomey.
Dieng (Jean), en service en Guinée.
Diarra (Ba Kary), en service au Soudan.
Gnacadja (Félicien), en service au Sénégal.

e) *Pour médecin africain de 1re classe.*

MM. les médecins africains de 2e classe:

Diarra (Jacques), en service en Afrique équatoriale française.
Ebagnerin (Jérôme), service d'hygiène mobile.
Seck (Makhone-Douta), service d'hygiène mobile.
Eboi (Alfred), service d'hygiène mobile.
Thiero (Seidou), en service au Soudan.
Diabate (Djigui), en service en Guinée.
Boka (Mene), en service en Haute-Volta.
Sandjon (Joseph), en service au Cameroun.
Yebovi (Elias), en service au Togo.
Fiadjoe (Robert), en service au Togo.
Inack (Martin), en service au Cameroun.
Karambe (Nahoum), service d'hygiène mobile.
N'Diaye (Ibrahima), en service au Sénégal.
Fall (Amadou-Mustapha), en service à Dakar.
Niamkey (Miezzan), en service en Côte d'Ivoire.
Ba (Amidou), en service au Soudan.
Ly (Boubacar), en service à Dakar.
Diouf (Joseph), service d'hygiène mobile.
Hazoume (Léacici-Marcel), en service au Dahomey.
Condé (Youssouf), en service en Guinée.
Moutoumé (Koua-Jacques), en service au Cameroun.

f) *Pour médecin africain de 2e classe.*

MM. les médecins africains de 3e classe:

Epo (Alfred), en service au Cameroun.
Abega (Théophile), en service au Cameroun.
Rodrigue (Adrien), en service en Afrique équatoriale française.
N'Doye (Thianar), en service au Niger.
Gaye (Papa), en service au Sénégal.
Toure (Moustapha), en service à Dakar.
Codo (Lobognou-Christophe), en service en Côte d'Ivoire.
Malagal (André), en service au Cameroun.
Edorh (Célestin-Joël), en service au Togo.
N'Diaye (Abdoulaye), en service au Niger.
Diop (Laminé), en service au Dahomey.
Koite (Papa), service d'hygiène mobile.
Ekodo N'Koulou, en service en Afrique équatoriale française.
d'Almeida (Julien), en service au Togo.
Traore (Auguste-Turquin), service d'hygiène mobile.
Nsitham (Pierre), en service au Cameroun.
Toure (Ousmane), en service en Afrique équatoriale française.
Mahalmadou (Sidi), en service au Nigerofi.
Makassouba (Moriba), en service en Mauritanie.
Sohai (Henri), en service au Sénégal.
Aziable (Andréas), service d'hygiène mobile.
Dolo (Sominé), en service à Dakar.
Aouba (Adamou), en service en Côte d'Ivoire.
Cofi (Lambert N'Guessan), en service au Sénégal.
Biyoghe (Jean), en service en Afrique équatoriale française.
Ohin (Alexandre), en service au Togo.
Sow (Brelotte), en service en Guinée.
Bari (Robert), service d'hygiène mobile.
Akindes (Clovis-Kakou), service d'hygiène mobile.
Gadié (Pierre), en service en Guinée.
N'Gho Mottoch (Léonard), en service en Côte d'Ivoire.
Vobier (René-Fabien-Marcel), service d'hygiène mobile.

B. — PHARMACIENS

a) *Pour le grade de pharmacien africain principal de 3e classe.*

MM. les pharmaciens africains principaux de 4e classe:

Covi (Lucien), en service au Dahomey.
Paraiso (Crespin), en service au Dahomey.

b) *Pour le grade de pharmacien africain de 1re classe.*

M. le pharmacien africain de 2e classe Ahodikpe (Salomon), en service au Togo.

c) *Pour le grade de pharmacien africain de 2e classe.*

MM. les pharmaciens africains de 3e classe:

Osseni (Gibirila), en service en Afrique équatoriale française.
Djermakoye (Mamadou), en service à Dakar.
Kodjo (Jean-Bilé), en service au Soudan.
Akan (Félix), en service en Afrique équatoriale française.

C. — SAGES-FEMMES

a) *Pour le grade de sage-femme africaine principale de 1re classe.*

Les sages-femmes africaines principales de 2e classe:

Lezongar (Renée), en service en Côte-d'Ivoire.
Akindele (Jeanne), en service au Dahomey.
Bouchez (Jeanne), en service en Guinée.

b) *Pour le grade de sage-femme africaine principale de 2e classe.*

Les sages-femmes africaines principales de 3e classe:

Dechambenoit (Marie), en service en Guinée.
D'Almeida (Victorine), née d'Almeida, en service au Sénégal.
Wilson (Joséphine), née Olympio, en service au Togo.

c) *Pour le grade de sage-femme africaine principale de 3e classe.*

Les sages-femmes africaines principales de 4e classe:

Diakhate (Bassirou), née Ouattara, en service au Niger.
Ehouman (Antoinette), née Anne, en service en Côte d'Ivoire.
Diallo (Pauline), née Berti, en service au Soudan.
Amorin (Marie), née Tévi, en service au Togo.
Hodonou (Elisabeth), en service au Dahomey.
Klika (Elisabeth), née Sacramento, en service au Dahomey.

d) *Pour le grade de sage-femme africaine principale de 4e classe.*

Les sages-femmes africaines de 1re classe:

Molivier (Henriette), en service au Soudan.
N'Daw (Marie), née Souma, en service au Soudan.
Turpin (Marie), en service à Dakar.
Covi (Palun), née Boissier, en service au Dahomey.
Ackah (Georgette), née Akouba, en service en Côte d'Ivoire.
Djibo (Adjavon), née Ruth, en service en Côte d'Ivoire.

e) *Pour le grade de sage-femme africaine de 1re classe.*

Les sages-femmes africaines de 2e classe:

Koniam (Valérie), née Damien, en service en Côte d'Ivoire.
Chodaton (Germaine), en service au Dahomey.
Sakho (Anne-Marie), née Soro, en service au Sénégal.
Keita (Lofo), née Camara, en service en Guinée.
Batiebo, née Padonou, en service au Nigerofi.
Capochichi (Eugénie), née Da Souza, en service en Côte d'Ivoire.
Diop (Blondin Adama), née N'Diaye, en service au Niger.
Da Sylva (Marcelline), née Brun, en service en Côte d'Ivoire.
M'Baye (Aissatou), en service en Guinée.
Condat (Renée), née Sangare, en service au Niger.
Quenum (Marie), née Caba, en service au Dahomey.
Toupe (Delphine), en service au Dahomey.
Merhy (Marie), née Akposso, en service en Côte d'Ivoire.
Fayemi (Agnès), née Hodonou, en service à Dakar.
Keita (Marie), en service en Guinée.
Nassouri (Elisabeth), née Yani, en service au Niger.
Konde (Marguerite), née Romage, en service en Guinée.
Gaucher, née Fatma Meret El Hadj, en service au Niger.

Coyssi (Jérômine), en service au Dahomey.
Pinto (Jeanne), née Jonhson, en service en Guinée.
Agbanrin (Christine), née Abulo, en service au Dahomey.
Correa (Mariane), née Ka, en service à Dakar.

1) *Pour le grade de sage-femme africaine de 2e classe.*

Les sages-femmes africaines de 3e classe:
Ba (Louise), née Mendy, en service en Haute-Volta.
Montrat (Amina), en service en Guinée.
Groga (Rolande), née Da Souza, en service au Niger.
Dibo (Koné), née Sissoko, en service au Soudan.
Ohin (Lucie-Adjovi), en service au Dahomey.
Sidibé (Sidigbé), née Ramatoulaga, en service à Dakar.
Houemavo (Thérèse), en service au Niger.
Jonhson (Elisabeth), en service au Soudan.
Keita (Aoua), née Diarra, en service au Soudan.

Art. 2. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République française, enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Paris, le 1er juin 1949.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet militaire,*
Signé: Lt-Col Guelfi.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

**Décret n° 49-773 du 11 juin 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des semences.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles modifiée et complétée par les lois du 5 août 1908, du 28 juillet 1912, du 6 mai 1919 et le décret du 14 juin 1938 et notamment l'article 11 de la loi du 1er août 1905 ainsi conçu:

« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne:

« 1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention de toutes marchandises, qui donneront lieu à l'application de la présente loi;

« 2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, que, dans l'intérêt des acheteurs, il y a lieu d'exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, les indications extérieures ou apparentes, le mode de présentation, nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente, ainsi que les marques spéciales qui pourront être apposées facultativement ou rendues obligatoires sur les marchandises françaises exportées à l'étranger.

« La définition et la dénomination des boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux, les traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation, les caractères qui les rendent impropres à la consommation »;

Vu le décret du 22 janvier 1919 modifié par le décret du 31 décembre 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905;

Vu le décret du 16 novembre 1932 établissant un catalogue des espèces et variétés de plantes cultivées ainsi qu'un registre des plantes sélectionnées;

Vu le décret du 24 février 1942 instituant un comité technique permanent de sélection des plantes cultivées;

Après avis du comité technique permanent de sélection des plantes cultivées;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions du présent décret sont applicables à tous actes de commerce, y compris les importations et exportations, qu'ils soient effectués par des commerçants ou par des associations ou coopératives agréées portant sur les semences ou plants, sur les végétaux ou parties de végétaux de toute nature destinés à être livrés en état aux utilisateurs en vue de la reproduction ou de la multiplication.

Art. 2. — Toute désignation de semences ou plants appartenant à une espèce inscrite au catalogue des espèces et variétés, établi par le comité technique permanent de sélection des plantes cultivées et homologué par arrêté du ministre de l'agriculture, doit être conforme à la dénomination sous laquelle la variété considérée est mentionnée audit catalogue.

Les variétés nouvelles, importées ou non, ne peuvent être vendues comme semences ou plants, qu'après inscription au catalogue des espèces et variétés.

Pour les catégories de plantes pour lesquelles il n'existe pas de catalogue officiel des espèces et variétés, des arrêtés du ministre de l'agriculture — pris, s'il y a lieu, de concert avec le ministre intéressé — désigneront, après avis du comité technique permanent de sélection des plantes cultivées, les espèces et variétés dont la vente sera provisoirement autorisée et fixeront les dispositions transitoires les concernant.

Tout produit visé à l'article 1er du présent décret, transporté en vue de la vente, mis en vente ou vendu, doit être désigné par le nom de l'espèce et par le nom de la variété de la semence ou du plant.

Toutefois, pour certaines espèces, les arrêtés prévus à l'article 10 et au présent article pourront déroger à l'obligation d'indiquer le nom de la variété.

Art. 3. — Les semences ou plants transportés en vue de la vente, mis en vente ou vendus, doivent satisfaire à certaines conditions de pureté d'espèce et éventuellement de variété, de faculté germinative, de provenance, de calibrage et d'état sanitaire fixées ci-après et précisées par les arrêtés prévus aux articles 2 et 10:

1° Pureté d'espèce ou pureté spécifique:

Elle est déterminée par le poids des semences ou plants normalement constitués, appartenant à l'espèce considérée, rapporté à 100 kg du produit tel qu'il est livré ou, s'il y a lieu, et notamment pour les plants de vignes et d'arbres fruitiers, par le pourcentage en nombre des semences ou plants normalement constitués et appartenant à l'espèce considérée;

2° Pureté de variété:

Elle est déterminée par le nombre des semences ou plants appartenant à la variété considérée rapporté à mille;

3° Faculté germinative:

Elle est déterminée: pour les grains ou graines, par le pourcentage en nombre des semences pures de l'espèce et, s'il y a lieu, de la variété considérée, susceptibles de produire des germes normaux dans les conditions d'examen au laboratoire;

Pour les semences ou plants autres que les grains ou graines, par le pourcentage en nombre de ces semences ou plants appartenant à l'espèce et, s'il y a lieu, à la variété considérée, susceptibles de se développer en plantes normalement constituées;

4° Provenance ou origine:

Elle est définie par l'indication de la région géographique de France ou, s'il s'agit de semences importées, par le nom du pays où les semences ou plants ont été produits.

Des arrêtés du ministre de l'agriculture, pris après avis du comité technique permanent de sélection des plantes cultivées, pourront interdire la mise dans le commerce des semences ou plants de certaines provenances;

5° Calibrage:

Il est déterminé par les poids ou par les dimensions maximum ou minimum fixés dans les arrêtés prévus aux articles 2 et 10;

6° Etat sanitaire:

Il est conditionné par la présence ou par l'absence, sur les semences ou plants, de certains parasites ou infections parasitaires d'origine animale ou végétale ou par le pourcentage, en poids ou en nombre, des semences ou plants porteurs de ces parasites ou de ces infections parasitaires ainsi que des lésions graves pouvant en résulter.

Pour certaines plantes pour lesquelles l'appréciation de l'état sanitaire nécessite un contrôle sur pied des cultures productrices, de leur récolte, de leur conservation et de leur conditionnement, les arrêtés prévus à l'article 10 préciseront les modalités suivant lesquelles ledit contrôle sera effectué et désigneront les organismes habilités à cet effet.

Les arrêtés pourront aussi imposer des conditions particulières relatives à la récolte, à la conservation, au conditionnement ainsi qu'au traitement à tous les stades de la production et à la mise dans le commerce des semences et plants pour lesquels un état sanitaire satisfaisant doit être garanti.

Art. 4. — Les dénominations des produits visés à l'article 1er du présent décret pourront être accompagnées de l'un des qualificatifs définis ci-après, à l'exclusion de tous autres:

Les qualificatifs « sélectionné », « de sélection », ou « de reproduction » impliquent des garanties d'identité et de pureté de variété et, éventuellement, d'état sanitaire satisfaisant.

L'emploi de ces qualificatifs peut être subordonné à un contrôle exercé dans des conditions fixées par les arrêtés prévus aux articles 2 et 10;

Le qualificatif « sélection originale » implique, en outre, qu'il s'agit de semences ou plants produits par l'obtenteur ou sous son contrôle;

Le qualificatif « de choix » implique notamment certaines garanties de pureté d'espèce, de faculté germinative et, éventuellement, de calibrage ou d'état sanitaire satisfaisant;

Le qualificatif « contrôlé sur pied » implique l'existence d'une surveillance spéciale et de vérifications opérées sur les cultures productrices.

Art. 5. — Les semences ou plants transportés en vue de la vente, mis en vente, ou vendus, doivent être accompagnés d'une étiquette mentionnant le nom et l'adresse du vendeur, le nom de l'espèce et de la variété, sauf dérogations prévues, pour cette dernière, à l'article 2, ainsi que les indications relatives à la nature et aux caractéristiques des semences ou plants dans les conditions fixées par les arrêtés prévus aux articles 2 et 10.

Sauf dispositions particulières prévues par ces arrêtés, les indications exigées sur l'étiquette doivent être reproduites dans le contrat de vente, sur la facture, ainsi que sur tout papier de commerce se rapportant à la transaction.

Art. 6. — L'emploi de toute indication, de tout signe, de tout mode de présentation susceptible de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature, la pureté d'espèce ou de variété, la faculté germinative, la provenance, l'état sanitaire, le calibrage ou le poids des produits visés au présent décret, est interdit, en toutes circonstances, sous quelque forme que ce soit, notamment:

1° Sur les récipients et emballages;
2° Sur les étiquettes;
3° Sur tout papier de commerce et généralement dans tous avis publicitaires.

Toute personne qui fait le commerce des semences ou plants est tenue d'adresser au ministre de l'agriculture, service de la répression des fraudes, avant toute publicité, en double exemplaire, les étiquettes, catalogues, prospectus et prix-courants, concernant la vente desdites semences ou plants.

Elle devra fournir sur demande, aux agents dûment qualifiés, toutes justifications utiles pour établir la sincérité de ses déclarations.

Art. 7. — Les dispositions du décret du 22 janvier 1919, modifié par le décret du 31 décembre 1928, sont applicables pour la recherche et la constatation des fraudes et falsifications dans le commerce des semences et des infractions aux dispositions du présent décret.

Le service administratif de la préfecture qui a reçu les échantillons prélevés, à l'exception de celui que l'intéressé a pu conserver en dépôt, les transmet à la station d'essais de semences désignée par le ministre de l'agriculture où des mesures sont prises pour leur conservation. Conformément aux dispositions prévues par le dernier paragraphe de l'article 16 du décret du 22 janvier 1919, les volants sont préalablement détachés des talons et annexés au procès-verbal.

La station d'essais de semences examine l'un des échantillons et effectue, en ce qui le concerne, tous les essais qui lui paraissent nécessaires avant de dresser un rapport, où sont consignés les résultats desdits essais. Ce rapport est adressé au préfet du département intéressé suivant la procédure fixée par le décret du 22 janvier 1919 susvisé.

Art. 8. — Lorsque le rapport conclut à une présomption de fraude, le préfet en saisit le procureur de la République en lui transmettant le procès-verbal auquel sont annexés les volants des étiquettes et l'informe que les échantillons réservés aux fins d'expertise sont conservés par la station d'essais de semences. Ces échantillons sont mis à la disposition des experts au cas où l'expertise contradictoire est demandée, et ceux-ci, après avoir pris connaissance du rapport de la station d'essais de semences et en avoir discuté les conclusions, peuvent déposer leur propre rapport sans être tenus de procéder eux-mêmes à de nouveaux essais sur les échantillons ainsi mis à leur disposition.

Art. 9. — Le décret du 7 avril 1937 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes, en ce qui concerne le commerce des semences, est abrogé.

Art. 10. — Les mesures de détail relatives à l'application du présent décret, notamment en ce qui concerne les dispositions particulières à prendre pour chaque catégorie de semences ou de plants, seront fixées par arrêtés du ministre de l'agriculture, après avis du comité technique permanent des plantes cultivées. Des arrêtés conjoints du ministre de l'agriculture et du ministre intéressé détermineront, à l'égard des produits importés de l'étranger et des produits des départements et territoires d'outre-mer, les détails d'application du présent décret.

Art. 11. — Le ministre de l'agriculture, le garde des sceaux ministre de la justice, le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'industrie et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de l'agriculture,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
ROBERT LECOURT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHE.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
ROBERT LACOSTE.

### Décret portant délégation de signature.

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er juin 1949, page 5370, 2e colonne, 8e ligne, au lieu de: « de la loi du 13 avril 1948 », lire: « de la loi du 13 avril 1898 ».

### Certificat de qualité applicable aux jus de fruits exportés ou expédiés vers les territoires de l'Union française.

Le ministre de l'agriculture, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu l'arrêté du 18 juin 1946 relatif à l'exportation et à l'expédition à destination des colonies, pays de protectorat, territoires sous mandat français, des vins, vins de liqueur, vins doux naturels, spiritueux et eaux-de-vie;

Vu l'arrêté du 21 octobre 1947 portant création d'un comité technique des boissons;

Vu l'arrêté du 23 février 1948, relatif au certificat de qualité applicable aux jus de fruits expédiés à l'étranger ou vers les territoires de l'Union française;

Vu la loi du 22 juillet 1948 fixant le statut juridique des centres techniques industriels,

Arrêtent:

Art. 1er. — Est homologué le règlement intérieur annexé au présent arrêté, relatif au fonctionnement de la commission nationale de délivrance des certificats de qualité applicables aux jus de fruits exportés ou expédiés vers les territoires de l'Union française.

Art. 2. — Le certificat de qualité applicable aux jus de fruits sera exigé, à dater du 15 septembre 1949, dans les conditions prévues par les arrêtés susvisés des 18 juin 1946 et 23 février 1948.

Art. 3. — Le financement de la commission nationale de délivrance des certificats de qualité est assuré par une redevance de trente francs par hectolitre de jus de fruits expédiés vers l'étranger ou l'Union française qui sera versée à un compte spécial ouvert dans les écritures de l'union nationale des producteurs de jus de fruits de la métropole et d'outre-mer, en attendant la création d'un centre technique industriel prévu par la loi du 22 juillet 1948.

La gestion et l'utilisation de ces fonds destinés à couvrir notamment les frais de délivrance des certificats de qualité, les frais de contrôle, de propagande et d'enquêtes, seront effectuées conformément aux décisions prises par la commission nationale des jus de fruits.

Art. 4. — Le directeur de la production agricole et le chef du service de la répression des fraudes au ministère de l'agriculture, le directeur général des douanes et des droits indirects et le directeur des relations économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 30 mai 1949.

*Le ministre de l'agriculture,*
PIERRE PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*

Pour le secrétaire d'Etat et par autorisation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

Pour le secrétaire d'Etat aux affaires économiques:
*Le conseiller technique,*
DU PONT.

NOTA. — Le règlement intérieur peut être consulté au ministère de l'agriculture (direction de la production agricole, 2e bureau).

### Ouverture de crédits.

Par arrêté interministériel en date du 1er juin 1949 un crédit de 218.872 F provenant de fonds de concours a été ouvert aux chapitres ci-après du budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1949:

| | |
|---|---|
| Chap. 103. — Administration centrale. — Salaires (art. 1er)..... | 169.852 F |
| Chap. 105. — Indemnité de résidence (art. 1er)..... | 49.020 |
| | 218.872 F |

Par arrêté interministériel en date du 1er juin 1949 un crédit de 30.677.041 F provenant de fonds de concours a été ouvert aux chapitres ci-après du budget du ministère de l'agriculture de l'exercice 1949:

| | |
|---|---|
| Chap. 105. — Indemnité de résidence (§ 9)..... | 1.875.000 F |
| Chap. 106. — Supplément familial de traitement (§ 8)..... | 267.300 |
| Chap. 108. — Indemnités pour difficultés administratives dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (§ 10)..... | 20.700 |
| Chap. 110. — Inspection générale de l'agriculture. — Traitements (art. 2)..... | 6.960 |
| Chap. 131. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Traitements (art. 1er)..... | 15.600.381 |
| Chap. 132. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Salaires du personnel auxiliaire..... | 1.157.250 |
| Chap. 133. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Indemnités: | |
| (Art. 1er) (§ 1er)..... | 104.650 |
| (Art. 1er) (§ 2)..... | 39.600 |
| Chap. 305. — Indemnités pour frais de déplacement (art. 7) (§ 1er) ..... | 6.000.000 |
| Chap. 306. — Indemnités pour difficultés d'existence (§ 11).... | 112.500 |
| Chap. 307. — Loyers et indemnités de réquisition..... | 465.000 |

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

| | |
|---|---|
| Chap. 317. — Contrôle des lois sociales en agriculture. — Matériel et dépenses diverses..... | 2.837.250 F. |
| Chap. 311. — Entretien et fonctionnement du matériel automobile (art. 7)..... | 131.250 |
| Chap. 400. — Allocations familiales (§ 8)..... | 2.000.000 |
| Chap. 601. — Secours (art. 3). | 50.000 |
| | 30.877.041 F |

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 mai 1949: page 5190, 1re colonne, 4e ligne, au lieu de: « Chapitre 152 », lire: « Chapitre 512 ».

**Conditions de validation pour la retraite des services de certains agents de l'administration des eaux et forêts.**

Le ministre de l'agriculture et le secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'article 10 de la loi du 14 avril 1924;

Vu l'article 17 du règlement d'administration publique du 2 septembre 1924, rendu pour l'application de cette loi;

Vu le décret du 20 août 1925;

Vu l'article 8, paragraphe 3, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires;

Sur la proposition du directeur général des eaux et forêts,

Arrêtent:

Art. 1er. — Peuvent être validés pour la retraite, dans les conditions prévues à l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 et à l'article 8 (§ 3) de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, les services rendus à l'administration des eaux et forêts en qualité de contractuel ou d'auxiliaire par les agents appartenant aux catégories suivantes, rémunérés sur un chapitre budgétaire de personnel:

Ingénieur du cadre contractuel.
Agent de maîtrise du cadre contractuel.
Garde du cadre contractuel.
Élèves gardes d'Alsace-Lorraine.
Employé de bureau recruté sur contrat.
Secrétaire comptable et agent technique de la station centrale d'hydrobiologie appliquée.
Assistant et aide du laboratoire central d'essais des bois.
Chauffeur de voiture de liaison administrative et chauffeur de poids lourd.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1er juin 1949.

*Le ministre de l'agriculture,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
JEAN BERTHARD.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
Pour le secrétaire d'Etat
et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ROBERT BLOT.

**Administration centrale.**

Par arrêté en date du 25 mai 1949, M. Talec, commis d'ordre et de comptabilité de 1re classe à l'administration centrale, en service détaché, est réintégré dans son emploi à compter du 1er juin 1949.

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 mai 1949: page 5213, 3e colonne, 12e ligne, au lieu de: « Mlle Goffaux », lire: « Mlle Goffaux ».

**Eaux et forêts.**

Par arrêté en date du 1er juin 1949:

M. Moulin (Pierre-Louis-Emile), inspecteur des eaux et forêts de 3e classe, à Lyon (Rhône), est nommé, avec ses grade et classe actuels, d'office et dans l'intérêt du service, à Basse-Terre (Guadeloupe), poste vacant.

M. Miguet (Jean-Emile-François), inspecteur adjoint des eaux et forêts de 3e classe, à Haguenau (Bas-Rhin), est nommé, avec ses grade et classe actuels, d'office et dans l'intérêt du service, à Saint-Denis (Réunion), en qualité d'adjoint au conservateur des eaux et forêts, poste vacant.

M. Chapuis (Pierre-Jean-Jacques), inspecteur adjoint des eaux et forêts de 3e classe, détaché auprès du ministre des affaires étrangères pour le service forestier de la Tunisie, est réintégré, sur sa demande, avec ses grade et classe actuels, dans les cadres forestiers de la métropole et affecté, d'office et dans l'intérêt du service, à Fort-de-France (La Martinique), poste vacant.

Rectificatif au *Journal officiel* du 29 mai 1949:

Page 5254, 3e colonne, 14e ligne, après: « garde domanial des eaux et forêts », lire: « 6e classe »; 46e ligne, au lieu de: « Wyli », lire: « Wylie ».

Page 5255, 1re colonne, 17e ligne, au lieu de: « inspection des eaux et forêts de Lons-le-Saunier », lire: « inspection des eaux et forêts de Lons-le-Saunier-Est »; 38e ligne, au lieu de: « Ban-de-Lavelins (Vosges) », lire: « Ban-de-Laveline (Vosges) »; 3e colonne, 20e ligne, au lieu de: « avenue Jean-Jaurès, à Bourges (Cher) », lire: 52, avenue Jean-Jaurès, à Bourges (Cher) ».

Page 5256, 3e colonne, 2e ligne, au lieu de: « maison forestière de Larois n° 64 », lire: « maison forestière de Larois, triage n° 64 »; 4e ligne, au lieu de: « Moyse (Léon-Francois) », lire: « Moyse (Léon-Francis) »; 36e ligne, au lieu de: « 2e B.C.P.—S.P. 53033 415/A », lire: « 2e B.C.P.—S.P. 53033, B.P.M. 415/A ».

Page 5257, 2e colonne, 51e ligne, au lieu de: « inspection des eaux et forêts de Lons-le-Saunier », lire: « inspection des eaux et forêts de Lons-le-Saunier-Est ».

Page 5258, 1re colonne, 4e ligne, au lieu de: « M. Hermann (Paul), à Strasbourg (Bas-Rhin), maison forestière de Rittershoffen », lire: « M. Hermann (Paul), à Strasbourg (Bas-Rhin), est nommé à Rittershoffen (Bas-Rhin), maison forestière de Rittershoffen ».

**Liste des élèves du cours de mutualité et de coopération agricoles ayant obtenu le diplôme de spécialité et le certificat de fin d'études.**

(Session 1949.)

*Diplôme de spécialité.*

MM. de Lagausie, Richet, Romieu.

*Certificat de fin d'études.*

MM. Carre, Gudefin, Morin, Castaing, Le Borgne, Renault, Gauchard, Moloux, Lobe, Mme Volgnier, Mlle d'Escodeca.

## MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

**Approbation de projets de reconstruction et d'aménagement de communes.**

Par arrêtés concertés du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre de l'intérieur, ont été approuvés:

Le projet de reconstruction et d'aménagement de la commune de la Seyne (Var) (arrêté du 12 mai 1949);

Le projet de reconstruction et d'aménagement de la commune de Maubeuge (Nord) (arrêté du 13 mai 1949);

Le modificatif n° 2 au projet de reconstruction et d'aménagement de la commune d'Epinal (Vosges) (arrêté du 18 mai 1949).

Ces approbations valent déclaration d'utilité publique.

**Homologation des coefficients d'adaptation départementaux du Bordereau général des prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis.**

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 27 mai 1949, les prix du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis, sont, pour l'ensemble du département de l'Aveyron, affectés des coefficients annexés audit arrêté, applicables du 1er décembre 1948 au 31 janvier 1949.

NOTA. — Les coefficients visés dans ledit arrêté sont diffusés par les soins du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et tenus à la disposition des utilisateurs au siège de la délégation interdépartementale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme de l'Hérault-Aveyron.

**Complément des titres « E: Cloisons et J: Toitures » du Bordereau général de prix forfaitaires relatif aux immeubles bâtis.**

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 2 juin 1949, la nomenclature des éléments constituant les immeubles bâtis, fixée dans le Bordereau général annexé à l'arrêté du 22 octobre 1947, est complétée, en ce qui concerne les titres « E: Cloisons et J: Toitures » conformément aux tableaux joints en annexe audit arrêté et sur lesquels ont été portés les prix unitaires correspondants.

NOTA. — Cette brochure est vendue par les soins du bureau de vente des publications et photographies au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, 2, rue Gœthe, à Paris (16e).

Un arrêté fixant le prix de vente unitaire (frais d'envoi compris) sera incessamment publié.

Le règlement devra être préalablement effectué soit par versement ou virement au compte postal C 123-30 Paris, ouvert au nom du régisseur de recettes du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, 2, rue Gœthe, à Paris, soit par chèque bancaire barré à son ordre.

Il ne sera procédé à aucun envoi contre remboursement.

## MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

**Décret n° 49-777 du 11 juin 1949 modifiant et complétant l'article 32 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, modifié par le décret n° 47-1082 du 14 juin 1947.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles;

Vu le décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, modifié par le décret n° 47-1082 du 14 juin 1947;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er —. L'article 32 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, modifié par le décret n° 47-1082 du 14 juin 1947 est à nouveau modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 32. — § 1er. — Si l'assuré travaillait depuis moins d'un mois, de vingt-huit jours, de trois mois ou de douze mois, au moment de l'interruption de travail consécutive à la maladie, à la longue maladie ou à l'accident, soit parce qu'il est récemment immatriculé, soit par suite de maladie ou de longue maladie antérieure, de maternité ou de chômage total constaté, soit en raison de la fermeture de l'établissement employeur à la disposition duquel reste l'assuré, ou d'un congé non payé, le salaire ou gain servant à déterminer le gain journalier de base et le salaire ou gain qu'aurait perçu l'assuré s'il avait travaillé pendant le mois, les vingt-huit jours, les trois mois ou les douze mois pour le compte du dernier employeur.

« § 2. — Si l'assuré bénéficie d'une indemnité de changement d'emploi pour silicose et se trouve effectivement sans emploi, le gain servant à déterminer le gain journalier de base est celui qu'il aurait perçu s'il avait travaillé pendant le mois, les vingt-huit jours, les trois mois ou les douze mois pour le compte du dernier employeur ».

Art. 2. — Le ministre du travail et de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*

DANIEL MAYER.

**Décret n° 49-778 du 11 juin 1949 modifiant et complétant le décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 déjà modifié, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.**

Le président du conseil des ministres,

Vu le rapport du ministre du travail et de la sécurité sociale;

Vu la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;

Vu le décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;

Vu l'avis émis par le conseil supérieur de la sécurité sociale à sa séance du 15 mars 1949;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 14 du décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles est modifié comme suit:

« *Art.* 14. — Les droits à l'assurance volontaire cessent lorsque les cotisations n'ont pas été acquittées à deux échéances trimestrielles consécutives ».

Art. 2. — L'avant-dernier alinéa de l'article 15 du décret susvisé du 31 décembre 1946 est complété ainsi qu'il suit:

« Cette autorisation prend effet à compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle elle a été accordée ».

Art. 3. — L'article 19 du décret susvisé du 31 décembre 1946 est complété par l'alinéa suivant:

« Suivant la date habituelle d'arrêt des comptes de l'entreprise, un inventaire financier est dressé annuellement par le comité d'entreprise soit au 30 juin, soit au 31 décembre, faisant apparaître les résultats de la gestion du risque professionnel et, éventuellement, le montant des sommes affectées au fonds de réserve susvisé. Une copie du compte de profits et pertes et du bilan, arrêtés à l'une des deux dates précitées, est adressée, dans un délai maximum de trois mois, à la direction régionale et à la caisse primaire de sécurité sociale dans la circonscription de laquelle est situé l'établissement ou le groupe d'établissements ayant obtenu l'autorisation ».

Art. 4. — Le premier alinéa de l'article 26 du décret susvisé du 31 décembre 1946 est complété comme suit:

« L'autorisation peut être également retirée si l'employeur ne justifie pas de la caution solidaire prévue à l'article 17 du présent décret dans le délai de six mois à compter de la date à laquelle il a obtenu l'autorisation exceptionnelle prévue par l'article 4, 3e alinéa, de la loi du 30 octobre 1946 ».

Art. 5. — L'intitulé du chapitre II du titre II du décret susvisé du 31 décembre 1946 est ainsi modifié:

« Entreprises assurant un service public, entreprises privées d'intérêt général et employeurs assujettis à une organisation spéciale de sécurité sociale ».

Art. 6. — Le premier alinéa de l'article 57 du décret susvisé du 31 décembre 1946 est modifié ainsi qu'il suit:

« L'enquêteur consigne les résultats de l'enquête dans un procès-verbal établi sans blancs ni ratures. Il dépose contre récépissé ou envoie, sous pli recommandé, ce procès-verbal accompagné du dossier dont il avait été saisi et, le cas échéant, du procès-verbal visé au quatrième alinéa de l'article 52 ci-dessus ainsi que de toutes les pièces qu'il juge bon d'y annexer, à la caisse primaire de sécurité sociale dans le délai prévu à l'article 28 de la loi du 30 octobre 1946 ».

Art. 7. — L'article 87, 3°, 1er alinéa, du décret susvisé du 31 décembre 1946 est rédigé comme suit:

. . . . . .

« 3° Les frais légitimes de déplacement exposés par la victime lors de chacune de ses visites soit au centre d'appareillage, soit à son fournisseur, et une indemnité compensatrice de perte de salaire, cette dernière indemnité et les frais de séjour sont évalués conformément aux taux fixés par l'arrêté pris en exécution de l'article 42 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée et de l'article 26 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945 modifié ».

(Le reste sans changement.)

Art. 8. — Le premier alinéa de l'article 105 du décret susvisé du 31 décembre 1946 est modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 105. — Si la victime travaillait au sens de la loi du 30 octobre 1946, depuis moins d'un mois, de quatre semaines, de trois mois, ou de douze mois, au moment de l'arrêt de travail, le salaire ou le gain servant à déterminer le salaire journalier de base est celui qu'elle aurait perçu si elle avait travaillé pendant le mois, les quatre semaines, les trois mois ou les douze mois dans les mêmes conditions ».

Le deuxième alinéa du même article est complété comme suit:

« Il en est de même si, au cours de cette période, la victime, bénéficiaire d'une indemnité de changement d'emploi pour silicose, s'est trouvée effectivement sans emploi ».

Art. 9. — Le décret susvisé du 31 décembre 1946 est complété par un article 126 *bis* inclus dans la section II du chapitre II du titre IV et rédigé ainsi qu'il suit:

« *Art.* 126 bis. — Les dépenses à rembourser aux caisses de sécurité sociale en application de l'article 68 de la loi du 30 octobre 1946 précitée, peuvent faire l'objet d'une évaluation forfaitaire dans les conditions prévues par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale ».

Art. 10. — L'article 128 du décret susvisé du 31 décembre 1946 est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 128. — La demande tendant à une nouvelle fixation des réparations, motivée par une aggravation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est présentée soit au moyen d'une déclaration faite à la caisse primaire de sécurité sociale qui en informe immédiatement la caisse régionale, soit au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la caisse primaire.

« Les justifications nécessaires sont fournies à l'appui de la demande.

« Chaque nouvelle fixation des réparations, motivée par une aggravation ou une atténuation de l'infirmité ou par le décès de la victime, fait l'objet d'une décision du conseil d'administration de la caisse régionale ou du comité prévu à l'article 54 (4e alinéa) de la loi du 30 octobre 1946, après avis du médecin conseil de la caisse régionale, dans les conditions fixées à l'article suivant.

« Dans tous les cas, les décisions sont prises dans les mêmes conditions que pour la fixation de la rente initiale. Toutefois, lorsqu'il y a réduction du montant de la rente ou suppression de celle-ci, le nouveau montant ou la cessation de payement ont pour point de départ la première échéance suivant la date de la décision ».

Art. 11. — Le deuxième alinéa de l'article 129 du décret susvisé du 31 décembre 1946 est modifié et complété comme suit:

« La victime est informée au moins six jours à l'avance par lettre recommandée du jour, de l'heure et du lieu de l'examen de contrôle. Dans le cas où la victime ne peut, en raison de son état, se rendre au lieu indiqué pour cet examen, elle doit en avertir immédiatement la caisse régionale ».

Art. 12. — L'article 130 du décret susvisé du 31 décembre 1946 est modifié comme suit:

« *Art.* 130. — Dans le cas où la victime refuse de se prêter à l'examen de contrôle prévu à l'article précédent, la caisse régionale peut décider la suspension du service de la rente ».

Art. 13. — La deuxième phrase de l'article 137 du décret susvisé du 31 décembre 1946 est modifiée comme suit:

« Toutefois, à l'exception du personnel visé à l'article 5 de la loi du 30 octobre

1948, le personnel compris dans la garantie... ».

(Le reste sans changement.)

Art. 14. — Le ministre du travail et de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*

DANIEL MAYER.

**Approbation des statuts de sociétés mutualistes.**

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 8 juin 1949, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste ci-après:

La Familiale, n° 6-408, à Nice.

DÉPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 8 juin 1949, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste ci-après:

Société mutualiste d'entreprise des chantiers de Méréville et Pont-à-Mousson de l'entreprise Ballot, n° 51-646, à Méréville.

**Caisses de retraites et de prévoyance.**

Par arrêté en date du 9 juin 1949, la caisse de prévoyance du groupe Vallourec (Capreval), 6, rue Daru, Paris (8e), a été autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du décret modifié du 8 juin 1946.

Par arrêté du 10 juin 1949, la caisse de retraites du personnel de la compagnie des agents de change de Paris, 4, place de la Bourse, Paris, a été autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du décret modifié du 8 juin 1946.

Par arrêté du 10 juin 1949, l'association de prévoyance professionnelle des cadres et ingénieurs de la région lyonnaise (Apicil), 11, quai Général-Sarrail, à Lyon, a été autorisée à fonctionner dans les conditions prévues aux articles 43 à 58 du décret modifié du 8 juin 1946.

## MINISTÈRE DE LA MARINE MARCHANDE

**Décret n° 49-780 du 11 juin 1949 modifiant l'article 5 du décret du 28 mars 1919 modifié, sur les concessions d'établissements de pêche maritime.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la marine marchande et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu le décret-loi du 9 janvier 1852 sur la pêche maritime côtière, et notamment l'article 2;

Vu le décret du 21 décembre 1915 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 2 du décret-loi susvisé;

Vu le décret du 28 mars 1919 modifié sur la concession des établissements de pêche maritime, et notamment son article 5;

Vu la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire et portant création de ressources nouvelles, et notamment son article 22,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 5 du décret du 28 mars 1919 modifié est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art. 5.* — Tout établissement de pêche qui occupe, ne fut-ce que par ses dépendances telles que canaux, tranchées, rigoles, écluses, etc., ou même seulement par les orifices de ces canaux, tranchées, rigoles, écluses, etc., une partie quelconque du domaine public et qui ne rentre pas dans l'un des cas d'exemption prévus par l'article 48 de la loi du 13 décembre 1932 donne lieu à la perception d'une redevance dont le taux est déterminé d'après un barème fixé par arrêté du ministre de la marine marchande et du ministre des finances et des affaires économiques.

« Cette redevance est calculée:

« Pour les établissements situés sur le domaine public, en raison de la surface occupée ou de la longueur selon que les établissements sont concédés par unité de surface ou par unité de longueur;

« Pour les propriétés privées alimentées par des prises d'eaux établies sur le domaine public, en raison de la surface d'eau de l'établissement.

« Elle est exigible à compter de la date de notification de la concession et payable annuellement et d'avance ».

Art. 2. — Le ministre de la marine marchande et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* de la marine marchande.

Fait à Paris, le 11 juin 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la marine marchande,*

ANDRÉ COLIN.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*

EDGAR FAURE.

**Nomination d'un agent d'émigration.**

Par arrêté en date du 7 juin 1949, M. Antoun (Georges), est autorisé à entreprendre les opérations d'émigration en France.

**Récompenses pour actes de courage et de dévouement.**

Par décision du 18 mai 1949 du ministre de la marine marchande, les récompenses suivantes pour actes de courage et de dévouement accomplis dans les eaux maritimes ont été accordées en faveur des personnes ci-après désignées:

*Médaille de sauvetage en vermeil.*

Dervout (Yves-Pierre), patron-pêcheur, inscrit à Concarneau n° 3233, domicilié à Casablanca, « La Bonne Franquette », boulevard Ballande. Nombreux sauvetages antérieurs. Patron du canot de sauvetage *Maréchal-Lyautey*, n'a pas hésité à se porter, le 15 novembre 1948, au secours du cargo belge *René*, échoué sur les rochers de Mansouriah, réussissant par des manœuvres hardies rendues particulièrement dangereuses par l'état agité de la mer et la présence de brisants, à recueillir les dix hommes d'équipage qui restaient à bord de l'épave.

*Médaille de sauvetage en bronze.*

Tocque (René), inscrit à Fécamp n° 49710;
Simonou (Marc), inscrit à Concarneau n° 8071;
Piccolec (Yves), inscrit à Concarneau n° 7577;
Jan (Jean), inscrit à Auray n° 41007;
Blaise (Claude), inscrit à Oran n° 7306 I. P.
Duchaine (Jean), inscrit à Oran n° 7163 I. P.

Le 15 novembre 1948, ont été volontaires pour armer le canot de sauvetage *Maréchal-Lyautey*, afin de se porter, par gros temps, au secours du cargo belge *René*, échoué sur les rochers de Mansouriah, réussissant, par la rapidité de leur intervention, à recueillir les dix hommes d'équipage qui restaient sur l'épave.

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLÉE NATIONALE

ANNÉE 1949

**Ordre du jour du mardi 14 juin 1949.**

**A neuf heures trente.** — 1re SÉANCE PUBLIQUE

**1.** — Demande d'arbitrage de M. Hilaire Perdon sur les avis divergents donnés par M. le président du conseil et par la commission de l'agriculture sur la demande de discussion d'urgence de sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les salariés des professions agricoles de la majoration aux allocations familiales accordée aux salariés des autres professions. (Nos 7352-7390 — Mme Marie Lambert, rapporteur.)

**2.** — Demande d'arbitrage de M. Nazi Boni sur les avis divergents donnés par M. le président du conseil et par la commission des territoires d'outre-mer sur la demande de discussion d'urgence de sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la Haute-Volta un crédit spécial pour le rééquipement de ses services publics. (No 7320.)

**3.** — Discussion des articles du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949. (Nos 6894-7376-7377-7378 7379-7380-7381-7382-7383-7384-7385-7415.)

**4.** — Discussion du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisations d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949. (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement. — Opérations nouvelles). (Nos 6705-7177. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

**5.** — Suite de la discussion: I. du projet de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale; II. du projet de loi complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale; III. de la proposition de loi de M. July et plusieurs de ses collègues tendant, en matière pénale, à substituer aux juridictions d'exception des juridictions normales. (Nos 5674-6571-6933-7360. — M. Grimaud, rapporteur.)

**6.** — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949. (Nos 7218-7333-7359. — M. de Tinguy, rapporteur.)

**7.** — Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à créer les conditions budgétaires d'une saine réforme administrative. (Nos 7213-7338. — M. Charles Barangé, rapporteur général.)

**8.** — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse. (N° 6690-7010-7365. — M. Gosset, rapporteur.)

**9.** — Discussion des propositions de loi: 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 1er de la loi du 20 juillet 1895 relatif aux placements des fonds des caisses d'épargne; 2° de M. Paumier et plusieurs de ses collègues autorisant les caisses d'épargne à prêter une partie de leurs fonds à des collectivités et établissements publics et à des particuliers sous forme de prêts hypothécaires. (N°s 2648-3990-5200. — M. Gabelle, rapporteur.)

**10.** — Discussion de la proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines. (N°s 6079-6379. — M. Sion, rapporteur.)

**11.** — Discussion du projet de loi portant application au personnel docker et assimilé des ports maritimes et fluviaux des dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée instituant des comités d'entreprise. (N°s 2587-7107. — M. Cayol, rapporteur.)

**12.** — Discussion de la proposition de loi de M. July et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser l'application du travail à mi-temps ou à temps réduit pour le personnel féminin chargé de famille. (N°s 2203-4040-4835. — Mme Francine Lefebvre, rapporteur.)

**13.** — Discussion de la proposition de résolution de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application dans son intégralité l'article 9 de la loi du 13 août 1947 portant le n° 47-1496, relatif à la rémunération des élèves maîtres et des élèves maîtresses des écoles normales primaires en stage de formation professionnelle, par l'inscription au budget de l'éducation nationale des crédits nécessaires à l'établissement de leurs traitements d'instituteurs stagiaires dès la première année de leur stage. (N°s 5777-6645. — M. Calas, rapporteur.)

**14.** — Discussion de la proposition de loi de M. Gosset tendant à transférer les études de notaire de l'Escarène, Lévens et Roquebillière à Nice et à y créer cinq études complémentaires. (N°s 2517-4206. — M. Minjoz, rapporteur.)

**15.** — Discussion de la proposition de loi de MM. Emile Hugues et Delcos tendant à modifier les dispositions légales réglementant la rédaction des testaments authentiques et mystiques. (N°s 2656, 4001. — M. Minjoz, rapporteur.)

**16.** — Discussion: I. du projet de loi portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; II. de la proposition de M. Eugène Rigal tendant à instituer au profit des départements et des communes une taxe locale frappant les ventes à la consommation et les prestations de service, obligatoire dans toutes les communes, au taux uniforme de 2 p. 100 (en remplacement des articles 250 et 251 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948). (N°s 6618, 6624, 6922. — M. Guillant, rapporteur.)

**17.** — Discussion du projet de loi et de la lettre rectificative au projet de loi portant aménagements fiscaux. (N°s 6082, 6945, 7174. — M. Charles Barangé, rapporteur général. — Rapporteur spécial: M. Eugène Rigal.)

**A seize heures. — 2e SÉANCE PUBLIQUE**

**1.** — Nomination, par suite de vacances, de membres de commissions.

**2.** — Vote: 1° du projet de loi concernant la prescription en matière pénale; 2° de la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter l'article 1er de la loi du 29 mars 1942, validée par l'ordonnance du 28 octobre 1944 relative à la prescription de l'action publique et des peines. (N°s 5726, 6702, 7309. — M. Delos du Rau, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**3.** — Vote, en deuxième lecture, du projet de loi concernant l'assurance des marins de commerce et de la pêche contre les pertes d'équipement par suite d'événements de mer. (N°s 6986, 7065. — M. Cance, rapporteur.) (Sous réserve qu'il n'y ait pas débat.)

**4.** — Scrutin public à la tribune sur les conclusions du rapport de la commission des immunités parlementaires sur deux demandes en autorisation de poursuites concernant M. Morand.

**5.** — Fixation de la date de discussion des interpellations:

I. — De M. Yves Péron sur: 1° les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme à l'activité factieuse des groupes armés du R. P. F. encouragés par les mesures de clémence prises à l'égard des traîtres et les poursuites engagées et les condamnations prononcées contre des résistants; 2° les raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas sévir contre un complot connu dès le 20 mars dernier et aboutissant à l'arrestation d'éléments R. P. F. de Paris, Périgueux, Audierne, Nevers, etc.; 3° sur la nécessité d'assurer la sauvegarde des institutions républicaines par: *a*) la dissolution des groupes armés du R. P. F. et la répression de leurs menées antirépublicaines; *b*) le retrait des mesures d'amnistie prévues en faveur des complices de l'ennemi; *c*) la cessation des poursuites contre les résistants et l'amnistie de plein droit pour les travailleurs condamnés, notamment les mineurs.

II. — De M. Legendre sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme aux provocations policières organisées par M. le ministre de l'intérieur et susceptibles de troubler l'ordre public.

**6.** — Fixation de la date de discussion des interpellations:

I. — De M. Quilici, sur la révélation, aussitôt après le départ du Parlement en vacances, d'accords déjà anciens livrant à des trusts étrangers les richesses pétrolifères de la Tunisie, sur les prolongements et les conséquences d'une telle politique en Algérie et au Maroc et, plus généralement, sur les positions éventuellement conservées par les alliés en Afrique du Nord et dans l'Union française, malgré la cessation des hostilités depuis quatre ans;

II. — De M. Jean Pronteau: 1° sur les accords que le Gouvernement a passés avec la société américaine Gulf Oil Corporation et la société anglo-hollandaise Schell pour livrer, au mépris des intérêts français et tunisiens, la recherche et l'exploitation des gisements pétrolifères de Tunisie et du Fezzan, à ces trusts étrangers; 2° sur le rôle particulier joué par le ministre de l'intérieur dans ces tractations; 3° sur l'attitude que le Gouvernement entend observer, face à de nouvelles demandes de mainmise étrangère sur d'autres territoires de l'Union française;

**7.** — Suite de la discussion des affaires inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

---

**Séances du mardi 14 juin 1949.**

Des billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

*Galeries.* — Depuis M. Le Coutaller, jusques et y compris M. Lescorat.

*Tribunes.* — Depuis M. Chamant, jusques et y compris M. Fernand Chevalier.

---

**Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 14 juin 1949.**

N° 6894 (2) (1er volume). — Projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (renvoyé à la commission des finances).

N° 7177. — Rapport, par M. Charles Barangé, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (opérations nouvelles).

N° 7341 (1). — Proposition de résolution de M. Pierre Cot tendant à inviter le Gouvernement à accorder de justes indemnités aux victimes des inondations qui viennent de désoler le département de la Savoie (renvoyée à la commission des finances).

N° 7319. — Proposition de résolution de M. Virgile Barel tendant à inviter le Gouvernement à inclure les cultures florales des Alpes-Maritimes dans le programme national d'investissements agricoles (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 7321. — Proposition de résolution de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à: 1° rétablir la ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxis; 2° garantir à l'industrie du taxi une allocation d'essence égale à celle qui lui a été accordée au mois de mai 1949 (renvoyée à la commission de la production industrielle).

N° 7363. — Proposition de résolution de M. Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures de sauvegarde de l'industrie horlogère française sérieusement menacée par la crise économique et le rétrécissement de ses débouchés et à prendre toutes dispositions pour encourager le développement et la prospérité de cette production (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 7364. — Proposition de loi de M. Garaudy tendant à la création d'un prêt d'installation aux jeunes diplômés (renvoyée à la commission de l'éducation nationale).

N° 7369. — Proposition de loi de M. Louis Roblin tendant à modifier l'article 4 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers (renvoyée à la commission de la justice).

N° 7373. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont modifiant l'article 38 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers d'habitation (renvoyée à la commission de la justice).

N° 7381. — Rapport, par M. Pierre Meunier, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale: Marine; Budget annexe des constructions et armes navales) (tome II).

N° 7383. — Rapport, par M. Jean Charlot, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale: Budget annexe de fabrication d'armement).

N° 7385. — Rapport, par M. Gavini, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale: Air; Budget annexe des constructions aéronautiques) (Tome II) (Défense nationale: Budget annexe des constructions aéronautiques).

N° 7387. — Rapport, par M. Pierre-Henri Teitgen, au nom de la commission de la défense nationale, sur le projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques et de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation et à la protection des secrets de la défense nationale.

N° 7415. — Avis de M. Maroselli, au nom de la commission de la défense nationale, sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale: Air; budget annexe des constructions aéronautiques) (Tome I: Air) (Tome II: Budget annexe des constructions aéronautiques).

N° 7429 (1). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (renvoyée à la commission des immunités parlementaires).

N° 7430. — Proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté pour le commerce du sucre sans augmentation de prix (renvoyée à la commission du ravitaillement).

N° 7131. — Proposition de résolution de M. Garcia tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'émission et le recouvrement des rôles relatifs à la taxe proportionnelle et à la surtaxe progressive jusqu'à la discussion par le Parlement des dispositions modifiant le décret portant réforme fiscale (renvoyée à la commission des finances).

N° 7132. — Proposition de loi de M. Sion tendant à modifier l'article 156 *a* du livre II du code du travail (renvoyée à la commission du travail).

N° 7133. — Rapport supplémentaire, par M. Guesdon, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale : section commune, Guerre; articles de loi, Tome III); Défense nationale: articles de loi.

N° 7135 (1). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (renvoyée à la commission des immunités parlementaires).

N° 7141. — Lettre rectificative au projet de loi relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun (renvoyée à la commission des territoires d'outre-mer).

(1) Le tirage de ce document est limité aux besoins de Mmes et MM. les députés et des services de l'Assemblée nationale.

(2) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les députés le 10 juin 1949.

### Modification aux listes électorales des membres des groupes.

GROUPE DU MOUVEMENT POUR LE TRIOMPHE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES EN ALGÉRIE

(4 membres au lieu de 5.)

Supprimer le nom de M. Derdour.

### Convocations de commissions.

La commission des affaires économiques se réunira le mercredi 15 juin 1949 (local de la commission n° 263):

A dix heures.

I. — Audition de M. Pierre Le Brun, rapporteur de l'avis du conseil économique, sur le problème du statut des entreprises publiques.

II. — Discussion du rapport de M. Maurice Guérin sur le projet de loi (n° 6027) portant statut général des entreprises publiques.

A quatorze heures trente.

I. — Examen du rapport de M. Mauroux sur le projet de loi (n° 7127) fixant les modalités de la prise en charge par l'Etat de l'exécution des tâches de répartition des produits industriels.

II. — Avis sur le projet de loi (n° 7257) relatif à la suppression du haut commissariat au ravitaillement et nomination d'un rapporteur.

III. — Discussion du rapport de M. Gaston Julian sur la proposition de résolution (n° 7351) de M. Barthélémy relative à la protection de l'industrie pipière en France.

IV. — Suite de la discussion du rapport de M. Maurice Guérin sur le projet de loi (n° 6027) portant statut général des entreprises publiques.

V. — Nomination d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 7165) autorisant le Président de la République à ratifier le traité d'union douanière entre la France et l'Italie.

A seize heures trente.

Audition de MM. Bouquet, Gache, Lutfalla, Privez et Jurquet, présidents directeurs généraux de sociétés d'assurances nationalisées, sur le statut des entreprises publiques.

La commission des affaires étrangères se réunira le mercredi 15 juin 1949, à neuf heures trente (local du 8e bureau):

I. — Suite de la discussion du rapport de M. Jacques Bardoux sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le statut du conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949 et fixant les modalités de designation des représentants de la France à l'Assemblée consultative prévue par ce statut.

II. — Désignation d'un rapporteur d'information pour les problèmes de l'Extrême-Orient.

III. — Examen du rapport de M. Louis Marin sur le projet de loi (n° 5562) tendant à la ratification du traité d'amitié entre la France et la république des Philippines.

IV. — Questions diverses.

La commission de l'agriculture se réunira le mercredi 15 juin 1949, à neuf heures trente, et à quatorze heures trente (local de la commission n° 232):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 7311) de M. Sourbet (échange blé-pain);

Le projet de loi (n° 7165) (union douanière France-Italie) (pour avis seulement);

La proposition de résolution (n° 7330) de M. Poumadère (élevage ovin).

II. — Suite de l'examen du rapport de M. Perdon sur le projet de loi (n° 7116) (législation du travail agricole dans les départements d'outre-mer).

III. — Suite de la revision du statut du fermage et du métayage

La commission des boissons se réunira le jeudi 16 juin 1949, à quinze heures (local de la commission n° 232):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 2597) de M. Anxionnaz (plantations dans l'aire de la Champagne viticole);

La proposition de loi (n° 2681) de M. Moynet (marché de l'eau-de-vie de fruits);

La proposition de loi (n° 2813) de M. Angeletti (plantations dans la Champagne viticole);

La proposition de loi (n° 2951 rectifié) de M. Gros (caisse contre les calamités viticoles);

La proposition de loi (n° 4501) de M. Draveny (achats de vignes en Champagne viticole);

La proposition de résolution (n° 5131) de M. Delachenal (droits fiscaux relatifs aux eaux-de-vie de marc);

La proposition de résolution (n° 6181) de M. Gros (liberté des prix et transactions pour la campagne 1948-1949);

La proposition de résolution (n° 6604) de M. Tourné (rations de vin des soldats);

La proposition de loi (n° 7058) de MM. Guyon, Liquard et Sourbet (C. I. V. B.);

La proposition de résolution (n° 7117) de M. Zunino (frais de transport des vins);

Le projet de loi (n° 7151) (statut viticole du champagne);

La proposition de résolution (n° 7173) de M. Guyon (droits de consommation sur l'alcool);

La proposition de loi (n° 7183) de M. Charpentier (délimitation de la Champagne);

II. — Nomination d'un commissaire chargé de suivre les travaux de la commission des finances.

III. — Organisation du travail de la commission.

IV. — Pouvoirs d'enquête.

La commission de la défense nationale se réunira le mercredi 15 juin 1949, à dix heures (local de la commission n° 213):

I. — Nomination de cinq membres pour faire partie de la commission chargée d'enquêter sur l'accident du *Cormoran*.

II. — Suite de l'examen du projet de loi (n° 6894) portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1949 (budgets annexes).

III. — Questions diverses.

La commission de l'éducation nationale se réunira le mercredi 15 juin 1949, à quatorze heures trente (local de la commission n° 262):

I. — Prise de position sur l'avis défavorable opposé par le Gouvernement à la demande de discussion d'urgence du rapport de M. Farine (n° 7335) sur les propositions de résolution de M. Airoldi et de M. Farine, concernant l'extension du billet collectif à 50 p. 100 de réduction aux organisations de jeunesse et de plein air.

II. — Suite de l'examen du rapport de M. Deixonne sur la proposition de résolution (n° 1326) de M. Pierre Hervé et la proposition de loi (n° 5071) de M. Vourc'h relatives à l'enseignement de la langue bretonne.

III. — Examen du rapport de Mme Lempereur sur les propositions de résolution (n° 5005) de M. Denais et (n° 7036) de Mme Lempereur concernant la titularisation des instituteurs intérimaires de guerre, titulaires du brevet élémentaire.

IV. — Examen de l'avis de Mlle Dienesch sur les propositions de résolution de Mme Vaillant-Couturier et de Mme Ginollin concernant l'aide de l'Etat aux colonies de vacances. (Nos 4113, 4125 et 4793.)

V. — Eventuellement, examen de l'avis de M. Deixonne sur la proposition de loi de M. Buron concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique (Nos 2701 et 7200.)

VI. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 6688) de M. Cayol tendant à rationaliser l'organisation administrative et financière des constructions scolaires.

VII. — Questions diverses, notamment, communication de M. Thamier, rapporteur d'un certain nombre de propositions relatives au reclassement du personnel de l'éducation nationale, préalablement à l'audition du Syndicat national des directeurs d'école normale primaire.

La commission de la famille, de la population et de la santé publique se réunira le mercredi 15 juin 1949, à quatorze heures (local de la commission n° 219):

I. — Compte rendu de l'audition de deux délégations par le bureau de la commission.

II. — Questions diverses (grève des sanas).

III. — Avis de M. Cordonnier sur la proposition de loi (n° 2124) de M. Bas tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru.

IV. — Rapport de M. Bouxom sur le projet de loi (n° 6349) portant création de bureaux d'aide sociale et la proposition de loi (n° 4952) de M. Segelle tendant à fusionner les bureaux de bienfaisance et les bureaux d'assistance en bureaux d'aide sociale.

V. — Rapport de M. Barrot sur la proposition de loi (n° 6923), dont il est l'auteur, tendant à rendre au ministère de la santé publique et de la population les prérogatives dont on l'a successivement dessaisi.

VI. — Eventuellement, rapport supplémentaire de M. Lacaze sur la proposition de résolution (n° 4118) de Mme Roca tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tout groupe de jeunes gens âgés de moins de vingt et un ans, avec accompagnateurs à raison d'un accompagnateur pour dix voyageurs ou fraction de dix, une réduction de 75 p. 100 sur le prix des transports. (Nos 4792, 4829 et 6677.)

VII. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 6940) de M. Bernard Lafay, sénateur, sur l'assistance publique de Paris;

La proposition de résolution (n° 7202) de M. Marcel Noël sur l'hôpital des Hauts-Clos.

La commission de l'intérieur se réunira le mercredi 15 juin 1949, à seize heures, et le jeudi 16 juin 1949, à seize heures (local de la commission n° 207):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

Le refus d'homologation (n° 6857) d'une décision de l'assemblée algérienne concernant la revision du prix de certains baux;

La proposition de résolution (n° 7312) de M. Rabier tendant à arrêter le recrutement du cadre spécial dans l'enseignement primaire public en Algérie.

II. — Nomination d'un rapporteur pour avis pour le projet de loi (n° 7257) relatif à la suppression du haut commissariat au ravitaillement.

III. — Rapport supplémentaire de M. L'Huillier sur le projet de loi et la proposition de loi dont il est l'auteur fixant le statut des agents communaux (n°s 6366, 4101 et 5361).

IV. — Examen des rapports:

De M. Mondon, sur la proposition de loi (n° 5515) de M. Albert Schmitt tendant à accorder certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant exercé avant la guerre de 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle;

De M. Lefèvre-Pontalis, sur la proposition de loi (n° 109) de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 15 mai 1930 relative au classement des voies privées de Paris;

De M. Servin, sur la proposition de loi (n° 1205) de M. Gresa tendant à faire bénéficier les fonctionnaires mobilisés au cours de la guerre 1939-1945 des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927;

De M. Benchennouf, sur le projet de loi (n° 5419) tendant à compléter, par des dispositions pénales, des textes applicables en Algérie.

V. — Rapport supplémentaire de M. Serre sur la proposition de résolution, dont il est l'auteur, relative aux titres d'emprunts à long terme émis par le gouvernement général de l'Algérie (n°s 6076 et 6657).

VI. — Examen des rapports de M. Mondon sur:

Les propositions de résolution (n° 7002) de Mme Schell et (n° 7035), dont elle est l'auteur, prorogeant les dispositions du décret du 17 septembre 1946 accordant une « indemnité de difficultés administratives » aux fonctionnaires en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle;

La proposition de loi (n° 4669) de M. Kuehn tendant à rétablir dans leurs droits les fonctionnaires ayant appartenu à un organisme de résistance et qui ont fait l'objet de sanctions au titre de l'épuration administrative.

VII. — Questions diverses.

---

La commission de la justice et de législation se réunira le mercredi 15 juin 1949 (local de la commission n° 250):

**A neuf heures trente.**

Suite du rapport de M. Citerne sur les propositions de loi (n°s 42, 128, 129, 130, 131, 132, 217, 309, 384, 637, 761, 922, 1255, 2647, 2993, 3448, 3449, 3450, 3451, 3481, 3544, 4461, 4998, 5068, 5229, 5791, 7069 et 7071) tendant à modifier les lois des 30 juin 1926 et 18 avril 1946 sur la propriété commerciale.

A quatorze heures trente.

I. — Nomination d'un rapporteur pour avis, en remplacement de M. Tinaud, pour le projet de loi (n° 6703) portant statut de l'entreprise Berliet.

II. — Suite du rapport de M. Peron sur: 1° le projet de loi (n° 6863) instituant une aide financière au profit des personnes définies à l'article 40 de la loi du 1er septembre 1948 en vue de leur permettre de couvrir leurs dépenses de déménagement et de réinstallation; 2° la proposition de loi (n° 7018) de M. Marrane, sénateur, tendant à atténuer la crise du logement par une meilleure répartition en accordant des indemnités aux locataires désirant se retirer à la campagne ou acceptant un logement plus petit que celui qu'ils occupent actuellement.

III. — Rapport de M. Wasmer sur le projet de loi (n° 7259) prorogeant la législation en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

IV. — Rapport de M. Delahoutre sur le projet de loi (n° 3922) modifiant les lois des 15 décembre 1923 et 6 février 1941 relatives à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre.

V. — Rapport de M. Palewski sur sa proposition de loi (n° 7150) mettant fin aux dispositions prévues par l'article 2 de la loi du 24 janvier 1941 portant prorogation de délais en matière de propriété industrielle.

VI. — Rapport supplémentaire de M. Chautard sur la proposition de loi (n° 1004) de M. Leenhardt tendant à réglementer les gérances libres ou locations gérances de fonds de commerce.

VII. — Rapport supplémentaire de M. Minjoz sur la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics.

VIII. — Rapport de M. Péron sur les propositions de loi: 1° (n° 6750) de M. Juge tendant à amnistier les responsables syndicaux fermiers et métayers et les membres assesseurs aux tribunaux paritaires; 2° (n° 7109) de M. de Sesmaisons tendant à amnistier certaines infractions commises par les agriculteurs à la législation sur les prix, à la législation économique ou à l'occasion du fonctionnement des tribunaux paritaires.

IX. — Rapport de M. Tinaud sur la proposition de loi (n° 6156) de M. Rollin tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées à la dégradation nationale soit à titre principal, soit accessoirement à une autre peine.

X. — Suite de l'avis de M. Courant sur le projet de loi (n° 6082) portant aménagements fiscaux.

XI. — Rapport de M. Gallet sur le projet de loi (n° 3170) modifiant l'article 302 du code pénal.

XII. — Rapport de M. Garet sur la proposition de loi (n° 4101) de M. Bardoux sur le cumul des greffes de juridiction.

XIII. — Suite du rapport de M. Delahoutre sur les propositions de loi tendant à permettre la revision de certaines rentes viagères (deuxième partie).

XIV. — Suite du rapport de M. Grimaud sur les propositions de loi tendant à modifier la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers.

XV. — Rapport de M. Garet sur: 1° la proposition de loi (n° 5735) de M. Theetten relative aux frais de déplacement des huissiers; 2° la proposition de résolution (n° 6089) de M. Bardoux invitant le Gouvernement à modifier le décret du 4 juin 1948 sur les tarifs des huissiers.

XVI. — Rapport de M. Tinaud sur la proposition de loi (n° 4662) de M. Béné tendant à modifier l'article 21 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés anonymes.

XVII. — Rapport de M. Wasmer sur le projet de loi (n° 4587) tendant à faciliter l'équipement par le recours au crédit.

XVIII. — Rapport de M. Minjoz sur la proposition de loi (n° 6459) de M. Berger tendant à faire bénéficier de l'assistance judiciaire les locataires dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir leurs droits ou pour se défendre.

XIX. — Rapport de M. Minjoz sur le projet de loi (n° 6859) modifiant l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881.

XX. — Rapport de M. Wasmer sur le projet de loi (n° 3567) relatif aux frais de justice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

XXI. — Rapport de M. Guy Petit sur le projet de loi (n° 5607) complétant le code pénal par un article 443 *bis* réprimant le sabotage.

---

La commission de la marine marchande et des pêches se réunira le mercredi 15 juin 1949, à quatorze heures trente (local de la commission n° 220):

I. — Nomination de rapporteurs pour avis:

De la proposition de loi (n° 7190) de Mme Francine Lefebvre portant codification des textes sur le chômage et modification de certaines de leurs dispositions;

Du projet de loi (n° 7264) portant création d'un contingent exceptionnel de croix du mérite maritime en faveur des états-majors et des équipages de la marine militaire ayant participé aux dragages;

De la proposition de résolution (n° 7304) de M. Charles Benoist tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder aux bénéficiaires des congés payés des réductions de tarifs sur les navires reliant la métropole à l'Afrique du Nord et à la Corse.

II. — Examen:

Du projet de loi (n° 6049) approuvant les conventions entre l'Etat, la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes;

De la convention relative à l'exploitation des lignes maritimes entre le continent et la Corse.

III. — Affaires diverses.

---

La commission des moyens de communication et du tourisme se réunira le mercredi 15 juin 1949, à quinze heures (local de la commission n° 211):

I. — Suite de l'examen du rapport de M. Bouret sur le projet de loi (n° 4512) portant organisation de l'aéronautique marchande.

II. — Désignation des trois candidats pour siéger à la commission d'enquête sur l'accident du *Cormoran*.

III. — Avis de M. Coustor, sur la proposition de résolution (n° 266) de MM. Joseph Denais et Xavier Bouvier tendant à accorder aux mutilés des deux guerres des réductions de tarif sur les lignes de navigation aérienne.

IV. — Questions diverses.

---

La commission des pensions se réunira le mercredi 15 juin 1949, à quinze heures trente (local de la commission n° 206):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de résolution (n° 7217) de M. Henri Meck tendant à codifier les avantages sociaux des lois des 14 avril 1924 et 20 septembre 1948 dont peuvent bénéficier les tributaires du régime local de retraite d'Alsace et de Lorraine;

La proposition de loi (n° 7229) de M. Cognot tendant à la prise en compte pour la retraite du temps de service accompli en vertu de la prolongation de l'activité (décret du 18 décembre 1948);

La proposition de loi (n° 7287) de MM. Cayeux et Delahoutre tendant à assurer aux titulaires de pensions différées le bénéfice de la loi du 4 mai 1948;

La proposition de loi (n° 7317) de M. Chassaing tendant à étendre aux fonctionnaires retraités le bénéfice de l'article 20 de la loi du 27 février 1948.

II. — Examen des rapports:

De Mlle Weber, sur les propositions de loi: 1° de Mme Marcelle Devaud, sénateur, tendant à modifier l'article 55 du code des pensions militaires d'invalidité; 2° de M. Pleven, tendant à accorder aux orphelins de guerre dont la mère est décédée le bénéfice des suppléments familiaux de pension (n°s 6339 et 6519);

De M. Tourné, sur la proposition de loi (n° 6974) de M. Touchard tendant à modifier l'article 11 de la loi du 27 février 1948 sur le rapport constant.

III. — Questions diverses.

---

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

La commission de la presse se réunira (local de la commission n° 230) :

1° Le mercredi 15 juin 1949 à dix-huit heures.

Audition de M. Robert Lecourt, garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'affaire Inter-France.

2° Le jeudi 16 juin 1949, à dix heures.

I. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 7314) de M. Debû-Bridel, sénateur, portant organisation de la radiodiffusion et de la télévision françaises.

II. — Vote sur l'ensemble du statut de la presse.

---

La commission de la production industrielle se réunira le mercredi 15 juin 1949, à dix heures trente (local de la commission n° 261) :

I. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 7300) de M. Deixonne tendant à encourager la production charbonnière.

III. — Compte rendu du voyage de la sous-commission des houillères en Angleterre, par M. Sion.

III. — Compte rendu du voyage de la sous-commission de l'électricité en Algérie, par M. Louvel.

IV. — Questions diverses.

---

La commission de la reconstruction et des dommages de guerre se réunira le mercredi 15 juin 1949, à quatorze heures (local de la commission n° 208) :

I. — Nomination de rapporteurs pour :

La proposition de loi (n° 7185) de M. Siefridt tendant à la revalorisation des indemnités de réquisition de terrain pour l'implantation de constructions provisoires ;

La proposition de loi (n° 7216) de M. Henri Meck tendant à étendre le bénéfice de la loi du 20 avril 1949 aux dommages de réquisitions.

II. — Nomination d'un rapporteur pour avis pour le projet de loi (n° 6895) tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logement.

III. — Rapport de M. René Schmitt sur les projets et propositions de loi tendant à la modification des articles 32 et 33 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (n°s 7135, 6524, 6862 et 3968).

IV. — Rapport de M. Coudray sur la proposition de résolution (n° 6524) de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 30 août 1947 instituant le versement d'une allocation d'attente aux sinistrés.

V. — Deuxième lecture de l'avis de M. Yvon sur la proposition de loi relative aux baux à loyer des commerçants sinistrés (n° 6784).

VI. — Deuxième examen de la pétition n° 184 (M. Gautier, rapporteur).

VII. — Questions diverses.

---

La commission des territoires d'outre-mer se réunira le mercredi 15 juin 1949, à quinze heures (local de la commission n° 254) :

I. — Vote sur les conclusions du rapport de M. Mamadou Konaté sur la proposition de résolution (n° 3602) de M. Hamani Diori relative à l'admission des instituteurs et institutrices africains dans le cadre commun supérieur de l'enseignement en Afrique occidentale française.

II. — Rapport de M. Yacine Diallo sur la proposition de résolution (n° 7080) de M. Ninine tendant à accorder aux anciens combattants originaires des territoires d'outre-mer des avantages analogues à ceux accordés aux anciens combattants métropolitains.

III. — Rapport de M. Silvandre sur la proposition de résolution (n° 7353) de M. Lisette relative à l'amnistie des délits politiques dans les territoires d'outre-mer.

IV. — Rapport de M. Mamadou Konaté sur la proposition de loi (n° 5615) de M. Charles Benoist relative à la liberté de la presse et de réunion à Madagascar.

V. — Décision à prendre en ce qui concerne le renouvellement des membres parlementaires appartenant au comité directeur du F. I. D. E. S. et à la classe centrale de la France d'outre-mer.

VI. — Eventuellement, avis de M. Juglas sur le projet de loi (n° 6705) portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (opérations nouvelles).

VII. — Questions diverses.

---

La commission du travail et de la sécurité sociale se réunira le mercredi 15 juin 1949, à seize heures trente (local de la commission n° 261) :

I. — Audition de MM. Degoutte, Joseph Denais et Ribeyre, auteurs d'oppositions au vote sans débat de la proposition de loi de M. Gazier : application de la législation sur les conventions collectives de travail aux offices publics et ministériels (n°s 6851 et 7105).

II. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 7271) de M. Rosenblatt : cumul des pensions du régime général et du régime local de sécurité sociale.

III. — Nomination d'un rapporteur pour la proposition de résolution (n° 7331) de M. Patinaud : arrêt de l'immigration.

IV. — Communication de M. Viatte sur la mission d'enquête parlementaire aux Antilles.

V. — Suite de l'examen des rapports :

De M. Alfred Costes, sur le projet de loi (n° 7172) : articles 37 et 38 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 ;

De M. Boutavant, sur la proposition de loi (n° 6973) de M. Juge : commissions d'assistance ;

De M. Moisan, sur la proposition de loi (n° 6963) de M. Viatte : contrôle des organismes de sécurité sociale.

VI. — Examen des rapports :

De Mme Francine Lefebvre, sur la proposition de loi (n°s 4879 et 7211, 2e lecture) : salariés membres d'un conseil municipal ou général ;

M. Besset, sur la proposition de loi (n° 2667) de M. Marcel Noël : chômage-intempéries ;

De M. Patinaud, sur sa proposition de résolution (n° 7194) : chômage ;

De Mme Denise Bastide, sur les propositions de loi (n° 1662) de Mme Vermeersch et (n° 4558) de M. Livry-Level : allocations de maternité ;

De M. Gabriel Paul, sur la proposition de résolution (n° 6681) de M. Cogniot : statut du personnel des centres d'apprentissage ;

De M. Boutavant, sur la proposition de loi (n° 6918) de M. Marcel Noël : extension de la majoration pour tierce personne aux titulaires d'une pension de vieillesse.

VII. — Questions diverses.

Désignation de deux députés chargés de représenter l'Assemblée au sein de la commission supérieure de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents.

---

La commission des immunités parlementaires se réunira le jeudi 16 juin 1949, à seize heures (local n° 254) :

I. — Audition de M. Albert Rigal, à seize heures, de M. Quilici, à seize heures trente, de M. Védrines, à dix-sept heures, de M. Cachin, à dix-sept heures trente.

II. — Examen du rapport de M. Bartolini sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7142) contre M. Védrines.

III. — Examen du rapport de M. Courant sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7171) contre M. Albert Rigal.

IV. — Examen du rapport de M. Pierrard sur les demandes en autorisation de poursuites (n° 7186) contre M. Marcel Cachin et (n° 7187) contre M. Tourné.

V. — Examen des rapports de M. Boutavant sur les demandes en autorisation de poursuites (n°s 7236, 7237 et 7238) contre M. Marcel Cachin.

VI. — Examen du rapport de M. Tourné sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7239) contre M. Quilici.

VII. — Nomination d'un rapporteur pour la demande en autorisation de poursuites (n° 7392) contre M. Arthaud.

VIII. — Nomination d'un rapporteur pour la demande en autorisation de poursuites (n° 7393) contre M. Cherrier.

---

### Réunions de commissions du mardi 14 juin 1949.

Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, à vingt et une heures. — Local n° 255.

Commission des moyens de communication et du tourisme, à seize heures. — Local n° 211.

Commission de la presse, à dix-sept heures. — Local n° 230.

Sous-commission de la commission des finances (emprunts-or), à 15 heures. — Local de la commission.

---

# CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ANNÉE 1949

### Ordre du jour du mardi 14 juin 1949.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

**1.** — Nomination d'un membre de la commission supérieure de la caisse nationale d'assurances sur la vie et d'un membre de la commission supérieure de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents.

**2.** — Réponse des ministres aux questions orales suivantes :

I. — M. Restat signale à M. le ministre de l'agriculture que l'accord franco-italien qui vient d'être conclu, autorisant l'entrée en France de produits agricoles risque d'être lourdement préjudiciable à l'agriculture nationale et plus particulièrement aux régions productrices de légumes et de tomates destinés à la conserve ; que plus précisément l'extrait de tomate italienne serait offert sur le marché à des prix nettement inférieurs aux prix de revient de fabrication des conserveurs français ; que la mévente des produits agricoles va se trouver accentuée et un inéluctable chômage sévira dans ces régions de production ; et demande : 1° quelle est la portée exacte de l'accord conclu ainsi que les quantités de conserves de légumes prévues dans ces importations ; 2° quelle est la politique agricole que le Gouvernement entend suivre en cette matière afin que les producteurs puissent prendre leurs dispositions en vue des plantations à effectuer. (N° 47.)

II. — M. Litaise demande à M. le président du conseil les raisons qui s'opposent à la publication des suites données au rapport de la cour des comptes et aux travaux de la « commission des gaspillages », publication qui devait être effectuée à la date du 1er février 1949. (N° 59.)

III. — M. Estève signale à M. le ministre de l'industrie et du commerce la crise très grave qui sévit depuis quelque temps déjà dans l'industrie du cuir et de la chaussure et demande quelles mesures il a prises ou compte prendre pour y remédier. (N° 60.)

**3.** — Suite de la discussion des propositions de résolution : 1° de M. Debré et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés tendant à modifier les articles 29 et 90 du Conseil de la République ; 2° de MM. Léo Hamon, Ernest Pezet, de Menditte, Gaining, Grimal et des membres du groupe du mouvement républicain populaire tendant

(*Supplément.*)

à la modification des articles 20 et 27 du règlement et à l'insertion d'un article 91 *bis*, 3° de Mme Devaud tendant à modifier l'article 75 du règlement du Conseil de la République; 4° de M. Colonna tendant à modifier les articles 87, 88, 89, 90 et 91 du règlement du Conseil de la République; 5° de M. Georges Pernot, Mme Devaud et des membres du groupe du parti républicain de la liberté tendant à modifier l'article 7 du règlement du Conseil de la République; 6° de M. Landry et des membres du groupe du rassemblement des gauches républicaines et de la gauche démocratique et apparentés tendant à l'insertion d'un article 42 *bis* dans le règlement. (N°s II-57, II-62, II-98, II-121, année 1948; 6, 16 et 202, année 1949. — M. Debré, rapporteur.)

4. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air. (N°s 259 et 459, année 1949. — M. le général Corniglion-Molinier, rapporteur.)

5. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier. (N°s 444 et 451, année 1949. — M. Jean Berthoin, rapporteur général, et n° 461, année 1949. — Avis de la commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — M. Lodéon, rapporteur; et n° , année 1949. — Avis de la commission de la production industrielle. — M. N..., rapporteur; et n° , année 1949. — Avis de la commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales. — M. N..., rapporteur; et n° , année 1949. — Avis de la commission du ravitaillement et des boissons. — M. N..., rapporteur; et n° , année 1949. — Avis de la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale. — M. N..., rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

*1er étage.* — Depuis M. Assaillit, jusques et y compris M. Bertaud.

*Tribunes.* — Depuis M. Jean Berthoin, jusques et y comrpis M. Claparède.

### Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 14 juin 1949.

N° 439. — Proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à attribuer la croix de la Légion d'honneur à Fort-Lamy, Brazzaville, Bangui et Douala.

N° 440. — Proposition de résolution de M. Debré tendant à saisir le conseil de l'Europe de projets de nature à prouver son utilité.

N° 442. — Proposition de résolution de M. Debré tendant à demander à l'Assemblée nationale de prendre l'initiative d'une proposition ayant pour objet de reviser la Constitution.

N° 443. — Proposition de résolution de M. Debré tendant à promouvoir la réforme de l'Etat.

N° 450. — Proposition de résolution de M. Auberger tendant à venir en aide aux populations de l'Allier sinistrées par la grêle.

N° 451 (1). — Rapport de M. Jean Berthoin sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier.

N° 455. — Rapport de M. Radius sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages physiques subis par les jeunes travailleurs des « Chantiers de jeunesse ».

N° 456. — Rapport de M. Auberger sur la proposition de résolution tendant à modifier l'article 1er du décret relatif aux pensions militaires.

N° 459 (1). — Rapport de M. le général Corniglion-Molinier sur le projet de loi relatif à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers de l'armée de l'air.

N° 461 (1). — Avis de M. Lodéon sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier.

N° 462. — Projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles

N° 463. — Projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour le mois de juin 1949.

(1) NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 13 juin 1949.

### Convocations de commissions.

La commission de l'agriculture se réunira le mercredi 15 juin 1949, à quinze heures trente (local n° 214):

I. — Audition de M. Manant, président du conseil supérieur de la conserve.

II. — Nomination d'un rapporteur pour avis:

1° Pour la proposition de loi (n° 423, année 1949), tendant à majorer les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail;

2°°Pour la proposition de résolution (n° 281 rectifié, année 1949) de M. Barthe, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer strictement le statut viticole,

III. — Questions diverses.

La commission de la famille, de la population et de la santé publique se réunira le mercredi 15 juin 1949, à seize heures trente (local n° 207):

I. — Rapport de M. Reveillaud sur la proposition de loi (n° 433, année 1949) tendant à instituer une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles ».

II. — Audition de M. Tissot, professeur honoraire au muséum d'histoire naturelle, sur la vaccination antituberculeuse par le vaccin B. C. G.

III. — Questions diverses.

La commission de la France d'outre-mer se réunira le mercredi 15 juin 1949, à seize heures trente (local n° 215).

I. — Communication d'une lettre de M. Léon David au président.

II. — Nomination d'un rapporteur de la proposition de résolution (n° 439, année 1949) concernant l'attribution de la croix de la Légion d'honneur à Fort-Lamy, Brazzaville, Bangui et Douala.

III. — Communication du président sur la constitution du corps électoral de l'Assemblée territoriale de Cochinchine.

IV. — Exposé de M. Saller sur la Guinée.

V. — Questions diverses.

La commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) se réunira le jeudi 16 juin 1949, à dix heures (local n° 221):

I. — Rapports de M. Muscatelli sur:

La proposition de loi (n° 384, année 1949) tendant à faire bénéficier les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, exerçant dans la métropole, des mêmes avantages en matière de congé et de délais;

La proposition de loi (n° 379, année 1949) portant ouverture de crédits pour la participation de l'Etat aux dépenses de réfection du réseau routier de l'Algérie.

II. — Rapport de M. Delorme sur la proposition de loi (n° 328, année 1949) tendant à refuser l'homologation de la décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948 relative au contingentement des moulins et à l'organisation professionnelle de l'industrie meunière en Algérie.

III. — Rapport de M. Cornu sur la proposition de résolution (n° 246, année 1949) tendant à l'intégration des agents supérieurs dans les cadres d'administrateurs civils.

IV. — Rapport de M. Vanrullen sur la proposition de résolution (n° 315, année 1949) tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes de la catastrophe de la fosse 11 à Béthune.

V. — Affaires diverses.

### Réunions du mardi 14 juin 1949.

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, quatorze heures quinze. — Local n° 201.

Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, quatorze heures quarante-cinq. — Local n° 202.

Commission de la production industrielle, onze heures. — Local n° 274.

# INFORMATIONS

RELATIVES A

# L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

### Ordre du jour du mardi 14 juin 1949.

**A quinze heures.** — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Suite de la discussion de la proposition de MM. René Moreux, Schmitt et Schock et des membres du groupe du mouvement républicain populaire tendant à inviter le Gouvernement à instituer, dans le cadre de la loi du 23 février 1948, au sein du « Conseil supérieur de la marine marchande », des « Commissions d'études spécialisées » pour étudier tous les aspects du trafic entre la France, l'Afrique du Nord, les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer. (N°s 469, année 1948, 112 et 153, année 1949. — M. René Moreux, rapporteur.)

2. — Discussion de la proposition de résolution de MM. Giard, Guyard, Kemajou et des membres du groupe du rassemblement républicain pour le progrès économique et social de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à modifier le décret n° 47-2300 du 27 novembre 1947, réorganisant au Cameroun la justice de droit français (N°s 330, année 1948, et 44, année 1949. — M. Ebédé, rapporteur.)

3. — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant prorogation et modification des dispositions du décret n° 48-1475 du 22 septembre 1948 réglementant au Cameroun les loyers des locaux d'habitation. (N°s 84 et 150, année 1949. — M. Antonini, rapporteur.)

### Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mardi 14 juin 1949.

N° 444. — Proposition de M. Paul Catrice tendant à demander au Gouvernement de la République une subvention de 300 millions pour les sinistrés du Maroc.

N° 446. — Proposition de M. Paul Tetau tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures nécessaires en vue d'élaborer un programme de développement de la production aurifère de la Haute-Guinée, programme basé sur l'amélioration des méthodes extractives employées par les mineurs autochtones.

N° 150. — Rapport de M. Paul Antonini sur la demande d'avis (n° 84, année 1949) de M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, portant prorogation et modification des dispositions du décret n° 48-1475 du 22 septembre 1948 réglementant au Cameroun les loyers des locaux d'habitation.

(*Supplément.* — **Fin.**)

### Convocation de commission.

La commission de comptabilité se réunira le mercredi 15 juin 1949, à dix heures (salle n° 119) :

Approbation de marchés.

Aménagement de la bibliothèque.

Questions diverses.

# AVIS & COMMUNICATIONS

## Présidence du conseil.

*Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation).*

La direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), a fait paraître dans la semaine du 4 au 11 juin:

1° Notes et études documentaires.

N° 1140. — L'activité archéologique en Algérie ..... 20 F.
N° 1141. — Chronologie internationale du 16 au 31 mai 1949..... 50
Abonnements aux « Notes et études documentaires »: six mois: 2.800 F; un an: 5.500 F

2° Chroniques étrangères.

Grande-Bretagne n° 262..... 50 F.
Italie: n° 97..... 50
Abonnement à chacune des six chroniques: six mois: 200 F; un an: 380 F.

3° Articles et documents.

N° 1563. — Autriche..... 10 F.
N° 1564. — Vatican..... 15
N° 1565. — Japon..... 20
N° 1566. — Europe occidentale..... 20
N° 1567. — Allemagne..... 10
N° 1568. — Balkans..... 20
Abonnement aux « Articles et documents »: six mois: 1.600 F; un an: 3.000 F.

4° Problèmes économiques.

(Sélection hebdomadaire de presse française et étrangère.

N° 75 du 7 juin 1949 présente notamment: Le rétablissement du marché à terme de la Bourse de Paris; Les expériences économiques d'après-guerre de l'Argentine; Le crédit dans l'économie soviétique: 30 F.
Abonnements: six mois: 775 F; un an: 1.500 francs.

5° Bulletin hebdomadaire de statistiques.

(Institut national de la statistique et des études économiques.)

N° 38 du 11 juin 1949 présente notamment: Les prix de détail des denrées alimentaires sur les marchés et dans les boutiques de la région parisienne d'octobre 1947 à mars 1949: 20 F.
Abonnements: six mois: 775 F; un an: 1.500 francs.

Vente au numéro et par abonnement à la direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e).

Versements au régisseur des recettes, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e) (C. C. P.: Paris 431-11).

## Ministère de l'éducation nationale.

*Avis de vacance d'un poste de sous-directeur de laboratoire au Muséum national d'histoire naturelle.*

Par arrêté en date du 4 juin 1949, le poste de sous-directeur de laboratoire à la chaire de zoologie (mammifères et oiseaux) du Muséum national d'histoire naturelle est déclaré vacant.

Un délai de vingt jours, à dater de la publication du présent arrêté au *Journal officiel*, est accordé aux candidats pour adresser au directeur du Muséum national d'histoire naturelle, 57, rue Cuvier, à Paris, leur déclaration de candidature et l'exposé de leurs titres.

## Ministère de l'industrie et du commerce.

*Décision G. 156 du 1er juin 1949 portant abrogation de la décision G. 130 relative à certaines interdictions d'emploi et réglementant les mises en impression, décoration et manutention d'articles textiles*

Le directeur des industries diverses et des textiles chargé de la répartition des matières textiles,

Vu le décret du 25 janvier 1949 portant fixation des conditions de répartition des matières premières et produits industriels pour la période durant laquelle les tâches de répartition sont encore indispensables;

Vu l'arrêté du 20 janvier 1943 fixant la compétence de la section textile;

Vu l'arrêté du 25 février 1949 accordant délégation de pouvoirs au directeur des industries diverses et des textiles pour la répartition des matières et produits de la compétence de l'ancienne section textile;

Vu la décision G. 130 en date du 11 avril 1947 du répartiteur chef de la section textile de l'office central de répartition des produits industriels portant certaines interdictions d'emploi et réglementant les mises en impression, décoration et manutention d'articles textiles,

Décide:

*Article unique.* — La décision G. 130, en date du 11 avril 1947, du répartiteur chef de la section textile de l'office central de répartition des produits industriels portant certaines interdictions d'emploi et réglementant les mises en impression, décoration et manutention d'articles textiles est abrogée.

*Le directeur des industries diverses et des textiles chargé de la répartition,*
JEAN-PIERRE LÉVY.

*Décision F. 141, du 7 juin 1949, relative au classement des peintures des familles 1, 2, 3 et 8 dans la catégorie des produits réglementés et à l'utilisation de l'huile de lin dans la fabrication des peintures, vernis et mastics.*

Le directeur des industries chimiques répartiteur,

Vu le décret du 25 janvier 1949 portant fixation des conditions de répartition des matières premières et des produits industriels pour la période durant laquelle les tâches de répartition sont encore indispensables;

Vu l'arrêté du 20 janvier 1943, complété par les arrêtés des 21 juillet et 3 novembre 1945, fixant la compétence de la section de la chimie;

Vu la décision F. 61, du 15 février 1947, portant modification et codification de la réglementation édictée par le répartiteur chef de la section de la chimie de l'office central de répartition des produits industriels,

Décide:

Art. 1er. — Les peintures et vernis classés, suivant l'usage de la profession, dans les familles 1, 2, 3 et 8 sont retirés de la liste des produits « contrôlés » annexée à la décision F. 61 susvisée et entrent dans la catégorie des produits « réglementés ».

Art. 2. — Ces produits sont, en conséquence, soumis aux dispositions des articles 8 et 9 de la décision F. 61.

Art. 3. — Dans le cadre des réglementations spéciales prévues à l'article 8 de la décision F. 61, les producteurs et importateurs de peintures et vernis des familles 1, 2, 3 et 8 restent tenus d'effectuer à l'organisme sous-répartiteur qui les transmettra sous forme d'état récapitulatif à la direction des industries chimiques (service des produits parachimiques) du ministère de l'industrie et du commerce, les déclarations mensuelles définies à l'article 6 de la décision F. 61

Art. 4. — La présente décision ne dispense pas les fabricants et importateurs des produits visés à l'article 1er de fournir, comme par le passé, les renseignements statistiques exigés en application des dispositions de l'arrêté du 15 novembre 1947, paru au *Journal officiel* du 19 novembre 1947.

Art. 5. — L'article 55 de la décision F. 61 relatif à la détermination de la teneur en huile de lin ou résine glycérophtalique entrant dans la composition des peintures des familles 1, 2, 3 et 8 est abrogé.

Art. 6. — L'article 56 de la décision F. 61 comportant interdiction générale de l'emploi de l'huile de lin dans la fabrication des peintures et vernis est abrogé et remplacé par les dispositions de l'article 7 ci-dessous.

Art. 7. — L'emploi de l'huile de lin est interdit dans la fabrication des mastics de vitriers. Il n'est autorisé dans la fabrication des peintures émulsionnées, classées suivant l'usage de la profession dans la dixième famille, et dans la fabrication des mastics de rebouchage que dans la limite des contingents attribués à ces fabrications par voie de répartition.

Art. 8. — Toute infraction aux prescriptions de la présente décision exposera son auteur aux sanctions prévues par la législation en vigueur.

Art. 9. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Pour le directeur des industries chimiques répartiteur:
*L'ingénieur en chef,*
A. ROUGE.

## Ministère de l'agriculture.

*Avis aux acheteurs de céréales secondaires d'importation.*

A. — Dispositions générales.

Les coopératives agricoles et les coopératives de consommation, les négociants et les groupements de négociants pourront bénéficier des conditions ci-après pour les céréales secondaires d'importation qu'ils achèteront à l'office national interprofessionnel des céréales durant la période comprise entre le 15 juin 1949 et la fin de la campagne agricole 1948-1949:

*a*) La ristourne par rapport au prix de base est fixée comme suit:

Achat d'une quantité comprise entre 1.000 et 1.990 t: ristourne de 1 p. 100.
Achat d'une quantité comprise entre 2.000 et 2.990 t: ristourne de 1,5 p. 100.
Achat d'une quantité comprise entre 3.000 et 3.990 t: ristourne de 2 p. 100.
Achat d'une quantité comprise entre 4.000 et 4.990 t: ristourne de 3 p. 100.
Quantité égale ou supérieure à 5.000 t: ristourne de 4 p. 100;

*b*) Quels que soient le lieu d'enlèvement et la quantité achetée, l'achat devra être suivi d'une rétrocession en l'état par quantités au moins égales à 10 t;

*c*) L'acheteur devra fournir la sacherie nécessaire. Dans le cas où l'office national interprofessionnel des céréales accepterait de fournir tout ou partie de cette sacherie, cette dernière serait prise en charge par le signataire

des bons de commande qui en serait responsable personnellement, nonobstant tout transfert qu'il aurait effectué.

La restitution de la sacherie devra être effectuée dans un délai maximum de deux mois. Passé ce délai, tout sac qui n'aura pas été rendu sera facturé 300 F.

B. — Acquisition au prix franco gare destinataire.

L'acquéreur devra déposer à l'office national interprofessionnel des céréales un bon de commande indiquant la nature et la quantité de la céréale. La ristourne consentie sera déterminée en fonction de la quantité figurant sur la lettre d'acceptation délivrée par l'office national interprofessionnel des céréales.

Il sera établi un bon de commande par céréale et la ristourne sera décomptée pour chacun de ces bons. Toutefois, l'office admettra la totalisation des bons de commande passée le même jour par le même acheteur pour les céréales ci-après: orge, avoine, sorgho.

L'acquéreur devra joindre à son bon de commande un chèque d'un montant égal à la moitié de la valeur de la commande.

Le payement du reliquat devra être effectué dès présentation de la facture. Il devra être garanti conformément aux modalités qui seront fixées par l'office national interprofessionnel des céréales.

L'office national interprofessionnel des céréales désigne les centres de livraison.

L'acheteur s'engage à être présent ou représenté pour l'agréage des céréales au départ. La responsabilité de l'office national interprofessionnel des céréales ne peut être engagée en aucun cas pour défaut d'agréage au départ ou litige à l'arrivée.

L'acheteur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour agréer et, le cas échéant, enlever la marchandise dans un délai maximum de vingt jours à partir de la date portée sur la lettre d'acceptation. Passé ce délai, les frais de stockage seront à la charge de l'acheteur.

C. — Acquisition au prix départ port.

*a*) Le bon de commande devra mentionner un seul port au choix de l'acheteur. Il ne devra porter que sur des céréales achetées au prix de départ. Le total des commandes, portant sur des céréales différentes, passées le même jour sur le même port par le même acheteur, déterminera le taux de la ristourne;

*b*) 90 p. 100 de la valeur des céréales seront payés par chèque, à la présentation de la commande. L'office national interprofessionnel des céréales fixera les garanties à fournir pour le payement du solde;

*c*) Les céréales devront être agréées et enlevées dans les quinze jours de la date portée sur la lettre d'acceptation. Passé ce délai, les frais de stationnement ou de magasinage seront à la charge de l'acheteur;

*d*) Les frais de mise sur camion, wagon ou péniche, seront facturés à l'acheteur conformément au tarif de l'office national interprofessionnel des céréales. La demande des moyens d'évacuation et l'établissement des documents d'expédition incomberont en tout état de cause aux acheteurs.

---

*Avis de concours à la caisse nationale de crédit agricole.*

En application du décret du 24 décembre 1948, un concours est ouvert à la caisse nationale de crédit agricole pour deux emplois de rédacteur.

Les épreuves auront lieu le 19 juillet 1949, à la caisse nationale de crédit agricole, 30, rue Las-Cases, Paris (7e).

Les inscriptions, accompagnées du dossier du candidat, devront parvenir avant le 11 juillet 1949.

Les notices relatives aux conditions et au programme de ce concours sont tenues à la disposition de toute personne qui en fera la demande à la caisse nationale de crédit agricole.

---

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

# TARIFS DE TRANSPORT

SUR LES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

*I° Propositions de tarifs présentées à l'homologation ministérielle.*

La Société nationale des chemins de fer français a informé l'administration supérieure qu'elle mettra en vigueur, le 1er juillet 1949:

Un premier supplément à la partie I et un deuxième supplément à la partie II du tarif direct international pour le transport de certaines marchandises par wagon complet entre les ports de mer belges (trafic de transit maritime) d'une part, Bâle, d'autre part (édition du 1er mars 1949);

Un premier supplément à la partie I et un deuxième supplément à la partie II du tarif direct international pour le transport de certaines marchandises par wagon complet entre les ports de mer néerlandais (trafic de transit maritime) d'une part, Bâle, d'autre part (édition du 1er mars 1949).

Etant donné l'importance des dispositions proposées, les suppléments sont déposés dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 11 juin* 1949.)

La Société nationale des chemins de fer français a informé l'administration supérieure qu'elle mettra en vigueur, le 1er juillet 1949:

Un troisième supplément à la partie I;

Un premier supplément à la partie II du 1er mars 1949,

du tarif direct international pour le transport de certaines marchandises par wagon complet entre les Pays-Bas (trafic local) d'une part, la Suisse, d'autre part (édition du 1er juillet 1948).

Etant donné l'importance des dispositions proposées, les suppléments sont déposés dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 11 juin* 1949.)

---

La Société nationale des chemins de fer français a informé l'administration supérieure qu'elle mettra en vigueur, le 15 juin 1949, un tarif direct international pour le transport de certaines marchandises par wagon complet entre la Belgique, la Flandre zélandaise (trafic local), d'une part, la Suisse, d'autre part.

Etant donné l'importance des dispositions proposées, le tarif est déposé dans les gares intéressées où le public peut, sur sa demande, en prendre connaissance.

(*Paris, le 11 juin* 1949.)

---

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de compléter comme il est indiqué ci-après, à partir du 15 juillet 1949, les dispositions spéciales à certains transports, alinéa « C », du tarif n° 10, et le recueil T:

TARIF N° 10

**Véhicules et matériel assimilé.**

*Dispositions spéciales à certains transports.*

. . . . . .

C. — MATÉRIEL DE FÊTES, JEUX OU SPECTACLES

Les prix prévus . . . . . .
Les taxes sont calculées . . . . . .
Les expéditions de plus de quatre tonnes...
Les barèmes prévus... pour le transport des marchandises.

« Lorsque, sur demande de l'expéditeur, et après accord de la Société nationale des chemins de fer français, un envoi de matériel de fêtes, jeux ou spectacles est acheminé par des lignes ou sections de ligne normalement fermées au trafic aux heures prévues pour le passage du convoi, il est fait application, sur lesdites lignes ou sections de ligne, de la surtaxe prévue au n° 1592 du recueil T ».

. . . . . .

RECUEIL T

TABLEAU II. — Prix n°s 1001 et au delà.

*Tarif* n° 10.

| NUMÉRO de prix. | PRIX A PERCEVOIR | |
|---|---|---|
| 1591 | . . . . . | |
| 1592 | Dispositions spéciales à certains transports (c): | |
| | Par envoi et par kilomètre ..... | 100 F. |
| | Avec minimum par expédition de..... | 1.000 F. |

(*Paris, le 9 juin* 1949.)

---

D'accord avec les chemins de fer d'intérêt local du Nord de la France, la Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de modifier, à partir du 15 juillet 1949, le tarif n° 2 et le recueil T, comme il est indiqué ci-après:

CHAPITRE 51

Société nationale des chemins de fer français et chemins de fer secondaires divers.

. . . . . .

§ IX. — Chemins de fer d'intérêt local du Nord de la France (ligne de Don à Fromelles) (voie normale).

**Pommes de terre de conservation** (97) (2)...

D'une gare de la ligne de Don à Fromelles à une gare de la Société nationale des chemins de fer français ou inversement.

Par wagon. — Prix et conditions fixés par le chapitre 1er à augmenter de la surtaxe prévue au n° 1072 du recueil T pour les envois effectuant un parcours de 0 à 99 km;

Et de celle prévue au n° 1073 du même recueil pour les envois effectuant un parcours supérieur à 99 km.

. . . . . .

RECUEIL T

TABLEAU II. — Prix n° 1001 et au delà.

| NUMÉRO de prix. | PRIX A PERCEVOIR | |
|---|---|---|
| | Tarif n° 2 (*suite*). | |
| 1072 | Chapitre 51, § IX. — Pour les envois effectuant un parcours de 0 à 99 km, par tonne..... | 100 F. |
| 1073 | Chapitre 51, § IX. — Pour les envois effectuant un parcours supérieur à 99 km, par tonne..... | 135 F. |

(*Paris, le 9 juin* 1949.)

---

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition de modifier, à partir du 15 juillet 1949, comme il est indiqué ci-après, les articles 32, 52 et 74 des conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises:

Art. 32. — . . . . . .

IV. — Dispositions particulières aux transports de ou pour des gares non desservies par des trains journaliers. — Pour les transports

en provenance ou à destination de gares situées sur des lignes désignées aux tableaux de la marche des trains, qui ne sont pas desservies par des trains journaliers, les délais résultant de l'application des dispositions ci-dessus ou des dispositions particulières prévues par les tarifs sont augmentés du nombre de jours pendant lesquels le transport est interrompu de ce fait.

V. — . . . . . .

*Envois composés de marchandises différentes.*

Art. 52. — Un envoi peut être composé de marchandises différentes, même si les tarifs applicables fixent des minima de tonnage et des prix différents.

Le chargement d'un wagon peut être composé de marchandises différentes taxées les unes à un tarif par wagon, les autres à un tarif par expédition. Dans ce cas, l'envoi entier est soumis aux conditions applicables aux envois par wagon.

Les envois composés de marchandises différentes sont taxés dans les conditions suivantes:

1° Les marchandises sont remises:

Soit sous le même emballage;

Soit non emballées ou sous emballages distincts et l'expéditeur n'a pas déclaré séparément le poids de chaque marchandise.

La taxe est calculée comme si l'envoi était composé en totalité de la marchandise qui paye le prix le plus élevé. S'il s'agit de marchandises non soumises à des conditions de tonnage différentes, la taxe est calculée sur le minimum de tonnage le plus élevé;

2° Les marchandises sont remises non emballées ou sans emballages distincts et l'expéditeur a déclaré séparément le poids de chacune d'elles.

La taxe est calculée, pour chaque marchandise (ou pour chaque groupe de marchandises reprises à un même barème), d'après le poids réel de cette marchandise (ou de ce groupe de marchandises) au prix qui lui serait applicable si ce poids était égal au poids total de l'envoi, sans que la taxe appliquée à l'ensemble des marchandises puisse être supérieure à celle qui résulterait de l'application des dispositions prévues au 1° ci-dessus.

S'il y a avantage pour le public, la taxe d'une ou plusieurs des marchandises composant l'envoi peut être calculée d'après les tarifs comportant des conditions de tonnage supérieures au poids total de l'envoi. Dans ce cas, il est ajouté au poids de la marchandise qui domine ou, à égalité de poids, à celui de la marchandise qui paye le prix le plus élevé, le poids fictif nécessaire pour atteindre la plus élevée de ces conditions de tonnage.

*Pesage.*

Art. 74. — Si le chemin de fer ne . . . . . l'expéditeur et le . . . . . .

Les taxes afférentes au pesage effectué sur la demande du destinataire ne sont pas exigibles lorsque les résultats de ce pesage ont pour conséquence une diminution des frais de transport taxés au départ. Elles sont remboursées . . . . . .

(Le reste sans changement.)

(*Paris, le 9 juin 1949.*)

---

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle la proposition d'insérer, à partir du 15 juillet 1949, dans le chapitre 7 du tarif n° 12, les nouvelles dispositions suivantes:

CHAPITRE 7

Région Nord.

. . . . . .

§ IV. — **Pierres à chaux** (350).

A) (Dispositions actuelles du paragraphe IV).

B) De Wizernes à Hazebrouck, par wagon chargé de 20 tonnes.

Lorsque le tonnage des envois reçus par un même destinataire, dans les conditions indiquées ci-dessus, dépassera annuellement 2.000 tonnes, il sera accordé à ce destinataire, par voie de détaxe, sur les taxes de transport payées par application des prix du chapitre 1er, à l'exclusion du droit d'enregistrement et de timbre, une réduction dont le taux sera égal au taux moyen résultant, pour l'ensemble des tonnages reçus par ledit destinataire et transportés aux conditions du présent littera, des réductions suivantes:

10 p. 100 pour la fraction de tonnage comprise entre 2.000 et 5.000 tonnes;

15 p. 100 pour le tonnage en excédent de 5.000 tonnes, sans que la réduction appliquée puisse être supérieure à 10 p. 100.

(*Paris, le 9 juin 1949.*)

---

La Société nationale des chemins de fer français a soumis à l'homologation ministérielle une proposition tendant à apporter les modifications suivantes au « règlement applicable au transport des marchandises entre le continent et la Grande-Bretagne » et au supplément à ce règlement contenant les dispositions complémentaires spéciales au trafic échangé entre la France et la Grande-Bretagne:

1° *Règlement.*

Article 1er, première ligne, remplacer: « aux articles 2 à 20 » par « aux articles 2 à 18».

Article 2: à supprimer.

Articles 3 à 11: deviennent articles 2 à 13.

Article 3 (1 actuel), chiffre 2, 2e alinéa, supprimer: « 4.300 kg *via* Ostende-Douvres) ».

Article 15: à supprimer.

Articles 16 à 20: deviennent articles 14 à 18.

Article 15 (17 actuel): remplacer les mots « de la Compagnie » par « du « Railway Executive ».

Article 16 (18 actuel): remplacer, à la fin de la phrase « les chemins de fer britanniques » par « le Railway Executive ».

2° *Supplément au règlement.*

Les articles 10, 12 et 13 deviennent respectivement 9, 11 et 12.

(*Paris, le 7 juin 1949.*)

---

*2° Prix d'application applicables sur la Compagnie de chemins de fer départementaux.*

La Compagnie de chemins de fer départementaux (réseau du Vivarais et de la Lozère) a l'honneur d'informer le public qu'à partir du 20 juin 1949, les transports de chaux et ciments en provenance des usines de la vallée du Rhône remis à la gare de la Voulte-Triage, à destination des gares désignées ci-après, seront taxés dans les conditions suivantes, par application du tarif spécial à maximum et minimum:

| RELATIONS | PAR WAGON de 5 t. au minimum ou payant pour ce poids. — Prix par tonne. |
|---|---|
| | francs. |
| De la Voulte-Triage à: | |
| Saint-Agrève ..... | 280 |
| Le Chambon-sur-Lignon.. | 322 |
| Tence ..... | 356 |
| Montfaucon ..... | 394 |
| Dunières-Ville ..... | 417 |
| Lapte ..... | 409 |
| Yssingeaux ..... | 458 |
| La Voulte-sur-Loire..... | 542 |

Les prix ci-dessus ne comprennent pas le droit d'enregistrement et de timbre de récépissé, ni éventuellement le droit de transbordement.

Ils s'appliquent aux gares intermédiaires, s'il y a avantage pour le public.

(*Paris, le 1er juin 1949.*)

---

La Compagnie de chemins de fer départementaux (réseau du Vivarais et de la Lozère) a l'honneur d'informer le public que les dispositions suivantes seront dorénavant appliquées, dans le cadre du tarif spécial à maximum et minimum, aux transports du bois de châtaignier destinés à la fabrication des matières tannantes ou tinctoriales, effectués sur la ligne de Florac à Sainte-Cécile-d'Andorge:

Prix de transport, par wagon de 3.000 kg au minimum, ou payant pour ce poids (prix du tarif spécial n° 17).

Lorsque le tonnage cumulé des envois par wagon reçus par une même fabrique d'extraits tannants atteindra annuellement un minimum de 500 tonnes, il sera accordé à cette fabrique, par voie de détaxe, sur les taxes de transport payées par application du prix ci-dessus (transbordement compris, mais non le droit d'enregistrement et de timbre de récépissé), les ristournes ci-après:

5 p. 100 pour l'ensemble du tonnage annuel transporté, si ce tonnage a atteint au moins 500 tonnes sans excéder 1.000 tonnes;

10 p. 100 s'il excède 1.000 tonnes sans dépasser 1.250 tonnes;

15 p. 100 s'il excède 1.250 tonnes sans dépasser 1.500 tonnes;

20 p. 100 s'il excède 1.500 tonnes.

Pour obtenir le payement de ces ristournes, l'ayant droit devra joindre à sa demande de détaxe un bordereau récapitulatif indiquant, pour chaque envoi, les gares de provenance et de destination, le tonnage et la taxe de transport payée (droit d'enregistrement et de timbre non compris).

Conformément aux stipulations du tarif spécial à maximum et minimum, les présentes dispositions seront mises en application le 20 juin prochain. Toutefois, entreront en ligne de compte pour la détermination du tonnage annuel reçu, et bénéficieront des dispositions ci-dessus, les envois par wagon effectués depuis le 1er janvier 1949.

(*Paris, le 1er juin 1949.*)

---

*3° Projets de conventions concernant des taxes communes.*

CONVENTION TARIFAIRE

ENTRE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS ET LES ÉTABLISSEMENTS MONMOUSSEAU

Entre:

La Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.) représentée par M...

D'une part;

Et les établissements Monmousseau, dont le siège social est à Montrichard (Loir-et-Cher), représentés par M...

D'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit:

*Portée de la convention.*

Art. 1er. — La convention s'étend:

**1° Au trafic des vins en bouteilles expédiés de la gare de Montrichard à destination de toutes les gares de la Société nationale des chemins de fer français;**

**2° Aux emballages vides en retour, correspondant aux transports visés au paragraphe 1er ci-dessus et reçus par les établissements Monmousseau;**

**3° Aux colis d'objets de publicité joints aux envois des marchandises désignées ci-dessus. Le tonnage des colis de publicité expédiés ne devra pas excéder 1 p. 100 du tonnage total expédié.**

*Engagement des établissements Monmousseau.*

Art. 2. — Les établissements Monmousseau s'engagent vis-à-vis de la Société nationale des chemins de fer français, qui accepte:

1° A remettre à la voie ferrée et aux conditions de la présente convention, la totalité de leur trafic de vins en bouteilles, à l'exception toutefois:

*a*) Des envois à destination des localités situées dans le département de Loir-et-Cher qu'ils resteront libres d'effectuer par leurs propres camions;

*b*) Des envois à destination de la zone constituée par le département de Loir-et-Cher et les départements limitrophes qu'ils auront la faculté de confier à des transporteurs publics routiers en règle avec la coordination, à condition que le tonnage confié auxdits transporteurs routiers ne dépasse, en aucun cas, celui que ces transporteurs assuraient antérieurement au 21 avril 1934, date de la publication du décret de coordination rail et route;

*c*) Des tonnages qui pourraient se trouver dévolus au cabotage ou à la batellerie par des accords de coordination.

L'importance des envois faisant l'objet des litera *a*, *b*, *c* ne pourra dépasser un pourcentage de la production des établissements expéditeurs fixé par échange de lettres, ce pourcentage étant susceptible d'être modifié sans délai au cas où interviendrait une modification des accords de coordination;

2° A fournir toutes justifications sur l'ensemble de leurs expéditions et arrivages et à communiquer à la Société nationale des chemins de fer français, sur simple demande, le registre de la régie.

*Engagement de la Société nationale des chemins de fer français.*

Art. 3. — La Société nationale des chemins de fer français s'engage à appliquer aux envois d'au moins 12 litres ou payant pour cette quantité, comportant soit des bouteilles en caisses, cadres, harasses ou paniers fermés (chaque caisse ou panier fermé comprenant au moins 6 bouteilles) (1), soit des bonbonnes:

*a*) Pour les vins en bouteilles au départ de Montrichard, le prix par litre correspond à la zone définie au tableau annexé à la convention à laquelle appartient la gare destinataire;

*b*) Pour les emballages vides en retour à destination de Montrichard, le prix par litre de contenance de ces emballages correspondant à la zone définie au tableau annexé précité à laquelle appartient la gare expéditrice.

| ZONES DE DESTINATION des marchandises ou de provenance des emballages vides en retour définies au tableau annexé à la convention | PRIX PAR LITRE DE CONTENANCE EN BOUTEILLES D'UNE CONTENANCE D'AU MOINS 0,375 L | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Vins en bouteilles. | | | | Emballages vides en retour. | |
| | Par expédition d'au moins 12 l sans atteindre 2.000 l. | Par wagon chargé d'au moins 2.000 l ou payant pour ce nombre. | Par wagon chargé d'au moins 4.000 l ou payant pour ce nombre. | Par wagon chargé d'au moins 6.000 l ou payant pour ce nombre. | Par expédition d'au moins 12 l sans atteindre 2.000 l | Par wagon chargé d'au moins 2.000 l ou payant pour ce nombre |
| | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. |
| 1re zone | 6 12 | 1 92 | 1 61 | 1 49 | 3 52 | 1 10 |
| 2e zone | 9 17 | 4 09 | 3 44 | 3 30 | 4 46 | 2 41 |
| 3e zone | 12 62 | 6 60 | 5 52 | 5 13 | 5 72 | 3 36 |
| 4e zone | 16 38 | 9 29 | 7 82 | 7 24 | 7 39 | 4 56 |
| 5e zone | 19 96 | 11 91 | 9 98 | 9 28 | 9 20 | 6 18 |

Sans que la taxe puisse être inférieure à 101 F par expédition.

Les prix par litre qui précèdent sont également applicables aux petits flaconnages d'une contenance inférieure à 0,375 l. Toutefois, si la proportion des petits flaconnages excède 10 p. 100 du trafic total expédié par chemin de fer, par application de la présente convention, les prix appliqués à l'ensemble des petits flaconnages seront majorés de 50 p. 100.

Les prix du tableau ci-dessus sont applicables sans réduction pour les envois destinés à l'exportation.

Ils comprennent le droit d'enregistrement et de timbre, mais sont à augmenter, le cas échéant, des surtaxes locales temporaires et des taxes sur les voies de quai des ports.

Pour chaque expédition, la taxe de transport est calculée sur le nombre total de litres arrondi, le cas échéant, à l'unité supérieure.

Les prix ci-dessus sont également applicables aux colis d'objets de publicité. Chaque colis de publicité, dont le poids ne devra pas dépasser 2,400 kg par expédition d'au moins 12 litres à plein, sera taxé au prix par litre correspondant à la zone destinataire de l'expédition.

NOTA. — En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, les prix de la présente convention seront modifiés à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de tarifs ayant entraîné une variation des prix de transport applicables aux marchandises reprises dans la présente convention.

*Dispositions spéciales.*

Lorsque les transports faisant l'objet de la présente convention, ramenés à l'année, atteindront 1 million de litres pour le plein, la Société nationale des chemins de fer français accordera, par voie de détaxe, aux établissements Monmousseau, une réduction de 5 pour 100 sur les taxes de transport payées par application des prix des articles 3 et 4.

En ce qui concerne les emballages vides en retour, lorsque les transports effectués aux conditions de la présente convention, ramenés à l'année, atteindront 500.000 litres, il sera accordé aux établissements Monmousseau, par voie de détaxe, une réduction de 5 p. 100 sur les taxes de transport payées par application des prix de l'article 3.

Ces réductions ne seront applicables que si aucune infraction aux dispositions de l'article 2 ci-dessus n'a été commise.

*Régime de transport.*

Art. 4. — Vins en bouteilles. — Les expéditions de détail sont transportées en régime accéléré et les envois par wagon sont transportés en régime ordinaire.

Toutefois, l'expéditeur peut revendiquer le transport en régime accéléré de ses envois par wagon. Dans ce cas, la taxe applicable à ce wagon est majorée de 20 p. 100.

Emballages vides en retour. — Les envois sont transportés en régime ordinaire et l'expéditeur n'a pas la possibilité de revendiquer le régime accéléré.

*Clauses diverses.*

Art. 5. — Les conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises et, s'il y a lieu, les tarifs de camionnage, sont applicables aux envois faisant l'objet de la présente convention en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

*Durée de la convention.*

Art. 6. — La convention est valable à partir du ..... pour une période prenant fin à la date d'application du chapitre 3 (§ III) du tarif n° 6, soumis à l'homologation ministérielle le 11 avril 1949 et, au plus tard, le 31 décembre 1949.

Toutefois, l'une quelconque des infractions aux clauses d'engagement de l'article 2 confère à la Société nationale des chemins de fer français le droit:

1° D'exiger des établissements Monmousseau pour tous les envois effectués depuis la mise en vigueur de la convention et qui n'auraient pas été remis à la Société nationale des chemins de fer français contrairement à l'engagement prévu à l'article 2 de la présente convention, le versement d'une pénalité représentant 20 p. 100 des prix qui auraient été perçus pour ces envois par application de l'article 3, si leur transport avait été effectué par chemin de fer;

2° De dénoncer le contrat par simple lettre recommandée après un préavis d'un mois, sans préjudice de tous dommages et intérêts pour les infractions commises.

La convention pourra:

*a*) Être revisée ou dénoncée, sans délai, à la demande des établissements Monmousseau dans le cas où interviendraient des aménagements ou augmentations de tarifs prévus au nota de l'article 3 de la présente convention;

*b*) Être revisée sous condition d'un préavis d'un mois par la Société nationale des chemins de fer français dans le cas où des accords de coordination conduiraient à un nouvel aménagement des prix.

Art. 7. — Les frais de timbre de la présente convention seront supportés par les établissements Monmousseau.

Fait en double, le ...

*Le représentant de la Société nationale des chemins de fer français,*

*Le représentant des expéditeurs,*

(1) A titre provisoire, le minimum de six bouteilles n'est pas exigé.

TABLEAU DE ZONAGE ANNEXÉ A LA CONVENTION DES ÉTABLISSEMENTS MONMOUSSEAU

Les chiffres ci-dessous indiquent le numéro de la zone applicable:

| DE LA GARE CI-CONTRE aux gares des départements ci-dessous. | MONTRICHARD |
|---|---|
| Ain | 3 |
| Aisne | 3 |
| Allier | 2 |
| Alpes (Basses-) | 5 |
| Alpes (Hautes-) | 4 |
| Alpes-Maritimes | 5 |
| Ardèche | 4 |
| Ardennes | 4 |
| Ariège | 4 |
| Aube | 3 |
| Aude | 4 |
| Aveyron | 4 |
| Bouches-du-Rhône | 5 |
| Calvados | 3 |
| Cantal | 3 |
| Charente | 2 |
| Charente-Maritime | 2 |
| Cher | 1 |
| Corrèze | 3 |
| Côte-d'Or | 3 |
| Côtes-du-Nord | 3 |
| Creuse | 2 |
| Deux-Sèvres | 2 |
| Dordogne | 3 |
| Doubs | 3 |
| Drôme | 4 |
| Eure | 2 |
| Eure-et-Loir | 2 |
| Finistère | 3 |
| Gard | 4 |
| Garonne (Haute-) | 4 |
| Gers | 4 |
| Gironde | 3 |
| Hérault | 4 |
| Ille-et-Vilaine | 2 |
| Indre | 1 |
| Indre-et-Loire | 1 |
| Isère | 4 |
| Jura | 3 |
| Landes | 4 |
| Loir-et-Cher | 1 |
| Loire | 3 |
| Loire (Haute-) | 3 |
| Loire-Inférieure | 2 |
| Loiret | 1 |
| Lot | 3 |
| Lot-et-Garonne | 4 |
| Lozère | 4 |
| Maine-et-Loire | 2 |
| Manche | 3 |
| Marne | 3 |
| Marne (Haute-) | 3 |
| Mayenne | 2 |
| Meurthe-et-Moselle | 4 |
| Meuse | 3 |
| Morbihan | 3 |
| Moselle | 4 |
| Nièvre | 2 |
| Nord | 4 |
| Oise | 3 |
| Orne | 2 |
| Pas-de-Calais | 4 |
| Puy-de-Dôme | 3 |
| Pyrénées (Basses-) | 4 |
| Pyrénées (Hautes-) | 4 |
| Pyrénées-Orientales | 5 |
| Rhin (Bas-) | 5 |
| Rhin (Haut-) | 4 |
| Rhône | 3 |
| Saône (Haute-) | 4 |
| Saône-et-Loire | 3 |
| Sarthe | 1 |
| Savoie | 4 |
| Savoie (Haute-) | 4 |
| Seine | 2 |
| Seine-Inférieure | 3 |
| Seine-et-Marne | 2 |
| Seine-et-Oise | 2 |
| Somme | 3 |
| Tarn | 4 |
| Tarn-et-Garonne | 4 |
| Territoire de Belfort | 4 |
| Var | 5 |
| Vaucluse | 4 |
| Vendée | 2 |
| Vienne | 1 |
| Vienne (Haute-) | 2 |
| Vosges | 4 |
| Yonne | 2 |

## CONVENTION TARIFAIRE

ENTRE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS ET LA SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DES GRANDS VINS MOUSSEUX DE SAUMUR ET SES FILIALES

Entre:

La Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.), représentée par ...

D'une part;

Et la Société des établissements des grands vins mousseux de Saumur et ses filiales (de Neuville et Cie, société vinicole « La Perrière », Léon Boutin, Marquis de la Tour, de Navacelle, Thoreau et Defost, à Saint-Hilaire-Saint-Florent (Maine-et-Loire), représentées par ...

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

*Portée de la convention.*

Art. 1er. — La convention s'étend:

1° Au trafic des vins en bouteilles expédiés de la gare de Saumur (toutes gares) à destination de toutes gares de la Société nationale des chemins de fer français;

2° Aux emballages vides en retour, correspondant aux transports visés au paragraphe 1°) ci-dessus et reçus par la société des établissements des grands vins mousseux de Saumur et ses filiales, à Saumur (toutes gares);

3° Aux colis d'objets de publicité joints aux envois des marchandises désignées ci-dessus. Le tonnage des colis de publicité expédiés ne devra pas excéder 1 p. 100 du tonnage total expédié.

*Engagement de la Société des établissements des grands vins mousseux de Saumur et ses filiales.*

Art. 2. — La Société des établissements des grands vins mousseux de Saumur et ses filiales s'engagent vis-à-vis de la Société nationale des chemins de fer français, qui accepte:

1° A remettre à la voie ferrée et aux conditions de la présente convention, la totalité de leur trafic de vins en bouteilles, à l'exception toutefois:

*a*) Des envois à destination des localités situées dans le département de Maine-et-Loire, qu'elles resteront libres d'effectuer par leurs propres camions;

*b*) Des envois à destination de la zone constituée par le département de Maine-et-Loire et les départements limitrophes, qu'elles auront la faculté de confier à des transporteurs publics routiers en règle avec la coordination, à condition que le tonnage confié auxdits transporteurs routiers ne dépasse, en aucun cas, celui que ces transporteurs assuraient, antérieurement au 21 avril 1934, date de la publication du décret de coordination rail et route;

*c*) Des tonnages qui pourraient se trouver dévolus au cabotage ou à la batellerie par des accords de coordination.

L'importance des envois faisant l'objet des littera *a*, *b* et *c* ne pourra dépasser un pourcentage de la production des établissements expéditeurs fixé par échange de lettres; ce pourcentage étant susceptible d'être modifié sans délai au cas où interviendrait une modification des accords de coordination.

2° A fournir toutes justifications sur l'ensemble de leurs expéditions et arrivages et à communiquer à la Société nationale des chemins de fer français, sur simple demande, le registre de la régie.

*Engagement de la Société nationale des chemins de fer français.*

Art. 3 — La Société nationale des chemins de fer français s'engage à appliquer aux envois d'au moins 12 l ou payant pour cette quantité, comportant soit des bouteilles en caisses, cadres, harasses ou paniers fermés (chaque caisse ou panier fermé comprenant au moins six bouteilles) (1), soit des bonbonnes:

*a*) Pour les vins en bouteilles, au départ de Saumur (toutes gares), le prix par litre correspondant à la zone définie au tableau annexé à la convention, à laquelle appartient la gare destinataire;

*b*) Pour les emballages vides en retour à destination de Saumur (toutes gares), le prix par litre de contenance de ces emballages correspondant à la zone définie au tableau annexé précité, à laquelle appartient la gare expéditrice.

| ZONES DE DESTINATION des marchandises ou de provenance des emballages vides en retour définies au tableau annexé à la convention. | PRIX PAR LITRE DE CONTENANCE EN BOUTEILLES D'UNE CONTENANCE D'AU MOINS 0,375 L | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Vins en bouteilles. | | | | Emballages vides en retour. | |
| | Par expédition d'au moins 12 l sans atteindre 2 000 l. | Par wagon chargé d'au moins 2 000 l ou payant pour ce nombre. | Par wagon chargé d'au moins 4 000 l ou payant pour ce nombre. | Par wagon chargé d'au moins 6 000 l ou payant pour ce nombre. | Par expédition d'au moins 12 l sans atteindre 2 000 l. | Par wagon chargé d'au moins 2 000 l ou payant pour ce nombre. |
| | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. |
| 1re zone | 6 12 | 1 92 | 1 61 | 1 49 | 3 52 | 1 10 |
| 2e zone | 9 17 | 4 09 | 3 44 | 3 20 | 4 46 | 2 41 |
| 3e zone | 12 62 | 6 60 | 5 52 | 5 13 | 5 72 | 3 36 |
| 4e zone | 16 38 | 9 20 | 7 82 | 7 24 | 7 39 | 4 56 |
| 5e zone | 19 96 | 11 91 | 9 98 | 9 28 | 9 20 | 6 18 |

Sans que la taxe puisse être inférieure à 104 F par expédition.

(1) A titre provisoire, le minimum de six bouteilles n'est pas exigé.

Les prix par litre qui précèdent sont également applicables aux petits flaconnages, d'une contenance inférieure à 0,375 l. Toutefois, si la proportion des petits flaconnages excède 10 p. 100 du trafic total expédié par chemin de fer, par application de la présente convention, les prix appliqués à l'ensemble des petits flaconnages seront majorés de 50 pour 100.

Les prix du tableau ci-dessus sont applicables sans réduction pour les envois destinés à l'exportation.

Ils comprennent les droits d'enregistrement et de timbre, mais sont à augmenter, le cas échéant, des surtaxe locales temporaires et des taxes sur les voies de quai des ports.

Pour chaque expédition, la taxe de transport est calculée sur le nombre total de litres, arrondi, le cas échéant, à l'unité supérieure.

Les prix ci-dessus sont également applicables aux colis d'objets de publicité. Chaque colis d'objets de publicité, dont le poids ne devra pas dépasser 2,400 kg par expédition d'au moins 12 l à plein, sera taxé au prix par litre correspondant à la zone destinataire de l'expédition.

NOTA. — En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, les prix de la présente convention seront modifiés à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs. Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de tarifs ayant entraîné une variation des prix de transport applicables aux marchandise reprises dans la présente convention.

*Disposition spéciales.*

Lorsque les transports faisant l'objet de la présente convention, ramenés à l'année, atteindront 1 million de litres pour le plein, la Société nationale des chemins de fer français accordera, par voie de détaxe, à la Société des établissements des grands vins mousseux de Saumur et ses filiales, une réduction de 5 p. 100 sur les taxes de transport payées par application des prix des articles 3 et 4.

En ce qui concerne les emballages vides en retour, lorsque les transports effectués aux conditions de la présente convention, ramenés à l'année, atteindront 500.000 l, il sera accordé à la Société des établissements des grands vins mousseux de Saumur et ses filiales, par voie de détaxe, une réduction de 5 p. 100 sur les taxes de transport payées par application des prix de l'article 3.

Ces réductions ne seront applicables que si aucune infraction aux dispositions de l'article 2 ci-dessus n'a été commise.

*Régime de transport.*

Art. 4. — Vins en bouteilles. — Les expéditions de détail sont transportées en régime accéléré et les envois par wagon sont transportés en régime ordinaire.

Toutefois, l'expéditeur peut revendiquer le transport en régime accéléré de ses envois par wagon. Dans ce cas, la taxe applicable à ce wagon est majorée de 20 p. 100.

Emballages vides en retour. — Les envois sont transportés en régime ordinaire et l'expéditeur n'a pas la possibilité de revendiquer le régime accéléré.

*Clauses diverses.*

Art. 5. — Les conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises et, s'il y a lieu, les tarifs de camionnage, sont applicables aux envois faisant l'objet de la présente convention en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

*Durée de la convention.*

Art. 6. — La convention est valable à partir du ....., pour une période prenant fin à la date d'application du chapitre 3, paragraphe III, du tarif n° 6, soumis à l'homologation ministérielle le 1er avril 1949, et au plus tard le 31 décembre 1949.

Toutefois, l'une quelconque des infractions aux clauses d'engagement de l'article 2 confère à la Société nationale des chemins de fer français le droit:

1° D'exiger solidairement de la Société des établissements des grands vins mousseux de Saumur et de ses filiales, pour tous les envois effectués depuis la mise en vigueur de la convention et qui n'auraient pas été remis à la Société nationale des chemins de fer français, contrairement à l'engagement prévu à l'article 2 de la présente convention, le versement d'une pénalité représentant 20 pour 100 des prix qui auraient été perçus pour ces envois, par application de l'article 3, si leur transport avait été effectué par chemin de fer;

2° De dénoncer le contrat par simple lettre recommandée, après un préavis d'un mois, sans préjudice de tous dommages et intérêts pour les infractions commises.

La convention pourra:

*a*) Etre revisée ou dénoncée, sans délai, à la demande de la Société des établissements des grands vins de Saumur et ses filiales, dans le cas où interviendraient des aménagements ou augmentations de tarifs prévus au nota de l'article 3 de la présente convention;

*b*) Etre revisée, sous condition d'un préavis d'un mois, par la Société nationale des chemins de fer français, dans le cas où des accords de coordination conduiraient à un nouvel aménagement des prix.

Art. 7. — Les frais de timbre de la présente convention seront supportés par la Société des établissements des grands vins mousseux de Saumur et ses filiales.

Fait en double, le...

*Le représentant de la Société nationale des chemins de fer français.*

*Le représentant des expéditeurs:*

---

TABLEAU DE ZONAGE ANNEXÉ A LA CONVENTION DE LA SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DES GRANDS VINS MOUSSEUX DE SAUMUR ET SES FILIALES

Les chiffres ci-dessous indiquent le numéro de la zone applicable:

| DES GARES CI-CONTRE aux gares des départements ci-dessous. | SAUMUR (toutes gares). |
|---|---|
| Ain | 3 |
| Aisne | 3 |
| Allier | 3 |
| Alpes (Basses-) | 5 |
| Alpes (Hautes-) | 5 |
| Alpes-Maritimes | 5 |
| Ardèche | 4 |
| Ardennes | 4 |
| Ariège | 4 |
| Aube | 3 |
| Aude | 4 |
| Aveyron | 4 |
| Bouches-du-Rhône | 5 |
| Calvados | 2 |
| Cantal | 3 |
| Charente | 2 |
| Charente-Maritime | 2 |
| Cher | 2 |
| Corrèze | 3 |
| Côte-d'Or | 3 |
| Côtes-du-Nord | 2 |
| Creuse | 2 |
| Dordogne | 3 |
| Doubs | 4 |
| Drôme | 4 |
| Eure | 2 |
| Eure-et-Loir | 2 |
| Finistère | 3 |
| Gard | 4 |
| Garonne (Haute-) | 4 |
| Gers | 4 |
| Gironde | 3 |
| Hérault | 5 |
| Ille-et-Vilaine | 2 |
| Indre | 3 |
| Indre-et-Loire | 4 |
| Isère | 4 |
| Jura | 4 |
| Landes | 3 |
| Loir-et-Cher | 4 |
| Loire | 4 |
| Loire (Haute-) | 4 |
| Loire-Inférieure | 4 |
| Loiret | 3 |
| Lot | 3 |
| Lot-et-Garonne | 3 |
| Lozère | 4 |
| Maine-et-Loire | 4 |
| Manche | 3 |
| Marne | 3 |
| Marne (Haute-) | 3 |
| Mayenne | 4 |
| Meurthe-et-Moselle | 4 |
| Meuse | 4 |
| Morbihan | 3 |
| Moselle | 4 |
| Nièvre | 3 |
| Nord | 4 |
| Oise | 3 |
| Orne | 3 |
| Pas-de-Calais | 3 |
| Puy-de-Dôme | 3 |
| Pyrénées (Basses-) | 4 |
| Pyrénées (Hautes-) | 4 |
| Pyrénées-Orientales | 5 |
| Rhin (Bas-) | 5 |
| Rhin (Haut-) | 5 |
| Rhône | 4 |
| Saône (Haute-) | 4 |
| Saône-et-Loire | 3 |
| Sarthe | 4 |
| Savoie | 4 |
| Savoie (Haute-) | 4 |
| Seine | 2 |
| Seine-Inférieure | 2 |
| Seine-et-Marne | 2 |
| Seine-et-Oise | 2 |
| Sèvres (Deux-) | 4 |
| Somme | 3 |
| Tarn | 4 |
| Tarn-et-Garonne | 4 |
| Territoire de Belfort | 4 |
| Var | 5 |
| Vaucluse | 5 |
| Vendée | 2 |
| Vienne | 4 |
| Vienne (Haute-) | 4 |
| Vosges | 4 |
| Yonne | 3 |

---

CONVENTION TARIFAIRE

ENTRE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS ET LA SOCIÉTÉ GAILLAC-COMTE DE NOBLET

Entre:

La Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.), représentée par M...,

D'une part;

Et la société Gaillac-Comte de Noblet, dont le siège social est à Breus, par Gaillac (Tarn), représentée par M. de Solages, gérant,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

*Portée de la convention.*

Art. 1er. — La convention s'étend:

1° Au trafic des eaux-de-vie, liqueurs, sirops et vins en bouteilles expédiés de la gare de Gaillac à destination de toutes les gares de la Société nationale des chemins de fer français;

2° Aux emballages vides en retour, correspondant aux transports visés au 1° ci-dessus et reçus par la société Gaillac-Comte de Noblet;

3° Aux colis d'objets de publicité joints aux envois des marchandises désignées ci-dessus. Le tonnage des colis de publicité expédiés ne devra pas excéder 1 p. 100 du tonnage total expédié.

*Engagement de la société Gaillac-Comte de Noblet.*

Art. 2. — La société Gaillac-Comte de Noblet s'engage vis-à-vis de la Société nationale des chemins de fer français, qui accepte:

1° A remettre à la voie ferrée et aux conditions de la présente convention, la totalité de son trafic d'eaux-de-vie, liqueurs, sirops et vins en bouteilles, à l'exception toutefois:

*a*) Des envois à destination des localités situées dans le département du Tarn qu'elle restera libre d'effectuer par ses propres camions;

*b*) Des envois à destination de la zone constituée par le département du Tarn et les départements limitrophes, qu'elle aura la faculté de confier à des transporteurs publics routiers en règle avec la coordination, à condition que le tonnage confié auxdits transporteurs routiers ne dépasse, en aucun cas, celui que ces transporteurs assuraient antérieurement au 21 avril 1934, date de la publication du décret de coordination rail et route;

*c*) Des tonnages qui pourraient se trouver dévolus au cabotage ou à la batellerie par des accords de coordination.

L'importance des envois faisant l'objet des littera *a*, *b* et *c* ne pourra dépasser un pourcentage de la production des établissements expéditeurs fixé par échange de lettres, ce pourcentage étant susceptible d'être modifié sans délai au cas où interviendrait une modification des accords de coordination;

2° A fournir toutes justifications sur l'ensemble de ses expéditions et arrivages et à communiquer à la Société nationale des chemins de fer français, sur simple demande, le registre de la régie.

*Engagement de la Société nationale des chemins de fer français.*

Art. 3. — La Société nationale des chemins de fer français s'engage à appliquer aux envois d'au moins douze litres ou payant pour cette quantité, comportant soit des bouteilles en caisses, cadres, harasses ou paniers fermés (chaque caisse ou panier fermé comprenant au moins six bouteilles) (1), soit des bonbonnes:

*a*) Pour les eaux-de-vie, liqueurs, sirops et vins en bouteilles au départ Gaillac, le prix par litre correspondant à la zone définie au tableau annexé à la convention, à laquelle appartient la gare destinataire;

*b*) Pour les emballages vides en retour à destination de Gaillac, le prix par litre de contenance de ces emballages correspondant à la zone définie au tableau annexé précité, à laquelle appartient la gare expéditrice.

| ZONES DE DESTINATION des marchandises ou de provenance des emballages vides en retour définies au tableau annexé à la convention | PRIX PAR LITRE DE CONTENANCE EN BOUTEILLES D'UNE CONTENANCE D'AU MOINS 0,375 L | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Eaux-de-vie, liqueurs, sirops, vins en bouteilles. | | | | Emballages vides en retour | |
| | Par expédition d'au moins 12 l sans atteindre 2 000 l | Par wagon chargé d'au moins 2 000 l ou payant pour ce nombre | Par wagon chargé d'au moins 4 000 ou payant pour ce nombre | Par wagon chargé d'au moins 6 000 ou payant pour ce nombre | Par expédition d'au moins 12 l sans atteindre 2 000 l | Par wagon chargé d'au moins 2 000 ou payant pour ce nombre |
| | francs | francs | francs | francs | francs | francs |
| 1re zone | 6 12 | 1 92 | 1 61 | 1 49 | 3 52 | 1 10 |
| 2e zone | 9 17 | 4 09 | 3 44 | 3 20 | 4 46 | 2 41 |
| 3e zone | 12 62 | 6 60 | 5 52 | 5 13 | 5 72 | 3 36 |
| 4e zone | 16 38 | 9 29 | 7 82 | 7 24 | 7 39 | 4 56 |
| 5e zone | 19 96 | 11 91 | 9 98 | 9 28 | 9 20 | 6 18 |

Sans que la taxe puisse être inférieure à 104 F par expédition.

Les prix par litre qui précèdent sont également applicables aux petits flaconnages d'une contenance inférieure à 0,375 l. Toutefois, si la proportion des petits flaconnages excède 10 p. 100 du trafic total expédié par chemin de fer, par application de la présente convention, les prix appliqués à l'ensemble des petits flaconnages seront majorés de 50 p. 100.

Les prix du tableau ci-dessus sont applicables sans réduction pour les envois destinés à l'exportation.

Ils comprennent le droit d'enregistrement et de timbre, mais sont à augmenter, le cas échéant, des surtaxes locales temporaires et des taxes sur les voies de quai des ports.

Pour chaque expédition, la taxe de transport est calculée sur le nombre total de litres, arrondi, le cas échéant, à l'unité supérieure.

Les prix ci-dessus sont également applicables aux colis d'objets de publicité. Chaque colis d'objets de publicité, dont le poids ne devra pas dépasser 2.400 kg par expédition d'au moins 12 l à plein, sera taxé au prix par litre correspondant à la zone destinataire de l'expédition.

NOTA. — En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, les prix de la présente convention seront modifiés à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de tarifs ayant entraîné une variation des prix de transport applicables aux marchandises reprises dans la présente convention.

*Dispositions spéciales.*

Lorsque les transports faisant l'objet de la présente convention, ramenés à l'année, atteindront 1 million de litres pour le plein, la Société nationale des chemins de fer français accordera, par voie de détaxe, à la société Gaillac-Comte de Noblet, une réduction de 5 p. 100 sur les taxes de transport payées par application des prix des articles 3 et 4.

En ce qui concerne les emballages vides en retour, lorsque les transports effectués aux conditions de la présente convention, ramenés à l'année, atteindront 500.000 l, il sera accordé à la société Gaillac-Comte de Noblet, par voie de détaxe, une réduction de 5 p. 100 sur les taxes de transport payées par application des prix de l'article 3.

Ces réductions ne seront applicables que si aucune infraction aux dispositions de l'article 2 ci-dessus n'a été commise.

*Régime de transport.*

Art. 4. — Eaux-de-vie, liqueurs, sirops et vins en bouteilles. — Les expéditions de détail sont transportées en régime accéléré et les envois par wagon sont transportés en régime ordinaire.

Toutefois, l'expéditeur peut revendiquer le transport en régime accéléré de ses envois par wagon. Dans ce cas, la taxe applicable à ce wagon est majorée de 20 p. 100.

Emballages vides en retour. — Les envois sont transportés en régime ordinaire et l'expéditeur n'a pas la possibilité de revendiquer le régime accéléré.

*Clauses diverses.*

Art. 5. — Les conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises, et, s'il y a lieu, les tarifs de camionnage sont applicables aux envois faisant l'objet de la présente convention en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

*Durée de la convention.*

Art. 6. — La convention est valable à partir du . . . . . ., pour une période prenant fin à la date d'application du chapitre 3, paragraphe III du tarif n° 6, soumis à l'homologation ministérielle le 14 avril 1949 et au plus tard le 31 décembre 1949.

Toutefois, l'une quelconque des infractions aux clauses d'engagement de l'article 2, confère à la Société nationale des chemins de fer français le droit:

1° D'exiger de la société Gaillac-Comte de Noblet pour tous les envois effectués depuis la mise en vigueur de la convention et qui n'auraient pas été remis à la Société nationale des chemins de fer français contrairement à l'engagement prévu à l'article 2 de la présente convention, le versement d'une pénalité représentant 20 p. 100 des prix qui auraient été perçus pour ces envois par application de l'article 3, si leur transport avait été effectué par chemin de fer;

2° De dénoncer le contrat par simple lettre recommandée après un préavis d'un mois, sans préjudice de tous dommages et intérêts pour les infractions commises.

La convention pourra:

*a*) Etre revisée ou dénoncée, sans délai, à la demande de la société Gaillac-Comte de Noblet dans le cas où interviendraient des aménagements ou augmentations de tarifs prévus au nota de l'article 3 de la présente convention;

*b*) Etre revisée sous condition d'un préavis d'un mois par la Société nationale des chemins de fer français dans le cas où des accords de coordination conduiraient à un nouvel aménagement des prix.

Art. 7. — Les frais de timbre de la présente convention seront supportés par la société Gaillac-Comte de Noblet.

Fait en double, le . . . . . .

*Le représentant de la Société nationale des chemins de fer français*

*Le représentant des expéditeurs.*

(1) A titre provisoire, le minimum de six bouteilles n'est pas exigé.

TABLEAU DE ZONAGE ANNEXÉ A LA CONVENTION DE LA SOCIÉTÉ GAILLAC-COMTE DE NOBLET

Les chiffres ci-dessous indiquent le numéro de la zone applicable:

| DE LA GARE CI-CONTRE aux gares des départements ci-dessous. | GAILLAC |
|---|---|
| Ain | 4 |
| Aisne | 5 |
| Allier | 3 |
| Alpes (Basses-) | 4 |
| Alpes (Hautes-) | 4 |
| Alpes-Maritimes | 4 |
| Ardèche | 3 |
| Ardennes | 5 |
| Ariège | 1 |
| Aube | 5 |
| Aude | 1 |
| Aveyron | 1 |
| Bouches-du-Rhône | 3 |
| Calvados | 5 |
| Cantal | 2 |
| Charente | 3 |
| Charente-Maritime | 3 |
| Cher | 3 |
| Corrèze | 2 |
| Côte-d'Or | 4 |
| Côtes-du-Nord | 5 |
| Creuse | 3 |
| Deux-Sèvres | 3 |
| Dordogne | 2 |
| Doubs | 4 |
| Drôme | 3 |
| Eure | 5 |
| Eure-et-Loir | 4 |
| Finistère | 5 |
| Gard | 2 |
| Garonne (Haute-) | 1 |
| Gers | 1 |
| Gironde | 2 |
| Hérault | 2 |
| Ille-et-Vilaine | 5 |
| Indre | 3 |
| Indre-et-Loire | 4 |
| Isère | 4 |
| Jura | 4 |
| Landes | 2 |
| Loir-et-Cher | 4 |
| Loire | 3 |
| Loire (Haute-) | 3 |
| Loire-Inférieure | 4 |
| Loiret | 4 |
| Lot | 1 |
| Lot-et-Garonne | 1 |
| Lozère | 2 |
| Maine-et-Loire | 4 |
| Manche | 5 |
| Marne | 5 |
| Marne (Haute-) | 5 |
| Mayenne | 4 |
| Meurthe-et-Moselle | 5 |
| Meuse | 5 |
| Morbihan | 5 |
| Moselle | 5 |
| Nièvre | 3 |

| DE LA GARE CI-CONTRE aux gares des départements ci-dessous. | GAILLAC |
|---|---|
| Nord | 5 |
| Oise | 5 |
| Orne | 4 |
| Pas-de-Calais | 5 |
| Puy-de-Dôme | 3 |
| Pyrénées (Basses-) | 2 |
| Pyrénées (Hautes-) | 2 |
| Pyrénées-Orientales | 2 |
| Rhin (Bas-) | 3 |
| Rhin (Haut-) | 3 |
| Rhône | 3 |
| Saône (Haute-) | 5 |
| Saône-et-Loire | 4 |
| Sarthe | 4 |
| Savoie | 4 |
| Savoie (Haute-) | 4 |
| Seine | 4 |
| Seine-Inférieure | 5 |
| Seine-et-Marne | 4 |
| Seine-et-Oise | 4 |
| Somme | 5 |
| Tarn | 1 |
| Tarn-et-Garonne | 1 |
| Territoire de Belfort | 5 |
| Var | 3 |
| Vaucluse | 3 |
| Vendée | 4 |
| Vienne | 3 |
| Vienne (Haute-) | 2 |
| Vosges | 5 |
| Yonne | 4 |

## CONVENTION TARIFAIRE

ENTRE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS ET LA CAVE COOPÉRATIVE VINICOLE DE LAMOTHE-MONTRAVEL ET SAINT-MICHEL-MONTAIGNE

Entre:

La Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.) représentée par M.....

D'une part;

Et la Cave coopérative vinicole de Lamothe-Montravel et Saint-Michel-Montaigne, dont le siège social est à Lamothe-Montravel (Dordogne) représentée par M. Dumolet (Victor), administrateur délégué,

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

*Portée de la convention.*

Art. 1er. — La convention s'étend:

1° Au trafic des vins en bouteilles expédiés de la gare de Lamothe-Montravel à destination de toutes les gares de la Société nationale des chemins de fer français;

2° Aux emballages vides en retour, correspondant aux transports visés au paragraphe 1° ci-dessus et reçus par la société Cave coopérative vinicole de Lamothe-Montravel et Saint-Michel-Montaigne;

3° Aux colis d'objets de publicité joints aux envois des marchandises désignées ci-dessus. Le tonnage des colis de publicité expédiés ne devra pas excéder 1 p. 100 du tonnage total expédié.

*Engagement de la Cave coopérative vinicole de Lamothe-Montravel et Saint-Michel-Montaigne.*

Art. 2. — La Cave coopérative vinicole de Lamothe-Montravel et Saint-Michel-Montaigne s'engage vis-à-vis de la Société nationale des chemins de fer français, qui accepte:

1° A remettre à la voie ferrée et aux conditions de la présente convention, la totalité de son trafic de vins en bouteilles à l'exception toutefois:

*a*) Des envois à destination des localités situées dans le département de la Dordogne qu'elle restera libre d'effectuer par ses propres camions;

*b*) Des envois à destination de la zone constituée par le département de la Dordogne et les départements limitrophes, qu'elle aura la faculté de confier à des transporteurs publics routiers en règle avec la coordination, à condition que le tonnage confié auxdits transporteurs routiers ne dépasse, en aucun cas, celui que ces transporteurs assuraient antérieurement au 21 avril 1934, date de la publication du décret de coordination rail et route;

*c*) Des tonnages qui pourraient se trouver dévolus au cabotage ou à la batellerie par des accords de coordination.

L'importance des envois faisant l'objet des litiera *a*, *b* et *c* ne pourra dépasser un pourcentage de la production des établissements expéditeurs fixé par échange de lettres, ce pourcentage étant susceptible d'être modifié sans délai au cas où interviendrait une modification des accords de coordination;

2° A fournir toutes justifications sur l'ensemble de ses expéditions et arrivages et à communiquer à la Société nationale des chemins de fer français sur simple demande, le registre de la régie.

*Engagement de la Société nationale des chemins de fer français.*

Art. 3. — La Société nationale des chemins de fer français s'engage à appliquer aux envois d'au moins douze litres ou payant pour cette quantité, comportant soit des bouteilles en caisses, cadres, harasses ou paniers fermés (chaque caisse ou panier fermé comprenant au moins six bouteilles) (1), soit des bonbonnes:

*a*) Pour les vins en bouteilles au départ de Lamothe-Montravel le prix par litre correspondant à la zone définie au tableau annexé à la convention, à laquelle appartient la gare destinataire;

*b*) Pour les emballages vides en retour à destination de Lamothe-Montravel le prix par litre de contenance de ces emballages correspondant à la zone définie au tableau annexé précité, à laquelle appartient la gare expéditrice.

| ZONES DE DESTINATION des marchandises ou de provenance des emballages vides en retour définies au tableau annexé à la convention. | PRIX PAR LITRE DE CONTENANCE EN BOUTEILLES D'UNE CONTENANCE D'AU MOINS 0,375 L | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Vins en bouteilles. | | | | Emballages vides en retour. | |
| | Par expédition d'au moins 12 l sans atteindre 2.000 l. | Par wagon chargé d'au moins 2.000 l ou payant pour ce nombre. | Par wagon chargé d'au moins 4.000 l ou payant pour ce nombre. | Par wagon chargé d'au moins 6.000 l ou payant pour ce nombre. | Par expédition d'au moins 12 l sans atteindre 2.000 l. | Par wagon chargé d'au moins 2.000 l ou payant pour ce nombre. |
| | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. |
| 1re zone | 6 12 | 4 92 | 1 61 | 1 49 | 3 52 | 1 10 |
| 2e zone | 9 17 | 4 09 | 3 44 | 3 20 | 4 46 | 2 41 |
| 3e zone | 12 62 | 6 60 | 5 52 | 5 13 | 5 72 | 3 36 |
| 4e zone | 16 38 | 9 29 | 7 82 | 7 24 | 7 39 | 4 56 |
| 5e zone | 19 96 | 11 91 | 9 98 | 9 28 | 9 20 | 6 18 |

Sans que la taxe puisse être inférieure à 104 F par expédition.

(1) A titre provisoire, le minimum de six bouteilles n'est pas exigé.

Les prix par litre qui précèdent sont également applicables aux petits flacons d'une contenance inférieure à 0,375 l. Toutefois, si la proportion des petits flacons excède 10 p. 100 du trafic total expédié par chemin de fer par application de la présente convention, les prix appliqués à l'ensemble des petits flacons seront majorés de 50 p. 100.

Les prix du tableau ci-dessus sont applicables sans réduction pour les envois destinés à l'exportation.

Ils comprennent le droit d'enregistrement et de timbre, mais sont à augmenter, le cas échéant, des surtaxes locales temporaires et des taxes sur les voies de quai des ports.

Pour chaque expédition, la taxe de transport est calculée sur le nombre total de litres, arrondi, le cas échéant, à l'unité supérieure.

Les prix ci-dessus sont également applicables aux colis d'objets de publicité. Chaque colis d'objets de publicité, dont le poids ne devra pas dépasser 2,400 kg par expédition d'au moins 12 l à plein, sera taxé au prix par litre correspondant à la zone destinataire de l'expédition.

NOTA. — En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, les prix de la présente convention seront modifiés à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de tarifs ayant entraîné une variation des prix de transport applicables aux marchandises reprises dans la présente convention.

*Dispositions spéciales.*

Lorsque les transports faisant l'objet de la présente convention, ramenés à l'année, atteindront 1 million de litres pour le plein, la Société nationale des chemins de fer français accordera par voie de détaxe, à la Cave coopérative vinicole de Lamothe-Montravel et Saint-Michel-Montaigne, une réduction de 5 p. 100 sur les taxes de transport payées par application des prix des articles 3 et 4.

En ce qui concerne les emballages vides en retour, lorsque les transports effectués aux conditions de la présente convention, ramenés à l'année, atteindront 500.000 l, il sera accordé à la Cave coopérative vinicole de Lamothe-Montravel et Saint-Michel-Montaigne, par voie de détaxe, une réduction de 5 p. 100 sur les taxes de transport payées par application des prix de l'article 3.

Ces réductions ne seront applicables que si aucune infraction aux dispositions de l'article 2 ci-dessus n'a été commise.

*Régime de transport.*

Art. 4. — Vins en bouteilles. — Les expéditions de détail sont transportées en régime accéléré et les envois par wagon sont transportés en régime ordinaire.

Toutefois, l'expéditeur peut revendiquer le transport en régime accéléré de ses envois par wagon. Dans ce cas, la taxe applicable à ce wagon est majorée de 20 p. 100.

Emballages vides en retour. — Les envois sont transportés en régime ordinaire et l'expéditeur n'a pas la possibilité de revendiquer le régime accéléré.

*Clauses diverses.*

Art. 5. — Les conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises et, s'il y a lieu, les tarifs de camionnage sont applicables aux envois faisant l'objet de la présente convention en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

*Durée de la convention.*

Art. 6. — La convention est valable à partir du . . . . . pour une période prenant fin à la date d'application du chapitre 3 (§ III) du tarif n° 6, soumis à l'homologation ministérielle le 14 avril 1949, et au plus tard le 31 décembre 1949.

Toutefois, l'une quelconque des infractions aux clauses d'engagement de l'article 2 confère à la Société nationale des chemins de fer français le droit:

1° D'exiger de la Cave coopérative vinicole de Lamothe-Montravel et Saint-Michel-Montaigne, pour tous les envois effectués depuis la mise en vigueur de la convention et qui n'auraient pas été remis à la Société nationale des chemins de fer français, contrairement à l'engagement prévu à l'article 2 de la présente convention, le versement d'une pénalité représentant 20 p. 100 des prix qui auraient été perçus pour ces envois par application de l'article 3 si leur transport avait été effectué par chemin de fer;

2° De dénoncer le contrat par simple lettre recommandée, après un préavis d'un mois, sans préjudice de tous dommages et intérêts pour les infractions commises.

La convention pourra:

*a*) Etre revisée ou dénoncée, sans délai, à la demande de la Cave coopérative vinicole de Lamothe-Montravel et Saint-Michel-Montaigne, dans le cas où interviendraient des aménagements ou augmentations de tarifs prévus au nota de l'article 3 de la présente convention;

*b*) Etre revisée sous condition d'un préavis d'un mois par la Société nationale des chemins de fer français dans le cas où des accords de coordination conduiraient à un nouvel aménagement des prix.

Art. 7. — Les frais de timbre de la présente convention seront supportés par la Cave coopérative vinicole de Lamothe-Montravel et Saint-Michel-Montaigne.

Fait en double, le. . . . . .

*Le représentant de la Société nationale des chemins de fer français,*

*Le représentant des expéditeurs,*

---

TABLEAU DE ZONAGE ANNEXÉ A LA CONVENTION DE LA CAVE COOPÉRATIVE VINICOLE DE LAMOTHE-MONTRAVEL ET SAINT-MICHEL-MONTAIGNE

Les chiffres ci-dessous indiquent le numéro de la zone applicable:

| DE LA GARE CI-CONTRE aux gares des départements ci-dessous | LA MOTHE-MONTRAVEL |
|---|---|
| Ain | 4 |
| Aisne | 5 |
| Allier | 3 |
| Alpes (Basses-) | 5 |
| Alpes (Hautes-) | 5 |
| Alpes-Maritimes | 5 |
| Ardèche | 4 |
| Ardennes | 5 |
| Ariège | 3 |
| Aube | 4 |
| Aude | 3 |
| Aveyron | 2 |
| Bouches-du-Rhône | 4 |
| Calvados | 4 |
| Cantal | 2 |
| Charente | 1 |
| Charente-Maritime | 2 |
| Cher | 3 |
| Corrèze | 2 |
| Côte-d'Or | 4 |
| Côtes-du-Nord | 4 |
| Creuse | 2 |
| Deux-Sèvres | 2 |
| Dordogne | 1 |
| Doubs | 5 |
| Drôme | 4 |
| Eure | 4 |
| Eure-et-Loir | 3 |
| Finistère | 4 |
| Gard | 4 |
| Garonne (Haute-) | 2 |
| Gers | 2 |
| Gironde | 1 |
| Hérault | 4 |
| Ille-et-Vilaine | 4 |
| Indre | 3 |
| Indre-et-Loire | 3 |
| Isère | 4 |
| Jura | 4 |
| Landes | 2 |
| Loir-et-Cher | 3 |
| Loire | 4 |
| Loire (Haute-) | 3 |
| Loire-Inférieure | 3 |
| Loiret | 3 |
| Lot | 2 |
| Lot-et-Garonne | 2 |
| Lozère | 3 |
| Maine-et-Loire | 3 |
| Manche | 4 |
| Marne | 5 |
| Marne (Haute-) | 5 |
| ayenne | 6 |
| Meurthe-et-Moselle | 5 |
| Meuse | 5 |
| Morbihan | 4 |
| Moselle | 5 |
| Nièvre | 3 |
| Nord | 5 |
| Oise | 4 |
| Orne | 3 |
| Pas-de-Calais | 5 |
| Puy-de-Dôme | 3 |
| Pyrénées (Basses-) | 2 |
| Pyrénées (Hautes-) | 2 |
| Pyrénées-Orientales | 4 |
| Rhin (Bas-) | 5 |
| Rhin (Haut-) | 5 |
| Rhône | 4 |
| Saône (Haute-) | 5 |
| Saône-et-Loire | 4 |
| Sarthe | 3 |
| Savoie | 4 |
| Savoie (Haute-) | 5 |
| Seine | 4 |
| Seine-Inférieure | 4 |
| Seine-et-Marne | 4 |
| Seine-et-Oise | 4 |
| Somme | 5 |
| Tarn | 3 |
| Tarn-et-Garonne | 2 |
| Territoire de Belfort | 5 |
| Var | 5 |
| Vaucluse | 4 |
| Vendée | 3 |
| Vienne | 2 |
| Vienne (Haute-) | 2 |
| Vosges | 5 |
| Yonne | 4 |

---

## CONVENTION TARIFAIRE

ENTRE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS ET LA MAISON FAYE ET Cie ET SA FILIALE

Entre:

La Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.), représentée par M. ....,

D'une part;

Et la maison Faye et Cie et sa filiale (maison Cabeza), dont le siège social est à Mâcon (Saône-et-Loire), représentées par M. Philippe Fourneau-Faye, directeur,

D'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit:

*Portée de la convention.*

Art. 1er. — La convention s'étend:

1° Au trafic de vins en bouteilles expédiés de Mâcon à destination de toutes gares de la Société nationale des chemins de fer français;

2° Aux emballages vides en retour, correspondant aux transports visés au paragraphe 1° ci-dessus et reçus par la maison Faye et Cie et sa filiale, à Mâcon;

3° Aux colis d'objets de publicité joints aux envois des marchandises désignées ci-dessus. Le tonnage des colis de publicité expédiés ne devra pas excéder 1 p. 100 du tonnage total expédié.

*Engagement de la maison Faye et Cie et de sa filiale.*

Art. 2. — La maison Faye et Cie et sa filiale s'engagent vis-à-vis de la Société nationale des chemins de fer français, qui accepte:

1° A remettre à la voie ferrée et aux conditions de la présente convention, la totalité de leur trafic de vins en bouteilles, à l'exception toutefois:

*a*) Des envois à destination des localités situées dans le département de Saône-et-Loire qu'elles resteront libres d'effectuer par leurs propres camions;

*b*) Des envois à destination de la zone constituée par le département de Saône-et-Loire et les départements limitrophes, qu'elles auront la faculté de confier à des transporteurs routiers en règle avec la coordination, à condition que le tonnage confié auxdits transporteurs routiers ne dépasse, en aucun cas, celui que ces transporteurs assuraient antérieurement au 21 avril 1934, date de la publication du décret de coordination rail et route;

*c*) Des tonnages qui pourraient se trouver dévolus au cabotage ou à la batellerie par des accords de coordination.

L'importance des envois faisant l'objet des littera *a*, *b* et *c* ne pourra dépasser un pourcentage de la production des établissements expéditeurs fixé par échange de lettres, ce pourcentage étant susceptible d'être modifié sans délai au cas où interviendrait une modification des accords de coordination;

2° A fournir toutes justifications sur l'ensemble de leurs expéditions et arrivages et à communiquer à la Société nationale des chemins de fer français, sur simple demande, le registre de la régie.

*Engagement de la Société nationale des chemins de fer français.*

Art. 3. — La Société nationale des chemins de fer français s'engage à appliquer aux envois d'au moins douze litres, ou payant pour cette quantité, comportant soit des bouteilles en caisses, cadres, harasses ou paniers fermés (chaque caisse ou panier fermé comprenant au moins six bouteilles) (1), soit des bonbonnes:

*a*) Pour les vins en bouteilles au départ de Mâcon, le prix par litre correspondant à la zone définie au tableau annexé à la convention, à laquelle appartient la gare destinataire;

*b*) Pour les emballages vides en retour à destination de Mâcon, le prix par litre de contenance de ces emballages correspondant à la zone définie au tableau annexé précité, à laquelle appartient la gare expéditrice.

| ZONES DE DESTINATION des marchandises ou de provenance des emballages vides en retour définies au tableau annexé à la convention | PRIX PAR LITRE DE CONTENANCE EN BOUTEILLES D'UNE CONTENANCE D'AU MOINS 0,375 L | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Vins en bouteilles. | | | | Emballages vides en retour. | |
| | Par expédition d'au moins 12 l sans atteindre 2.000 l | Par wagon chargé d'au moins 2.000 l ou payant pour ce nombre | Par wagon chargé d'au moins 4.000 l ou payant pour ce nombre | Par wagon chargé d'au moins 6.000 ou payant pour ce nombre | Par expédition d'au moins 12 l sans atteindre 2.000 l. | Par wagon chargé d'au moins 2.000 l ou payant pour ce nombre |
| | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. | francs. |
| 1re zone | 6 12 | 1 92 | 1 61 | 1 49 | 3 52 | 1 10 |
| 2e zone | 9 17 | 4 09 | 3 44 | 3 20 | 4 46 | 2 41 |
| 3e zone | 12 62 | 6 60 | 5 53 | 5 13 | 5 72 | 3 36 |
| 4e zone | 16 33 | 9 29 | 7 82 | 7 24 | 7 39 | 4 56 |
| 5e zone | 19 96 | 11 91 | 9 98 | 9 28 | 9 20 | 6 13 |

Sans que la taxe puisse être inférieure à 104 F par expédition.

Les prix par litre qui précèdent sont également applicables aux petits flaconnages d'une contenance inférieure à 0,375 l. Toutefois, si la proportion des petits flaconnages excède 10 p. 100 du trafic total expédié par chemin de fer, par application de la présente convention, les prix applicables à l'ensemble des petits flaconnages seront majorés de 50 p. 100.

Les prix du tableau ci-dessus sont applicables sans réduction pour les envois destinés à l'exportation.

Ils comprennent le droit d'enregistrement et de timbre, mais sont à augmenter, le cas échéant, des surtaxes locales temporaires et des taxes sur les voies de quai des ports.

Pour chaque expédition, la taxe de transport est calculée sur le nombre total de litres, arrondi, le cas échéant, à l'unité supérieure.

Les prix ci-dessus sont également applicables aux colis d'objets de publicité. Chaque colis d'objets de publicité dont le poids ne devra pas dépasser 2.400 kg par expédition d'au moins douze litres à plein sera taxé au prix par litre correspondant à la zone destinataire de l'expédition.

NOTA. — En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, les prix de la présente convention seront modifiés à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de tarifs ayant entraîné une variation des prix de transport applicables aux marchandises reprises dans la présente convention.

*Dispositions spéciales.*

Lorsque les transports faisant l'objet de la présente convention ramenés à l'année, atteindront 1 million de litres pour le plein, la Société nationale des chemins de fer français accordera, par voie de détaxe, à la maison Faye et Cie et sa filiale une réduction de 5 p. 100 sur les taxes de transport payées par application des prix des articles 3 et 4.

En ce qui concerne les emballages vides en retour, lorsque les transports effectués aux conditions de la présente convention, ramenés à l'année atteindront 500.000 l, il sera accordé à la maison Faye et Cie et à sa filiale par voie de détaxe, une réduction de 5 p. 100 sur les taxes de transport payées par application des prix de l'article 3.

Ces réductions ne seront applicables que si aucune infraction aux dispositions de l'article 2 ci-dessus n'a été commise.

*Régime de transport.*

Art. 4. — Vins en bouteilles. — Les expéditions de détail sont transportées en régime accéléré et les envois par wagon sont transportés en régime ordinaire.

Toutefois, l'expéditeur peut revendiquer le transport en régime accéléré de ses envois par wagon. Dans ces cas, la taxe applicable à ce wagon est majorée de 20 p. 100.

Emballages vides en retour. — Les envois sont transportés en régime ordinaire et l'expéditeur n'a pas la possibilité de revendiquer le régime accéléré.

*Clauses diverses.*

Art. 5. — Les conditions générales d'application des tarifs pour le transport des marchandises et, s'il y a lieu, les tarifs de camionnage, sont applicables aux envois faisant l'objet de la présente convention en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions qui précèdent.

*Durée de la convention.*

Art. 6. — La convention est valable à partir du ..... pour une période prenant fin à la date d'application du chapitre 3, paragraphe III, du tarif n° 6, soumis à l'homologation ministérielle le 14 avril 1949 et au plus tard le 31 décembre 1949.

Toutefois, l'une quelconque des infractions aux clauses d'engagement de l'article 2 confère à la Société nationale des chemins de fer français le droit:

1° D'exiger solidairement de la maison Faye et Cie et de sa filiale pour tous les envois effectués depuis la mise en vigueur de la convention et qui n'auraient pas été remis à la Société nationale des chemins de fer français, contrairement à l'engagement prévu à l'article 2 de la présente convention, le versement d'une pénalité représentant 20 p. 100 des prix qui auraient été perçus pour ces envois par application de l'article 3 si leur transport avait été effectué par chemin de fer;

2° De dénoncer le contrat par simple lettre recommandée après un préavis d'un mois sans préjudice de tous dommages et intérêts pour les infractions commises.

La convention pourra:

*a*) Etre revisée ou dénoncée, sans délai, à la demande de la maison Faye et Cie et de sa filiale dans le cas où interviendraient des aménagements ou augmentations de tarifs prévus au nota de l'article 3 de la présente convention;

*b*) Etre revisée sous condition d'un préavis d'un mois par la Société nationale des chemins de fer français dans le cas où des accords de coordination conduiraient à un nouvel aménagement des prix.

Art. 7. — Les frais de timbre de la présente convention seront supportés par la maison Faye et Cie et sa filiale.

Fait en double le...

*Le représentant de la Société nationale des chemins de fer français.*

*Le représentant des expéditeurs.*

(1) A titre provisoire, le minimum de six bouteilles n'est pas exigé.

TABLEAU DE ZONAGE ANNEXÉ A LA CONVENTION MAISON FAYE ET Cie ET SA FILIALE

Les chiffres ci-dessous indiquent le numéro de la zone applicable:

| DE LA GARE CI-CONTRE aux gares des départements ci-dessous. | MACON |
|---|---|
| Ain | 1 |
| Aisne | 3 |
| Allier | 2 |
| Alpes (Basses-) | 3 |
| Alpes (Hautes-) | 3 |
| Alpes-Maritimes | 4 |
| Ardèche | 2 |
| Ardennes | 4 |
| Ariège | 4 |
| Aube | 3 |
| Aude | 4 |
| Aveyron | 3 |
| Bouches-du-Rhône | 3 |
| Calvados | 4 |
| Cantal | 3 |
| Charente | 4 |
| Charente-Maritime | 4 |
| Cher | 2 |
| Corrèze | 3 |
| Côte-d'Or | 1 |
| Côtes-du-Nord | 5 |
| Creuse | 3 |
| Dordogne | 3 |
| Doubs | 2 |
| Drôme | 2 |
| Eure | 4 |
| Eure-et-Loir | 3 |
| Finistère | 5 |
| Gard | 3 |
| Garonne (Haute-) | 4 |
| Gers | 4 |
| Gironde | 4 |
| Hérault | 3 |
| Ille-et-Vilaine | 4 |
| Indre | 3 |
| Indre-et-Loire | 3 |
| Isère | 2 |
| Jura | 1 |
| Landes | 5 |
| Loir-et-Cher | 3 |
| Loire | 1 |
| Loire (Haute-) | 2 |
| Loire-Inférieure | 4 |
| Loiret | 3 |
| Lot | 4 |
| Lot-et-Garonne | 4 |
| Lozère | 3 |
| Maine-et-Loire | 4 |
| Manche | 5 |
| Marne | 3 |
| Marne (Haute-) | 2 |
| Mayenne | 4 |
| Meurthe-et-Moselle | 3 |
| Meuse | 3 |
| Morbihan | 5 |
| Moselle | 3 |
| Nièvre | 2 |
| Nord | 4 |
| Oise | 4 |
| Orne | 4 |
| Pas-de-Calais | 4 |
| Puy-de-Dôme | 2 |
| Pyrénées (Basses-) | 5 |
| Pyrénées (Hautes-) | 5 |
| Pyrénées-Orientales | 4 |
| Rhin (Bas-) | 3 |
| Rhin (Haut-) | 3 |
| Rhône | 1 |
| Saône (Haute-) | 2 |
| Saône-et-Loire | 1 |
| Sarthe | 4 |
| Savoie | 2 |
| Savoie (Haute-) | 2 |
| Seine | 3 |
| Seine-Inférieure | 4 |
| Seine-et-Marne | 3 |
| Seine-et-Oise | 3 |
| Sèvres (Deux-) | 4 |
| Somme | 4 |
| Tarn | 4 |
| Tarn-et-Garonne | 4 |
| Territoire de Belfort | 2 |
| Var | 4 |
| Vaucluse | 2 |
| Vendée | 4 |
| Vienne | 3 |
| Vienne (Haute-) | 3 |
| Vosges | 3 |
| Yonne | 2 |

## AVENANT

A LA CONVENTION TARIFAIRE CONCLUE ENTRE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS ET LA SOCIÉTÉ GUY ET YVES ROZES

Entre:

La Société nationale des chemins de fer français (S. N. C. F.), représentée par M. ..., D'une part;

Et la société Guy et Yves Rozes, dont le siège social est à Bordeaux, 20, rue Raze, représentée par M..., D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

Art. 1er. — La désignation de l'établissement producteur figurant dans la convention intervenue le 1er novembre 1947 est modifiée comme suit:

« La société Guy et Yves Rozes et ses filiales: J. Dupont, Gomez-Pero, Vinikor, Bodega San Carlos et entrepôt central de Bordeaux, dont le siège social est à Bordeaux, 20, rue Raze, représentées par M... ».

Art. 2. — L'article 1er de la convention est modifié comme suit:

*Portée de la convention.*

« La convention s'étend:

« 1° . . . (sans changement).

« 2° Aux emballages vides en retour correspondant aux transports visés au paragraphe 1er ci-dessus et reçus par la société Guy et Yves Rozes et ses filiales.

« 3° . . . . (sans changement).

Art. 3. — L'article 2 de la convention est modifié comme suit:

*Engagement de la société Guy et Yves Rozes et de ses filiales.*

« La société Guy et Yves Rozes et ses filiales s'engagent, vis-à-vis de la Société nationale des chemins de fer français, qui accepte:

« 1° A remettre à la voie ferrée et aux conditions de la présente convention la totalité de leur trafic d'apéritifs, spiritueux et vins en bouteilles, à l'exception toutefois:

« *a*) Des envois à destination des localités situées dans le département de la Gironde qu'elles resteront libres d'effectuer par leurs propres camions;

« *b*) Des envois à destination de la zone constituée par le département de la Gironde et les départements limitrophes qu'elles auront la faculté de confier à des transporteurs... (le reste sans changement).

« *c*) ... (sans changement).

« 2° A fournir toutes justifications sur l'ensemble de leur expéditions et arrivages et à communiquer »... (le reste sans changement).

Art. 4. — L'article 3 de la convention est modifié comme suit:

*Dispositions spéciales.*

« Lorsque les transports faisant l'objet de la présente convention atteindront annuellement 1 million de litres pour le plein, la Société nationale des chemins de fer français accordera, par voie de détaxe, à la société Guy et Yves Rozes et à ses filiales une réduction... (sans changement).

« En ce qui concerne les emballages vides en retour, lorsque les transports effectués aux conditions de la présente convention atteindront annuellement 500.000 litres, il sera accordé à la société Guy et Yves Rozes et à ses filiales, par voie de détaxe, une réduction... (le reste sans changement).

Art. 5. — L'article 6 de la convention est modifié comme suit:

« La convention est valable... (sans changement).

« Toutefois, l'une quelconque des infractions aux clauses d'engagement de l'article 2 confère à la Société nationale des chemins de fer français le droit:

« 1° D'exiger solidairement de la société Guy et Yves Rozes et de ses filiales pour tous les envois... (sans changement).

« La convention pourra:

« *a*) Etre revisée ou dénoncée, sans délai, à la demande de la société Guy et Yves Rozes et de ses filiales, dans le cas »... (le reste sans changement).

Art. 6. — Le présent avenant annule et remplace celui entré en vigueur le 15 février 1948.

Art. 7. — Le présent avenant, qui est valable pour la durée de la convention elle-même, entrera en vigueur le...

Les frais de timbre du présent avenant seront supportés par la société Guy et Yves Rozes et ses filiales.

Fait en double, le.....

*Le représentant de la Société nationale des chemins de fer français.*

*Le représentant des expéditeurs.*

### 4° *Décisions ministérielles intervenues sur les propositions de tarifs.*

(La date indiquée en tête de chaque affaire est celle de la décision ministérielle. La date du *Journal officiel* mentionnée est celle du numéro qui a publié la proposition.)

#### Homologations.

8 *juin* 1949. — **Société nationale des chemins de fer français.** — Proposition tendant à étendre aux gares situées sur la section de ligne de Saint-Pierre-d'Albigny (exclu) à Modane les dispositions du chapitre II du tarif n° 3. (*Journal officiel* du 3 mai 1949.)

### 5° *Erratum.*

*Erratum* au *Journal officiel* du 31 mai 1949: Tarifs de transport sur les chemins de fer d'intérêt général, 1° Propositions de tarifs présentées à l'homologation ministérielle, page 5315, Modifications corrélatives, recueil R., barèmes et taxes accessoires, 1re colonne, usage des ponts à bascule, (art. 16):

Il y a:

| | | |
|---|---|---|
| 716 | Taxe minimum par tonne indivisible | 66 » |
| | Avec minimum par wagon | 293 » |
| | Et maximum par wagon | 556 » |
| | Taxe minimum par tonne indivisible | 13 30 |

Il faut:

| | | |
|---|---|---|
| 716 | Taxe minimum par tonne indivisible | 66 » |
| | Avec minimum par wagon | 293 » |
| | Et maximum par wagon | 566 » |
| | Taxe minimum par tonne indivisible | 13 30 |

Paris. — Imp. des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

*Le Préfet, directeur des Journaux officiels,* PIERRE CASSAGNEAU.

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS
Compte chèque postal 1.014.00, Paris
ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## Tirages financiers

## CREDIT NATIONAL

POUR FACILITER LA REPARATION DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LA GUERRE

Société anonyme au capital de 262.500.000 francs.
SIÈGE SOCIAL :
A PARIS, 45-47, RUE SAINT-DOMINIQUE
R. C.: Seine n° 28531.

TIRAGES DU 1er JUIN 1949

### EMPRUNT OCTOBRE 1942

**OBLIGATIONS de 2.000 F 3,50 %.**
(26e tirage).

L'obligation n° 1.920.769 sera remboursée par **1.000.000** de francs.

L'obligation n° 2.178.829 sera remboursée par **500.000 F.**

L'obligation n° 2.070.437 sera remboursée par **250.000 F.**

Les obligations nos 2.592.270, 2.592.370, 2.592.770, 2.592.970 seront remboursées chacune par **100.000** F.

Les obligations nos 1.882.124, 1.882.224, 1.882.324, 1.882.424, 1.882.624, 1.882.824 seront remboursées chacune par **50.000** F.

Les 10 obligations dont les numéros suivent seront remboursées chacune par **25.000** F:

1.882.024 1.882.524 1.882.724 1.882.924 2.592.070
2.592.170 2.592.470 2.592.570 2.592.670 2.592.870

Les 40 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **10.000** F:

Dans la série de 1.882.001 à 1.883.000, les 10 obligations dont le numéro se termine par **18.**

Dans la série de 2.592.001 à 2.593.000, les 10 obligations dont le numéro se termine par **43.**

Dans la série de 2.910.001 à 2.911.000 les 20 obligations dont le numéro se termine par **00** et par **23.**

Les 87 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **5.000** F:

Dans la série de 1.920.001 à 1.921.000, les obligations dont le numéro se termine par **53** et par **69.**

Dans la série de 1.940.001 à 1.941.000, les obligations dont le numéro se termine par **02**, **42** et par **93.**

Dans la série de 2.070.001 à 2.071.000, les obligations dont le numéro se termine par **37** et par **92.**

Dans la série de 2.178.001 à 2.179.000, les obligations dont le numéro se termine par **10** et par **29.**

Les 6.850 autres obligations des séries de 1.000 titres dans lesquelles sont compris les numéros ci-dessus seront remboursées par **2.000** F, c'est-à-dire:

1.882.001 à 1.883.000 — 1.920.001 à 1.921.000 — 1.940.001 à 1.941.000 — 2.070.001 à 2.071.000 — 2.178.001 à 2.179.000 — 2.592.001 à 2.593.000 — 2.910.001 à 2.911.000.

Les obligations remboursables par des lots sont payables à partir du 1er juillet 1949; elles n'ont pas droit au payement du coupon en cours au moment du tirage et devront être déposées au Crédit national huit jours francs avant que le payement en puisse être demandé.

Les obligations remboursables au pair sont payables lors de l'échéance du coupon en cours au moment du tirage, c'est-à-dire à partir du 16 juillet 1949; elles ont droit au payement de ce coupon.

### EMPRUNT 1945

**OBLIGATIONS de 10.000 F 3 %.**
(8e tirage).

L'obligation n° 325.097 sera remboursée par **5.000.000** de francs.

L'obligation n° 161.481 sera remboursé par **1.000.000** de francs.

L'obligation n° 240.616 sera remboursée par **1.000.000** de francs.

L'obligation n° 1.112.173 sera remboursée par **1.000.000** de francs.

L'obligation n° 1.385.600 sera remboursée par **1.000.000** de francs.

L'obligation n° 1.905.297 sera remboursée par **1.000.000** de francs.

Les obligations nos 1.208.799, 1. [illegible].079, 1.483.113, 1.518.184, 1.812.413 seront remboursées chacune par **250.000** F.

Les 50 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **100.000** F:

Dans la série de 1.240.001 à 1.240.500, les obligations dont le numéro se termine par **1.**

Les 50 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **50.000** F.

Dans la série de 1.780.001 à 1.780.500, les obligations dont le numéro se termine par **2.**

Les 250 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **25.000** F:

Dans la série de 331.001 à 331.500, les 50 obligations dont le numéro se termine par **9.**

Dans la série de 357.501 à 358.000, les 50 obligations dont le numéro se termine par **2.**

Dans la série de 1.302.501 à 1.303.000, les 50 obligations dont le numéro se termine par **9.**

Dans la série de 1.667.501 à 1.668.000, les 50 obligations dont le numéro se termine par **9.**

Dans la série de 1.763.001 à 1.763.500, les 50 obligations dont le numéro se termine par **9.**

Les 9.139 autres obligations des séries de 500 titres dans lesquelles sont compris les numéros ci-dessus, seront remboursées par **10.000** F, c'est-à-dire:

161.001 à 161.500 — 249.501 à 250.000 — 325.001 à 325.500 — 331.001 à 331.500 — 357.501 à 358.000 — 1.112.001 à 1.112.500 — 1.208.501 à 1.209.000 — 1.240.001 à 1.240.500 — 1.257.001 à 1.257.500 — 1.302.501 à 1.303.000 — 1.385.501 à 1.386.000 — 1.483.001 à 1.483.500 — 1.518.001 à 1.518.500 — 1.550.001 à 1.550.500 — 1.667.501 à 1.668.000 — 1.763.001 à 1.763.500 — 1.780.001 à 1.780.500 — 1.812.001 à 1.812.500 — 1.905.001 à 1.905.500.

Les obligations remboursables par des lots sont payables à partir du 1er juillet 1949; elles n'ont pas droit au payement du coupon en cours au moment du tirage et devront être déposées au Crédit national huit jours francs avant que le payement en puisse être demandé.

Les obligations remboursables au pair sont payables lors de l'échéance du coupon en cours au moment du tirage, c'est-à-dire à partir du 1er juillet 1949; elles ont droit au payement de ce coupon.

### EMPRUNT 1946

**OBLIGATIONS de 10.000 F 3 %.**
(3e tirage.)

L'obligation n° 1.522.310 sera remboursée par **10.000.000** de francs.

L'obligation n° 0.181.915 sera remboursée par **5.000.000** de francs.

L'obligation n° 1.709.586 sera remboursée par **5.000.000** de francs.

Les obligations nos 008.563, 201.027, 649.288, 808.811, 838.971 seront remboursées chacune par **1.000.000** de francs dans chaque tranche de un million de titres émis.

Les obligations nos 022.417, 163.784, 190.318, 324.109, 973.937 seront remboursées chacune par **500.000 F** dans chaque tranche de un million de titres émis.

Les 50 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **100.000** F dans chaque tranche de un million de titres émis:

127.083 127.183 127.283 127.383 127.483 172.549
172.649 172.749 172.849 172.949 172.599 172.699
172.799 172.899 172.999 194.021 194.121 194.221
194.321 194.421 194.071 194.171 194.271 194.371
194.471 397.027 397.127 397.227 397.327 397.427
397.077 397.177 397.277 397.377 397.477 479.046
479.146 479.246 479.346 479.446 741.049 741.149
741.249 741.349 741.449 741.099 741.199 741.299
741.399 741.499

Les 50 obligations dont les numéros suivent seront remboursées par **50.000** F dans chaque tranche de un million de titres émis:

022.039 022.139 022.239 022.339 022.439 022.089
022.189 022.289 022.389 022.489 168.533 168.633
168.733 168.833 168.933 168.583 168.683 168.783
168.883 168.983 190.012 190.112 190.212 190.312
190.412 190.062 190.162 190.262 190.362 190.462
324.025 324.125 324.225 324.325 324.425 324.075
324.175 324.275 324.375 324.475 973.536 973.636
973.736 973.836 973.936 973.586 973.686 973.786
973.886 973.986

Les 250 obligations désignées ci-dessous seront remboursées par **25.000** F dans chaque tranche de un million de titres émis:

Dans la série de 008.501 à 009.000, les 50 obligations dont le numéro se termine par **7.**

Dans la série de 201.001 à 201.500, les 50 obligations dont le numéro se termine par **2.**

Dans la série de 649.001 à 649.500, les 50 obligations dont le numéro se termine par **3.**

Dans la série de 808.501 à 809.000, les 50 obligations dont le numéro se termine par **8.**

Dans la série de 838.501 à 839.000, les 50 obligations dont le numéro se termine par **4.**

Toutes les autres obligations des séries de 500 titres dans lesquelles sont compris les numéros désignés ci-dessus seront remboursées par **10.000** F, c'est-à-dire, dans chaque tranche de un million de titres émis:

008.501 à 009.000 — 022.001 à 022.500 — 127.001 à 127.500 — 168.501 à 169.000 — 172.501 à 173.000 — 181.501 à 182.000 — 190.001 à 190.500 — 194.001 à 194.500 — 201.001 à 201.500 — 324.001 à 324.500 — 397.001 à 397.500 — 479.001 à 479.500 — 522.001 à 522.500 — 649.001 à 649.500 — 709.501 à 710.000 — 741.001 à 741.500 — 808.501 à 809.000 — 838.501 à 839.000 — 973.501 à 974.000.

A l'exception des obligations remboursables par 10.000.000 et par 5.000.000 de francs, tous les numéros désignés ci-dessus sont également remboursables dans chaque tranche de un million de titres émis.

Ces obligations sont payables à partir du 1er juillet 1949.

Les obligations remboursables par des lots devront toutefois être déposées au Crédit national huit jours francs avant que le payement en puisse être demandé; elles n'ont pas droit au payement du coupon en cours au moment du tirage. Les obligations remboursables au pair ont droit au payement de ce coupon.

La dernière liste des titres amortis et non remboursés des emprunts 3,50 0/0 octobre 1932, 3 0/0 1945 et 3 0/0 1946 a été publiée au *Journal officiel* du 12 février 1949.

## CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 5.000 F 4 0/0 1941

DE LA

**Société de transport d'énergie des Alpes.**

Les porteurs d'obligations 4 0/0 de 5.000 F (émission 1941) de la société de transport d'énergie des Alpes, en liquidation par suite de sa nationalisation (loi du 8 avril 1946 et décret d'application du 21 mai 1946), sont informés que cette dernière usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé par voie de rachat en Bourse à son amortissement du 15 octobre 1949. En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

**Numéros des obligations restant à rembourser.**

| NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 727 | 1946 | 5.549 et 5.550 | 1946 |
| 792 | 1946 | 5.759 et 5.760 | 1946 |
| 2.956 à 2.960 | 1946 | 6.581 à 6.583 | 1946 |
| 3.521 à 3.525 | 1946 | 6.590 | 1946 |
| 3.528 à 3.530 | 1946 | 7.095 à 7.100 | 1946 |
| 3.751 à 3.753 | 1946 | 7.241 à 7.245 | 1946 |
| 4.473 et 4.474 | 1946 | 8.241 à 8.250 | 1946 |
| 5.157 à 5.160 | 1946 | 8.621 à 8.624 | 1946 |

## Etablissements LORY

**Société française de peintures et vernis.**

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 66 MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 31, RUE JOUBERT, A PARIS

R. C.: Seine n° 85.556.

*Emprunt* 4 0/0 1945.

**Quatrième amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé au rachat de 50 obligations de 5.000 F 4 0/0 1945 à amortir le 10 juin 1949.

En conséquence, il n'y a pas eu de tirage.

Les trois premiers amortissements ont également été effectués par rachat en Bourse.

## BRÉSIL 4 1/2 % 1883

PLAN B

**Liste numérique des obligations amorties remboursables a partir du 1er juin 1949.**

4 obligations de 1.000 £ de capital nominal.

00134 00371 00656 01008

12 obligations de 500 £ de capital nominal.

00134 01492 01601 01880 02119 02284 02407 02655 02826 02998 03204 03581

163 obligations de 100 £ de capital nominal.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 03648 | 03711 | 03890 | 03965 | 04155 | 04329 | 04410 |
| 04450 | 04652 | 04747 | 04869 | 05047 | 05228 | 05254 |
| 05391 | 05508 | 05627 | 05733 | 05904 | 06030 | 06212 |
| 06298 | 06451 | 06503 | 06625 | 06704 | 06934 | 07053 |
| 07168 | 07257 | 07395 | 07438 | 07605 | 07792 | 07870 |
| 08021 | 08123 | 08205 | 08359 | 08465 | 08676 | 08701 |
| 08955 | 09055 | 09112 | 09204 | 09387 | 09457 | 09636 |
| 09731 | 09901 | 09972 | 10056 | 10231 | 10359 | 10457 |
| 10659 | 10888 | 10950 | 11064 | 11132 | 11217 | 11301 |
| 11388 | 11510 | 11643 | 11725 | 11908 | 12136 | 12284 |
| 12342 | 12821 | 13059 | 13163 | 13337 | 13454 | 13539 |
| 13603 | 13804 | 13897 | 14012 | 14163 | 14304 | 14405 |
| 14637 | 14701 | 14796 | 14853 | 15057 | 15174 | 15253 |
| 15404 | 15552 | 15671 | 15803 | 15906 | 16034 | 16170 |
| 16312 | 16351 | 16466 | 16577 | 16751 | 16871 | 17051 |
| 17139 | 17265 | 17308 | 17504 | 17650 | 17854 | 17932 |
| 18078 | 18155 | 18261 | 18359 | 18574 | 18644 | 18763 |
| 18900 | 19071 | 19175 | 19353 | 19466 | 19610 | 19674 |
| 19707 | 19852 | 20019 | 20107 | 20318 | 20450 | 20693 |
| 20771 | 20941 | 21183 | 21264 | 21309 | 21431 | 21542 |
| 21667 | 21755 | 21937 | 22038 | 22151 | 22216 | 22414 |
| 22551 | 22608 | 22630 | 23024 | 23171 | 23417 | 23517 |
| 23755 | 23859 | 24025 | 24072 | 24268 | 24413 | 24514 |
| 24921 | 25452 | | | | | |

Ces obligations seront reçues à l'encaissement coupon du 1er décembre 1949 attaché, aux guichets de MM. de Rothschild frères, 21, rue Laffitte, à Paris, qui en assureront le remboursement dès réception du crédit de Londres à raison de 50 p. 100 de leur valeur nominale d'origine.

**Liste des titres amortis aux tirages précédents et non encore présentés au remboursement.**

*Tirage de décembre* 1946.

2226 4097 16734 24265 24131

*Tirage de juin* 1947.

10925 19073 21546

*Tirage de juin* 1948.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1558 | 4782 | 6818 | 7603 | 7754 | 8426 | 10101 |
| | | 12384 | 12479 | 14056 | | |

*Tirage de décembre* 1948.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 3082 | 3294 | 3857 | 4642 | 4681 | 4893 | 5050 |
| 5483 | 6365 | 6374 | 6558 | 6676 | 7396 | 7730 |
| 8524 | 10255 | 10825 | 11127 | 11180 | 11283 | 12870 |
| 12954 | 14632 | 15703 | 16282 | 17103 | 18238 | 19268 |
| 20264 | 22147 | 22984 | 23966 | | | |

SOCIÉTÉ ANONYME

DES

## HAUTS FOURNEAUX DE LA CHIERS

CAPITAL: 1.680.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: LONGWY (MEURTHE-ET-MOSELLE)

Registre du commerce: Briey n° 20 B.

*Emprunt de 7.000.000 de francs du 19 décembre 1919 en 14.000 obligations de 500 francs belges rapportant 5 0/0 d'intérêt par an.*

**Liste des 680 obligations sorties au 25e tirage du 10 mai 1949, remboursables à partir du 30 juin 1949 (coupons 31 et suivants attachés) par 500 francs belges et numéros des obligations sorties à des tirages précédents et non remboursées.**

Situation à ce jour des obligations représentant ledit emprunt :

| | | |
|---|---|---|
| Nombre de titres émis à la création de l'emprunt | | 14.000 |
| Nombre de titres amortis par le 25e tirage du 10 mai 1949 | 680 | |
| Nombre de titres amortis par les tirages précédents | 9.377 | |
| Nombre de titres rachetés en Bourse | 434 | |
| | | 10.491 |
| Nombre de titres restant en circulation à ce jour | | 3.509 |

| NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 17 | 1949 | 665 | 1944 |
| 23 | » | 695 | 1949 |
| 27 | » | 703 | » |
| 32 | » | 714 | » |
| 46 | 1943 | 724 | 1943 |
| 47 | 1945 | 725 | 1949 |
| 51 | 1947 | 726 | » |
| 81 | 1949 | 729 | 1941 |
| 86 | » | 730 | 1949 |
| 101 | » | 734 | 1944 |
| 133 | 1947 | 737 | 1946 |
| 145 | 1949 | 739 | 1947 |
| 151 | 1946 | 756 | 1944 |
| 154 | » | 761 | 1949 |
| 155 | 1949 | 768 | » |
| 156 | 1948 | 770 | » |
| 178 | 1949 | 780 | 1943 |
| 206 | » | 781 | 1948 |
| 207 | » | 782 | » |
| 209 | » | 783 | » |
| 223 | 1939 | 821 | 1949 |
| 225 | 1941 | 822 | » |
| 233 | 1949 | 828 | 1948 |
| 242 | 1943 | 838 | 1949 |
| 267 | 1949 | 860 | » |
| 285 | » | 912 | » |
| 293 | » | 913 | » |
| 313 | 1936 | 921 | » |
| 318 | 1949 | 924 | 1947 |
| 323 | » | 925 | 1949 |
| 328 | » | 964 | » |
| 338 | 1947 | 975 | » |
| 343 | » | 982 | » |
| 348 | 1949 | 989 | » |
| 370 | » | 1.000 | 1947 |
| 377 | 1940 | 1.002 | 1949 |
| 417 | 1939 | 1.008 | » |
| 423 | 1949 | 1.020 | 1944 |
| 428 | » | 1.040 | 1947 |
| 438 | 1948 | 1.053 | 1949 |
| 440 | 1949 | 1.088 | » |
| 447 | 1947 | 1.090 | » |
| 466 | 1946 | 1.091 | » |
| 488 | 1949 | 1.103 | » |
| 496 | 1948 | 1.124 | » |
| 503 | 1947 | 1.135 | » |
| 525 | 1948 | 1.144 | 1946 |
| 560 | 1941 | 1.152 | 1947 |
| 561 | 1949 | 1.153 | 1941 |
| 579 | 1948 | 1.159 | 1943 |
| 581 | 1949 | 1.161 | 1946 |
| 603 | » | 1.190 | 1949 |
| 642 | 1945 | 1.206 | » |
| 652 | 1949 | 1.216 | » |
| 659 | » | 1.224 | » |

| NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1.243 | 1945 | 2.170 | 1949 | 3.262 | 1946 | 4.197 | 1947 | 4.958 | 1949 | 6.065 | 1947 |
| 1.216 | 1949 | 2.174 | 1947 | 3.289 | 1949 | 4.201 | 1949 | 4.968 | 1948 | 6.076 | 1943 |
| 1.256 | » | 2.187 | 1941 | 3.290 | 1945 | 4.207 | 1947 | 4.974 | 1946 | 6.087 | 1946 |
| 1.267 | 1947 | 2.189 | 1948 | 3.298 | 1949 | 4.209 | 1949 | 4.978 | 1941 | 6.097 | 1948 |
| 1.282 | 1949 | 2.224 | 1949 | 3.311 | 1947 | 4.210 | 1946 | 4.979 | 1944 | 6.105 | » |
| 1.284 | » | 2.227 | 1947 | 3.323 | 1949 | 4.224 | 1944 | 4.983 | 1944 | 6.111 | » |
| 1.289 | 1947 | 2.243 | 1949 | 6.354 | 1948 | 4.295 | 1940 | 4.984 | 1940 | 6.125 | 1941 |
| 1.299 | 1948 | 2.257 | 1947 | 3.358 | 1947 | 4.229 | 1938 | 4.986 | 1947 | 6.127 | 1944 |
| 1.325 | » | 2.277 | 1948 | 3.363 | 1940 | 4.230 | 1946 | 4.989 | 1949 | 6.129 | 1949 |
| 1.336 | 1949 | 2.277 | » | 3.368 | 1940 | 4.233 | 1948 | 4.991 | 1945 | 6.130 | 1947 |
| 1.343 | 1948 | 2.279 | » | 3.371 | 1948 | 4.234 | 1940 | 4.993 | 1944 | 6.132 | » |
| 1.345 | 1945 | 2.282 | 1949 | 3.375 | 1940 | 4.270 | 1948 | 4.997 | 1946 | 6.139 | 1949 |
| 1.347 | 1945 | 2.295 | » | 3.384 | 1949 | 4.241 | » | 5.024 | 1949 | 6.142 | » |
| 1.348 | 1949 | 2.296 | » | 3.391 | 1948 | 4.272 | 1949 | 5.026 | 1948 | 6.145 | 1948 |
| 1.349 | 1941 | 2.324 | » | 3.420 | 1949 | 4.297 | 1948 | 5.028 | 1949 | 6.150 | 1943 |
| 1.360 | 1949 | 2.331 | » | 3.426 | » | 4.305 | 1949 | 5.039 | » | 6.152 | 1946 |
| 1.363 | » | 2.339 | 1947 | 3.427 | 1946 | 4.311 | » | 5.058 | » | 6.153 | 1949 |
| 1.364 | » | 2.360 | 1949 | 3.439 | 1949 | 4.315 | 1948 | 5.073 | 1946 | 6.156 | 1947 |
| 1.368 | 1940 | 2.361 | » | 3.448 | » | 4.325 | 1949 | 5.085 | 1949 | 6.167 | 1948 |
| 1.372 | 1949 | 2.374 | » | 3.456 | » | 4.335 | 1947 | 5.090 | 1942 | 6.181 | 1949 |
| 1.375 | 1947 | 2.379 | » | 3.464 | » | 4.339 | 1945 | 5.099 | 1949 | 6.182 | » |
| 1.376 | » | 2.384 | 1939 | 3.475 | 1948 | 4.359 | 1949 | 5.100 | 1945 | 6.217 | 1942 |
| 1.395 | 1946 | 2.387 | 1940 | 3.479 | 1939 | 4.360 | 1946 | 5.115 | 1947 | 6.225 | 1949 |
| 1.423 | 1948 | 2.395 | 1949 | 3.480 | 1949 | 4.366 | » | 5.129 | 1949 | 6.259 | 1942 |
| 1.436 | 1949 | 2.412 | » | 3.482 | 1947 | 4.370 | 1949 | 5.148 | » | 6.276 | 1949 |
| 1.468 | » | 2.453 | » | 3.483 | 1940 | 4.381 | 1948 | 5.154 | » | 6.295 | » |
| 1.469 | » | 2.462 | » | 3.484 | 1946 | 4.383 | 1949 | 5.172 | » | 6.296 | » |
| 1.504 | 1945 | 2.478 | » | 3.488 | 1948 | 4.394 | » | 5.175 | » | 6.300 | » |
| 1.518 | 1948 | 2.479 | » | 3.492 | » | 4.421 | » | 5.177 | 1948 | 6.309 | » |
| 1.525 | 1949 | 2.493 | » | 3.495 | 1943 | 4.440 | 1947 | 5.198 | 1949 | 6.329 | 1948 |
| 1.533 | » | 2.499 | 1948 | 3.511 | 1949 | 4.442 | 1949 | 5.250 | » | 6.333 | » |
| 1.534 | » | 2.503 | 1940 | 3.513 | » | 4.444 | 1947 | 5.257 | » | 6.336 | » |
| 1.544 | » | 2.514 | 1946 | 3.518 | » | 4.454 | 1948 | 5.263 | » | 6.393 | 1949 |
| 1.553 | » | 2.527 | 1943 | 3.523 | 1945 | 4.460 | 1949 | 5.283 | » | 6.403 | 1942 |
| 1.555 | 1948 | 2.562 | 1949 | 3.528 | 1949 | 4.465 | » | 5.284 | » | 6.409 | 1949 |
| 1.575 | 1949 | 2.598 | 1948 | 3.540 | » | 4.478 | » | 5.287 | » | 6.417 | 1948 |
| 1.585 | » | 2.607 | 1942 | 3.606 | 1947 | 4.500 | » | 5.292 | » | 6.431 | 1949 |
| 1.592 | » | 2.618 | » | 3.628 | 1948 | 4.517 | 1943 | 5.311 | 1948 | 6.436 | » |
| 1.597 | 1946 | 2.620 | » | 3.661 | 1946 | 4.519 | 1949 | 5.324 | 1949 | 6.457 | 1945 |
| 1.612 | 1949 | 2.628 | 1948 | 3.666 | 1947 | 4.529 | » | 5.361 | » | 6.461 | » |
| 1.615 | » | 2.642 | 1949 | 3.670 | 1944 | 4.551 | 1947 | 5.408 | 1947 | 6.475 | 1947 |
| 1.617 | 1947 | 2.652 | 1946 | 3.680 | 1949 | 4.557 | 1949 | 5.414 | 1946 | 6.477 | 1948 |
| 1.620 | 1945 | 2.658 | » | 3.681 | » | 4.562 | 1946 | 5.420 | 1947 | 6.493 | 1947 |
| 1.621 | 1943 | 2.679 | 1949 | 3.719 | » | 4.561 | 1948 | 5.426 | » | 6.494 | 1948 |
| 1.642 | 1949 | 2.680 | 1947 | 3.729 | » | 4.570 | » | 5.427 | 1949 | 6.515 | 1949 |
| 1.662 | 1946 | 2.681 | 1945 | 3.747 | 1942 | 4.571 | 1944 | 5.479 | 1948 | 6.535 | » |
| 1.663 | 1949 | 2.695 | 1938 | 3.748 | 1947 | 4.573 | 1943 | 5.500 | » | 6.540 | » |
| 1.666 | » | 2.698 | 1937 | 3.752 | 1949 | 4.574 | 1942 | 5.536 | 1949 | 6.543 | » |
| 1.677 | 1943 | 2.716 | 1943 | 3.754 | 1940 | 4.580 | 1949 | 5.544 | 1948 | 6.546 | » |
| 1.685 | 1949 | 2.719 | 1945 | 3.763 | 1949 | 4.582 | 1948 | 5.571 | 1947 | 6.609 | 1947 |
| 1.703 | 1947 | 2.741 | 1949 | 3.766 | 1948 | 4.581 | 1946 | 5.586 | 1949 | 6.636 | 1949 |
| 1.710 | 1946 | 2.742 | » | 3.774 | 1945 | 4.587 | 1943 | 5.588 | » | 6.642 | » |
| 1.711 | 1949 | 2.798 | 1941 | 3.783 | 1948 | 4.589 | 1944 | 5.594 | » | 6.663 | 1948 |
| 1.713 | 1945 | 2.816 | 1949 | 3.784 | » | 4.611 | 1948 | 5.616 | » | 6.702 | 1949 |
| 1.728 | 1942 | 2.834 | 1948 | 3.821 | » | 4.613 | 1941 | 5.618 | 1947 | 6.716 | » |
| 1.732 | 1948 | 2.840 | 1949 | 3.836 | 1949 | 4.615 | 1942 | 5.624 | 1949 | 6.755 | » |
| 1.733 | » | 2.845 | 1944 | 3.841 | 1944 | 4.616 | 1945 | 5.632 | » | 6.757 | 1944 |
| 1.734 | 1942 | 2.856 | 1949 | 3.842 | 1946 | 4.621 | 1949 | 5.644 | » | 6.759 | 1947 |
| 1.768 | 1949 | 2.858 | 1948 | 3.846 | 1949 | 4.633 | 1949 | 5.689 | » | 6.796 | 1949 |
| 1.788 | » | 2.895 | 1949 | 3.851 | » | 4.656 | » | 5.694 | » | 6.890 | 1942 |
| 1.789 | » | 2.939 | » | 3.872 | » | 4.662 | » | 5.707 | » | 6.895 | 1946 |
| 1.833 | » | 2.961 | 1946 | 3.877 | 1946 | 4.681 | » | 5.727 | 1948 | 6.899 | » |
| 1.834 | 1944 | 2.968 | 1948 | 3.878 | 1949 | 4.697 | 1948 | 5.733 | » | 6.817 | 1940 |
| 1.835 | 1948 | 2.971 | 1949 | 3.881 | 1948 | 4.710 | 1949 | 5.737 | 1947 | 6.822 | 1948 |
| 1.864 | 1949 | 2.997 | » | 3.897 | 1944 | 4.711 | 1940 | 5.774 | » | 6.824 | 1949 |
| 1.869 | » | 3.038 | 1948 | 3.909 | 1949 | 4.712 | 1942 | 5.792 | 1949 | 6.825 | » |
| 1.871 | 1947 | 3.047 | » | 3.926 | » | 4.713 | 1948 | 5.815 | » | 6.839 | » |
| 1.875 | 1944 | 3.064 | 1949 | 3.947 | 1947 | 4.716 | 1949 | 5.840 | » | 6.845 | 1948 |
| 1.890 | 1949 | 3.070 | » | 3.955 | 1949 | 4.717 | » | 5.860 | » | 6.860 | 1949 |
| 1.898 | 1948 | 3.089 | 1947 | 3.962 | » | 4.719 | 1942 | 5.869 | » | 6.865 | » |
| 1.998 | » | 3.099 | 1949 | 3.963 | » | 4.723 | 1949 | 5.885 | 1948 | 6.869 | 1948 |
| 1.999 | 1940 | 3.107 | 1949 | 3.967 | » | 4.724 | 1938 | 5.891 | 1949 | 6.870 | » |
| 2.001 | » | 3.108 | 1947 | 3.980 | » | 4.725 | 1947 | 5.942 | » | 6.876 | 1941 |
| 2.007 | » | 3.118 | 1941 | 3.981 | » | 4.729 | 1949 | 5.949 | 1947 | 6.879 | 1943 |
| 2.010 | 1948 | 3.127 | 1948 | 3.987 | 1948 | 4.736 | » | 5.965 | 1949 | 6.887 | 1949 |
| 2.037 | » | 3.141 | » | 4.005 | 1949 | 4.783 | » | 5.960 | » | 6.889 | 1943 |
| 2.064 | 1949 | 3.149 | 1949 | 4.038 | 1946 | 4.784 | 1942 | 5.974 | » | 6.901 | 1949 |
| 2.090 | 1947 | 3.154 | » | 4.039 | 1949 | 4.785 | 1946 | 6.005 | 1947 | 6.924 | » |
| 2.091 | 1940 | 3.162 | » | 4.042 | 1948 | 4.790 | 1947 | 6.007 | 1949 | 6.934 | » |
| 2.095 | » | 3.167 | 1944 | 4.054 | 1949 | 4.829 | 1949 | 6.013 | » | 6.975 | 1946 |
| 2.111 | 1948 | 3.169 | 1948 | 4.057 | » | 4.826 | 1948 | 6.016 | » | 6.982 | 1948 |
| 2.115 | 1938 | 3.175 | 1943 | 4.063 | 1947 | 4.829 | 1949 | 6.017 | » | 6.987 | » |
| 2.118 | 1948 | 3.176 | 1946 | 4.072 | 1948 | 4.836 | 1943 | 6.023 | » | 7.007 | » |
| 2.126 | 1937 | 3.180 | 1947 | 4.101 | 1940 | 4.837 | 1944 | 6.026 | » | 7.033 | 1949 |
| 2.128 | 1945 | 3.183 | 1946 | 4.112 | 1949 | 4.851 | 1949 | 6.029 | 1947 | 7.046 | 1946 |
| 2.129 | 1942 | 3.184 | 1949 | 4.123 | 1947 | 4.865 | » | 6.031 | 1944 | 7.047 | 1947 |
| 2.133 | 1939 | 3.194 | » | 4.128 | 1949 | 4.875 | » | 6.035 | 1947 | 7.054 | 1949 |
| 2.135 | 1941 | 3.204 | » | 4.137 | » | 4.903 | » | 6.037 | 1948 | 7.064 | » |
| 2.136 | 1947 | 3.208 | » | 4.149 | » | 4.910 | » | 6.038 | 1947 | 7.068 | 1947 |
| 2.138 | 1940 | 3.227 | » | 4.178 | » | 4.932 | 1948 | 6.041 | 1945 | 7.089 | 1945 |
| 2.151 | 1949 | 3.232 | 1945 | 4.182 | » | 4.943 | 1940 | 6.045 | 1947 | 7.096 | 1949 |
| 2.155 | 1947 | 3.240 | 1949 | 4.183 | » | 4.944 | » | 6.053 | 1941 | 7.104 | 1946 |
| 2.157 | 1949 | 3.247 | » | 4.195 | 1947 | 4.955 | » | 6.055 | 1949 | | |

| NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7.102 | 1948 | 8.359 | 1949 | 9.311 | 1949 | 10.340 | 1949 | 11.114 | 1945 | 12.010 | 1949 |
| 7.105 | 1947 | 8.364 | » | 9.314 | » | 10.352 | » | 11.127 | 1943 | 12.017 | » |
| 7.111 | 1949 | 8.366 | » | 9.315 | 1948 | 10.357 | 1944 | 11.128 | 1941 | 12.019 | 1947 |
| 7.116 | » | 8.388 | » | 9.322 | 1949 | 10.395 | 1949 | 11.133 | 1942 | 12.074 | 1949 |
| 7.143 | 1948 | 8.427 | 1948 | 9.334 | » | 10.410 | 1948 | 11.134 | 1949 | 12.086 | 1946 |
| 7.150 | 1949 | 8.446 | » | 9.366 | 1948 | 10.412 | 1949 | 11.135 | 1948 | 12.087 | 1949 |
| 7.153 | » | 8.467 | 1947 | 9.367 | » | 10.425 | » | 11.139 | 1949 | 12.089 | » |
| 7.155 | » | 8.468 | 1945 | 9.368 | 1945 | 10.431 | » | 11.140 | 1941 | 12.095 | » |
| 7.168 | » | 8.471 | 1948 | 9.374 | 1949 | 10.434 | » | 11.143 | 1943 | 12.119 | » |
| 7.169 | 1942 | 8.482 | 1949 | 9.375 | » | 10.437 | » | 11.145 | » | 12.144 | » |
| 7.177 | 1948 | 8.489 | » | 9.377 | 1947 | 10.453 | 1948 | 11.147 | 1944 | 12.170 | 1941 |
| 7.207 | 1949 | 8.491 | 1948 | 9.397 | 1949 | 10.458 | 1944 | 11.159 | 1943 | 12.182 | 1949 |
| 7.226 | » | 8.494 | 1949 | 9.399 | 1948 | 10.469 | 1943 | 11.167 | 1945 | 12.184 | » |
| 7.230 | » | 8.512 | 1945 | 9.407 | 1945 | 10.481 | 1944 | 11.168 | 1949 | 12.187 | » |
| 7.245 | 1943 | 8.513 | 1946 | 9.418 | 1949 | 10.489 | 1947 | 11.169 | 1944 | 12.190 | » |
| 7.247 | 1944 | 8.518 | 1948 | 9.434 | » | 10.525 | 1948 | 11.173 | 1949 | 12.192 | » |
| 7.250 | 1949 | 8.520 | 1949 | 9.435 | » | 10.528 | 1949 | 11.177 | 1939 | 12.223 | 1947 |
| 7.261 | » | 8.522 | 1946 | 9.459 | » | 10.540 | » | 11.178 | 1940 | 12.242 | » |
| 7.311 | 1942 | 8.533 | 1949 | 9.477 | 1946 | 10.546 | » | 11.241 | 1941 | 12.244 | 1949 |
| 7.344 | 1949 | 8.564 | 1948 | 9.479 | 1949 | 10.572 | » | 11.242 | 1948 | 12.256 | » |
| 7.360 | 1948 | 8.595 | 1949 | 9.482 | 1945 | 10.584 | 1947 | 11.244 | » | 12.263 | » |
| 7.361 | 1947 | 8.569 | 1946 | 9.484 | » | 10.587 | 1948 | 11.258 | 1949 | 12.264 | » |
| 7.367 | 1949 | 8.571 | 1948 | 9.488 | 1949 | 10.607 | 1949 | 11.263 | 1948 | 12.276 | 1947 |
| 7.392 | » | 8.580 | 1938 | 9.505 | » | 10.612 | » | 11.283 | 1949 | 12.284 | 1949 |
| 7.407 | » | 8.604 | 1949 | 9.506 | » | 10.621 | 1948 | 11.287 | » | 12.288 | » |
| 7.462 | » | 8.607 | » | 9.508 | 1948 | 10.628 | 1949 | 11.288 | 1948 | 12.289 | » |
| 7.477 | » | 8.608 | 1947 | 9.512 | 1949 | 10.635 | » | 11.296 | 1949 | 12.299 | » |
| 7.514 | » | 8.609 | 1944 | 9.513 | 1946 | 10.655 | » | 11.304 | 1947 | 12.301 | » |
| 7.524 | 1948 | 8.612 | 1943 | 9.514 | 1948 | 10.657 | 1945 | 11.309 | 1948 | 12.326 | » |
| 7.533 | 1945 | 8.614 | 1947 | 9.536 | 1949 | 10.659 | 1949 | 11.321 | 1949 | 12.333 | » |
| 7.534 | 1941 | 8.625 | 1949 | 9.549 | 1944 | 10.670 | » | 11.343 | » | 12.342 | » |
| 7.538 | 1949 | 8.632 | » | 9.553 | 1949 | 10.673 | 1948 | 11.354 | 1948 | 12.354 | » |
| 7.545 | » | 8.641 | 1944 | 9.563 | 1948 | 10.689 | 1949 | 11.373 | 1949 | 12.360 | » |
| 7.550 | » | 8.660 | 1949 | 9.566 | 1949 | 10.704 | 1948 | 11.382 | » | 12.365 | » |
| 7.556 | 1948 | 8.661 | 1944 | 9.568 | » | 10.710 | 1949 | 11.384 | 1947 | 12.373 | » |
| 7.564 | 1947 | 8.695 | 1941 | 9.579 | » | 10.718 | 1945 | 11.385 | 1946 | 12.378 | 1948 |
| 7.569 | » | 8.678 | 1946 | 9.614 | » | 10.719 | 1948 | 11.394 | 1949 | 12.382 | » |
| 7.571 | 1949 | 8.684 | 1940 | 9.627 | » | 10.722 | 1947 | 11.404 | 1947 | 12.385 | 1949 |
| 7.591 | » | 8.685 | 1945 | 9.629 | 1941 | 10.744 | 1948 | 11.421 | 1948 | 12.387 | » |
| 7.596 | » | 8.687 | 1946 | 9.634 | 1949 | 10.749 | » | 11.452 | 1942 | 12.388 | 1944 |
| 7.640 | 1947 | 8.689 | 1948 | 9.638 | » | 10.756 | 1949 | 11.459 | 1949 | 12.440 | 1949 |
| 7.654 | 1949 | 8.699 | 1941 | 9.650 | » | 10.765 | » | 11.460 | » | 12.444 | » |
| 7.655 | 1945 | 8.716 | 1949 | 9.657 | » | 10.768 | 1942 | 11.474 | 1941 | 12.449 | » |
| 7.658 | 1944 | 8.718 | 1942 | 9.667 | » | 10.775 | 1949 | 11.477 | 1949 | 12.453 | » |
| 7.675 | 1943 | 8.748 | 1948 | 9.695 | » | 10.798 | 1948 | 11.484 | » | 12.460 | » |
| 7.684 | 1949 | 8.757 | » | 9.696 | » | 10.800 | » | 11.499 | 1947 | 12.467 | 1944 |
| 7.695 | » | 8.764 | 1949 | 9.719 | » | 10.801 | 1949 | 11.500 | » | 12.470 | 1948 |
| 7.701 | 1946 | 8.776 | 1942 | 9.737 | 1948 | 10.802 | 1948 | 11.501 | 1949 | 12.481 | 1949 |
| 7.711 | 1949 | 8.777 | 1941 | 9.744 | 1949 | 10.804 | 1949 | 11.505 | » | 12.494 | » |
| 7.788 | » | 8.799 | 1949 | 9.747 | » | 10.807 | » | 11.526 | » | 12.505 | 1946 |
| 7.747 | » | 8.823 | » | 9.748 | » | 10.816 | » | 11.540 | 1948 | 12.522 | 1949 |
| 7.789 | 1946 | 8.830 | » | 9.775 | » | 10.820 | 1948 | 11.542 | » | 12.526 | » |
| 7.809 | 1949 | 8.846 | » | 9.794 | » | 10.822 | » | 11.552 | 1949 | 12.538 | » |
| 7.818 | » | 8.869 | 1947 | 9.829 | 1942 | 10.824 | 1949 | 11.569 | 1947 | 12.551 | 1947 |
| 7.840 | » | 8.874 | 1946 | 9.836 | 1945 | 10.829 | 1948 | 11.587 | 1949 | 12.556 | » |
| 7.871 | » | 8.882 | 1949 | 9.847 | 1948 | 10.834 | » | 11.598 | » | 12.565 | 1949 |
| 7.872 | » | 8.893 | 1941 | 9.864 | 1949 | 10.835 | 1949 | 11.606 | » | 12.569 | » |
| 7.879 | » | 8.918 | 1949 | 9.905 | » | 10.842 | 1947 | 11.622 | » | 12.571 | 1948 |
| 7.883 | » | 8.929 | 1947 | 9.913 | » | 10.853 | 1948 | 11.628 | 1945 | 12.574 | 1941 |
| 7.885 | » | 8.960 | 1945 | 9.918 | » | 10.861 | 1949 | 11.658 | 1949 | 12.579 | 1946 |
| 7.900 | » | 8.967 | 1948 | 9.924 | » | 10.864 | 1948 | 11.668 | 1947 | 12.598 | 1949 |
| 7.910 | 1938 | 8.979 | 1949 | 9.971 | 1943 | 10.867 | » | 11.673 | 1949 | 12.614 | 1946 |
| 7.938 | 1949 | 9.001 | » | 9.975 | 1948 | 10.883 | 1947 | 11.684 | » | 12.617 | 1948 |
| 7.941 | » | 9.013 | » | 9.976 | 1947 | 10.887 | 1948 | 11.703 | » | 12.618 | » |
| 7.962 | » | 9.014 | 1944 | 9.983 | 1949 | 10.892 | 1949 | 11.719 | » | 12.642 | 1949 |
| 7.966 | » | 9.017 | 1945 | 9.996 | 1948 | 10.896 | 1947 | 11.732 | » | 12.643 | » |
| 7.976 | » | 9.032 | 1948 | 10.016 | 1949 | 10.909 | 1942 | 11.753 | » | 12.658 | » |
| 7.977 | » | 9.037 | 1949 | 10.028 | » | 10.912 | 1948 | 11.756 | » | 12.676 | 1947 |
| 7.982 | 1941 | 9.050 | 1948 | 10.030 | » | 10.915 | 1946 | 11.757 | 1942 | 12.677 | 1946 |
| 8.028 | 1949 | 9.061 | » | 10.052 | » | 10.919 | 1945 | 11.769 | 1944 | 12.684 | 1949 |
| 8.038 | 1948 | 9.063 | 1949 | 10.078 | » | 10.925 | 1948 | 11.778 | 1947 | 12.711 | 1947 |
| 8.042 | 1949 | 9.070 | » | 10.084 | » | 10.940 | 1949 | 11.791 | 1941 | 12.732 | 1949 |
| 8.047 | » | 9.072 | » | 10.104 | 1946 | 10.960 | 1942 | 11.792 | » | 12.740 | » |
| 8.048 | 1946 | 9.078 | » | 10.109 | 1948 | 10.961 | 1938 | 11.794 | 1949 | 12.751 | » |
| 8.077 | 1945 | 9.080 | 1946 | 10.131 | 1949 | 10.962 | 1940 | 11.848 | 1940 | 12.754 | » |
| 8.079 | 1949 | 9.083 | 1940 | 10.137 | 1948 | 10.988 | 1949 | 11.850 | 1945 | 12.791 | » |
| 8.080 | 1948 | 9.087 | 1949 | 10.139 | 1949 | 11.009 | » | 11.854 | 1948 | 12.801 | » |
| 8.094 | 1949 | 9.107 | 1944 | 10.149 | 1947 | 11.010 | » | 11.887 | 1949 | 12.807 | 1948 |
| 8.106 | 1947 | 9.117 | 1945 | 10.154 | » | 11.013 | » | 11.894 | 1948 | 12.817 | » |
| 8.160 | » | 9.120 | 1947 | 10.164 | 1948 | 11.017 | » | 11.896 | 1940 | 12.822 | 1949 |
| 8.170 | 1949 | 9.148 | » | 10.167 | 1947 | 11.026 | » | 11.900 | 1945 | 12.829 | 1948 |
| 8.180 | » | 9.161 | 1949 | 10.182 | » | 11.029 | 1948 | 11.903 | 1949 | 12.830 | 1949 |
| 8.191 | » | 9.166 | » | 10.211 | 1948 | 11.031 | » | 11.906 | » | 12.838 | » |
| 8.196 | » | 9.175 | » | 10.226 | 1949 | 11.041 | 1949 | 11.952 | 1940 | 12.857 | 1948 |
| 8.227 | » | 9.200 | 1948 | 10.229 | » | 11.051 | 1943 | 11.977 | 1949 | 12.858 | 1943 |
| 8.256 | » | 9.207 | 1949 | 10.237 | 1948 | 11.062 | 1948 | 11.984 | 1945 | 12.864 | 1949 |
| 8.274 | 1948 | 9.220 | 1948 | 10.257 | 1949 | 11.063 | 1942 | 11.985 | 1939 | 12.867 | 1943 |
| 8.275 | 1945 | 9.225 | 1949 | 10.264 | » | 11.064 | 1949 | 11.986 | 1945 | 12.868 | 1947 |
| 8.284 | 1949 | 9.226 | 1944 | 10.282 | 1946 | 11.092 | 1947 | 11.987 | 1943 | 12.883 | 1949 |
| 8.308 | 1948 | 9.255 | 1948 | 10.283 | 1946 | 11.094 | 1949 | 11.989 | 1949 | 12.896 | » |
| 8.331 | 1949 | 9.288 | 1945 | 10.291 | 1948 | 11.096 | 1948 | 12.004 | » | 12.898 | » |
| 8.341 | 1948 | 9.292 | 1948 | 10.303 | 1949 | 11.101 | » | 12.005 | 1940 | 12.899 | » |
| 8.342 | 1949 | 9.309 | 1947 | 10.334 | » | 11.113 | 1949 | 12.006 | 1945 | 12.930 | 1940 |

| NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12.931 | 1942 | 13.166 | 1947 | 13.362 | 1946 | 13.511 | 1948 | 13.730 | 1946 | 13.853 | 1948 |
| 12.946 | 1940 | 13.195 | 1948 | 13.364 | » | 13.530 | 1946 | 13.735 | 1949 | 13.855 | » |
| 12.959 | 1948 | 13.196 | 1949 | 13.365 | 1945 | 13.538 | 1948 | 13.746 | 1948 | 13.856 | » |
| 13.035 | 1947 | 13.213 | » | 13.391 | 1948 | 13.541 | 1946 | 13.748 | » | 13.858 | 1949 |
| 13.046 | 1949 | 13.231 | » | 13.392 | 1942 | 13.556 | 1949 | 13.749 | 1949 | 13.880 | » |
| 13.050 | » | 13.232 | 1947 | 13.393 | 1946 | 13.561 | » | 13.758 | » | 13.914 | 1947 |
| 13.060 | » | 13.237 | 1948 | 13.400 | 1949 | 13.585 | » | 13.761 | » | 13.920 | 1946 |
| 13.092 | » | 13.243 | 1947 | 13.401 | 1946 | 13.588 | 1941 | 13.769 | » | 13.931 | 1949 |
| 13.095 | 1948 | 13.250 | » | 13.405 | » | 13.590 | 1943 | 13.779 | 1947 | 13.937 | » |
| 13.096 | 1949 | 13.268 | » | 13.407 | 1941 | 13.593 | 1945 | 13.781 | 1949 | 13.939 | 1940 |
| 13.114 | 1947 | 13.280 | 1948 | 13.410 | 1944 | 13.595 | 1947 | 13.782 | » | 13.940 | 1949 |
| 13.123 | 1948 | 13.281 | 1949 | 13.411 | 1948 | 13.596 | 1941 | 13.785 | » | 13.941 | » |
| 13.125 | » | 13.284 | 1948 | 13.422 | 1947 | 13.604 | 1948 | 13.788 | 1939 | 13.949 | 1948 |
| 13.126 | 1949 | 13.296 | 1949 | 13.424 | » | 13.605 | 1946 | 13.805 | 1948 | 13.951 | 1949 |
| 13.131 | » | 13.299 | » | 13.427 | 1949 | 13.630 | 1949 | 13.816 | 1946 | 13.962 | 1948 |
| 13.139 | 1947 | 13.308 | » | 13.441 | 1941 | 13.638 | 1943 | 13.817 | 1942 | 13.968 | 1949 |
| 13.145 | 1948 | 13.310 | » | 13.461 | 1948 | 13.658 | 1949 | 13.819 | 1944 | 13.986 | » |
| 13.146 | » | 13.323 | 1948 | 13.465 | 1949 | 13.681 | 1947 | 13.821 | 1945 | 13.992 | 1943 |
| 13.150 | 1949 | 13.340 | 1949 | 13.472 | 1948 | 13.683 | 1946 | 13.822 | 1949 | 13.994 | 1945 |
| 13.155 | 1947 | 13.354 | 1943 | 13.496 | 1949 | 13.691 | 1949 | 13.847 | 1947 | 13.995 | 1949 |
| 13.162 | » | 13.357 | 1947 | | | | | | | | |

Les obligations sont remboursables dans les établissements ci-après désignés:

Bureaux de la société, 20, rue de La Baume, Paris (8e);
Au siège de la Société générale, 29, boulevard Haussmann, à Paris et dans tous ses guichets permanents;
A la Société nancéienne de crédit industriel et de dépôts, à Nancy, Paris et à ses agences;
A la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, à Paris et à ses agences;
A la Sté Gle de crédit industriel et commercial, à Paris et à ses agences;
A la Banque de Bruxelles, à Bruxelles et à ses agences;
A la Banque de la Société générale de Belgique, à Bruxelles et à ses agences;
Chez MM. F.-M. Philippson et Ce, à Bruxelles;
Chez MM. Nagelmackers fils et Ce, à Liége, et à leurs agences;
A la Banque Dubois, à Liége.

Les obligations cessent de porter intérêts à partir du jour fixé pour le remboursement.
Le montant des coupons indûment détachés sera déduit du montant de l'obligation lors du remboursement de celle-ci.

Société anonyme des hauts fourneaux de la Chiers:
*Le président du conseil d'administration,*
P. MORAND.

## Société Générale de Bonneterie

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 18.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL
13, RUE LARGENTIER, TROYES (AUBE)
Registre du commerce: Troyes 7332732.

*Obligations* 5 3/4 0/0 1948 *de* 5.000 *F.*

**Premier amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé par voie de rachat en Bourse, à son amortissement au 1er juillet 1949.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *du 5 août* 1948.)

## Caisse Centrale de Crédit Hypothécaire

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 6.000.000 DE FRANCS
30, RUE BOISSIÈRE, PARIS (16e)
R. C.: Seine 233238 B.

**Obligations 6 0/0 1929 et 5 1/2 0/0 1930 (anciennes et échangées).**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations, a racheté les 450 obligations provenant de l'émission 6 p. 100 1929 et les 1.060 obligations provenant de l'émission 5 1/2 p. 100 1930 (anciennes et échangées) dont l'amortissement était prévu aux dates des 1er juillet et 1er septembre 1949.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort cette année.

Les amortissements antérieurs ont été effectués également par voie de rachat.

*Le conseil d'administration.*

## Société Normande d'Alimentation

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 27.500.000 F
SIÈGE SOCIAL: 52, RUE SAINT-GABRIEL, A CAEN
R. C.: Caen, no 760.

*Obligations* 4 1/2 0/0 1942 *de* 2.000 *F.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1o Des 75 obligations amorties au sixième tirage d'amortissement effectué le 23 mars 1949;**

**2o Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|
| 51 à 55 | 1948 | **801 à 805** | 1949 |
| **71 à 75** | 1949 | 856 à 860 | 1947 |
| 76 à 80 | 1947 | **871 à 875** | 1949 |
| 81 à 85 | 1945 | **886 à 890** | 1949 |
| **111 à 115** | 1949 | 891 à 895 | 1947 |
| **191 à 195** | 1949 | 901 à 905 | 1947 |
| 281 à 285 | 1946 | 916 à 920 | 1947 |
| 291 à 295 | 1945 | **951 à 955** | 1949 |
| 396 à 400 | 1947 | 986 à 990 | 1947 |
| 411 à 415 | 1948 | 991 à 995 | 1948 |
| 426 à 430 | 1948 | 1.006 à 1.010 | 1948 |
| 446 à 450 | 1947 | 1.021 à 1.025 | 1948 |
| 451 à 460 | 1948 | **1.041 à 1.045** | 1949 |
| 471 à 475 | 1946 | 1.096 à 1.100 | 1948 |
| 496 à 500 | 1945 | 1.136 à 1.140 | 1948 |
| 521 à 525 | 1948 | 1.141 à 1.145 | 1947 |
| **556 à 560** | 1949 | **1.241 à 1.245** | 1949 |
| 561 à 565 | 1947 | **1.356 à 1.360** | 1949 |
| 566 à 570 | 1946 | 1.396 à 1.400 | 1945 |
| **571 à 575** | 1949 | **1.401 à 1.405** | 1949 |
| 601 à 605 | 1944 | 1.406 à 1.410 | 1945 |
| **611 à 615** | 1949 | **1.421 à 1.425** | 1949 |

Le remboursement des obligations sorties au tirage du 23 mars 1949 s'effectuera à partir du 1er juillet 1949.

## La Cotonnière de Saint-Quentin

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 77.724.000 F
SIÈGE SOCIAL: PARIS, 31, RUE DES JEUNEURS
R. C.: Paris 51872.

*Obligations* 4 3/4 0/0 1947 *de* 5.000 *F.*

**Deuxième amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la société La Cotonnière de Saint-Quentin a procédé au rachat en Bourse des 117 obligations dont l'amortissement est prévu pour l'année 1949.

En conséquence, il n'a pas été effectué de tirage au sort au titre de cet amortissement.

L'amortissement précédent a également été effectué par rachats en Bourse.

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES PATES ALIMENTAIRES DE FRANCE

**(Anciens établissements Brun et Marge.)**

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 40.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 5, RUE DUQUESNE, A LYON
Registre du commerce: Lyon B 2191.

**Obligations 4 0/0 1945 de 5.000 F.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse de cent obligations (émission 4 0/0 1945) formant la totalité des titres dont l'amortissement était prévu pour le 1er juin 1949.

En conséquence, il n'a pas été effectué de tirage au sort.

(*Le tableau d'amortissement a été publié au* Journal officiel *des 9-10 juillet* 1945.)

# CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

## OBLIGATIONS 3 0/0 1890

*Remboursement du 1er juin 1949.*

**Numéros des 612 obligations sorties le 29 avril 1949 au cinquante-troisième tirage (amortissement 1949) et des obligations sorties aux tirages antérieurs et non remboursées.**

(Cette liste comprend en outre les numéros des titres frappés d'opposition à la date du tirage. La mention cp. opp. indique une opposition frappant un ou plusieurs coupons d'un titre libre d'opposition.)

| NUMÉROS des obligations | NUMÉROS des obligations | NUMÉROS des obligations | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 1 | 10.001 | 20.001 | 1949 |
| 4 | 10.004 | 20.004 | » |
| 9 | | | 1940 |
| 14 | 10.014 | 20.014 | 1949 |
| 44 | | | 3-48 |
| 49 | | | 8-48 |
| 58 | | | » |
| 61 | | | » |
| 64 | 10.064 | 20.064 | 1949 |
| 65 | | 20.065 | 8-48 |
| | | 20.066 | cp. op. |
| | | 20.076 | 8-48 |
| | | 20.079 | » |
| | 10.084 | 20.084 | » |
| | 10.091 | | » |
| 95 | 10.095 | 20.095 | 1949 |
| 103 | | | 8-48 |
| | | 20.126 | 3-48 |
| 132 | 10.132 | 20.132 | 8-48 |
| 136 | 10.136 | 20.136 | » |
| 139 | 10.139 | 20.139 | » |
| 147 | 10.147 | 20.147 | » |
| 164 | 10.164 | 20.164 | » |
| 172 | 10.172 | 20.172 | 1949 |
| 175 | 10.175 | 20.175 | 8-48 |
| 192 | | 20.192 | 1940 |
| 207 | | 20.207 | 8-48 |
| 209 | 10.209 | 20.209 | 1949 |
| 211 | 10.211 | 20.211 | » |
| 212 | | 20.212 | 8-48 |
| 215 | 10.215 | 20.215 | 1949 |
| 219 | | 20.219 | 8-48 |
| | 10.220 | 20.220 | » |
| | 10.223 | 20.223 | » |
| 228 | 10.228 | 20.228 | » |
| 229 | 10.229 | 20.229 | » |
| 232 | 10.232 | 20.232 | » |
| 234 | 10.234 | 20.234 | » |
| 236 | 10.236 | 20.236 | » |
| 249 | | 20.249 | 3-48 |
| 252 | 10.252 | 20.252 | 1949 |
| 258 | | 20.258 | 8-48 |
| 274 | 10.274 | 20.274 | 8-48 |
| 275 | | 20.275 | 8-48 |
| | | 20.286 | 1940 |
| | | 20.288 | 8-48 |
| 301 | | 20.301 | » |
| 302 | | 20.302 | » |
| | 10.342 | 20.342 | 3-48 |
| | | 20.344 | 8-48 |
| 349 | 10.349 | 20.349 | 1949 |
| 357 | 10.357 | 20.357 | » |
| 358 | 10.358 | 20.358 | » |
| 371 | | | 8-48 |
| 372 | | | » |
| 380 | | | 1940 |
| 386 | | | 8-48 |
| 389 | 10.389 | | » |
| 391 | 10.391 | | » |
| 393 | | | » |
| 409 | | | » |
| 421 | 10.421 | 20.421 | 1949 |
| | 10.425 | | cp. op. |
| | 10.432 | | 8-48 |
| 446 | | 20.446 | 1940 |
| 446 | | | opp. |
| 450 | | 20.450 | 8-48 |
| | | 20.452 | » |
| 457 | | | 1940 |
| 468 | 10.468 | | 8-48 |
| 470 | 10.470 | | » |
| 473 | | | » |
| | 10.479 | | » |
| | 10.482 | | » |
| 484 | | 20.484 | » |
| 485 | 10.485 | | » |
| 486 | | | » |
| | 10.491 | | » |
| | 10.495 | | 8-48 |
| 509 | 10.509 | 20.509 | 1949 |
| | 10.524 | | 8-48 |
| | 10.533 | | » |
| 567 | 10.567 | | » |
| 577 | 10.577 | | » |
| 579 | | | 1940 |
| 580 | 10.580 | | 8-48 |
| 585 | | | » |
| | 10.591 | | » |
| 603 | | | 3-48 |
| 613 | | 20.613 | 8-48 |
| | | 20.619 | » |
| | | 20.624 | » |
| | | 20.625 | » |
| 626 | 10.626 | 20.626 | » |
| 631 | 10.631 | 20.631 | » |
| | | 20.634 | opp. |
| 635 | 10.635 | 20.635 | 1949 |
| 649 | 10.649 | 20.649 | 8-48 |
| | 10.654 | | » |
| | 10.657 | | 3-48 |
| | 10.659 | | 8-48 |
| 662 | 10.662 | | » |
| | 10.663 | 20.663 | 3-48 |
| 667 | 10.667 | 20.667 | 8-48 |
| 669 | | 20.669 | » |
| 670 | 10.670 | 20.670 | 1949 |
| | 10.680 | | 1939 |
| 692 | 10.692 | 20.692 | 8-48 |
| | 10.702 | | » |
| 710 | 10.710 | | » |
| | | 20.714 | » |
| | 10.724 | 20.724 | » |
| 729 | | | 3-48 |
| 743 | | | 8-48 |
| 749 | 10.749 | 20.749 | 1949 |
| | 10.758 | | 8-48 |
| 766 | 10.766 | 20.766 | 1949 |
| 775 | | 20.775 | 8-48 |
| | | 20.780 | » |
| | 10.785 | | » |
| | 10.793 | 20.793 | » |
| | 10.794 | 20.794 | » |
| 797 | 10.797 | 20.797 | » |
| | 10.799 | 20.799 | » |
| | 10.806 | | 3-48 |
| 808 | 10.808 | | 8-48 |
| | | 20.820 | » |
| | | 20.826 | » |
| 839 | 10.839 | | » |
| | 10.852 | | 1938 |
| 857 | 10.857 | | 8-48 |
| | 10.859 | | » |
| 862 | 10.862 | 20.862 | 1949 |
| 870 | 10.870 | 20.870 | 8-48 |
| 888 | 10.888 | 20.888 | 1949 |
| | 10.893 | 20.893 | 8-48 |
| | | 20.896 | 3-48 |
| | 10.899 | | 1939 |
| | 10.904 | | 3-48 |
| 907 | 10.907 | 20.907 | 1949 |
| 911 | 10.911 | | 8-48 |
| 916 | | | » |
| 917 | 10.917 | | » |
| 921 | | | » |
| 924 | | | » |
| | | 20.929 | 1938 |
| | 10.932 | | 8-48 |
| | 10.933 | 20.933 | » |
| | 10.936 | | 3-48 |
| | 10.937 | | » |
| | 10.939 | 20.939 | 8-48 |
| | 10.940 | | » |
| | 10.942 | 20.942 | » |
| | 10.945 | | » |
| 953 | 10.953 | 20.953 | 1949 |
| | 10.954 | 20.954 | 8-48 |
| 963 | 10.963 | | 20.961 | 8-48 |
| | | | 20.965 | » |
| 969 | 10.969 | | | » |
| 998 | | | | 1939 |
| | | | 21.000 | 8-48 |
| | | | 21.012 | » |
| | | 11.022 | | » |
| 1.023 | 11.023 | 21.023 | | 1949 |
| | 11.028 | | | 8-48 |
| | 11.032 | | 21.032 | » |
| 1.037 | 11.037 | 21.037 | | 1949 |
| 1.038 | 11.038 | 21.038 | | » |
| 1.044 | 11.044 | 21.044 | | » |
| 1.051 | 11.051 | 21.051 | | » |
| | | 21.058 | | 1940 |
| 1.064 | 11.064 | 21.064 | | 1949 |
| 1.066 | | | | 8-48 |
| 1.071 | 11.071 | 21.071 | | 1949 |
| 1.076 | | | | 3-48 |
| 1.078 | 11.078 | 21.078 | | 6-48 |
| | 11.078 | | | cp. op |
| 1.080 | 11.080 | | | 8-48 |
| | 11.080 | | | cp. op |
| | 11.082 | | | cp. op |
| | 11.083 | | | cp. op |
| 1.085 | 11.085 | 21.085 | | 8-48 |
| 1.087 | | 21.087 | | » |
| 1.091 | | 21.091 | | » |
| 1.093 | | | | 3-48 |
| 1.096 | 11.096 | 21.096 | | 1940 |
| 1.097 | | | | 6-48 |
| 1.100 | | | | » |
| 1.118 | 11.118 | 21.118 | | » |
| 1.124 | | | | » |
| | 11.127 | | | » |
| | | 21.132 | | 3-48 |
| | 11.134 | | | 6-48 |
| 1.146 | 11.146 | 21.146 | | 1949 |
| | | 21.148 | | 8-48 |
| 1.150 | | | | » |
| 1.151 | 11.151 | 21.151 | | » |
| 1.158 | | 21.158 | | 3-48 |
| | 11.160 | | | 6-48 |
| 1.170 | 11.170 | 21.170 | | 1949 |
| | 11.177 | 21.177 | | 6-48 |
| | 11.183 | 21.183 | | » |
| 1.189 | 11.189 | 21.189 | | » |
| 1.195 | 11.195 | 21.195 | | 1949 |
| | 11.208 | 21.208 | | 6-48 |
| | 11.226 | 21.226 | | 3-48 |
| 1.230 | | | | 6-48 |
| | 11.232 | | | 3-48 |
| 1.236 | | 21.236 | | 6-48 |
| | 11.240 | | | » |
| 1.251 | | | | 1940 |
| 1.264 | 11.264 | | | 8-48 |
| 1.267 | | | | 1940 |
| 1.269 | | | | 6-48 |
| | 11.296 | | | » |
| | | 21.302 | | 1940 |
| 1.308 | 11.308 | 21.308 | | 1949 |
| | 11.310 | | | 8-48 |
| 1.311 | 11.311 | 21.311 | | 1949 |
| 1.317 | 11.317 | 21.317 | | » |
| 1.324 | | | | 8-48 |
| | 11.334 | | | » |
| 1.335 | 11.335 | 21.335 | | » |
| 1.399 | 11.399 | | | » |
| 1.409 | | | | » |
| 1.415 | 11.415 | 21.415 | | » |
| 1.421 | | | | 3-48 |
| 1.422 | 11.422 | | | 8-48 |
| 1.425 | | | | » |
| 1.427 | | | | » |
| 1.431 | | | | » |
| 1.452 | 11.452 | 21.452 | | 1949 |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| | | 21.453 | 8-48 |
| | 11.465 | | » |
| 1.466 | 11.466 | 21.466 | » |
| **1.468** | **11.468** | **21.468** | 1949 |
| 1.472 | | 21.472 | 8-48 |
| **1.473** | **11.473** | **21.473** | 1949 |
| | | 21.481 | 8-48 |
| | | 21.485 | » |
| | 11.504 | 21.504 | » |
| 1.514 | 11.514 | 21.514 | » |
| | | 21.516 | » |
| 1.523 | | 21.523 | » |
| **1.533** | **11.533** | **21.533** | 1949 |
| | 11.535 | | 1940 |
| 1.549 | 11.549 | | 8-48 |
| | 11.564 | 21.564 | » |
| | 11.566 | 21.566 | » |
| | | 21.580 | » |
| | 11.582 | 21.582 | » |
| | 11.583 | 21.583 | » |
| 1.591 | | | 3-48 |
| 1.595 | 11.595 | | 8-48 |
| | 11.598 | 21.598 | » |
| | 11.606 | | 3-48 |
| | 11.611 | | 1940 |
| | 11.612 | 21.612 | 8-48 |
| | | 21.620 | » |
| | 11.621 | | » |
| | 11.629 | | 1938 |
| 1.630 | | | 8-48 |
| **1.632** | **11.632** | **21.632** | 1949 |
| | | 21.636 | 8-48 |
| | 11.640 | | » |
| | 11.642 | 21.642 | » |
| | 11.643 | 21.643 | 3-48 |
| 1.649 | | | 8-48 |
| | 11.655 | | » |
| **1.662** | **11.662** | **21.662** | 1949 |
| | 11.668 | | 8-48 |
| | 11.669 | | » |
| | | 21.680 | » |
| | 11.681 | | » |
| | 11.688 | 21.688 | » |
| | | 21.689 | » |
| | 11.690 | 21.690 | » |
| | | 21.691 | » |
| **1.701** | **11.701** | **21.701** | 1949 |
| **1.710** | **11.710** | **21.710** | » |
| | 11.711 | | 8-48 |
| **1.728** | **11.728** | **21.728** | 1949 |
| | 11.730 | | 8-48 |
| | 11.739 | | » |
| | | 21.741 | cp. op. |
| | 11.744 | | 8-48 |
| **1.748** | **11.748** | **21.748** | 1949 |
| | 11.774 | | 8-48 |
| **1.803** | **11.803** | **21.803** | 1949 |
| **1.813** | **11.813** | **21.813** | » |
| 1.820 | 11.820 | | 8-48 |
| 1.822 | 11.822 | | » |
| **1.824** | **11.824** | **21.824** | 1949 |
| | 11.835 | 21.835 | 8-48 |
| | 11.850 | | 1938 |
| | | 21.852 | 8-48 |
| | | 21.855 | » |
| | | 21.858 | » |
| | | 21.861 | » |
| | | 21.862 | » |
| | | 21.865 | 3-48 |
| | | 21.876 | 8-48 |
| 1.883 | | 21.883 | » |
| 1.894 | | | » |
| **1.895** | **11.895** | **21.895** | 1949 |
| 1.903 | | | 8-48 |
| 1.910 | | | » |
| **1.914** | **11.914** | **21.914** | 1949 |
| 1.916 | | | 8-48 |
| 1.924 | 11.924 | | » |
| 1.940 | | | » |
| 1.942 | | | » |
| | | 21.944 | » |
| 1.946 | | 21.946 | 3-48 |
| 1.949 | | | 8-48 |
| **1.953** | **11.953** | **21.953** | 1949 |
| 1.957 | | | 8-48 |
| 1.959 | | | » |
| 1.966 | | 21.966 | » |
| **1.967** | **11.967** | **21.967** | 1949 |
| 1.981 | | | 8-48 |
| 1.985 | | | » |
| 1.999 | | 21.999 | » |
| | 12.005 | 22.005 | » |
| | 12.006 | | » |
| | 12.007 | 22.007 | » |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| | 12.015 | | 1940 |
| 2.016 | 12.016 | | 3-48 |
| **2.058** | **12.058** | **22.058** | 1949 |
| | | 22.062 | 8-48 |
| | 12.071 | | » |
| 2.086 | 12.086 | | » |
| 2.088 | | | » |
| 2.089 | | | 1937 |
| 2.090 | 12.090 | | 8-48 |
| | 12.098 | | » |
| | 12.099 | | » |
| | 12.100 | | » |
| 2.103 | 12.103 | | » |
| 2.109 | 12.109 | | » |
| | 12.111 | | » |
| | 12.125 | | » |
| | 12.127 | | » |
| | 12.131 | | » |
| | | 22.133 | » |
| 2.141 | | | 1940 |
| 2.143 | | | 8-48 |
| | 12.149 | | » |
| | 12.168 | | » |
| **2.176** | **12.176** | **22.176** | 1949 |
| **2.181** | **12.181** | **22.181** | » |
| **2.189** | **12.189** | **22.189** | » |
| | 12.192 | | 1940 |
| | 12.197 | | 8-48 |
| | 12.198 | 22.198 | » |
| **2.200** | **12.200** | **22.200** | 1949 |
| **2.230** | **12.230** | **22.230** | » |
| **2.247** | **12.247** | **22.247** | » |
| | 12.251 | | 8-48 |
| 2.260 | | 22.260 | » |
| **2.263** | **12.263** | **22.263** | 1949 |
| **2.278** | **12.278** | **22.278** | » |
| 2.284 | 12.284 | | 8-48 |
| 2.288 | | | » |
| 2.291 | | 22.291 | 3-48 |
| 2.293 | 12.293 | 22.293 | 8-48 |
| 2.300 | 12.300 | | » |
| | 12.304 | | » |
| 2.308 | | | 1940 |
| | 12.317 | | 8-48 |
| | 12.318 | | » |
| 2.322 | | | » |
| | 12.327 | | » |
| 2.339 | | | » |
| 2.362 | 12.362 | | 3-48 |
| **2.365** | **12.365** | **22.365** | 1949 |
| 2.370 | | | 8-48 |
| 2.375 | | | » |
| | 12.385 | 22.385 | » |
| | 12.386 | | 3-48 |
| 2.391 | 12.391 | | 8-48 |
| 2.391 | | | cp. op. |
| | 12.399 | 22.399 | 8-48 |
| 2.401 | 12.401 | 22.401 | » |
| 2.403 | 12.403 | 22.403 | » |
| 2.407 | 12.407 | | » |
| 2.419 | 12.419 | 22.419 | » |
| 2.438 | | | 3-48 |
| | | 22.453 | 8-48 |
| | | 22.454 | 3-48 |
| 2.455 | | | 8-48 |
| **2.457** | **12.457** | **22.457** | 1949 |
| 2.460 | | | 8-48 |
| **2.465** | **12.465** | **22.465** | 1949 |
| 2.467 | 12.467 | | 8-48 |
| 2.470 | 12.470 | | 3-48 |
| 2.483 | | | 8-48 |
| 2.487 | 12.487 | | » |
| 2.491 | 12.491 | | » |
| 2.504 | | | » |
| | 12.510 | | 3-48 |
| 2.513 | | | 8-48 |
| 2.521 | | | » |
| **2.526** | **12.526** | **22.526** | 1949 |
| 2.531 | 12.531 | | 8-48 |
| 2.541 | 12.541 | | » |
| 2.542 | 12.542 | | » |
| 2.576 | | | » |
| | 12.583 | | » |
| 2.591 | 12.591 | | » |
| | 12.596 | | » |
| 2.597 | | | » |
| 2.600 | | | » |
| 2.609 | | | » |
| 2.611 | | | » |
| 2.613 | | | » |
| 2.618 | | | » |
| 2.624 | | | » |
| | 12.642 | | » |
| 2.647 | | | » |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 2.659 | 12.659 | | 8-48 |
| **2.675** | **12.675** | **22.675** | 1949 |
| **2.677** | **12.677** | **22.677** | » |
| 2.685 | | | 8-48 |
| 2.686 | | | » |
| 2.699 | | | 3-48 |
| 2.700 | | | 8-48 |
| 2.701 | 12.701 | | » |
| 2.702 | 12.702 | | » |
| 2.709 | | | » |
| | 12.715 | 22.715 | 1940 |
| | | 22.731 | 8-48 |
| | | 22.733 | 3-48 |
| | 12.742 | 22.742 | 8-48 |
| **2.752** | **12.752** | **22.752** | 1949 |
| | 12.765 | 22.765 | 8-48 |
| 2.769 | | 22.769 | » |
| | 12.779 | 22.779 | » |
| | 12.780 | 22.780 | » |
| 2.794 | 12.794 | 22.794 | » |
| 2.798 | | 22.798 | » |
| | | 22.810 | 1940 |
| | | 22.811 | » |
| 2.816 | 12.816 | 22.816 | 8-48 |
| | 12.822 | 22.822 | 1940 |
| 2.824 | 12.824 | 22.824 | 8-48 |
| 2.826 | 12.826 | 22.826 | » |
| 2.826 | | | cpp. |
| | 12.845 | | 8-48 |
| | 12.846 | | » |
| 2.851 | 12.851 | | 1940 |
| | 12.858 | 22.858 | 8-48 |
| **2.863** | **12.863** | **22.863** | 1949 |
| | | 22.867 | 8-48 |
| | 12.866 | | » |
| | | 22.880 | » |
| | | 22.884 | » |
| 2.892 | | 22.892 | » |
| | | 22.893 | 1940 |
| | | 22.897 | 8-48 |
| | 12.900 | 22.900 | » |
| 2.902 | | 22.902 | » |
| | | 22.907 | 1938 |
| 2.915 | | | 8-48 |
| 2.918 | | | 3-48 |
| 2.925 | | 22.925 | 8-48 |
| 2.930 | | | » |
| **2.932** | **12.932** | **22.932** | 1949 |
| **2.949** | **12.949** | **22.949** | » |
| 2.970 | | | 8-48 |
| **2.980** | **12.980** | **22.980** | 1949 |
| **2.984** | **12.984** | **22.984** | » |
| | | 22.986 | 8-48 |
| 2.987 | | 22.987 | » |
| 2.989 | | 22.989 | » |
| 2.992 | 12.992 | 22.992 | 3-48 |
| | | 23.006 | 1940 |
| **3.010** | **13.010** | **23.010** | 1949 |
| 3.013 | | | 8-48 |
| | 13.014 | | » |
| 3.034 | | 23.034 | » |
| **3.040** | **13.040** | **23.040** | 1949 |
| 3.048 | | | 8-48 |
| 3.065 | | | 3-48 |
| | | 23.067 | 8-48 |
| | | 23.069 | » |
| | 13.084 | | 1940 |
| 3.086 | 13.086 | | » |
| 3.088 | | | 8-48 |
| 3.090 | 13.090 | 23.090 | » |
| 3.094 | 13.094 | 23.094 | » |
| | 13.098 | 23.098 | » |
| | | 23.098 | cp. op. |
| 3.109 | 13.109 | 23.109 | 8-48 |
| | | 23.113 | » |
| | | 23.119 | » |
| | | 23.124 | » |
| 3.129 | | 23.129 | 3-48 |
| 3.155 | 13.155 | | 8-48 |
| | | 23.135 | 1938 |
| **3.140** | **13.140** | **23.140** | 1949 |
| | | 23.157 | 1939 |
| | | 23.161 | 1938 |
| **3.162** | **13.162** | **23.162** | 1949 |
| 3.164 | 13.164 | 23.164 | 8-48 |
| | 13.165 | | 1940 |
| 3.172 | | | 8-48 |
| 3.173 | | | » |
| 3.183 | | | » |
| 3.184 | 13.184 | | » |
| 3.193 | 13.193 | | » |
| 3.195 | | | 8-48 |
| 3.196 | | | » |
| 3.204 | | 23.204 | 3-48 |
| 3.205 | 13.205 | | 8-48 |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| **3.210** | **13.210** | **23.210** | 1949 |
| 3.219 | | 23.219 | 8-48 |
| | 13.227 | 23.227 | » |
| | 13.228 | | » |
| | | 23.245 | » |
| | 13.246 | 23.246 | » |
| 3.257 | | 23.257 | » |
| 3.258 | | 23.258 | » |
| | | 23.271 | » |
| | 13.281 | | 1938 |
| 3.289 | | | 8-48 |
| | | 23.290 | » |
| 3.302 | 13.302 | | » |
| **3.307** | **13.307** | **23.307** | 1949 |
| | | 23.311 | 8-48 |
| | 13.315 | 23.315 | » |
| | 13.318 | | 1939 |
| | | 23.328 | 8-48 |
| | | 23.329 | » |
| | 13.348 | | » |
| | 13.354 | 23.354 | » |
| | | 23.357 | » |
| 3.360 | | | » |
| 3.391 | | | 3-48 |
| 3.392 | 13.392 | | 8-48 |
| 3.403 | | | » |
| 3.404 | | | » |
| **3.423** | **13.423** | **23.423** | 1949 |
| 3.453 | 13.453 | | 8-48 |
| 3.457 | | | » |
| | 13.459 | | » |
| 3.460 | | | 1940 |
| | 13.466 | | 8-48 |
| 3.474 | 13.474 | | » |
| 3.477 | 13.477 | | » |
| 3.483 | 13.483 | 23.483 | » |
| 3.489 | | 23.489 | » |
| 3.494 | | 23.494 | » |
| 3.497 | | 23.497 | » |
| 3.498 | | | » |
| 3.499 | | 23.499 | » |
| 3.507 | | 23.507 | » |
| | | 23.512 | opp. |
| | | 23.520 | 8-48 |
| 3.549 | 13.549 | 23.549 | » |
| | 13.554 | 23.554 | » |
| | 13.555 | 23.555 | » |
| | 13.559 | 23.559 | » |
| | | 23.566 | » |
| 3.570 | | 23.570 | » |
| 3.571 | | 23.571 | » |
| | 13.591 | 23.591 | » |
| 3.602 | | | » |
| | 13.625 | | » |
| | 13.631 | | » |
| | 13.652 | | 3-48 |
| **3.656** | **13.656** | **23.656** | 1949 |
| **3.659** | **13.659** | **23.659** | » |
| | | 23.663 | 1940 |
| **3.666** | **13.666** | **23.666** | 1949 |
| **3.667** | **13.667** | **23.667** | » |
| | | 23.669 | 8-48 |
| | 13.702 | | 3-48 |
| | 13.705 | | 8-48 |
| **3.714** | **13.714** | **23.714** | 1949 |
| | 13.717 | | 8-48 |
| | 13.732 | | » |
| | | 23.739 | » |
| | 13.765 | | » |
| | | 23.768 | 1940 |
| | 13.791 | | 8-48 |
| | 13.796 | | » |
| | 13.802 | | 1940 |
| | 13.804 | 23.804 | 8-48 |
| | | 23.810 | » |
| | 13.815 | 23.815 | 3-48 |
| | 13.822 | | 1940 |
| | 13.828 | 23.828 | 8-48 |
| | 13.836 | 23.836 | » |
| **3.840** | **13.840** | **23.840** | 1949 |
| | | 23.843 | 3-48 |
| | | 23.847 | cp. op. |
| | | 23.848 | cp. op. |
| | | 23.849 | cp. op. |
| | | 23.852 | 8-48 |
| | | 23.853 | 3-48 |
| | 13.865 | | 1938 |
| | 13.876 | 23.876 | 8-48 |
| **3.883** | **13.883** | **23.883** | 1949 |
| | 13.887 | | 8-48 |
| | | 23.890 | » |
| | | 23.891 | cp. op. |
| | | 23.892 | cp. op. |
| | | 23.893 | cp. op. |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| | | 23.894 | cp. op. |
| | | 23.899 | 8-48 |
| | 13.903 | 23.903 | » |
| | 13.905 | | » |
| | 13.912 | 23.912 | » |
| | 13.913 | 23.913 | » |
| | | 23.918 | cp. op. |
| | 13.923 | 23.923 | 8-48 |
| | 13.931 | 23.931 | » |
| | | 23.934 | » |
| | 13.938 | 23.938 | » |
| **3.940** | **13.940** | **23.940** | 1949 |
| | 13.941 | 23.941 | 8-48 |
| | | 23.947 | » |
| | 13.952 | 23.952 | » |
| | 13.958 | 23.958 | » |
| | 13.962 | | 1939 |
| | 13.963 | 23.963 | 3-48 |
| | | 23.967 | 8-48 |
| | 13.972 | 23.972 | » |
| | 13.974 | 23.974 | » |
| **3.993** | **13.993** | **23.993** | 1949 |
| | 14.001 | 24.001 | 8-48 |
| | 14.016 | | » |
| | 14.021 | | 3-48 |
| | 14.034 | | » |
| | | 24.035 | 8-48 |
| | 14.040 | 24.040 | » |
| | 14.041 | 24.041 | » |
| | 14.048 | | » |
| | | 24.071 | » |
| | 14.081 | | » |
| **4.082** | **14.082** | **24.082** | 1949 |
| | | 24.083 | 8-48 |
| | | 24.084 | 1939 |
| | | 24.091 | 8-48 |
| **4.094** | **14.094** | **24.094** | 1949 |
| | 14.104 | | opp. |
| | | 24.116 | 8-48 |
| | 14.118 | 24.118 | » |
| | 14.124 | 24.124 | » |
| | | 24.129 | » |
| | 14.130 | 24.130 | » |
| | | 24.130 | opp. |
| 4.143 | 14.143 | | 8-48 |
| 4.146 | 14.146 | | 3-48 |
| 4.152 | | | 8-48 |
| **4.160** | **14.160** | **24.160** | 1949 |
| 4.161 | 14.161 | | 8-48 |
| 4.172 | 14.172 | | 3-48 |
| 4.194 | | | 1939 |
| 4.196 | | 24.196 | 8-48 |
| **4.198** | **14.198** | **24.198** | 1949 |
| | 14.202 | | 1940 |
| | 14.206 | 24.206 | 8-48 |
| | 14.208 | 24.208 | » |
| 4.210 | | | » |
| 4.220 | 14.220 | | » |
| | 14.223 | | » |
| 4.232 | 14.232 | | » |
| 4.240 | 14.240 | 24.240 | » |
| | 14.254 | | 1940 |
| 4.257 | 14.257 | | » |
| | 14.261 | | 8-48 |
| | 14.268 | | 1940 |
| 4.270 | 14.270 | 24.270 | 8-48 |
| **4.271** | **14.271** | **24.271** | 1949 |
| | | 24.282 | 8-48 |
| | 14.305 | | opp. |
| | 14.310 | 24.310 | 8-48 |
| | 14.313 | 24.313 | » |
| **4.317** | **14.317** | **24.317** | 1949 |
| | | 24.324 | 8-48 |
| 4.325 | | | » |
| 4.330 | | | » |
| 4.340 | | 24.340 | » |
| 4.349 | | 24.349 | » |
| 4.357 | | | » |
| 4.358 | | | » |
| 4.359 | | | » |
| 4.365 | | | » |
| | | 24.387 | » |
| | 14.391 | 24.391 | » |
| | 14.405 | | » |
| **4.410** | **14.410** | **24.410** | 1949 |
| | | 24.411 | 8-48 |
| | | 24.439 | » |
| | 14.450 | | » |
| | 14.453 | | » |
| **4.454** | **14.454** | **24.454** | 1940 |
| | 14.456 | | 8-48 |
| | 14.458 | | 3-48 |
| | 14.461 | 24.461 | » |
| **4.466** | **14.466** | | **8-48** |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 4.470 | 14.470 | 24.470 | 8-48 |
| | 14.472 | 24.472 | » |
| | 14.480 | 24.480 | » |
| | | 24.496 | 1939 |
| **4.501** | **14.501** | **24.501** | 1949 |
| | 14.504 | | 8-48 |
| **4.524** | **14.524** | **24.524** | 1949 |
| | 14.524 | | opp. |
| 4.525 | 14.525 | | 8-48 |
| 4.554 | | 24.554 | » |
| 4.557 | | 24.557 | » |
| **4.559** | **14.559** | **24.559** | 1949 |
| 4.568 | | | 1939 |
| | | 24.572 | 8-48 |
| 4.576 | | | » |
| 4.579 | 14.579 | | » |
| | | 24.586 | 3-48 |
| 4.590 | 14.590 | 24.590 | 8-48 |
| 4.600 | 14.600 | | » |
| 4.605 | | | 1938 |
| 4.607 | 14.607 | | 8-48 |
| 4.611 | 14.611 | | » |
| 4.612 | 14.612 | | » |
| 4.623 | | | » |
| 4.627 | | | » |
| **4.657** | **14.657** | **24.657** | 1949 |
| | 14.666 | | 3-48 |
| 4.671 | 14.671 | | 8-48 |
| 4.674 | 14.674 | | » |
| 4.685 | 14.685 | 24.685 | » |
| 4.695 | 14.695 | | » |
| 4.696 | | | 3-48 |
| 4.697 | | | 1939 |
| **4.704** | **14.704** | **24.704** | 1949 |
| 4.711 | | 24.711 | 8-48 |
| **4.714** | **14.714** | **24.714** | 1949 |
| 4.715 | 14.715 | 24.715 | 8-48 |
| | 14.717 | | » |
| 4.727 | | | 3-48 |
| 4.735 | 14.735 | | » |
| 4.736 | 14.736 | 24.736 | 8-48 |
| | 14.741 | | » |
| 4.745 | | 24.745 | » |
| 4.745 | | | opp. |
| **4.751** | **14.751** | **24.751** | 1949 |
| 4.766 | | | 8-48 |
| 4.770 | | | » |
| 4.785 | 14.785 | | » |
| 4.786 | 14.786 | | » |
| | | 24.788 | opp. |
| 4.790 | 14.790 | 24.790 | 8-48 |
| 4.792 | | | » |
| 4.806 | | | » |
| | 14.809 | | opp. |
| | 14.810 | | opp. |
| | | 24.822 | 8-48 |
| 4.829 | 14.829 | 24.829 | » |
| | | 24.834 | 1939 |
| | | 24.839 | 8-48 |
| 4.841 | | 24.841 | » |
| | | 24.843 | 1940 |
| 4.849 | | | 8-48 |
| 4.854 | | | opp. |
| 4.856 | | 24.856 | 8-48 |
| | | 24.858 | » |
| | | 24.859 | 1940 |
| 4.860 | | | 8-48 |
| 4.862 | 14.862 | 24.862 | » |
| 4.863 | 14.863 | | » |
| 4.868 | | | » |
| | 14.872 | | 1940 |
| **4.874** | **14.874** | **24.874** | 1949 |
| | | 24.877 | 1923 |
| | 14.879 | 24.879 | 8-48 |
| 4.882 | | | 1939 |
| 4.888 | 14.888 | 24.888 | 8-48 |
| | 14.889 | | 1939 |
| | | 24.892 | 8-48 |
| 4.903 | 14.903 | | » |
| | 14.905 | | » |
| 4.910 | | | opp. |
| 4.922 | | 24.922 | 8-48 |
| 4.926 | | | » |
| 4.927 | | | 3-48 |
| 4.934 | 14.934 | | 8-48 |
| 4.936 | 14.936 | 24.936 | » |
| **4.937** | **14.937** | **24.937** | 1949 |
| 4.939 | 14.939 | | 3-48 |
| **4.940** | **14.940** | **24.940** | 1949 |
| 4.941 | | | 8-48 |
| 4.944 | 14.944 | | 3-48 |
| 4.945 | 14.945 | | 8-48 |
| 4.952 | | 24.952 | 3-48 |
| 4.957 | | | 8-48 |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| | | 24.987 | 8-48 |
| 4.998 | 14.998 | | » |
| **4.999** | **14.999** | **24.999** | 1949 |
| 5.000 | 15.000 | | 8-48 |
| 5.001 | | | » |
| 5.006 | 15.006 | | » |
| 5.034 | | | » |
| 5.037 | | 25.037 | » |
| 5.038 | 15.038 | 25.038 | » |
| 5.043 | 15.043 | 25.043 | » |
| 5.046 | | 25.046 | » |
| | 15.049 | 25.049 | » |
| | 15.054 | | 3-48 |
| | 15.061 | 25.061 | » |
| 5.067 | | | 1938 |
| | 15.069 | 25.069 | 8-48 |
| | 15.072 | | 3-48 |
| | 15.083 | | 1936 |
| 5.084 | 15.084 | | 8-48 |
| 5.095 | 15.095 | | » |
| 5.101 | 15.101 | 25.101 | » |
| 5.103 | 15.103 | 25.103 | » |
| | | 25.107 | opp. |
| | 15.108 | | 1937 |
| **5.112** | **15.112** | **25.112** | 1949 |
| 5.116 | 15.116 | | 8-48 |
| | 15.124 | 25.124 | » |
| 5.128 | 15.128 | | » |
| | | 25.161 | » |
| 5.180 | | | » |
| 5.193 | | 25.193 | » |
| 5.201 | | 25.201 | » |
| 5.207 | 15.207 | | » |
| 5.211 | 15.211 | | » |
| 5.213 | 15.213 | | 3-48 |
| | | 25.216 | 8-48 |
| **5.218** | **15.218** | **25.218** | 1949 |
| 5.220 | 15.220 | | 3-48 |
| 5.222 | | | 8-48 |
| 5.224 | 15.224 | | » |
| | 15.228 | 25.228 | » |
| 5.238 | 15.238 | | » |
| 5.239 | | 25.239 | » |
| | | 25.243 | » |
| | | 25.245 | » |
| 5.256 | 15.256 | 25.256 | » |
| 5.269 | 15.269 | 25.269 | 1940 |
| **5.278** | **15.278** | **25.278** | 1949 |
| 5.276 | | | 1940 |
| | 15.277 | | 8-48 |
| 5.279 | | | » |
| 5.299 | 15.299 | | 1940 |
| | 15.302 | | 8-48 |
| | 15.305 | | » |
| | 15.314 | 25.314 | » |
| | 15.325 | | » |
| | 15.326 | | opp. |
| **5.348** | **15.348** | **25.348** | 1949 |
| 5.349 | | 25.349 | 8-48 |
| | 15.360 | 25.360 | » |
| | 15.385 | | » |
| | | 25.390 | 3-48 |
| | | 25.403 | opp. |
| 5.405 | | 25.405 | 8-48 |
| | | 25.450 | 1935 |
| | | 25.454 | cp. op. |
| | | 25.455 | cp. op. |
| | 15.462 | 25.462 | 1940 |
| **5.475** | **15.475** | **25.475** | 1949 |
| 5.485 | | 25.485 | 8-48 |
| | 15.492 | 25.492 | » |
| | | 25.497 | » |
| | 15.498 | 25.498 | » |
| 5.502 | 15.502 | 25.502 | » |
| 5.506 | 15.506 | 25.506 | 3-48 |
| 5.507 | 15.507 | 25.507 | 8-48 |
| 5.511 | 15.511 | 25.511 | » |
| 5.512 | 15.512 | 25.512 | » |
| 5.515 | 15.515 | | » |
| 5.523 | 15.523 | | » |
| 5.530 | 15.530 | 25.530 | » |
| 5.532 | 15.532 | 25.532 | » |
| 5.537 | | | » |
| 5.548 | 15.548 | 25.548 | » |
| **5.551** | **15.551** | **25.551** | 1949 |
| | | 25.552 | 8-48 |
| | 15.558 | 25.558 | » |
| 5.562 | 15.562 | | » |
| 5.567 | | | » |
| 5.568 | 15.568 | | » |
| **5.571** | **15.571** | **25.571** | 1949 |
| 5.572 | 15.572 | | 8-48 |
| 5.575 | | | » |
| 5.581 | 15.581 | | » |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 5.586 | 15.586 | | 8-48 |
| | 15.607 | | » |
| 5.608 | | | 1940 |
| 5.609 | | | 8-48 |
| 5.614 | | | » |
| 5.615 | | 25.615 | » |
| 5.619 | | | » |
| 5.632 | | | » |
| 5.634 | | | » |
| 5.638 | 15.638 | | » |
| | | 25.639 | » |
| | 15.646 | | cp. op. |
| | 15.648 | | cp. op. |
| | 15.649 | | cp. op. |
| | 15.651 | | cp. op. |
| | | 25.652 | 1939 |
| 5.656 | 15.656 | | 8-48 |
| | 15.656 | | cp. op. |
| | 15.659 | | cp. op. |
| | 15.660 | | cp. op. |
| | 15.664 | | cp. op. |
| | 15.663 | | cp. op. |
| 5.673 | 15.673 | | 8-48 |
| 5.676 | 15.676 | 25.676 | » |
| 5.677 | 15.677 | 25.677 | » |
| 5.689 | | | » |
| 5.695 | 15.695 | | 3-48 |
| **5.703** | **15.703** | **25.703** | 1949 |
| 5.713 | 15.713 | | 8-48 |
| | 15.716 | | » |
| **5.724** | **15.724** | **25.724** | 1949 |
| 5.726 | | | 3-48 |
| **5.733** | **15.733** | **25.733** | 1949 |
| 5.737 | | | 1939 |
| | 15.738 | | 1940 |
| **5.743** | **15.743** | **25.743** | 1949 |
| 5.744 | | | 3-48 |
| | 15.752 | 25.752 | 1940 |
| | 15.758 | | 3-48 |
| 5.760 | 15.760 | | 8-48 |
| | | 25.762 | » |
| **5.770** | **15.770** | **25.770** | 1949 |
| 5.783 | | 25.783 | 8-48 |
| | 15.784 | | 3-48 |
| **5.813** | **15.813** | **25.813** | 1949 |
| | 15.814 | 25.814 | 8-48 |
| **5.816** | **15.816** | **25.816** | 1949 |
| **5.822** | **15.822** | **25.822** | » |
| 5.828 | 15.828 | 25.828 | 8-48 |
| 5.835 | 15.835 | 25.835 | » |
| 5.836 | | 25.836 | 3-48 |
| | | 25.839 | 8-48 |
| | | 25.843 | 1940 |
| | | 25.848 | 8-48 |
| 5.848 | | | » |
| 5.850 | | | » |
| 5.865 | 15.865 | | » |
| | 15.877 | 25.877 | » |
| 5.889 | 15.889 | | » |
| | | 25.891 | 1939 |
| 5.896 | | 25.896 | 8-48 |
| | | 25.903 | 1939 |
| 5.917 | | 25.917 | 8-48 |
| 5.931 | | 25.931 | » |
| 5.932 | | 25.932 | 3-48 |
| 5.964 | 15.964 | | 8-48 |
| | | 25.970 | 3-48 |
| | 15.974 | | 8-48 |
| 5.982 | | | » |
| **5.996** | **15.996** | **25.996** | 1949 |
| 5.997 | | | 8-48 |
| **6.006** | **16.006** | **26.006** | 1949 |
| | | 26.008 | 8-48 |
| 6.017 | 16.017 | | » |
| 6.019 | | | » |
| **6.023** | **16.023** | **26.023** | 1949 |
| | | 26.033 | 8-48 |
| | | 26.039 | » |
| | | 26.040 | » |
| | 16.046 | | » |
| | 16.050 | 26.050 | » |
| 6.063 | | | » |
| 6.064 | | | » |
| 6.077 | | 26.077 | » |
| | 16.080 | 26.080 | 1940 |
| | 16.081 | | 3-48 |
| 6.088 | | | 8-48 |
| 6.093 | | | » |
| **6.095** | **16.095** | **26.095** | 1949 |
| **6.105** | **16.105** | **26.105** | » |
| 6.113 | | 26.113 | 8-48 |
| 6.114 | | 26.114 | 3-48 |
| 6.118 | 16.118 | 26.118 | 8-48 |
| 6.119 | | 26.119 | » |
| 6.123 | 16.123 | | » |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 6.126 | 16.126 | | 8-48 |
| 6.127 | 16.127 | | » |
| | 16.128 | | » |
| 6.133 | 16.133 | 26.133 | » |
| | 16.135 | 26.135 | » |
| | 16.136 | 26.136 | » |
| | | 26.138 | » |
| | 16.142 | 26.142 | » |
| 6.159 | 16.159 | 26.159 | » |
| | | 26.162 | » |
| 6.169 | 16.169 | 26.169 | » |
| 6.172 | | | » |
| | 16.175 | 26.175 | 3-48 |
| **6.178** | **16.178** | **26.178** | 1949 |
| | | 26.187 | 8-48 |
| | 16.188 | | 1937 |
| 6.190 | | | 8-48 |
| 6.201 | | 26.201 | » |
| **6.204** | **16.204** | **26.204** | 1949 |
| | | 26.209 | 8-48 |
| **6.212** | **16.212** | **26.212** | 1949 |
| 6.214 | 16.214 | | 8-48 |
| | 16.237 | | » |
| | 16.241 | | » |
| | | 26.245 | 3-48 |
| | 16.246 | 26.246 | » |
| 6.261 | | | 8-48 |
| 6.268 | 16.268 | | » |
| 6.287 | | | » |
| 6.289 | 16.289 | | » |
| 6.294 | 16.294 | 26.294 | 3-48 |
| 6.297 | | | 8-48 |
| 6.313 | 16.313 | 26.313 | » |
| 6.316 | | 26.316 | » |
| 6.317 | | 26.317 | » |
| 6.323 | 16.323 | 26.323 | » |
| 6.326 | 16.326 | 26.326 | » |
| | 16.328 | | 1939 |
| 6.329 | | 26.329 | 3-48 |
| | | 26.334 | 8-48 |
| | | 26.338 | » |
| 6.341 | | 26.341 | » |
| 6.349 | | | » |
| 6.364 | 16.364 | | » |
| | 16.385 | | 1940 |
| 6.386 | 16.386 | | 3-48 |
| **6.393** | **16.393** | **26.393** | 1949 |
| 6.399 | | | 1940 |
| | 16.408 | | 8-48 |
| **6.411** | **16.411** | **26.411** | 1949 |
| | 16.419 | | 8-48 |
| 6.427 | | | » |
| **6.434** | **16.434** | **26.434** | 1949 |
| 6.436 | | | 3-48 |
| | | 26.456 | 8-48 |
| | 16.463 | 26.463 | » |
| **6.469** | **16.469** | **26.469** | 1949 |
| **6.478** | **16.478** | **26.478** | » |
| | | 26.490 | 8-48 |
| | | 26.492 | » |
| 6.502 | | | » |
| 6.508 | | | 1938 |
| | | 26.516 | 8-48 |
| 6.518 | | | » |
| 6.523 | 16.523 | 26.523 | » |
| **6.526** | **16.526** | **26.526** | 1949 |
| 6.528 | | | 8-48 |
| 6.530 | 16.530 | 26.530 | » |
| 6.540 | | | » |
| 6.546 | | | » |
| | | 26.549 | » |
| 6.564 | | 26.564 | » |
| | | 26.565 | » |
| | 16.569 | | 1939 |
| | 16.576 | | » |
| | | 26.578 | 8-48 |
| 6.578 | | | » |
| 6.580 | 16.580 | | » |
| 6.584 | 16.584 | 26.584 | » |
| 6.587 | 16.587 | 26.587 | » |
| 6.592 | | 26.592 | » |
| | | 26.594 | 1940 |
| 6.599 | | 26.599 | 8-48 |
| 6.607 | 16.607 | 26.607 | » |
| 6.645 | | | 3-48 |
| **6.619** | **16.619** | **26.619** | 1949 |
| | 16.620 | 26.620 | 8-48 |
| 6.626 | 16.626 | | 3-48 |
| 6.630 | 16.630 | | 8-48 |
| 6.631 | | | » |
| 6.641 | | | 3-48 |
| 6.643 | | | 1940 |
| 6.652 | | 26.652 | 8-48 |
| 6.655 | | 26.655 | » |

| NUMÉROS des obligations | NUMÉROS des obligations | NUMÉROS des obligations | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 6.660 | 16.660 | 26.660 | 8-48 |
| 6.662 | | 26.662 | » |
| 6.665 | 16.665 | | » |
| 6.666 | 16.666 | | » |
| **6.676** | **16.676** | **26.676** | 1949 |
| 6.678 | | | cp. op. |
| 6.679 | | | cp. op. |
| 6.682 | | | cp. op. |
| 6.684 | | | 8-48 |
| 6.684 | | | cp. op. |
| 6.685 | 16.685 | | 8-48 |
| 6.686 | | | cp. op. |
| 6.686 | | | cp. op. |
| 6.687 | | | cp. op. |
| **6.690** | **16.690** | **26.690** | 1949 |
| 6.690 | | | cp. op. |
| 6.691 | | | cp. op. |
| 6.692 | | | 8-48 |
| 6.692 | | | cp. op. |
| 6.711 | 16.711 | | 8-48 |
| | 16.720 | 26.720 | » |
| | 16.728 | | » |
| **6.736** | **16.736** | **26.736** | 1949 |
| 6.737 | | 26.737 | 3-48 |
| 6.743 | | | cp. op. |
| **6.752** | **16.752** | **26.752** | 1949 |
| | | 26.756 | 8-48 |
| | | 26.785 | 1940 |
| | 16.786 | 26.786 | 8-48 |
| | | 26.795 | » |
| | 16.808 | 26.808 | » |
| 6.814 | 16.814 | | » |
| 6.816 | 16.816 | | » |
| **6.820** | **16.820** | **26.820** | 1949 |
| | 16.821 | | 8-48 |
| 6.829 | 16.829 | | » |
| 6.832 | | | » |
| | 16.841 | | » |
| 6.846 | | 26.846 | » |
| 6.861 | | 26.861 | » |
| 6.866 | | 26.866 | » |
| | | 26.869 | » |
| | 16.872 | 26.872 | » |
| 6.876 | | | » |
| 6.881 | | 26.881 | 3-48 |
| **6.898** | **16.898** | **26.898** | 1949 |
| 6.899 | | 26.899 | 8-48 |
| 6.901 | | 26.901 | » |
| 6.910 | | | cp. op. |
| **6.923** | **16.923** | **26.923** | 1949 |
| 6.929 | | | 8-48 |
| 6.940 | 16.940 | | » |
| | 16.942 | | » |
| 6.944 | 16.944 | | » |
| **6.947** | **16.947** | **26.947** | 1949 |
| 6.949 | | | 3-48 |
| | 16.964 | | 1939 |
| 6.957 | | 26.957 | 8-48 |
| 6.961 | | 26.961 | » |
| | 16.969 | 26.969 | » |
| | 16.972 | | » |
| 6.979 | 16.979 | | » |
| 6.981 | 16.981 | 26.981 | » |
| | 16.982 | | » |
| **6.993** | **16.993** | **26.993** | 1949 |
| 7.001 | | | 8-48 |
| 7.007 | 17.007 | | » |
| | 17.018 | | » |
| | 17.030 | 27.030 | » |
| | 17.031 | | 1939 |
| 7.069 | 17.069 | | 8-48 |
| **7.076** | **17.076** | **27.076** | 1949 |
| 7.087 | | | 8-48 |
| | | 27.097 | » |
| | | 27.102 | » |
| 7.101 | 17.101 | | » |
| | 17.110 | | » |
| 7.112 | 17.112 | | » |
| | 17.121 | 27.121 | » |
| | | 27.126 | » |
| 7.131 | 17.131 | | » |
| 7.132 | | | » |
| 7.138 | | 27.138 | » |
| 7.143 | | | » |
| | 17.146 | | 3-48 |
| 7.151 | | | 8-48 |
| | 17.159 | | 1940 |
| 7.162 | | | 8-48 |
| 7.172 | 17.172 | 27.172 | » |
| **7.177** | **17.177** | **27.177** | 1949 |
| 7.184 | | | 8-48 |
| 7.190 | 17.190 | | » |
| **7.198** | **17.198** | **27.198** | 1949 |
| 7.199 | | | 3-48 |

| NUMÉROS des obligations | NUMÉROS des obligations | NUMÉROS des obligations | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 7.205 | | | 8-48 |
| 7.216 | 17.216 | | » |
| 7.223 | | | » |
| | | 27.232 | 1939 |
| | | 27.235 | 8-48 |
| | 17.237 | 27.237 | » |
| | | 27.239 | » |
| | | 27.260 | 3-48 |
| | | 28.262 | 8-48 |
| | 17.267 | 27.267 | » |
| **7.286** | **17.286** | **27.286** | 1949 |
| 7.293 | 17.293 | | 8-48 |
| 7.298 | | | » |
| **7.300** | **17.300** | **27.300** | 1949 |
| 7.301 | 17.301 | 27.301 | 3-48 |
| | | 27.306 | cp. op. |
| | | 27.307 | cp. op. |
| | | 27.308 | cp. op. |
| | | 27.322 | cp. op. |
| | | 27.325 | cp. op. |
| | | 27.326 | cp. op. |
| | | 27.328 | cp. op. |
| | | 27.329 | cp. op. |
| | 17.330 | | 1939 |
| **7.346** | **17.346** | **27.346** | 1949 |
| 7.350 | | | 1940 |
| **7.358** | **17.358** | **27.358** | 1949 |
| | 17.361 | | 8-48 |
| | | 27.367 | » |
| | 17.370 | 27.370 | » |
| 7.375 | | | » |
| 7.381 | | | » |
| | | 27.383 | 1939 |
| | 17.393 | | 8-48 |
| **7.394** | **17.394** | **27.394** | 1949 |
| 7.403 | | 27.403 | 8-48 |
| | | 27.420 | 3-48 |
| | 17.425 | 27.425 | 8-48 |
| **7.451** | **17.451** | **27.451** | 1949 |
| | 17.463 | 27.463 | 8-48 |
| 7.464 | 17.464 | 27.464 | » |
| 7.467 | 17.467 | | » |
| **7.471** | **17.471** | **27.471** | 1949 |
| | 17.479 | | 8-48 |
| | 17.480 | 27.480 | 3-48 |
| | | 27.491 | 8-48 |
| **7.501** | **17.501** | **27.501** | 1949 |
| **7.510** | **17.510** | **27.510** | » |
| 7.513 | 17.513 | | 8-48 |
| | | 27.525 | 1940 |
| 7.533 | 17.533 | 27.533 | 8-48 |
| 7.534 | 17.534 | 27.534 | » |
| 7.538 | | 27.538 | » |
| 7.546 | | 27.546 | » |
| 7.551 | | 27.551 | » |
| 7.553 | | 27.553 | » |
| 7.557 | | 27.557 | 3-48 |
| | | 27.567 | 8-48 |
| 7.569 | | | » |
| 7.570 | 17.570 | 27.570 | » |
| 7.574 | 17.574 | | 3-48 |
| 7.580 | | 27.580 | 8-48 |
| **7.584** | **17.584** | **27.584** | 1949 |
| | | 27.592 | 8-48 |
| **7.596** | **17.596** | **27.596** | 1949 |
| | | 27.612 | 1940 |
| | 17.614 | | 8-48 |
| 7.629 | 17.629 | | » |
| | | 27.637 | » |
| **7.643** | **17.643** | **27.643** | 1949 |
| 7.644 | 17.644 | | 8-48 |
| 7.650 | 17.650 | | » |
| 7.653 | 17.653 | | » |
| 7.660 | 17.660 | 27.660 | » |
| | | 27.661 | 1940 |
| 7.663 | 17.663 | | 8-48 |
| **7.671** | **17.671** | **27.671** | 1949 |
| | 17.680 | | 8-48 |
| **7.693** | **17.693** | **27.693** | 1949 |
| **7.704** | **17.704** | **27.704** | » |
| | 17.710 | | 8-48 |
| | 17.721 | | 3-48 |
| 7.725 | 17.725 | | 8-48 |
| **7.731** | **17.731** | **27.731** | 1949 |
| | 17.734 | | 1940 |
| | 17.742 | | » |
| 7.743 | 17.743 | 27.743 | 8-48 |
| **7.753** | **17.753** | **27.753** | 1949 |
| 7.754 | 17.754 | | 8-48 |
| 7.771 | | 27.771 | » |
| 7.774 | | 27.774 | » |
| 7.787 | 17.787 | 27.787 | » |
| 7.801 | 17.801 | 27.801 | 3-48 |
| 7.810 | 17.810 | | 8-48 |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 7.816 | | | 1938 |
| 7.822 | 17.822 | | 8-48 |
| 7.828 | | | » |
| 7.829 | | | » |
| 7.831 | | | » |
| | 17.833 | 27.833 | » |
| | 17.839 | 27.839 | » |
| | 17.860 | 27.860 | » |
| 7.861 | | | » |
| | 17.867 | | 1938 |
| 7.898 | | | 8-48 |
| 7.907 | 17.907 | | » |
| | | 27.918 | » |
| | | 27.919 | » |
| **7.921** | **17.921** | **27.921** | 1949 |
| 7.937 | 17.937 | | 3-48 |
| 7.948 | | 27.948 | 8-48 |
| **7.952** | **17.952** | **27.952** | 1949 |
| **7.953** | **17.953** | **27.953** | » |
| | 17.953 | | opp. |
| | 17.954 | | 1939 |
| | 17.963 | 27.963 | 8-48 |
| | 17.966 | | 1940 |
| **7.970** | **17.970** | **27.970** | 1949 |
| | | 27.980 | 8-48 |
| 7.981 | | 27.981 | » |
| 7.982 | | | 1940 |
| | | 27.983 | 8-48 |
| | | 27.990 | 1938 |
| 7.991 | | | 8-48 |
| 7.995 | | | » |
| | 18.004 | | » |
| | 18.011 | | » |
| | | 28.016 | » |
| | | 28.017 | 1940 |
| | 18.027 | 28.027 | 8-48 |
| 8.039 | 18.039 | 28.039 | » |
| 8.057 | 18.057 | | » |
| 8.059 | 18.059 | 28.059 | » |
| 8.073 | 18.073 | 28.073 | » |
| 8.077 | 18.077 | 28.077 | » |
| 8.079 | 18.079 | 28.079 | » |
| 8.080 | 18.080 | 28.080 | » |
| 8.082 | 18.082 | 28.082 | » |
| | 18.086 | 28.086 | » |
| | 18.094 | | » |
| | 18.095 | 28.095 | » |
| | 18.099 | 28.099 | » |
| | 18.100 | | » |
| | 18.106 | 28.106 | » |
| | | 28.132 | 1938 |
| 8.135 | | 28.135 | 8-48 |
| | | 28.142 | » |
| | | 28.143 | » |
| | | 28.152 | » |
| | | 28.153 | cp. op. |
| | | 28.167 | 8-48 |
| | | 28.170 | » |
| 8.171 | | | » |
| | | 28.176 | » |
| | | 28.182 | » |
| **8.185** | **18.185** | **28.185** | 1949 |
| 8.200 | | | 8-48 |
| | | 28.203 | » |
| 8.207 | | | » |
| 8.213 | | 28.213 | » |
| 8.222 | | 28.222 | » |
| | 18.227 | | » |
| **8.228** | **18.228** | **28.228** | 1949 |
| 8.237 | 18.237 | 28.237 | 8-48 |
| | 18.240 | 28.240 | » |
| | 18.243 | 28.243 | » |
| | 18.251 | | » |
| | 18.256 | 28.256 | » |
| | 18.294 | 28.294 | » |
| 8.304 | | | 1938 |
| 8.305 | 18.305 | 28.305 | 1940 |
| | 18.317 | 28.317 | 8-48 |
| 8.327 | 18.327 | 28.327 | 1949 |
| | | 28.336 | 8-48 |
| | | 28.338 | 1939 |
| | | 28.342 | 3-48 |
| **8.350** | **18.350** | **28.350** | 1949 |
| | 18.357 | 28.357 | 1940 |
| | 18.358 | 28.358 | 8-48 |
| | 18.368 | 28.368 | 3-48 |
| | 18.370 | 28.370 | 8-48 |
| | 18.375 | | » |
| 8.391 | 18.391 | 28.391 | » |
| | 18.399 | | » |
| | 18.404 | | 1940 |
| | 18.407 | 28.407 | 8-48 |
| **8.414** | **18.414** | **28.414** | 1949 |
| | 18.427 | 28.427 | 8-48 |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| | 18.428 | | 8-48 |
| | 18.430 | | 8-48 |
| | 18.431 | 28.431 | 8-48 |
| 8.440 | | | » |
| | 18.445 | | » |
| 8.470 | | | » |
| | 18.482 | | » |
| | 18.489 | | » |
| | | 28.497 | » |
| 8.502 | 18.502 | 28.502 | » |
| | 18.504 | | » |
| 8.513 | 18.513 | 28.513 | 1949 |
| | 18.517 | | 8-48 |
| | | 28.533 | » |
| 8.544 | | | » |
| 8.548 | 18.548 | 28.548 | 1949 |
| 8.549 | | | 8-48 |
| 8.553 | | | » |
| 8.555 | | | » |
| | 18.569 | | » |
| | 18.567 | | opp. |
| | | | 1940 |
| 8.588 | | | 8-48 |
| 8.594 | | | » |
| 8.603 | | | » |
| | | 28.609 | » |
| 8.614 | 18.614 | 28.614 | 1949 |
| 8.646 | 18.646 | 28.646 | » |
| 8.647 | 18.647 | 28.647 | 3-48 |
| 8.650 | | | 8-48 |
| | 18.660 | 28.660 | » |
| | | 28.662 | » |
| 8.675 | | | » |
| 8.695 | 18.695 | 28.695 | » |
| | 18.720 | 28.720 | » |
| | | 28.729 | » |
| | | 28.730 | » |
| | | 28.746 | » |
| 8.746 | | | » |
| 8.747 | | | » |
| 8.749 | | | » |
| 8.751 | | | » |
| 8.753 | 18.753 | 28.753 | 1949 |
| 8.771 | | 28.771 | 3-48 |
| 8.772 | | 28.772 | 8-48 |
| 8.773 | | | » |
| | 18.777 | | » |
| | 18.779 | | » |
| | 18.780 | | » |
| 8.801 | 18.801 | 28.801 | 1949 |
| 8.802 | | 28.802 | 3-48 |
| | | 28.856 | » |
| | | 28.860 | » |
| | | 28.873 | » |
| | 18.890 | 28.890 | » |
| | 18.895 | 28.895 | » |
| 8.897 | 18.897 | 28.897 | 1949 |
| 8.899 | | | cp. op. |
| | 18.900 | | 8-48 |
| | 18.906 | 28.906 | » |
| | 18.907 | | 3-48 |
| 8.912 | 18.912 | 28.912 | 1949 |
| 8.940 | 18.940 | 28.940 | » |
| | | 28.941 | 8-48 |
| 8.943 | | 28.943 | » |
| | | 28.961 | » |
| 8.964 | | | » |
| 8.965 | | 28.965 | » |
| 8.966 | | | 3-48 |
| 8.983 | 18.983 | | 8-48 |
| | 18.989 | | » |
| | 18.992 | | » |
| | 18.999 | 28.999 | » |
| 9.007 | | 29.007 | » |
| | | 29.009 | » |
| 9.016 | | 29.016 | 1940 |
| | | 29.017 | 8-48 |
| | 19.027 | 29.027 | 1940 |
| 9.029 | | | opp. |
| | | 29.037 | 1940 |
| | 19.044 | 29.044 | 8-48 |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| | | 29.046 | 3-49 |
| | 19.053 | 29.053 | 8-48 |
| | 19.055 | 29.055 | » |
| | | 29.056 | 1940 |
| 9.057 | 19.057 | 29.057 | 1949 |
| | 19.058 | 29.058 | 8-48 |
| 9.060 | 19.060 | 29.060 | 1949 |
| 9.069 | 19.069 | | 1940 |
| 9.071 | | | 8-48 |
| | | 29.081 | » |
| | | 29.082 | 1940 |
| 9.085 | 19.085 | 29.085 | 1949 |
| | | 29.087 | 1940 |
| | | 29.094 | 8-48 |
| | | 29.099 | » |
| | | | 3-48 |
| 9.122 | | | 8-48 |
| 9.123 | | | » |
| | 19.131 | | » |
| | | 29.141 | » |
| 9.158 | 19.158 | 29.159 | 1949 |
| 9.167 | 19.167 | | 8-49 |
| 9.168 | | | 3-48 |
| | 19.177 | 29.177 | 8-48 |
| 9.179 | | | 3-48 |
| 9.181 | | 29.181 | 8-48 |
| 9.183 | | | » |
| 9.197 | 19.197 | 29.197 | 1949 |
| | 19.198 | | 8-48 |
| 9.205 | 19.205 | 29.205 | 1949 |
| | | 29.211 | 8-48 |
| | | 29.212 | 1940 |
| | | 29.226 | 8-48 |
| 9.226 | | | » |
| 9.241 | | | » |
| 9.261 | | | » |
| 9.265 | | | » |
| | | 29.267 | » |
| | | 29.274 | » |
| | | 29.275 | » |
| 9.275 | | 29.281 | 1940 |
| 9.281 | | 29.288 | 8-48 |
| | 19.289 | | » |
| | 19.308 | 29.308 | » |
| | 19.309 | 29.309 | » |
| 9.317 | 19.317 | 29.317 | » |
| 9.319 | 19.319 | 29.319 | 1940 |
| | 19.322 | 29.322 | 8-48 |
| 9.323 | 19.323 | | » |
| 9.324 | | | » |
| 9.325 | 19.325 | | » |
| | 19.326 | | » |
| 9.327 | 19.327 | | » |
| 9.331 | 19.331 | | » |
| | 19.335 | 29.335 | » |
| | 19.341 | 29.341 | » |
| 9.355 | 19.355 | 29.355 | » |
| 9.364 | 19.364 | 29.364 | 1949 |
| 9.367 | 19.367 | 29.367 | 8-48 |
| 9.376 | | | » |
| 9.376 | | | cp. op. |
| 9.378 | | | 8-48 |
| 9.378 | | | cp. op. |
| 9.380 | | | cp. op. |
| | | | 8-48 |
| | | 29.393 | » |
| | | 29.394 | » |
| 9.397 | | 29.397 | » |
| 9.398 | | 29.398 | » |
| 9.403 | 19.403 | 29.403 | » |
| 9.404 | 19.404 | 29.404 | 1949 |
| 9.412 | | | 8-48 |
| 9.420 | | 29.420 | » |
| 9.423 | | 29.423 | » |
| | | 29.454 | » |
| 9.466 | | | » |
| | | 29.471 | » |
| | | | 1938 |
| 9.472 | | | 8-48 |
| 9.486 | | 29.486 | » |
| | | 29.514 | » |
| 9.516 | | 29.516 | » |

| NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | NUMÉROS des obligations. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| | 19.529 | 29.529 | 8-48 |
| 9.539 | 19.539 | | » |
| 9.552 | | 29.552 | » |
| 9.559 | 19.559 | 29.559 | 1949 |
| 9.581 | | | 8-48 |
| 9.584 | | | » |
| 9.586 | 19.586 | 29.586 | 1949 |
| 9.590 | 19.590 | 29.590 | » |
| | | 29.601 | 8-48 |
| | 19.606 | | » |
| | 19.617 | | » |
| 9.619 | | 29.619 | » |
| 9.630 | 19.630 | 29.630 | 1949 |
| 9.636 | 19.635 | 29.635 | » |
| 9.644 | | | 8-49 |
| 9.647 | 19.647 | | » |
| 9.650 | 19.650 | | » |
| 9.661 | 19.661 | 29.661 | » |
| | 19.674 | | » |
| | | 29.680 | 1939 |
| 9.681 | | 29.681 | 8-48 |
| | | 29.685 | » |
| 9.686 | 19.686 | 29.686 | 1940 |
| 9.697 | | 29.697 | 8-48 |
| 9.703 | | | » |
| | | 29.713 | » |
| | 19.714 | 29.714 | 3-48 |
| | 19.715 | | 8-48 |
| | | 29.716 | » |
| | | 29.723 | » |
| | | 29.727 | » |
| | | 29.733 | » |
| 9.734 | | | » |
| 9.742 | | | 1938 |
| 9.744 | | | » |
| | 19.753 | 29.753 | 8-48 |
| | 19.758 | | » |
| 9.762 | 19.762 | 29.762 | » |
| | 19.767 | 29.767 | 3-48 |
| | 19.781 | 29.781 | 8-48 |
| | 19.785 | 29.785 | » |
| | 19.786 | 29.786 | » |
| | 19.794 | 29.794 | » |
| | | 29.803 | » |
| | | 29.806 | » |
| 9.816 | 19.816 | 29.816 | 1949 |
| | 19.828 | 29.828 | 8-48 |
| | | 29.841 | 1939 |
| | 19.847 | 29.847 | 8-48 |
| | 19.849 | 29.849 | » |
| 9.880 | | 29.880 | » |
| 9.889 | 19.889 | 29.889 | 1949 |
| 9.891 | | | 8-48 |
| 9.891 | | 29.891 | » |
| | | 29.897 | 1939 |
| 9.906 | | | 3-48 |
| 9.913 | | | » |
| | | 29.916 | opp. |
| | | 29.917 | opp. |
| | | 29.919 | opp. |
| | | 29.921 | opp. |
| | | 29.924 | opp. |
| | | 29.925 | opp. |
| | | 29.928 | opp. |
| | | 29.929 | opp. |
| | | 29.930 | opp. |
| | 19.950 | 29.950 | 8-48 |
| 9.953 | 19.953 | | » |
| 9.955 | | | » |
| 9.961 | | | » |
| | | 29.967 | 3-48 |
| 9.969 | 19.969 | | 8-48 |
| 9.972 | 19.972 | 29.972 | » |
| 9.977 | 19.977 | | » |
| | | 29.979 | » |
| 9.985 | 19.985 | 29.985 | 1949 |
| | 19.991 | 29.991 | 8-48 |

**Numéros des coupons devant être attachés aux titres.**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Remboursement | 1922 | (32e tirage) | coupon | 65, | décembre | 1922. |
| — | 1923 | (33e tirage) | — | 67, | — | 1923. |
| — | 1924 | (34e tirage) | — | 69, | — | 1924. |
| — | 1927 | (37e tirage) | — | 75, | — | 1927. |
| — | 1929 | (39e tirage) | — | 79, | — | 1929. |
| — | 1930 | (40e tirage) | — | 81, | — | 1930. |
| — | 1932 | (42e tirage) | — | 85, | — | 1932. |
| — | 1934 | (44e tirage) | — | 89, | — | 1934. |
| Remboursement | 1935 | (45e tirage) | coupon | 91, | décembre | 1935. |
| — | 1936 | (46e tirage) | — | 93, | — | 1936. |
| — | 1937 | (47e tirage) | — | 95, | — | 1937. |
| — | 1938 | (48e tirage) | — | 97, | — | 1938. |
| — | 1939 | (49e tirage) | — | 99, | — | 1939. |
| — | 1940 | (50e tirage) | — | 101, | — | 1940. |
| Remboursement | mars 1948 | (51e tirage) | coupon | 116, | juin | 1948. |
| — | août 1948 | (52e tirage) | — | 117, | décembre | 1948. |

Remboursement 1949 (53e tirage) coupon 119, décembre 1949.

# SOCIETE GENERALE DES CHEMINS DE FER ECONOMIQUES

SIÈGE SOCIAL: 4, CITÉ DE LONDRES, PARIS (9e)

Registre du commerce: Seine 105269.

*Soixante-quatrième tirage.* — Obligations de 500 F 3 0/0 (nos 1 à 223019).

## LISTE NUMERIQUE

1° **Des 2.441 obligations 3 0/0 (1re série) sorties au 64e tirage,** fait en séance publique, à Paris, **le 2 mai 1949, pour être remboursées à 478 F (net d'impôts), à partir du 1er juillet suivant,** chez la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris, et chez son agence, 37, cours Pierre-Puget, à Marseille;

2° **Des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement,** payables également chez la Banque de Paris et des Pays-Bas.

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 104 | 46 | 2.906 | 49 | 6.699 | 49 | 9.938 | 49 | 14.000 | 49 | 17.856 | 49 |
| 106 | 47 | 2.940 | 47 | 6.740 | 48 | 9.979 | 46 | 14.019 | 49 | 17.927 | 49 |
| 151 | 46 | 3.064 | 48 | 6.774 | 49 | 10.071 | 49 | 14.098 | 47 | 18.015 | 49 |
| 229 | 43 | 3.126 | 49 | 6.787 | 48 | 10.161 | 49 | 14.162 | 49 | 18.076 | 48 |
| 242 | 46 | 3.127 | 49 | 6.817 | 48 | 10.188 | 49 | 14.222 | 49 | 18.081 | 49 |
| 266 | 48 | 3.196 | 46 | 6.839 | 49 | 10.281 | 49 | 14.361 | 49 | 18.102 | 46 |
| 315 | 45 | 3.197 | 49 | 6.840 | 49 | 10.283 | 49 | 14.379 | 49 | 18.126 | 48 |
| 412 | 49 | 3.215 | 45 | 6.842 | 48 | 10.294 | 41 | 14.435 | 49 | 18.357 | 49 |
| 490 | 48 | 3.217 | 49 | 6.906 | 46 | 10.322 | 49 | 14.495 | 49 | 18.431 | 46 |
| 493 | 49 | 3.249 | 49 | 7.062 | 49 | 10.355 | 49 | 14.674 | 49 | 18.487 | 49 |
| 553 | 46 | 3.281 | 49 | 7.117 | 49 | 10.464 | 49 | 14.716 | 48 | 18.522 | 47 |
| 688 | 49 | 3.376 | 49 | 7.135 | 49 | 10.541 | 49 | 14.732 | 49 | 18.550 | 49 |
| 752 | 49 | 3.444 | 49 | 7.357 | 47 | 10.642 | 46 | 14.818 | 48 | 18.582 | 49 |
| 756 | 49 | 3.463 | 49 | 7.372 | 47 | 10.685 | 49 | 14.884 | 46 | 18.634 | 44 |
| 768 | 46 | 3.489 | 49 | 7.410 | 49 | 10.737 | 49 | 14.890 | 45 | 18.649 | 47 |
| 799 | 49 | 3.509 | 49 | 7.442 | 49 | 10.748 | 49 | 14.894 | 44 | 18.650 | 49 |
| 861 | 46 | 3.524 | 49 | 7.519 | 47 | 10.784 | 49 | 14.897 | 48 | 18.672 | 48 |
| 862 | 49 | 3.630 | 49 | 7.619 | 49 | 10.820 | 49 | 14.987 | 49 | 18.689 | 49 |
| 950 | 47 | 3.674 | 48 | 7.701 | 47 | 10.915 | 49 | 15.141 | 49 | 18.731 | 49 |
| 1.031 | 49 | 3.712 | 46 | 7.713 | 49 | 10.935 | 49 | 15.154 | 49 | 18.766 | 49 |
| 1.060 | 48 | 3.728 | 48 | 7.736 | 49 | 10.980 | 47 | 15.219 | 49 | 18.861 | 48 |
| 1.065 | 47 | 4.073 | 49 | 7.774 | 48 | 11.016 | 49 | 15.270 | 49 | 18.880 | 48 |
| 1.067 | 47 | 4.124 | 41 | 7.831 | 47 | 11.519 | 49 | 15.345 | 46 | 19.003 | 49 |
| 1.093 | 48 | 4.136 | 47 | 7.843 | 49 | 11.589 | 49 | 15.350 | 48 | 19.050 | 49 |
| 1.097 | 45 | 4.148 | 48 | 7.899 | 49 | 11.625 | 49 | 15.412 | 47 | 19.105 | 49 |
| 1.099 | 49 | 4.183 | 48 | 7.930 | 47 | 11.870 | 49 | 15.545 | 49 | 19.113 | 49 |
| 1.122 | 47 | 4.187 | 48 | 8.038 | 49 | 11.873 | 49 | 15.618 | 48 | 19.117 | 46 |
| 1.212 | 48 | 4.270 | 48 | 8.120 | 47 | 11.895 | 49 | 15.626 | 49 | 19.170 | 49 |
| 1.282 | 49 | 4.290 | 48 | 8.143 | 47 | 11.912 | 47 | 15.738 | 48 | 19.181 | 48 |
| 1.298 | 49 | 4.316 | 48 | 8.190 | 49 | 11.936 | 48 | 15.765 | 49 | 19.241 | 49 |
| 1.300 | 39 | 4.332 | 49 | 8.237 | 49 | 11.947 | 48 | 15.884 | 49 | 19.267 | 49 |
| 1.301 | 49 | 4.337 | 48 | 8.282 | 49 | 11.965 | 49 | 15.903 | 49 | 19.280 | 49 |
| 1.356 | 46 | 4.346 | 49 | 8.307 | 49 | 11.994 | 46 | 15.933 | 47 | 19.291 | 49 |
| 1.371 | 46 | 4.378 | 49 | 8.337 | 49 | 12.126 | 49 | 15.938 | 49 | 19.372 | 47 |
| 1.377 | 49 | 4.650 | 49 | 8.342 | 48 | 12.195 | 47 | 15.946 | 49 | 19.386 | 49 |
| 1.400 | 48 | 4.724 | 49 | 8.365 | 49 | 12.208 | 49 | 15.976 | 49 | 19.404 | 49 |
| 1.422 | 46 | 4.736 | 49 | 8.383 | 48 | 12.210 | 48 | 15.984 | 49 | 19.487 | 49 |
| 1.446 | 47 | 4.833 | 49 | 8.397 | 49 | 12.265 | 49 | 16.031 | 46 | 19.493 | 49 |
| 1.456 | 49 | 4.855 | 49 | 8.402 | 48 | 12.277 | 49 | 16.054 | 49 | 19.507 | 49 |
| 1.485 | 49 | 4.911 | 49 | 8.458 | 46 | 12.443 | 49 | 16.119 | 49 | 19.650 | 48 |
| 1.513 | 49 | 4.979 | 49 | 8.476 | 49 | 12.509 | 49 | 16.191 | 49 | 19.739 | 49 |
| 1.527 | 47 | 4.991 | 49 | 8.490 | 49 | 12.519 | 49 | 16.257 | 49 | 19.771 | 49 |
| 1.585 | 49 | 5.073 | 49 | 8.617 | 49 | 12.520 | 49 | 16.380 | 46 | 19.802 | 48 |
| 1.617 | 48 | 5.086 | 49 | 8.635 | 49 | 12.534 | 49 | 16.475 | 49 | 19.814 | 47 |
| 1.619 | 49 | 5.087 | 49 | 8.796 | 48 | 12.551 | 47 | 16.517 | 43 | 19.830 | 49 |
| 1.622 | 49 | 5.147 | 47 | 8.843 | 49 | 12.556 | 49 | 16.536 | 47 | | |
| 1.624 | 48 | 5.154 | 47 | 8.856 | 49 | 12.564 | 49 | 16.581 | 49 | 19.845 | 48 |
| 1.642 | 49 | 5.238 | 49 | 8.883 | 48 | 12.704 | 49 | 16.646 | 49 | 19.880 | 49 |
| 1.664 | 47 | 5.241 | 49 | 8.915 | 49 | 12.708 | 47 | 16.656 | 49 | 19.899 | 47 |
| 1.670 | 48 | 5.286 | 46 | 9.003 | 46 | 12.809 | 48 | 16.665 | 47 | 19.901 | 47 |
| 1.673 | 46 | 5.324 | 49 | 9.026 | 47 | 12.811 | 48 | 16.718 | 47 | 19.907 | 49 |
| 1.718 | 44 | 5.400 | 49 | 9.030 | 49 | 12.899 | 49 | 16.741 | 33 | 19.908 | 48 |
| 1.857 | 49 | 5.401 | 49 | 9.054 | 48 | 12.976 | 49 | 16.743 | 49 | 19.925 | 49 |
| 1.897 | 36 | 5.418 | 46 | 9.086 | 49 | 12.986 | 48 | 16.748 | 49 | 19.980 | 49 |
| 1.985 | 47 | 5.431 | 48 | 9.251 | 47 | 13.030 | 49 | 16.807 | 48 | 20.086 | 48 |
| 2.005 | 49 | 5.470 | 49 | 9.259 | 48 | 13.073 | 49 | 16.852 | 49 | 20.222 | 49 |
| 2.125 | 48 | 5.651 | 47 | 9.257 | 49 | 13.171 | 49 | 16.860 | 48 | 20.389 | 49 |
| 2.132 | 49 | 5.719 | 49 | 9.278 | 49 | 13.197 | 47 | 16.866 | 44 | 20.477 | 48 |
| 2.171 | 49 | 5.724 | 49 | 9.307 | 48 | 13.222 | 49 | 16.945 | 48 | 20.485 | 49 |
| 2.223 | 49 | 5.734 | 49 | 9.351 | 49 | 13.232 | 49 | 17.015 | 47 | 20.600 | 44 |
| 2.285 | 49 | 5.801 | 49 | 9.383 | 47 | 13.239 | 49 | 17.091 | 49 | 20.606 | 49 |
| 2.306 | 48 | 5.858 | 48 | 9.388 | 47 | 13.249 | 48 | 17.103 | 46 | 20.612 | 45 |
| 2.399 | 49 | 5.875 | 48 | 9.390 | 49 | 13.325 | 49 | 17.145 | 47 | 20.722 | 49 |
| 2.403 | 48 | 5.882 | 48 | 9.409 | 49 | 13.385 | 48 | 17.236 | 49 | 20.729 | 49 |
| 2.468 | 49 | 5.892 | 49 | 9.429 | 48 | 13.386 | 44 | 17.331 | 49 | 20.799 | 49 |
| 2.566 | 49 | 5.903 | 49 | 9.444 | 49 | 13.532 | 49 | 17.363 | 49 | 20.842 | 49 |
| 2.567 | 49 | 5.939 | 49 | 9.463 | 44 | 13.546 | 47 | 17.365 | 49 | 20.890 | 48 |
| 2.568 | 49 | 6.011 | 49 | 9.599 | 49 | 13.570 | 49 | 17.371 | 48 | 20.895 | 48 |
| 2.584 | 49 | 6.118 | 48 | 9.674 | 48 | 13.580 | 47 | 17.372 | 49 | 20.959 | 46 |
| 2.620 | 47 | 6.300 | 44 | 9.682 | 46 | 13.728 | 49 | 17.449 | 46 | 20.976 | 49 |
| 2.749 | 49 | 6.304 | 49 | 9.802 | 49 | 13.743 | 49 | 17.460 | 47 | 21.090 | 48 |
| 2.754 | 49 | 6.310 | 49 | 9.831 | 46 | 13.753 | 47 | 17.519 | 49 | 21.144 | 49 |
| 2.765 | 45 | 6.434 | 49 | 9.848 | 49 | 13.839 | 48 | 17.592 | 49 | 21.207 | 47 |
| 2.838 | 49 | 6.473 | 48 | 9.855 | 49 | 13.842 | 49 | 17.701 | 49 | 21.214 | 49 |
| 2.843 | 49 | 6.631 | 49 | 9.880 | 48 | 13.864 | 49 | 17.731 | 48 | 21.275 | 49 |
| 2.872 | 46 | 6.642 | 49 | 9.889 | 49 | 13.941 | 46 | 17.798 | 49 | 21.305 | 49 |

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 21.310 | 46 | 25.042 | 49 | 28.351 | 47 | 32.220 | 47 | 36.310 | 49 | 39.745 | 47 |
| 21.315 | 48 | 25.075 | 47 | 28.388 | 48 | 32.263 | 49 | 36.353 | 47 | 39.748 | 49 |
| 21.372 | 49 | 25.137 | 49 | 28.443 | 49 | 32.268 | 49 | 36.367 | 48 | 39.759 | 48 |
| 21.397 | 48 | 25.185 | 49 | 28.498 | 47 | 32.276 | 49 | 36.369 | 49 | 39.773 | 49 |
| 21.435 | 49 | 25.195 | 49 | 28.607 | 49 | 32.379 | 47 | 36.387 | 44 | 39.878 | 46 |
| 21.617 | 49 | 25.196 | 49 | 28.611 | 45 | 32.396 | 49 | 36.402 | 49 | 39.982 | 47 |
| 21.543 | 48 | 25.297 | 48 | 28.676 | 49 | 32.408 | 47 | 36.404 | 48 | 40.012 | 47 |
| 21.680 | 47 | 25.318 | 48 | 28.705 | 46 | 32.461 | 49 | 36.416 | 47 | 40.019 | 47 |
| 21.681 | 49 | 25.432 | 47 | 28.731 | 46 | 32.484 | 49 | 36.620 | 49 | 40.116 | 43 |
| 21.710 | 49 | 25.450 | 49 | 28.737 | 47 | 32.498 | 49 | 36.659 | 46 | 40.169 | 48 |
| 21.900 | 48 | 25.639 | 49 | 28.847 | 47 | 32.516 | 48 | 36.692 | 49 | 40.250 | 47 |
| 21.951 | 46 | 25.687 | 46 | 28.822 | 49 | 32.592 | 48 | 36.737 | 49 | 40.276 | 48 |
| 21.972 | 46 | 25.716 | 49 | 28.829 | 49 | 32.775 | 49 | 36.740 | 46 | 40.281 | 48 |
| 22.003 | 49 | 25.717 | 49 | 28.889 | 48 | 32.779 | 49 | 36.771 | 44 | 40.301 | 49 |
| 22.005 | 49 | 25.819 | 47 | 28.927 | 47 | 32.811 | 49 | 36.823 | 48 | 40.302 | 44 |
| 22.028 | 49 | 25.866 | 46 | 28.991 | 47 | 32.851 | 49 | 36.830 | 49 | 40.307 | 48 |
| 22.130 | 40 | 25.923 | 41 | 29.031 | 43 | 32.869 | 49 | 36.853 | 48 | 40.316 | 44 |
| 22.229 | 49 | 25.970 | 44 | 29.040 | 49 | 33.007 | 47 | 36.871 | 49 | 40.323 | 49 |
| 22.245 | 48 | 26.189 | 49 | 29.088 | 49 | 33.027 | 49 | 36.879 | 49 | 40.346 | 46 |
| 22.327 | 49 | 26.218 | 49 | 29.117 | 46 | 33.093 | 46 | 36.894 | 46 | 40.353 | 47 |
| 22.336 | 49 | 26.226 | 48 | 29.152 | 47 | 33.118 | 49 | 36.895 | 48 | 40.373 | 49 |
| 22.361 | 49 | 26.278 | 46 | 29.181 | 49 | 33.120 | 46 | 36.925 | 47 | 40.395 | 47 |
| 22.402 | 46 | 26.296 | 42 | 29.255 | 49 | 33.163 | 48 | 36.953 | 46 | 40.412 | 49 |
| 22.449 | 49 | 26.342 | 48 | 29.433 | 49 | 33.180 | 49 | 36.975 | 49 | 40.433 | 48 |
| 22.521 | 47 | 26.368 | 47 | 29.439 | 49 | 33.181 | 49 | 37.006 | 48 | 40.435 | 49 |
| 22.536 | 49 | 26.387 | 48 | 29.456 | 49 | 33.201 | 49 | 37.011 | 43 | 40.442 | 49 |
| 22.545 | 48 | 26.410 | 48 | 29.510 | 48 | 33.211 | 40 | 37.047 | 44 | 40.465 | 49 |
| 22.552 | 49 | 26.473 | 47 | 29.559 | 49 | 33.236 | 49 | 37.100 | 48 | 40.499 | 44 |
| 22.597 | 46 | 26.474 | 46 | 29.568 | 43 | 33.239 | 49 | 37.151 | 49 | 40.511 | 47 |
| 22.612 | 49 | 26.601 | 49 | 29.658 | 47 | 33.279 | 47 | 37.157 | 49 | 40.569 | 47 |
| 22.702 | 47 | 26.630 | 49 | 29.784 | 47 | 33.352 | 49 | 37.181 | 47 | 40.637 | 48 |
| 22.728 | 49 | 26.677 | 49 | 29.822 | 45 | 33.359 | 46 | 37.206 | 49 | 40.727 | 48 |
| 22.742 | 49 | 26.683 | 49 | 29.823 | 49 | 33.406 | 49 | 37.312 | 48 | 40.761 | 49 |
| 22.769 | 46 | 26.698 | 49 | 29.857 | 48 | 33.429 | 43 | 37.356 | 46 | 40.782 | 49 |
| 22.799 | 48 | 26.706 | 49 | 29.870 | 47 | 33.431 | 47 | 37.362 | 49 | 40.882 | 48 |
| 22.807 | 48 | 26.737 | 49 | 29.894 | 49 | 33.486 | 49 | 37.375 | 49 | 40.904 | 49 |
| 22.891 | 49 | 26.859 | 49 | 29.913 | 46 | 33.496 | 48 | 37.513 | 47 | 40.913 | 49 |
| 23.054 | 46 | 26.878 | 48 | 29.956 | 49 | 33.580 | 49 | 37.533 | 46 | 40.954 | 49 |
| 23.157 | 48 | 26.887 | 49 | 29.981 | 49 | 33.587 | 49 | 37.604 | 49 | 40.970 | 47 |
| 23.197 | 48 | 26.892 | 48 | 30.049 | 42 | 33.632 | 48 | 37.618 | 46 | 41.198 | 49 |
| 23.204 | 49 | 26.897 | 48 | 30.025 | 49 | 33.698 | 47 | 37.646 | 49 | 41.201 | 47 |
| 23.205 | 42 | 26.931 | 48 | 30.054 | 49 | 33.710 | 48 | 37.655 | 49 | 41.292 | 45 |
| 23.222 | 49 | 27.001 | 49 | 30.118 | 47 | 33.721 | 49 | 37.662 | 49 | 41.304 | 49 |
| 23.239 | 49 | 27.109 | 47 | 30.182 | 47 | 33.821 | 49 | 37.711 | 48 | 41.306 | 49 |
| 23.263 | 49 | 27.127 | 47 | 30.215 | 49 | 33.823 | 49 | 37.796 | 48 | 41.307 | 49 |
| 23.316 | 49 | 27.165 | 48 | 30.224 | 49 | 34.003 | 44 | 37.797 | 47 | 41.362 | 47 |
| 23.400 | 47 | 27.208 | 48 | 30.315 | 49 | 34.034 | 49 | 37.799 | 45 | 41.373 | 49 |
| 23.420 | 48 | 27.231 | 48 | 30.397 | 49 | 34.052 | 49 | 37.851 | 49 | 41.401 | 49 |
| 23.425 | 49 | 27.295 | 49 | 30.421 | 49 | 34.079 | 49 | 37.859 | 46 | 41.411 | 45 |
| 23.447 | 49 | 27.349 | 48 | 30.472 | 49 | 34.132 | 49 | 37.866 | 47 | 41.462 | 49 |
| 23.507 | 49 | 27.388 | 44 | 30.510 | 48 | 34.138 | 45 | 37.893 | 46 | 41.507 | 47 |
| 23.582 | 49 | 27.389 | 49 | 30.545 | 49 | 34.160 | 48 | 37.902 | 49 | 41.591 | 49 |
| 23.591 | 47 | 27.403 | 45 | 30.584 | 48 | 34.218 | 49 | 37.907 | 47 | 41.613 | 42 |
| 23.605 | 15 | 27.404 | 48 | 30.589 | 48 | 34.298 | 48 | 37.958 | 48 | 41.626 | 49 |
| 23.608 | 17 | 27.407 | 45 | 30.599 | 48 | 34.318 | 48 | 37.974 | 46 | 41.633 | 47 |
| 23.615 | 49 | 27.430 | 46 | 30.670 | 48 | 34.491 | 49 | 38.009 | 49 | 41.646 | 49 |
| 23.619 | 40 | 27.498 | 48 | 30.721 | 48 | 34.508 | 48 | 38.065 | 46 | 41.690 | 49 |
| 23.677 | 46 | 27.508 | 48 | 30.850 | 48 | 34.588 | 48 | 38.085 | 47 | 41.787 | 48 |
| 23.696 | 45 | 27.570 | 49 | 30.867 | 49 | 34.626 | 48 | 38.109 | 45 | 41.825 | 49 |
| 23.759 | 46 | 27.571 | 48 | 30.891 | 49 | 34.645 | 48 | 38.171 | 43 | 41.904 | 47 |
| 23.783 | 49 | 27.576 | 47 | 30.951 | 49 | 34.665 | 49 | 38.176 | 45 | 41.905 | 42 |
| 23.793 | 47 | 27.577 | 46 | 30.963 | 45 | 34.676 | 48 | 38.205 | 49 | 41.971 | 49 |
| 23.801 | 47 | 27.600 | 48 | 30.995 | 49 | 34.677 | 47 | 38.206 | 44 | 42.025 | 44 |
| 23.824 | 49 | 27.605 | 49 | 31.015 | 48 | 34.727 | 49 | 38.218 | 43 | 42.087 | 49 |
| 23.854 | 47 | 27.617 | 48 | 31.022 | 46 | 34.773 | 49 | 38.227 | 41 | 42.108 | 49 |
| 23.915 | 49 | 27.647 | 49 | 31.054 | 47 | 34.788 | 44 | 38.271 | 48 | 42.112 | 47 |
| 23.959 | 49 | 27.677 | 49 | 31.119 | 49 | 34.892 | 49 | 38.293 | 48 | 42.137 | 49 |
| 24.022 | 49 | 27.694 | 49 | 31.120 | 49 | 34.983 | 49 | 38.306 | 28 | 42.219 | 48 |
| 24.050 | 46 | 27.719 | 47 | 31.134 | 48 | 35.009 | 48 | 38.489 | 48 | 42.262 | 49 |
| 24.132 | 38 | 27.723 | 46 | 31.135 | 48 | 35.055 | 49 | 38.601 | 48 | 42.286 | 49 |
| 24.136 | 49 | 27.784 | 49 | 31.183 | 48 | 35.075 | 48 | 38.694 | 49 | 42.321 | 47 |
| 24.182 | 49 | 27.796 | 48 | 31.205 | 48 | 35.129 | 45 | 38.727 | 49 | 42.336 | 48 |
| 24.242 | 49 | 27.803 | 48 | 31.247 | 49 | 35.151 | 48 | 38.822 | 48 | 42.463 | 13 |
| 24.250 | 49 | 27.832 | 49 | 31.252 | 49 | 35.188 | 48 | 38.826 | 49 | 42.485 | 49 |
| 24.306 | 48 | 27.838 | 47 | 31.283 | 45 | 35.289 | 49 | 38.841 | 49 | 42.511 | 49 |
| 24.324 | 49 | 27.880 | 48 | 31.294 | 49 | 35.425 | 48 | 38.921 | 49 | 42.577 | 46 |
| 24.335 | 49 | 27.927 | 46 | 31.308 | 48 | 35.457 | 46 | 38.965 | 49 | 42.581 | 48 |
| 24.394 | 48 | 27.929 | 49 | 31.397 | 46 | 35.514 | 49 | 38.984 | 48 | 42.700 | 49 |
| 24.418 | 49 | 27.969 | 49 | 31.598 | 47 | 35.561 | 49 | 39.027 | 49 | 42.839 | 48 |
| 24.430 | 48 | 27.984 | 45 | 31.602 | 47 | 35.567 | 47 | 39.066 | 47 | 42.888 | 44 |
| 24.433 | 49 | 27.986 | 49 | 31.634 | 49 | 35.584 | 49 | 39.163 | 47 | 42.937 | 49 |
| 24.457 | 49 | 27.995 | 48 | 31.799 | 49 | 35.623 | 45 | 39.231 | 49 | 42.943 | 46 |
| 24.474 | 49 | 28.025 | 46 | 31.814 | 49 | 35.641 | 49 | 39.239 | 49 | 42.974 | 49 |
| 24.530 | 49 | 28.069 | 47 | 31.833 | 47 | 35.670 | 47 | 39.300 | 47 | 43.042 | 49 |
| 24.611 | 48 | 28.074 | 49 | 31.902 | 48 | 35.728 | 47 | 39.438 | 45 | 43.071 | 42 |
| 24.618 | 47 | 28.456 | 48 | 31.921 | 48 | 35.759 | 42 | 39.455 | 48 | 43.156 | 49 |
| 24.685 | 49 | 28.475 | 49 | 31.941 | 47 | 35.843 | 39 | 39.475 | 49 | 43.221 | 49 |
| 24.736 | 49 | 28.487 | 48 | 31.972 | 47 | 35.909 | 47 | 39.518 | 48 | 43.282 | 49 |
| 24.790 | 49 | 28.491 | 49 | 32.080 | 46 | 35.929 | 49 | 39.593 | 44 | 43.371 | 49 |
| 24.800 | 49 | 28.903 | 49 | 32.132 | 49 | 36.025 | 49 | 39.643 | 48 | 43.419 | 49 |
| 24.817 | 48 | 28.976 | 49 | 32.163 | 49 | 36.085 | 47 | 39.687 | 47 | 43.480 | 49 |
| 24.841 | 49 | 28.994 | 49 | 32.188 | 49 | 36.124 | 47 | 39.710 | 48 | 43.568 | 49 |
| 24.932 | 49 | 28.304 | 49 | 32.207 | 21 | 36.156 | 49 | 39.723 | 42 | 43.511 | 49 |
| 25.004 | 49 | 28.312 | 49 | 32.216 | 49 | 36.286 | 49 | 39.725 | 43 | | |

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 43.629 | 49 | 47.505 | 46 | 52.209 | 47 | 57.997 | 49 | 62.557 | 46 | 66.796 | 44 |
| 43.635 | 46 | 47.536 | 49 | 53.258 | 49 | 58.036 | 46 | 62.608 | 49 | 66.798 | 43 |
| 43.642 | 46 | 47.559 | 48 | 53.274 | 49 | 58.096 | 46 | 62.636 | 47 | 66.800 | 48 |
| 43.646 | 49 | 47.620 | 48 | 53.282 | 47 | 58.144 | 49 | 62.660 | 49 | 66.822 | 49 |
| 43.651 | 46 | 47.705 | 49 | 53.284 | 45 | 58.147 | 49 | 62.690 | 49 | 66.872 | 49 |
| 43.675 | 49 | 47.790 | 45 | 53.286 | 49 | 58.201 | 49 | 62.735 | 42 | 66.979 | 49 |
| 43.702 | 47 | 47.809 | 47 | 53.288 | 49 | 58.230 | 48 | 62.743 | 43 | 67.089 | 49 |
| 43.761 | 49 | 47.857 | 47 | 53.310 | 49 | 58.323 | 49 | 62.746 | 48 | 67.141 | 49 |
| 43.770 | 48 | 47.953 | 49 | 53.359 | 49 | 58.362 | 48 | 62.748 | 48 | 67.192 | 49 |
| 43.790 | 48 | 47.967 | 48 | 53.378 | 49 | 58.375 | 48 | 62.766 | 46 | 67.222 | 49 |
| 43.814 | 41 | 48.007 | 48 | 53.513 | 49 | 58.387 | 48 | 62.864 | 49 | 67.264 | 46 |
| 43.867 | 49 | 48.021 | 40 | 53.552 | 48 | 58.430 | 49 | 62.904 | 47 | 67.325 | 49 |
| 43.985 | 49 | 48.042 | 49 | 53.624 | 47 | 58.457 | 49 | 62.938 | 49 | 67.424 | 44 |
| 44.021 | 42 | 48.176 | 49 | 53.649 | 49 | 58.467 | 49 | 63.015 | 47 | 67.539 | 46 |
| 44.038 | 49 | 48.210 | 49 | 53.690 | 49 | 58.506 | 49 | 63.084 | 49 | 67.610 | 49 |
| 44.065 | 47 | 48.226 | 49 | 53.728 | 49 | 58.522 | 49 | 63.088 | 44 | 67.679 | 48 |
| 44.072 | 47 | 48.312 | 49 | 53.743 | 46 | 58.634 | 46 | 63.115 | 49 | 67.922 | 47 |
| 44.071 | 48 | 48.313 | 48 | 53.759 | 49 | 58.703 | 49 | 63.183 | 41 | 68.120 | 48 |
| 44.073 | 49 | 48.313 | 49 | 53.761 | 44 | 58.787 | 49 | 63.186 | 41 | 68.169 | 48 |
| 44.190 | 43 | 48.376 | 49 | 53.829 | 49 | 58.790 | 49 | 63.187 | 46 | 68.177 | 48 |
| 44.194 | 49 | 48.379 | 49 | 53.848 | 49 | 58.816 | 49 | 63.210 | 49 | 68.220 | 48 |
| 44.239 | 49 | 48.401 | 47 | 53.908 | 48 | 58.908 | 49 | 63.278 | 49 | 68.294 | 48 |
| 44.245 | 49 | 48.414 | 49 | 53.910 | 48 | 59.022 | 49 | 63.321 | 48 | 68.342 | 48 |
| 44.284 | 48 | 48.471 | 49 | 54.022 | 47 | 59.060 | 49 | 63.418 | 48 | 68.349 | 48 |
| 44.286 | 49 | 48.605 | 49 | 54.104 | 49 | 59.081 | 47 | 63.480 | 47 | 68.353 | 48 |
| 44.289 | 49 | 48.632 | 47 | 54.146 | 49 | 59.094 | 26 | 63.486 | 49 | 68.382 | 48 |
| 44.361 | 48 | 48.643 | 49 | 54.164 | 48 | 59.106 | 49 | 63.541 | 49 | 68.436 | 48 |
| 44.371 | 47 | 48.673 | 41 | 54.174 | 48 | 59.153 | 47 | 63.621 | 49 | 68.518 | 49 |
| 44.374 | 48 | 48.699 | 41 | 54.217 | 47 | 59.205 | 48 | 63.696 | 49 | 68.545 | 49 |
| 44.379 | 49 | 48.700 | 44 | 54.220 | 47 | 59.236 | 48 | 63.743 | 49 | 68.561 | 49 |
| 44.494 | 49 | 48.705 | 49 | 54.369 | 49 | 59.257 | 49 | 63.785 | 49 | 68.587 | 49 |
| 44.606 | 49 | 48.719 | 49 | 54.392 | 49 | 59.396 | 49 | 63.856 | 49 | 68.803 | 49 |
| 44.723 | 46 | 48.748 | 48 | 54.395 | 46 | 59.423 | 48 | 63.860 | 49 | 68.890 | 49 |
| 44.798 | 49 | 48.755 | 47 | 54.396 | 47 | 59.465 | 49 | 63.880 | 47 | 68.918 | 49 |
| 44.802 | 49 | 48.854 | 46 | 54.411 | 49 | 59.485 | 47 | 63.974 | 49 | 68.952 | 49 |
| 44.805 | 47 | 48.883 | 49 | 54.483 | 46 | 59.525 | 49 | 64.015 | 49 | 69.015 | 49 |
| 44.816 | 49 | 48.885 | 47 | 54.514 | 48 | 59.552 | 49 | 64.044 | 39 | 69.068 | 49 |
| 44.817 | 49 | 48.988 | 49 | 54.563 | 48 | 59.626 | 49 | 64.079 | 49 | 69.093 | 49 |
| 44.833 | 49 | 48.991 | 42 | 54.567 | 46 | 59.658 | 49 | 64.102 | 49 | 69.131 | 49 |
| 44.864 | 48 | 49.250 | 48 | 54.586 | 49 | 59.716 | 49 | 64.124 | 49 | 69.282 | 49 |
| 44.872 | 49 | 49.297 | 47 | 54.597 | 47 | 59.786 | 49 | 64.142 | 49 | 69.491 | 49 |
| 44.878 | 49 | 49.360 | 47 | 54.751 | 48 | 59.879 | 47 | 64.154 | 48 | 69.509 | 49 |
| 44.993 | 46 | 49.384 | 49 | 54.831 | 47 | 59.933 | 46 | 64.187 | 40 | 69.510 | 49 |
| 44.995 | 49 | 49.393 | 49 | 54.840 | 49 | 60.087 | 49 | 64.200 | 49 | 69.537 | 49 |
| 45.103 | 46 | 49.424 | 49 | 54.870 | 49 | 60.100 | 48 | 64.270 | 49 | 69.540 | 49 |
| 45.195 | 48 | 49.480 | 49 | 54.874 | 49 | 60.191 | 46 | 64.337 | 49 | 69.548 | 49 |
| 45.194 | 49 | 49.577 | 47 | 54.882 | 49 | 60.217 | 49 | 64.436 | 49 | 69.675 | 49 |
| 45.263 | 49 | 49.621 | 49 | 54.956 | 49 | 60.255 | 49 | 64.598 | 49 | 69.683 | 49 |
| 45.277 | 46 | 49.649 | 49 | 54.976 | 49 | 60.266 | 49 | 64.607 | 45 | 69.806 | 49 |
| 45.308 | 49 | 49.798 | 49 | 54.994 | 44 | 60.282 | 46 | 64.612 | 47 | 69.888 | 49 |
| 45.354 | 48 | 49.818 | 49 | 55.127 | 48 | 60.339 | 47 | 64.621 | 47 | 69.972 | 49 |
| 45.389 | 49 | 49.849 | 49 | 55.133 | 49 | 60.417 | 47 | 64.633 | 49 | 70.029 | 49 |
| 45.473 | 45 | 49.900 | 49 | 55.160 | 49 | 60.427 | 49 | 64.635 | 45 | 70.072 | 49 |
| 45.485 | 49 | 50.022 | 49 | 55.275 | 49 | 60.451 | 49 | 64.654 | 49 | 70.165 | 47 |
| 45.539 | 49 | 50.120 | 49 | 55.279 | 49 | 60.479 | 46 | 64.724 | 46 | 70.264 | 49 |
| 45.682 | 49 | 50.264 | 49 | 55.332 | 49 | 60.482 | 46 | 64.834 | 46 | 70.275 | 49 |
| 45.776 | 49 | 50.472 | 49 | 55.376 | 46 | 60.487 | 46 | 64.836 | 46 | 70.289 | 49 |
| 45.818 | 49 | 50.517 | 49 | 55.395 | 47 | 60.490 | 47 | 64.926 | 49 | 70.301 | 49 |
| 45.847 | 49 | 50.576 | 49 | 55.496 | 49 | 60.547 | 47 | 64.986 | 49 | 70.325 | 49 |
| 45.980 | 49 | 50.667 | 49 | 55.579 | 46 | 60.593 | 49 | 65.063 | 49 | 70.390 | 49 |
| 46.002 | 49 | 50.884 | 49 | 55.604 | 48 | 60.616 | 49 | 65.091 | 48 | 70.399 | 49 |
| 46.254 | 48 | 50.939 | 49 | 55.656 | 49 | 60.664 | 49 | 65.121 | 48 | 70.473 | 46 |
| 46.279 | 49 | 51.005 | 49 | 55.664 | 49 | 60.779 | 49 | 65.130 | 44 | 70.516 | 48 |
| 46.344 | 49 | 51.032 | 49 | 55.687 | 49 | 60.795 | 49 | 65.157 | 47 | 70.582 | 43 |
| 46.417 | 46 | 51.081 | 49 | 55.738 | 49 | 60.888 | 49 | 65.201 | 49 | 70.685 | 49 |
| 46.418 | 49 | 51.169 | 49 | 55.917 | 48 | 60.921 | 47 | 65.205 | 47 | 70.708 | 48 |
| 46.425 | 48 | 51.178 | 49 | 55.939 | 46 | 60.923 | 49 | 65.249 | 49 | 70.767 | 49 |
| 46.456 | 49 | 51.403 | 49 | 56.091 | 49 | 60.982 | 48 | 65.304 | 48 | 70.803 | 49 |
| 46.507 | 48 | 51.412 | 49 | 56.187 | 49 | 60.996 | 49 | 65.321 | 48 | 70.823 | 49 |
| 46.534 | 49 | 51.586 | 49 | 56.363 | 49 | 61.015 | 49 | 65.333 | 49 | 70.824 | 49 |
| 46.585 | 49 | 51.607 | 49 | 56.429 | 49 | 61.039 | 46 | 65.539 | 49 | 70.865 | 49 |
| 46.633 | 47 | 51.873 | 49 | 56.582 | 48 | 61.087 | 49 | 65.630 | 48 | 70.892 | 47 |
| 46.730 | 46 | 52.087 | 49 | 56.684 | 49 | 61.095 | 49 | 65.683 | 48 | 70.910 | 47 |
| 46.732 | 49 | 52.138 | 49 | 56.859 | 48 | 61.127 | 46 | 65.688 | 47 | 70.938 | 47 |
| 46.773 | 46 | 52.141 | 49 | 56.932 | 47 | 61.160 | 48 | 65.780 | 49 | 70.998 | 49 |
| 46.848 | 49 | 52.331 | 49 | 56.965 | 46 | 61.259 | 48 | 65.833 | 49 | 71.006 | 49 |
| 46.872 | 49 | 52.365 | 49 | 57.013 | 49 | 61.288 | 48 | 65.851 | 49 | 71.043 | 49 |
| 46.887 | 49 | 52.394 | 49 | 57.023 | 49 | 61.291 | 49 | 65.892 | 47 | 71.073 | 49 |
| 46.922 | 49 | 52.405 | 49 | 57.112 | 49 | 61.400 | 49 | 65.975 | 48 | 71.355 | 49 |
| 46.947 | 49 | 52.481 | 49 | 57.135 | 47 | 61.430 | 49 | 66.025 | 49 | 71.425 | 49 |
| 46.951 | 49 | 52.511 | 47 | 57.143 | 49 | 61.497 | 48 | 66.244 | 49 | 71.605 | 49 |
| 47.034 | 48 | 52.534 | 49 | 57.186 | 49 | 61.510 | 49 | 66.246 | 48 | 71.825 | 49 |
| 47.067 | 49 | 52.729 | 49 | 57.322 | 49 | 61.731 | 46 | 66.265 | 49 | 71.881 | 49 |
| 47.070 | 49 | 52.778 | 49 | 57.330 | 49 | 61.751 | 27 | 66.306 | 49 | 71.913 | 49 |
| 47.132 | 44 | 52.785 | 49 | 57.397 | 46 | 61.932 | 49 | 66.310 | 47 | 71.951 | 49 |
| 47.156 | 49 | 52.810 | 47 | 57.436 | 47 | 62.123 | 49 | 66.320 | 49 | 72.017 | 48 |
| 47.170 | 49 | 52.825 | 47 | 57.477 | 47 | 62.160 | 48 | 66.329 | 49 | 72.030 | 48 |
| 47.190 | 49 | 52.842 | 49 | 57.493 | 45 | 62.164 | 46 | 66.399 | 49 | 72.045 | 49 |
| 47.256 | 49 | 52.896 | 48 | 57.553 | 49 | 62.227 | 47 | 66.413 | 49 | 72.137 | 49 |
| 47.263 | 49 | 52.912 | 49 | 57.557 | 48 | 62.231 | 47 | 66.447 | 49 | 72.141 | 49 |
| 47.289 | 49 | 52.984 | 49 | 57.596 | 49 | 62.269 | 49 | 66.481 | 48 | 72.319 | 49 |
| 47.308 | 49 | 53.080 | 45 | 57.750 | 41 | 62.290 | 49 | 66.575 | 49 | 72.399 | 49 |
| 47.387 | 49 | 53.099 | 49 | 57.765 | 47 | 62.389 | 49 | 66.591 | 49 | 72.451 | 46 |
| 47.421 | 49 | 53.206 | 49 | 57.818 | 48 | 62.538 | 49 | 66.618 | 49 | | |

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 72.622 | 48 | 79.095 | 49 | 84.102 | 49 | 91.829 | 49 | 97.518 | 49 | 102.223 | 49 |
| 72.741 | 48 | 79.097 | 49 | 84.216 | 49 | 91.838 | 49 | 97.569 | 49 | 102.285 | 49 |
| 72.743 | 47 | 79.457 | 49 | 84.336 | 47 | 91.900 | 49 | 97.611 | 49 | 102.305 | 48 |
| 72.816 | 49 | 79.287 | 49 | 84.318 | 49 | 92.008 | 49 | 97.616 | 49 | 102.309 | 49 |
| 72.865 | 49 | 79.371 | 49 | 84.388 | 49 | 92.031 | 49 | 97.790 | 49 | 102.468 | 49 |
| 72.920 | 49 | 79.521 | 49 | 84.426 | 48 | 92.039 | 49 | 97.803 | 49 | 102.532 | 47 |
| 72.924 | 49 | 79.554 | 49 | 84.439 | 47 | 92.098 | 49 | 98.112 | 49 | 102.566 | 49 |
| 73.026 | 49 | 79.683 | 49 | 84.525 | 47 | 92.123 | 49 | 98.189 | 49 | 102.567 | 49 |
| 73.041 | 49 | 79.713 | 49 | 84.554 | 45 | 92.305 | 49 | 98.192 | 49 | 102.568 | 49 |
| 73.137 | 46 | 79.916 | 49 | 84.555 | 49 | 92.326 | 49 | 98.311 | 49 | 102.584 | 49 |
| 73.386 | 44 | 80.001 | 49 | 84.726 | 49 | 92.339 | 49 | 98.316 | 49 | 102.587 | 47 |
| 73.432 | 49 | 80.167 | 49 | 84.937 | 46 | 92.450 | 49 | 98.342 | 49 | 102.620 | 46 |
| 73.491 | 49 | 80.175 | 49 | 84.983 | 49 | 92.510 | 49 | 98.344 | 49 | 102.749 | 49 |
| 73.511 | 48 | 80.223 | 49 | 85.048 | 49 | 92.564 | 49 | 98.502 | 49 | 102.754 | 49 |
| 73.542 | 31 | 80.274 | 49 | 85.212 | 49 | 92.665 | 49 | 98.543 | 49 | 102.858 | 49 |
| 73.626 | 49 | 80.302 | 49 | 85.305 | 49 | 92.779 | 49 | 98.567 | 48 | 102.863 | 49 |
| 73.634 | 49 | 80.351 | 49 | 85.321 | 49 | 92.947 | 49 | 98.611 | 48 | 102.870 | 47 |
| 73.638 | 49 | 80.445 | 49 | 85.332 | 49 | 93.052 | 49 | 98.707 | 46 | 102.872 | 46 |
| 73.703 | 44 | 80.528 | 49 | 85.346 | 49 | 93.073 | 49 | 98.714 | 46 | 102.875 | 48 |
| 73.705 | 48 | 80.613 | 49 | 85.403 | 49 | 93.083 | 49 | 98.721 | 31 | 102.894 | 45 |
| 73.725 | 47 | 80.768 | 49 | 85.517 | 49 | 93.200 | 49 | 98.785 | 45 | 102.897 | 45 |
| 73.748 | 49 | 80.770 | 49 | 85.535 | 49 | 93.259 | 49 | 99.042 | 49 | 102.899 | 47 |
| 73.778 | 49 | 81.083 | 49 | 85.620 | 49 | 93.302 | 49 | 99.049 | 49 | 102.906 | 49 |
| 73.789 | 48 | 81.221 | 49 | 85.621 | 49 | 93.389 | 49 | 99.114 | 49 | 102.980 | 44 |
| 73.799 | 49 | 81.337 | 48 | 85.656 | 49 | 93.405 | 49 | 99.135 | 43 | 103.126 | 49 |
| 73.809 | 47 | 81.345 | 46 | 85.772 | 49 | 93.473 | 49 | 99.142 | 49 | 103.127 | 49 |
| 73.810 | 47 | 81.353 | 44 | 85.967 | 49 | 93.518 | 49 | 99.181 | 49 | 103.181 | 47 |
| 73.951 | 49 | 81.440 | 22 | 86.093 | 49 | 93.560 | 49 | 99.307 | 49 | 103.185 | 47 |
| 74.013 | 49 | 81.442 | 46 | 86.107 | 49 | 93.652 | 49 | 99.323 | 49 | 103.197 | 49 |
| 74.067 | 49 | 81.443 | 26 | 86.115 | 49 | 93.654 | 49 | 99.420 | 46 | 103.217 | 49 |
| 74.162 | 49 | 81.445 | 49 | 86.172 | 49 | 93.849 | 49 | 99.462 | 46 | 103.249 | 49 |
| 74.213 | 47 | 81.743 | 49 | 86.228 | 49 | 93.877 | 49 | 99.554 | 49 | 103.284 | 49 |
| 74.214 | 49 | 81.802 | 46 | 86.235 | 49 | 92.909 | 49 | 99.568 | 48 | 103.332 | 41 |
| 74.231 | 49 | 81.811 | 49 | 86.259 | 49 | 93.965 | 49 | 99.595 | 49 | 103.376 | 49 |
| 74.242 | 49 | 81.913 | 48 | 86.333 | 49 | 94.059 | 49 | 99.728 | 47 | 103.444 | 49 |
| 74.264 | 37 | 81.919 | 48 | 86.343 | 49 | 94.110 | 4 | 99.729 | 49 | 103.463 | 49 |
| 74.321 | 48 | 81.959 | 49 | 86.350 | 49 | 94.128 | 49 | 99.732 | 49 | 103.479 | 48 |
| 74.481 | 49 | 81.999 | 49 | 86.391 | 49 | 94.364 | 49 | 99.830 | 49 | 103.489 | 49 |
| 74.500 | 48 | 82.002 | 49 | 86.404 | 49 | 94.435 | 49 | 99.865 | 48 | 103.509 | 49 |
| 74.515 | 49 | 82.009 | 47 | 86.417 | 49 | 94.467 | 49 | 99.880 | 49 | 103.524 | 49 |
| 74.590 | 46 | 82.089 | 49 | 86.439 | 49 | 94.588 | 49 | 99.891 | 47 | 103.630 | 49 |
| 74.603 | 44 | 82.103 | 49 | 86.543 | 49 | 94.664 | 49 | 100.097 | 47 | 103.674 | 48 |
| 74.615 | 48 | 82.217 | 47 | 86.568 | 49 | 94.733 | 49 | 100.104 | 46 | 103.701 | 48 |
| 74.627 | 47 | 82.227 | 47 | 86.678 | 49 | 94.771 | 49 | 100.151 | 46 | 103.712 | 46 |
| 74.665 | 48 | 82.234 | 46 | 86.743 | 49 | 94.818 | 49 | 100.299 | 49 | 103.865 | 47 |
| 74.858 | 49 | 82.315 | 49 | 86.909 | 49 | 94.862 | 49 | 100.342 | 49 | 103.961 | 39 |
| 74.914 | 49 | 82.317 | 49 | 86.925 | 49 | 94.988 | 49 | 100.490 | 48 | 104.073 | 49 |
| 75.159 | 49 | 82.364 | 48 | 86.965 | 49 | 95.091 | 49 | 100.493 | 49 | 104.110 | 46 |
| 75.237 | 49 | 82.385 | 49 | 87.209 | 49 | 95.613 | 49 | 100.535 | 32 | 104.148 | 48 |
| 75.248 | 49 | 82.391 | 49 | 87.377 | 49 | 95.099 | 49 | 100.663 | 45 | 104.180 | 45 |
| 75.324 | 49 | 82.402 | 46 | 87.614 | 49 | 95.121 | 49 | 100.669 | 45 | 104.207 | 47 |
| 75.360 | 49 | 82.514 | 49 | 87.868 | 49 | 95.178 | 49 | 100.688 | 49 | 104.270 | 48 |
| 75.575 | 49 | 82.558 | 49 | 88.002 | 49 | 95.195 | 49 | 100.752 | 49 | 104.316 | 48 |
| 75.669 | 49 | 82.562 | 46 | 88.274 | 49 | 95.211 | 49 | 100.756 | 49 | 104.332 | 49 |
| 75.717 | 49 | 82.564 | 45 | 88.291 | 49 | 95.241 | 49 | 100.799 | 49 | 104.346 | 49 |
| 75.886 | 49 | 82.580 | 49 | 88.340 | 49 | 95.245 | 49 | 100.862 | 49 | 104.367 | 43 |
| 75.904 | 49 | 82.606 | 43 | 88.522 | 49 | 95.285 | 49 | 100.930 | 48 | 104.378 | 49 |
| 75.950 | 49 | 82.610 | 49 | 88.571 | 49 | 95.424 | 49 | 101.031 | 49 | 104.433 | 48 |
| 75.958 | 49 | 82.625 | 49 | 88.620 | 49 | 95.469 | 49 | 101.044 | 46 | 104.444 | 48 |
| 76.011 | 49 | 82.683 | 46 | 88.632 | 49 | 95.605 | 49 | 101.060 | 43 | 104.449 | 48 |
| 76.207 | 49 | 82.685 | 47 | 88.862 | 49 | 95.632 | 49 | 101.065 | 47 | 104.485 | 37 |
| 76.308 | 49 | 82.718 | 47 | 88.981 | 49 | 95.635 | 49 | 101.067 | 47 | 104.486 | 36 |
| 76.348 | 49 | 82.752 | 49 | 89.037 | 49 | 95.744 | 49 | 101.099 | 49 | 104.534 | 47 |
| 76.434 | 49 | 82.844 | 48 | 89.100 | 49 | 95.847 | 49 | 101.122 | 47 | 104.563 | 48 |
| 76.615 | 49 | 82.865 | 49 | 89.167 | 49 | 96.070 | 49 | 101.205 | 46 | 104.620 | 46 |
| 76.658 | 49 | 82.907 | 49 | 89.208 | 49 | 96.142 | 49 | 101.212 | 48 | 104.640 | 49 |
| 76.721 | 49 | 82.924 | 46 | 89.400 | 49 | 96.202 | 48 | 101.282 | 49 | 104.724 | 49 |
| 76.735 | 49 | 83.061 | 48 | 89.404 | 49 | 96.240 | 48 | 101.298 | 49 | 104.738 | 47 |
| 76.763 | 49 | 83.098 | 43 | 89.508 | 49 | 96.311 | 49 | 101.301 | 49 | 104.796 | 49 |
| 76.846 | 49 | 83.100 | 49 | 89.852 | 49 | 96.330 | 46 | 101.338 | 48 | 104.824 | 48 |
| 76.977 | 49 | 83.456 | 49 | 89.879 | 49 | 96.377 | 46 | 101.377 | 49 | 104.833 | 49 |
| 77.023 | 49 | 83.483 | 48 | 89.885 | 49 | 96.379 | 47 | 101.422 | 46 | 104.855 | 49 |
| 77.155 | 49 | 83.215 | 46 | 89.908 | 49 | 96.440 | 48 | 101.456 | 49 | 104.911 | 49 |
| 77.187 | 49 | 83.242 | 47 | 89.953 | 49 | 96.457 | 49 | 101.482 | 47 | 104.959 | 48 |
| 77.202 | 49 | 83.405 | 43 | 89.977 | 49 | 96.478 | 49 | 101.485 | 49 | 104.979 | 49 |
| 77.230 | 49 | 83.441 | 49 | 90.211 | 49 | 96.547 | 49 | 101.513 | 49 | 104.991 | 49 |
| 77.251 | 49 | 83.442 | 46 | 90.248 | 49 | 96.569 | 49 | 101.569 | 45 | 104.994 | 47 |
| 77.397 | 49 | 83.487 | 48 | 90.319 | 49 | 96.580 | 46 | 101.585 | 49 | 105.073 | 49 |
| 77.437 | 49 | 83.506 | 46 | 90.343 | 49 | 96.610 | 49 | 101.619 | 49 | 105.076 | 48 |
| 77.916 | 49 | 83.535 | 48 | 90.509 | 49 | 96.625 | 49 | 101.622 | 49 | 105.086 | 47 |
| 78.082 | 49 | 83.583 | 48 | 90.614 | 49 | 96.626 | 48 | 101.640 | 47 | 105.087 | 49 |
| 78.092 | 49 | 83.593 | 47 | 90.793 | 49 | 96.727 | 49 | 101.642 | 49 | 105.096 | 41 |
| 78.188 | 49 | 83.608 | 49 | 90.840 | 49 | 96.759 | 49 | 101.846 | 46 | 105.238 | 49 |
| 78.286 | 49 | 83.626 | 49 | 90.969 | 49 | 96.770 | 48 | 101.847 | 48 | 105.241 | 49 |
| 78.363 | 49 | 83.677 | 49 | 91.100 | 49 | 96.873 | 49 | 101.852 | 48 | 105.324 | 49 |
| 78.405 | 49 | 83.680 | 49 | 91.111 | 49 | 96.886 | 49 | 101.857 | 49 | 105.389 | 47 |
| 78.583 | 49 | 83.744 | 49 | 91.150 | 49 | 96.951 | 46 | 101.917 | 45 | 105.400 | 49 |
| 78.587 | 49 | 83.780 | 48 | 91.257 | 49 | 96.983 | 46 | 102.005 | 49 | 105.401 | 49 |
| 78.680 | 49 | 83.832 | 49 | 91.344 | 49 | 96.984 | 46 | 102.033 | 45 | 105.454 | 46 |
| 78.780 | 49 | 83.838 | 49 | 91.533 | 49 | 97.169 | 49 | 102.125 | 48 | 105.470 | 49 |
| 78.839 | 49 | 83.879 | 46 | 91.562 | 49 | 97.324 | 49 | 102.132 | 49 | 105.515 | 47 |
| 78.861 | 49 | 83.908 | 49 | 91.771 | 49 | 97.353 | 49 | 102.163 | 48 | 105.708 | 48 |
| 78.939 | 49 | 84.049 | 49 | 91.814 | 49 | 97.401 | 49 | 102.171 | 49 | 105.719 | 49 |
| 78.961 | 49 | 84.122 | 49 | | | | | | | | |

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 105.724 | 49 | 112.704 | 49 | 117.868 | 47 | 123.507 | 49 | 128.351 | 47 | 132.484 | 49 |
| 105.734 | 49 | 112.830 | 49 | 117.927 | 49 | 123.582 | 49 | 128.386 | 45 | 132.498 | 45 |
| 105.736 | 48 | 112.976 | 49 | 118.015 | 49 | 123.615 | 49 | 128.413 | 49 | 132.586 | 46 |
| 105.756 | 44 | 113.030 | 49 | 118.055 | 47 | 123.783 | 49 | 128.556 | 48 | 132.592 | 48 |
| 105.765 | 48 | 113.073 | 49 | 118.081 | 49 | 123.824 | 49 | 128.607 | 49 | 132.607 | 48 |
| 105.801 | 40 | 113.171 | 49 | 118.102 | 46 | 123.945 | 49 | 128.676 | 49 | 132.775 | 49 |
| 105.892 | 49 | 113.222 | 49 | 118.126 | 48 | 123.959 | 49 | 128.691 | 39 | 132.778 | 48 |
| 105.903 | 49 | 113.232 | 49 | 118.257 | 49 | 124.022 | 49 | 128.759 | 48 | 132.779 | 49 |
| 105.925 | 43 | 113.239 | 49 | 118.430 | 46 | 124.136 | 49 | 128.822 | 49 | 132.791 | 46 |
| 105.939 | 49 | 113.325 | 49 | 118.487 | 49 | 124.182 | 49 | 128.829 | 49 | 132.811 | 49 |
| 106.011 | 49 | 113.532 | 49 | 118.522 | 47 | 124.242 | 49 | 128.927 | 47 | 132.815 | 48 |
| 106.304 | 49 | 113.570 | 49 | 118.550 | 49 | 124.250 | 49 | 127.008 | 47 | 132.824 | 47 |
| 106.310 | 49 | 113.728 | 49 | 118.582 | 49 | 124.321 | 49 | 129.040 | 49 | 132.851 | 49 |
| 106.434 | 49 | 113.743 | 49 | 118.611 | 44 | 124.335 | 49 | 129.047 | 47 | 132.869 | 49 |
| 106.631 | 49 | 113.842 | 49 | 118.650 | 49 | 124.418 | 49 | 129.088 | 49 | 133.027 | 49 |
| 106.642 | 49 | 113.864 | 49 | 118.672 | 48 | 124.433 | 49 | 129.124 | 47 | 133.030 | 43 |
| 106.699 | 48 | 114.000 | 49 | 118.678 | 44 | 124.457 | 49 | 129.127 | 48 | 133.033 | 46 |
| 106.774 | 49 | 114.019 | 49 | 118.688 | 43 | 124.474 | 49 | 129.184 | 49 | 133.118 | 49 |
| 106.839 | 49 | 114.162 | 49 | 118.689 | 49 | 124.550 | 49 | 129.214 | 47 | 133.120 | 46 |
| 106.840 | 49 | 114.222 | 49 | 118.731 | 49 | 124.685 | 49 | 129.255 | 49 | 133.180 | 49 |
| 107.062 | 49 | 114.361 | 49 | 118.766 | 49 | 124.736 | 49 | 129.265 | 46 | 133.181 | 49 |
| 107.117 | 49 | 114.379 | 49 | 118.805 | 48 | 124.790 | 49 | 129.423 | 49 | 133.201 | 49 |
| 107.135 | 49 | 114.435 | 49 | 118.939 | 44 | 124.860 | 49 | 129.439 | 49 | 133.236 | 49 |
| 107.440 | 49 | 114.495 | 49 | 119.003 | 49 | 124.841 | 49 | 129.456 | 49 | 133.239 | 49 |
| 107.442 | 49 | 114.674 | 49 | 119.050 | 49 | 124.932 | 49 | 129.559 | 49 | 133.274 | 45 |
| 107.619 | 49 | 114.732 | 49 | 119.105 | 49 | 125.004 | 49 | 129.586 | 48 | 133.302 | 47 |
| 107.713 | 49 | 114.987 | 49 | 119.113 | 49 | 125.042 | 49 | 129.589 | 47 | 133.352 | 49 |
| 107.736 | 49 | 115.141 | 49 | 119.117 | 46 | 125.137 | 49 | 129.627 | 48 | 133.406 | 49 |
| 107.843 | 49 | 115.154 | 49 | 119.123 | 48 | 125.178 | 45 | 129.662 | 48 | 133.409 | 48 |
| 107.899 | 49 | 115.194 | 47 | 119.156 | 46 | 125.185 | 49 | 129.784 | 47 | 133.428 | 48 |
| 108.038 | 49 | 115.219 | 49 | 119.170 | 49 | 125.195 | 49 | 129.787 | 46 | 133.431 | 47 |
| 108.100 | 49 | 115.270 | 49 | 119.181 | 48 | 125.196 | 49 | 129.823 | 49 | 133.466 | 47 |
| 108.237 | 49 | 115.372 | 45 | 119.241 | 49 | 125.450 | 49 | 129.894 | 49 | 133.486 | 49 |
| 108.282 | 49 | 115.412 | 47 | 119.267 | 49 | 125.455 | 45 | 129.905 | 46 | 133.496 | 48 |
| 108.307 | 49 | 115.515 | 49 | 119.280 | 49 | 125.586 | 46 | 129.913 | 46 | 133.580 | 49 |
| 108.337 | 49 | 115.626 | 49 | 119.291 | 49 | 125.639 | 49 | 129.956 | 49 | 133.587 | 49 |
| 108.365 | 49 | 115.765 | 49 | 119.386 | 49 | 125.681 | 48 | 129.981 | 49 | 133.721 | 49 |
| 108.397 | 49 | 115.778 | 46 | 119.401 | 49 | 125.742 | 46 | 130.019 | 42 | 133.779 | 48 |
| 108.476 | 49 | 115.780 | 46 | 119.487 | 49 | 125.746 | 49 | 130.025 | 49 | 133.821 | 49 |
| 108.490 | 49 | 115.884 | 49 | 119.493 | 49 | 125.747 | 49 | 130.054 | 49 | 133.828 | 49 |
| 108.617 | 49 | 115.909 | 46 | 119.507 | 49 | 125.789 | 49 | 130.118 | 47 | 133.877 | 46 |
| 108.635 | 49 | 115.903 | 49 | 119.688 | 43 | 126.218 | 49 | 130.182 | 47 | 133.881 | 47 |
| 108.843 | 49 | 115.938 | 49 | 119.739 | 49 | 126.236 | 48 | 130.215 | 49 | 134.034 | 49 |
| 108.856 | 49 | 115.946 | 49 | 119.771 | 49 | 126.342 | 48 | 130.224 | 49 | 134.052 | 49 |
| 108.915 | 49 | 115.976 | 49 | 119.773 | 48 | 126.410 | 48 | 130.315 | 49 | 134.079 | 49 |
| 109.030 | 49 | 115.984 | 49 | 119.802 | 48 | 126.601 | 49 | 130.397 | 49 | 134.112 | 48 |
| 109.086 | 49 | 116.027 | 47 | 119.830 | 49 | 126.608 | 33 | 130.421 | 49 | 134.132 | 49 |
| 109.257 | 49 | 116.031 | 46 | 119.849 | 48 | 126.630 | 49 | 130.472 | 49 | 134.133 | 47 |
| 109.278 | 49 | 116.054 | 49 | 119.880 | 49 | 126.677 | 49 | 130.516 | 48 | 134.218 | 49 |
| 109.351 | 49 | 116.081 | 45 | 119.899 | 47 | 126.683 | 49 | 130.545 | 49 | 134.235 | 48 |
| 109.380 | 49 | 116.119 | 49 | 119.907 | 49 | 126.698 | 49 | 130.584 | 48 | 134.283 | 46 |
| 109.409 | 49 | 116.169 | 48 | 119.908 | 48 | 126.706 | 49 | 130.589 | 48 | 134.298 | 48 |
| 109.444 | 49 | 116.191 | 49 | 119.925 | 49 | 126.737 | 49 | 130.599 | 48 | 134.315 | 48 |
| 109.599 | 49 | 116.209 | 47 | 119.980 | 49 | 126.790 | 46 | 130.630 | 48 | 134.318 | 48 |
| 109.802 | 49 | 116.223 | 48 | 120.222 | 49 | 126.845 | 48 | 130.670 | 48 | 134.491 | 49 |
| 109.843 | 49 | 116.226 | 47 | 120.389 | 49 | 126.859 | 49 | 130.721 | 48 | 134.508 | 48 |
| 109.855 | 49 | 116.257 | 49 | 120.485 | 49 | 126.878 | 48 | 130.850 | 48 | 134.645 | 48 |
| 109.889 | 49 | 116.268 | 44 | 120.606 | 49 | 126.887 | 49 | 130.867 | 49 | 134.665 | 49 |
| 109.938 | 49 | 116.422 | 46 | 120.722 | 49 | 126.892 | 48 | 130.891 | 49 | 134.676 | 48 |
| 110.071 | 49 | 116.475 | 49 | 120.729 | 49 | 126.897 | 48 | 130.951 | 49 | 134.713 | 46 |
| 110.161 | 49 | 116.536 | 47 | 120.799 | 49 | 126.934 | 46 | 130.995 | 49 | 134.727 | 49 |
| 110.188 | 49 | 116.557 | 48 | 120.842 | 49 | 127.001 | 49 | 131.032 | 45 | 134.729 | 48 |
| 110.281 | 49 | 116.581 | 49 | 120.976 | 49 | 127.159 | 48 | 131.119 | 49 | 134.773 | 49 |
| 110.283 | 49 | 116.646 | 49 | 121.134 | 49 | 127.165 | 48 | 131.120 | 49 | 134.892 | 49 |
| 110.322 | 49 | 116.656 | 49 | 121.214 | 49 | 127.173 | 41 | 131.135 | 48 | 134.983 | 49 |
| 110.355 | 49 | 116.718 | 47 | 121.275 | 49 | 127.254 | 47 | 131.247 | 49 | 135.055 | 49 |
| 110.364 | 49 | 116.743 | 49 | 121.305 | 49 | 127.295 | 49 | 131.252 | 49 | 135.107 | 45 |
| 110.541 | 49 | 116.748 | 49 | 121.372 | 49 | 127.389 | 49 | 131.290 | 44 | 135.116 | 48 |
| 110.685 | 49 | 116.852 | 49 | 121.495 | 49 | 127.463 | 46 | 131.291 | 42 | 135.289 | 49 |
| 110.737 | 49 | 116.945 | 48 | 121.647 | 49 | 127.479 | 48 | 131.294 | 49 | 135.292 | 47 |
| 110.748 | 49 | 117.015 | 47 | 121.681 | 49 | 127.481 | 47 | 131.299 | 42 | 135.355 | 48 |
| 110.784 | 49 | 117.021 | 46 | 121.710 | 49 | 127.508 | 48 | 131.308 | 48 | 135.451 | 46 |
| 110.820 | 49 | 117.093 | 47 | 122.003 | 49 | 127.534 | 48 | 131.352 | 48 | 135.514 | 49 |
| 110.915 | 49 | 117.094 | 49 | 122.005 | 49 | 127.570 | 49 | 131.397 | 46 | 135.561 | 49 |
| 110.935 | 49 | 117.144 | 43 | 122.028 | 49 | 127.605 | 49 | 131.433 | 46 | 135.584 | 49 |
| 111.046 | 49 | 117.145 | 47 | 122.430 | 49 | 127.647 | 49 | 131.634 | 49 | 135.641 | 49 |
| 111.519 | 49 | 117.173 | 47 | 122.229 | 49 | 127.677 | 49 | 131.686 | 48 | 135.670 | 47 |
| 111.589 | 49 | 117.192 | 47 | 122.327 | 49 | 127.694 | 49 | 131.765 | 46 | 135.734 | 48 |
| 111.625 | 49 | 117.236 | 49 | 122.336 | 49 | 127.784 | 49 | 131.799 | 49 | 135.768 | 46 |
| 111.870 | 49 | 117.321 | 49 | 122.364 | 49 | 127.796 | 48 | 131.814 | 49 | 135.909 | 49 |
| 111.873 | 49 | 117.336 | 47 | 122.449 | 49 | 127.852 | 49 | 131.921 | 48 | 136.025 | 49 |
| 111.895 | 49 | 117.339 | 48 | 122.536 | 49 | 127.929 | 49 | 131.953 | 46 | 136.156 | 49 |
| 111.965 | 49 | 117.363 | 49 | 122.552 | 49 | 127.969 | 49 | 132.080 | 46 | 136.165 | 49 |
| 112.126 | 49 | 117.365 | 49 | 122.612 | 49 | 127.986 | 49 | 132.132 | 49 | 136.184 | 44 |
| 112.208 | 49 | 117.372 | 49 | 122.728 | 49 | 128.069 | 47 | 132.163 | 49 | 136.286 | 49 |
| 112.265 | 49 | 117.516 | 48 | 122.712 | 49 | 128.074 | 49 | 132.180 | 48 | 136.310 | 49 |
| 112.277 | 49 | 117.519 | 49 | 122.891 | 49 | 128.175 | 49 | 132.188 | 49 | 136.369 | 49 |
| 112.443 | 49 | 117.592 | 49 | 123.204 | 49 | 128.191 | 49 | 132.216 | 49 | 136.402 | 49 |
| 112.509 | 49 | 117.597 | 47 | 123.222 | 49 | 128.203 | 49 | 132.263 | 49 | 136.466 | 46 |
| 112.549 | 49 | 117.701 | 49 | 123.239 | 49 | 128.276 | 49 | 132.268 | 49 | 136.596 | 48 |
| 112.520 | 49 | 117.705 | 48 | 123.263 | 49 | 128.294 | 49 | 132.276 | 49 | 136.620 | 49 |
| 112.534 | 49 | 117.788 | 49 | 123.316 | 49 | 128.304 | 49 | 132.296 | 49 | 136.632 | 49 |
| 112.536 | 49 | 117.856 | 49 | 123.425 | 49 | 128.312 | 49 | 132.461 | 49 | 136.737 | 49 |
| 112.564 | 49 | 117.863 | 48 | 123.447 | 49 | | | | | | |

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 136.788 | 46 | 141.306 | 49 | 146.848 | 49 | 150.939 | 49 | 156.429 | 49 | 161.932 | 49 |
| 136.823 | 48 | 141.307 | 49 | 146.872 | 49 | 150.975 | 48 | 156.684 | 49 | 162.123 | 49 |
| 136.830 | 49 | 141.373 | 49 | 146.887 | 49 | 151.005 | 49 | 157.013 | 49 | 162.209 | 49 |
| 136.874 | 49 | 141.404 | 49 | 146.922 | 49 | 151.032 | 49 | 157.023 | 49 | 162.290 | 49 |
| 136.879 | 49 | 141.462 | 49 | 146.947 | 49 | 151.054 | 47 | 157.112 | 49 | 162.389 | 49 |
| 136.895 | 48 | 141.559 | 48 | 146.954 | 49 | 151.081 | 49 | 157.143 | 49 | 162.538 | 49 |
| 136.975 | 49 | 141.591 | 49 | 147.067 | 49 | 151.136 | 48 | 157.186 | 49 | 162.608 | 49 |
| 137.014 | 48 | 141.626 | 49 | 147.070 | 49 | 151.140 | 45 | 157.322 | 49 | 162.660 | 49 |
| 137.451 | 49 | 141.616 | 49 | 147.156 | 49 | 151.152 | 47 | 157.330 | 49 | 162.690 | 49 |
| 137.457 | 49 | 141.667 | 47 | 147.170 | 49 | 151.169 | 49 | 157.353 | 49 | 162.864 | 49 |
| 137.566 | 49 | 141.671 | 48 | 147.190 | 49 | 151.178 | 49 | 157.557 | 48 | 162.938 | 49 |
| 137.362 | 49 | 141.690 | 49 | 147.256 | 49 | 151.241 | 47 | 157.587 | 46 | 163.084 | 49 |
| 137.375 | 49 | 141.825 | 49 | 147.263 | 49 | 151.303 | 49 | 157.596 | 49 | 163.115 | 49 |
| 137.402 | 46 | 141.971 | 49 | 147.289 | 49 | 151.412 | 49 | 157.599 | 46 | 161.210 | 49 |
| 137.528 | 48 | 142.087 | 49 | 147.308 | 49 | 151.586 | 49 | 157.960 | 48 | 163.278 | 49 |
| 137.604 | 49 | 142.108 | 49 | 147.387 | 49 | 151.607 | 49 | 157.997 | 49 | 163.486 | 49 |
| 137.646 | 49 | 142.137 | 49 | 147.421 | 49 | 151.616 | 47 | 158.036 | 46 | 163.541 | 49 |
| 137.655 | 49 | 142.262 | 49 | 147.536 | 49 | 151.641 | 46 | 158.127 | 48 | 163.621 | 49 |
| 137.662 | 49 | 142.286 | 49 | 147.705 | 49 | 151.805 | 47 | 158.144 | 49 | 163.696 | 49 |
| 137.796 | 48 | 142.485 | 49 | 147.953 | 49 | 151.843 | 47 | 158.147 | 49 | 163.743 | 49 |
| 137.849 | 45 | 142.511 | 49 | 148.012 | 49 | 151.873 | 49 | 158.201 | 49 | 163.785 | 49 |
| 137.851 | 49 | 142.709 | 49 | 148.176 | 49 | 151.907 | 44 | 158.323 | 49 | 163.856 | 49 |
| 137.859 | 46 | 142.937 | 49 | 148.210 | 49 | 152.012 | 48 | 158.355 | 48 | 163.860 | 49 |
| 137.866 | 47 | 142.974 | 49 | 148.226 | 49 | 152.068 | 47 | 158.430 | 49 | 163.974 | 49 |
| 137.869 | 48 | 143.042 | 49 | 148.312 | 49 | 152.087 | 49 | 158.457 | 49 | 164.015 | 49 |
| 137.893 | 46 | 143.156 | 49 | 148.343 | 49 | 152.138 | 49 | 158.467 | 49 | 164.079 | 49 |
| 137.902 | 49 | 143.221 | 49 | 148.376 | 49 | 152.141 | 40 | 158.506 | 49 | 164.102 | 49 |
| 137.907 | 47 | 143.282 | 49 | 148.379 | 49 | 152.215 | 48 | 158.522 | 49 | 164.124 | 49 |
| 137.934 | 47 | 143.371 | 49 | 148.393 | 48 | 152.228 | 46 | 158.560 | 40 | 164.142 | 49 |
| 137.958 | 48 | 143.419 | 49 | 148.414 | 49 | 152.265 | 46 | 158.703 | 49 | 164.200 | 49 |
| 138.009 | 49 | 143.480 | 49 | 148.437 | 48 | 152.269 | 47 | 158.787 | 49 | 164.270 | 49 |
| 138.086 | 47 | 143.508 | 49 | 148.448 | 47 | 152.275 | 47 | 158.790 | 49 | 164.337 | 49 |
| 138.100 | 48 | 143.511 | 49 | 148.457 | 47 | 152.276 | 47 | 158.816 | 49 | 164.436 | 49 |
| 138.104 | 48 | 143.629 | 49 | 148.474 | 49 | 152.331 | 49 | 158.907 | 48 | 164.508 | 49 |
| 138.205 | 49 | 143.646 | 49 | 148.537 | 48 | 152.365 | 49 | 158.908 | 49 | 164.633 | 49 |
| 138.212 | 47 | 143.675 | 49 | 148.605 | 49 | 152.394 | 49 | 159.022 | 49 | 164.654 | 49 |
| 138.349 | 45 | 143.702 | 47 | 148.643 | 49 | 152.405 | 49 | 159.060 | 49 | 164.763 | 48 |
| 138.601 | 48 | 143.761 | 49 | 148.705 | 49 | 152.481 | 49 | 159.081 | 47 | 164.787 | 48 |
| 138.605 | 48 | 143.763 | 43 | 148.719 | 49 | 152.560 | 48 | 159.106 | 49 | 164.808 | 48 |
| 138.694 | 49 | 143.778 | 45 | 148.748 | 48 | 152.534 | 49 | 159.107 | 46 | 164.926 | 49 |
| 138.727 | 49 | 143.814 | 44 | 148.817 | 48 | 152.570 | 46 | 159.219 | 46 | 164.986 | 49 |
| 138.826 | 49 | 143.857 | 47 | 148.867 | 46 | 152.627 | 46 | 159.236 | 48 | 164.988 | 48 |
| 138.841 | 49 | 143.867 | 49 | 148.869 | 47 | 152.729 | 49 | 159.257 | 49 | 165.063 | 49 |
| 138.924 | 49 | 143.985 | 49 | 148.883 | 49 | 152.778 | 49 | 159.396 | 49 | 165.201 | 49 |
| 138.941 | 48 | 144.058 | 49 | 148.892 | 38 | 152.785 | 49 | 159.451 | 47 | 165.249 | 49 |
| 138.955 | 49 | 144.065 | 47 | 148.988 | 49 | 152.821 | 47 | 159.465 | 49 | 165.333 | 49 |
| 138.984 | 48 | 144.075 | 49 | 149.030 | 43 | 152.842 | 49 | 159.525 | 49 | 165.539 | 49 |
| 139.027 | 49 | 144.179 | 48 | 149.181 | 44 | 152.896 | 48 | 159.535 | 48 | 165.780 | 49 |
| 139.231 | 49 | 144.185 | 48 | 149.232 | 48 | 152.912 | 49 | 159.552 | 49 | 165.833 | 49 |
| 139.239 | 49 | 144.194 | 49 | 149.250 | 48 | 152.984 | 49 | 159.613 | 46 | 165.851 | 49 |
| 139.246 | 48 | 144.196 | 46 | 149.290 | 48 | 153.032 | 40 | 159.626 | 49 | 166.025 | 49 |
| 139.261 | 30 | 144.239 | 49 | 149.333 | 48 | 153.054 | 34 | 159.635 | 45 | 166.241 | 49 |
| 139.265 | 47 | 144.245 | 49 | 149.349 | 45 | 153.099 | 49 | 159.658 | 49 | 166.265 | 49 |
| 139.292 | 47 | 144.284 | 48 | 149.366 | 47 | 153.206 | 49 | 159.697 | 48 | 166.296 | 49 |
| 139.475 | 49 | 144.286 | 49 | 149.381 | 38 | 153.258 | 49 | 159.716 | 49 | 166.320 | 49 |
| 139.518 | 48 | 144.289 | 49 | 149.384 | 49 | 153.274 | 49 | 159.739 | 46 | 166.329 | 49 |
| 139.592 | 48 | 144.343 | 44 | 149.393 | 49 | 153.286 | 49 | 159.740 | 44 | 166.599 | 49 |
| 139.644 | 48 | 144.361 | 48 | 149.424 | 49 | 153.288 | 49 | 159.751 | 47 | 166.413 | 49 |
| 139.748 | 49 | 144.371 | 47 | 149.480 | 49 | 153.310 | 49 | 159.759 | 44 | 166.447 | 49 |
| 139.759 | 48 | 144.374 | 48 | 149.621 | 49 | 153.359 | 49 | 159.763 | 47 | 166.575 | 49 |
| 139.773 | 49 | 144.379 | 49 | 149.649 | 49 | 153.378 | 49 | 159.765 | 46 | 166.591 | 49 |
| 139.908 | 46 | 144.412 | 48 | 149.711 | 48 | 153.513 | 49 | 159.786 | 49 | 166.618 | 49 |
| 140.043 | 47 | 144.471 | 47 | 149.719 | 48 | 153.649 | 49 | 160.087 | 49 | 166.822 | 49 |
| 140.288 | 48 | 144.494 | 49 | 149.786 | 47 | 153.690 | 49 | 160.194 | 41 | 166.872 | 49 |
| 140.289 | 46 | 144.579 | 48 | 149.798 | 49 | 153.728 | 49 | 160.198 | 51 | 166.979 | 49 |
| 140.307 | 48 | 144.606 | 49 | 149.814 | 47 | 153.759 | 49 | 160.217 | 49 | 167.089 | 49 |
| 140.323 | 49 | 144.610 | 47 | 149.818 | 49 | 153.829 | 49 | 160.235 | 49 | 167.095 | 47 |
| 140.353 | 47 | 144.798 | 49 | 149.849 | 49 | 153.848 | 49 | 160.266 | 49 | 167.141 | 49 |
| 140.373 | 49 | 144.802 | 49 | 149.870 | 47 | 154.104 | 49 | 160.427 | 49 | 167.192 | 49 |
| 140.395 | 47 | 144.816 | 49 | 149.872 | 47 | 154.146 | 49 | 160.451 | 49 | 167.222 | 49 |
| 140.404 | 47 | 144.817 | 49 | 149.941 | 47 | 154.369 | 49 | 160.499 | 46 | 167.325 | 49 |
| 140.412 | 49 | 144.833 | 49 | 149.960 | 49 | 154.392 | 49 | 160.527 | 48 | 167.640 | 49 |
| 140.435 | 49 | 144.872 | 49 | 149.972 | 46 | 154.411 | 49 | 160.593 | 49 | 168.518 | 49 |
| 140.442 | 49 | 144.878 | 49 | 150.022 | 49 | 154.586 | 49 | 160.616 | 49 | 168.545 | 49 |
| 140.465 | 49 | 144.995 | 49 | 150.040 | 48 | 154.840 | 49 | 160.624 | 45 | 168.564 | 49 |
| 140.487 | 45 | 145.194 | 49 | 150.420 | 49 | 154.870 | 49 | 160.659 | 43 | 168.587 | 49 |
| 140.511 | 47 | 145.263 | 49 | 150.264 | 49 | 154.874 | 49 | 160.662 | 41 | 168.718 | 46 |
| 140.520 | 47 | 145.308 | 49 | 150.294 | 47 | 154.882 | 49 | 160.664 | 49 | 168.720 | 46 |
| 140.529 | 47 | 145.380 | 49 | 150.418 | 47 | 154.956 | 49 | 160.667 | 46 | 168.722 | 47 |
| 140.552 | 48 | 145.485 | 49 | 150.421 | 48 | 154.976 | 49 | 160.672 | 38 | 168.803 | 49 |
| 140.727 | 48 | 145.539 | 49 | 150.462 | 48 | 155.133 | 49 | 160.673 | 44 | 168.864 | 47 |
| 140.761 | 49 | 145.682 | 49 | 150.472 | 49 | 155.160 | 49 | 160.779 | 49 | 168.869 | 47 |
| 140.782 | 49 | 145.776 | 49 | 150.517 | 49 | 155.275 | 49 | 160.795 | 49 | 168.890 | 49 |
| 140.845 | 48 | 145.818 | 49 | 150.521 | 48 | 155.279 | 49 | 160.888 | 49 | 168.948 | 49 |
| 140.904 | 49 | 145.844 | 49 | 150.522 | 45 | 155.332 | 49 | 160.923 | 49 | 168.955 | 42 |
| 140.913 | 49 | 145.980 | 49 | 150.542 | 47 | 155.496 | 49 | 160.996 | 49 | 168.982 | 49 |
| 140.954 | 49 | 146.002 | 49 | 150.576 | 49 | 155.656 | 49 | 161.015 | 49 | 169.015 | 49 |
| 141.053 | 45 | 146.279 | 49 | 150.667 | 49 | 155.664 | 49 | 161.087 | 49 | 169.068 | 49 |
| 141.069 | 48 | 146.344 | 49 | 150.733 | 40 | 155.687 | 49 | 161.095 | 49 | 169.093 | 49 |
| 141.114 | 48 | 146.418 | 49 | 150.800 | 47 | 155.738 | 49 | 161.291 | 49 | 169.131 | 49 |
| 141.151 | 48 | 146.456 | 49 | 150.871 | 47 | 156.091 | 49 | 161.400 | 49 | 169.243 | 47 |
| 141.198 | 49 | 146.534 | 49 | 150.884 | 49 | 156.187 | 49 | 161.430 | 49 | 169.252 | 48 |
| 141.201 | 47 | 146.585 | 49 | 150.898 | 48 | 156.363 | 49 | 161.519 | 49 | | |
| 141.304 | 49 | 146.732 | 49 | | | | | | | | |

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 169.282 | 49 | 174.917 | 48 | 180.445 | 49 | 186.270 | 49 | 192.083 | 49 | 197.569 | 49 |
| 169.491 | 49 | 174.922 | 48 | 180.528 | 49 | 186.287 | 47 | 192.187 | 48 | 197.641 | 49 |
| 169.509 | 49 | 175.008 | 43 | 180.643 | 49 | 186.391 | 49 | 192.200 | 49 | 197.646 | 49 |
| 169.510 | 49 | 175.032 | 48 | 180.708 | 49 | 186.401 | 49 | 192.215 | 30 | 197.730 | 49 |
| 169.537 | 49 | 175.065 | 47 | 180.770 | 49 | 186.417 | 49 | 192.259 | 49 | 197.760 | 49 |
| 169.540 | 49 | 175.078 | 44 | 181.083 | 49 | 186.490 | 49 | 192.291 | 46 | 198.001 | 42 |
| 169.548 | 49 | 175.150 | 49 | 181.221 | 49 | 186.528 | 47 | 192.318 | 38 | 198.112 | 49 |
| 169.675 | 49 | 175.237 | 49 | 181.445 | 49 | 186.543 | 49 | 192.349 | 44 | 198.189 | 49 |
| 169.683 | 49 | 175.248 | 49 | 181.733 | 49 | 186.568 | 49 | 192.352 | 49 | 198.192 | 49 |
| 169.806 | 49 | 175.321 | 49 | 181.811 | 49 | 186.570 | 48 | 192.389 | 49 | 198.193 | 47 |
| 169.888 | 49 | 175.360 | 49 | 181.959 | 49 | 186.574 | 46 | 192.405 | 49 | 198.213 | 43 |
| 169.972 | 49 | 175.575 | 49 | 181.999 | 49 | 186.573 | 48 | 192.414 | 48 | 198.219 | 46 |
| 170.029 | 49 | 175.669 | 49 | 182.002 | 49 | 186.680 | 46 | 192.470 | 48 | 198.259 | 48 |
| 170.072 | 49 | 175.717 | 49 | 182.089 | 49 | 186.678 | 49 | 192.473 | 49 | 198.269 | 44 |
| 170.264 | 49 | 175.886 | 49 | 182.103 | 49 | 186.685 | 47 | 192.485 | 47 | 198.305 | 47 |
| 170.275 | 49 | 175.904 | 49 | 182.315 | 49 | 186.743 | 49 | 192.518 | 49 | 198.311 | 49 |
| 170.280 | 49 | 175.950 | 49 | 182.317 | 49 | 186.750 | 47 | 192.525 | 47 | 198.316 | 49 |
| 170.301 | 49 | 175.958 | 49 | 182.585 | 49 | 186.754 | 41 | 192.548 | 48 | 198.342 | 49 |
| 170.325 | 49 | 176.041 | 49 | 182.591 | 49 | 186.784 | 47 | 192.560 | 49 | 198.344 | 49 |
| 170.390 | 49 | 176.207 | 49 | 182.514 | 49 | 186.785 | 44 | 192.566 | 34 | 198.462 | 46 |
| 170.399 | 49 | 176.290 | 46 | 182.558 | 49 | 186.909 | 49 | 192.610 | 37 | 198.502 | 49 |
| 170.685 | 49 | 176.292 | 43 | 182.580 | 49 | 186.925 | 49 | 192.623 | 48 | 198.515 | 49 |
| 170.767 | 49 | 176.294 | 43 | 182.610 | 49 | 186.966 | 49 | 192.652 | 49 | 199.012 | 49 |
| 170.803 | 49 | 176.308 | 49 | 182.625 | 49 | 187.209 | 49 | 192.654 | 49 | 199.049 | 49 |
| 170.823 | 49 | 176.311 | 48 | 182.752 | 49 | 187.377 | 49 | 192.849 | 49 | 199.114 | 49 |
| 170.824 | 49 | 176.335 | 48 | 182.865 | 49 | 187.614 | 49 | 192.877 | 49 | 199.142 | 49 |
| 170.865 | 49 | 176.318 | 49 | 182.907 | 49 | 187.808 | 49 | 192.909 | 49 | 199.181 | 49 |
| 170.908 | 49 | 176.434 | 49 | 183.100 | 49 | 188.002 | 49 | 193.955 | 49 | 199.307 | 49 |
| 171.006 | 49 | 176.457 | 47 | 183.156 | 49 | 188.274 | 48 | 194.059 | 49 | 199.323 | 49 |
| 171.013 | 49 | 176.487 | 32 | 183.441 | 49 | 188.291 | 49 | 194.110 | 49 | 199.354 | 49 |
| 171.078 | 49 | 176.615 | 49 | 183.583 | 48 | 188.360 | 49 | 194.128 | 49 | 199.595 | 49 |
| 171.355 | 49 | 176.658 | 49 | 183.586 | 47 | 188.522 | 49 | 194.304 | 49 | 199.729 | 49 |
| 171.425 | 49 | 176.691 | 43 | 183.590 | 47 | 188.571 | 49 | 194.435 | 49 | 199.732 | 49 |
| 171.605 | 49 | 176.721 | 49 | 183.593 | 47 | 188.620 | 49 | 194.467 | 49 | 199.870 | 49 |
| 171.824 | 49 | 176.735 | 49 | 183.608 | 49 | 188.632 | 49 | 194.588 | 49 | 199.880 | 49 |
| 171.884 | 49 | 176.754 | 47 | 183.626 | 49 | 188.892 | 49 | 194.664 | 49 | 200.112 | 49 |
| 171.913 | 49 | 176.763 | 49 | 183.661 | 47 | 188.981 | 49 | 194.733 | 49 | 200.493 | 49 |
| 171.954 | 49 | 176.782 | 47 | 183.677 | 49 | 189.037 | 49 | 194.771 | 49 | 200.688 | 49 |
| 172.015 | 49 | 176.790 | 48 | 183.680 | 49 | 189.100 | 49 | 194.818 | 49 | 200.752 | 49 |
| 172.137 | 49 | 176.816 | 49 | 183.718 | 47 | 189.167 | 49 | 194.862 | 49 | 200.756 | 49 |
| 172.141 | 49 | 176.872 | 46 | 183.744 | 49 | 189.208 | 49 | 194.988 | 49 | 200.799 | 49 |
| 172.319 | 49 | 176.880 | 47 | 183.768 | 48 | 189.300 | 49 | 195.001 | 49 | 200.862 | 49 |
| 172.399 | 49 | 176.977 | 49 | 183.780 | 48 | 189.404 | 49 | 195.013 | 49 | 201.031 | 49 |
| 172.741 | 48 | 177.033 | 49 | 183.832 | 49 | 189.508 | 49 | 195.099 | 49 | 201.039 | 49 |
| 172.743 | 47 | 177.041 | 47 | 183.834 | 47 | 189.552 | 49 | 195.121 | 49 | 201.282 | 49 |
| 172.748 | 43 | 177.155 | 49 | 183.838 | 49 | 189.870 | 49 | 195.178 | 49 | 201.298 | 49 |
| 172.782 | 47 | 177.187 | 49 | 183.879 | 46 | 189.885 | 49 | 195.195 | 49 | 201.301 | 49 |
| 172.816 | 49 | 177.202 | 49 | 183.885 | 44 | 189.908 | 49 | 195.211 | 49 | 201.377 | 49 |
| 172.865 | 49 | 177.216 | 46 | 183.908 | 49 | 189.953 | 49 | 195.241 | 49 | 201.456 | 49 |
| 172.883 | 48 | 177.220 | 49 | 184.013 | 44 | 189.977 | 49 | 195.245 | 49 | 201.485 | 49 |
| 172.920 | 49 | 177.233 | 47 | 184.015 | 49 | 190.241 | 49 | 195.285 | 49 | 201.513 | 49 |
| 172.924 | 49 | 177.235 | 47 | 184.017 | 45 | 190.248 | 49 | 195.424 | 49 | 201.585 | 49 |
| 173.026 | 49 | 177.251 | 49 | 184.042 | 48 | 190.319 | 49 | 195.469 | 49 | 201.619 | 49 |
| 173.034 | 49 | 177.297 | 49 | 184.049 | 49 | 190.343 | 49 | 195.605 | 49 | 201.622 | 49 |
| 173.109 | 48 | 177.437 | 49 | 184.050 | 45 | 190.599 | 49 | 195.632 | 49 | 201.624 | 48 |
| 173.187 | 46 | 177.946 | 49 | 184.119 | 47 | 190.641 | 49 | 195.693 | 49 | 201.642 | 49 |
| 173.195 | 43 | 178.082 | 49 | 184.122 | 49 | 190.793 | 49 | 195.714 | 49 | 201.673 | 46 |
| 173.432 | 49 | 178.092 | 49 | 184.192 | 49 | 190.840 | 49 | 195.847 | 49 | 201.800 | 47 |
| 173.494 | 49 | 178.188 | 49 | 184.246 | 49 | 190.969 | 49 | 196.070 | 49 | 201.857 | 49 |
| 173.511 | 48 | 178.286 | 49 | 184.348 | 49 | 191.106 | 49 | 196.142 | 49 | 201.985 | 47 |
| 173.626 | 49 | 178.363 | 49 | 184.588 | 49 | 191.111 | 49 | 196.311 | 49 | 202.005 | 49 |
| 173.634 | 49 | 178.405 | 49 | 184.575 | 49 | 191.150 | 49 | 196.457 | 49 | 202.132 | 49 |
| 173.637 | 48 | 178.583 | 49 | 184.726 | 49 | 191.257 | 49 | 196.478 | 49 | 202.163 | 48 |
| 173.638 | 49 | 178.587 | 49 | 184.983 | 49 | 191.344 | 49 | 196.547 | 49 | 202.171 | 49 |
| 173.646 | 46 | 178.690 | 49 | 185.048 | 49 | 191.533 | 49 | 196.569 | 49 | 202.223 | 49 |
| 173.653 | 46 | 178.780 | 49 | 185.212 | 49 | 191.563 | 49 | 196.610 | 49 | 202.234 | 48 |
| 173.748 | 49 | 178.839 | 49 | 185.305 | 49 | 191.771 | 49 | 196.625 | 49 | 202.285 | 49 |
| 173.778 | 49 | 178.861 | 49 | 185.321 | 49 | 191.814 | 49 | 196.727 | 49 | 202.394 | 47 |
| 173.799 | 49 | 178.939 | 49 | 185.382 | 49 | 191.829 | 49 | 196.759 | 49 | 202.399 | 49 |
| 173.809 | 47 | 178.961 | 49 | 185.346 | 49 | 191.838 | 49 | 196.873 | 49 | 202.403 | 48 |
| 173.819 | 47 | 179.095 | 49 | 185.403 | 49 | 191.900 | 49 | 196.886 | 49 | 202.406 | 47 |
| 173.823 | 48 | 179.097 | 49 | 185.447 | 47 | 192.008 | 49 | 196.920 | 48 | 202.468 | 49 |
| 173.904 | 49 | 179.457 | 49 | 185.535 | 49 | 192.081 | 49 | 196.927 | 48 | 202.486 | 47 |
| 173.988 | 46 | 179.287 | 49 | 185.620 | 49 | 192.089 | 49 | 196.951 | 46 | 202.534 | 47 |
| 174.013 | 49 | 179.371 | 49 | 185.621 | 49 | 192.098 | 49 | 196.983 | 46 | 202.566 | 49 |
| 174.067 | 49 | 179.521 | 49 | 185.656 | 49 | 192.123 | 49 | 196.984 | 46 | 202.567 | 49 |
| 174.162 | 49 | 179.554 | 49 | 185.772 | 49 | 192.305 | 49 | 197.041 | 48 | 202.568 | 49 |
| 174.214 | 49 | 179.683 | 49 | 185.967 | 49 | 192.326 | 49 | 197.055 | 46 | 202.584 | 49 |
| 174.221 | 46 | 179.713 | 49 | 186.093 | 49 | 192.349 | 49 | 197.065 | 46 | 202.587 | 47 |
| 174.231 | 49 | 179.946 | 49 | 186.107 | 49 | 192.450 | 49 | 197.068 | 46 | 202.749 | 49 |
| 174.242 | 49 | 180.001 | 49 | 186.115 | 49 | 192.510 | 49 | 197.169 | 49 | 202.754 | 49 |
| 174.256 | 48 | 180.167 | 49 | 186.172 | 49 | 192.561 | 49 | 197.324 | 49 | 202.838 | 49 |
| 174.282 | 46 | 180.175 | 49 | 186.228 | 49 | 192.605 | 49 | 197.353 | 49 | 202.843 | 49 |
| 174.481 | 49 | 180.223 | 49 | 186.235 | 49 | 192.779 | 49 | 197.396 | 47 | 202.906 | 49 |
| 174.515 | 49 | 180.274 | 49 | 186.259 | 49 | 192.947 | 49 | 197.401 | 49 | 203.020 | 48 |
| 174.858 | 49 | 180.302 | 49 | 186.333 | 49 | 193.052 | 49 | 197.416 | 48 | | |
| 174.911 | 49 | 180.354 | 49 | 186.343 | 49 | 193.073 | 49 | 197.548 | 49 | | |

# SOCIETE GENERALE DES CHEMINS DE FER ECONOMIQUES

Siège social: 4, cité de Londres, PARIS (9e)
Registre du commerce: Seine 105369.

*Dix-neuvième tirage.* — Obligations de 500 F 3 0/0 (nos 203050 à 213049).

**LISTE NUMERIQUE**

1° **Des 145 obligations 3 0/0 (1re série) sorties au 19e tirage,** fait en séance publique, à Paris, **le 2 mai 1949, pour être remboursées à 478 F (nets d'impôts), à partir du 1er juillet suivant,** chez la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Aulin, à Paris, et chez son agence, 37, cours Pierre-Puget, à Marseille;

2° **Des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement,** payables également chez la Banque de Paris et des Pays-Bas.

| NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. | NUMÉROS | ANNÉES d'amortissement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 203.090 | 49 | 204.416 | 49 | 205.744 | 49 | 207.418 | 49 | 208.735 | 49 | 210.836 | 49 |
| 203.268 | 49 | 204.426 | 49 | 205.752 | 49 | 207.463 | 49 | 208.762 | 49 | 210.868 | 49 |
| 203.369 | 49 | 204.558 | 49 | 205.836 | 49 | 207.480 | 49 | 208.792 | 49 | 210.944 | 49 |
| 203.420 | 49 | 204.673 | 49 | 205.960 | 49 | 207.510 | 49 | 208.800 | 49 | 211.175 | 49 |
| 203.510 | 49 | 204.627 | 49 | 206.065 | 45 | 207.577 | 49 | 208.913 | 49 | 211.274 | 49 |
| 203.567 | 49 | 204.656 | 49 | 206.101 | 48 | 207.668 | 49 | 209.077 | 49 | 211.348 | 49 |
| 203.600 | 49 | 204.669 | 49 | 206.140 | 49 | 207.748 | 49 | 209.103 | 49 | 211.480 | 49 |
| 203.605 | 49 | 204.806 | 49 | 206.189 | 49 | 207.797 | 49 | 209.297 | 49 | 211.578 | 49 |
| 203.620 | 49 | 204.853 | 49 | 206.214 | 49 | 207.829 | 49 | 209.298 | 49 | 211.630 | 48 |
| 203.670 | 49 | 204.857 | 49 | 206.257 | 49 | 207.872 | 49 | 209.346 | 49 | 211.673 | 49 |
| 203.724 | 49 | 204.911 | 49 | 206.261 | 49 | 207.914 | 49 | 209.484 | 49 | 211.686 | 49 |
| 203.725 | 49 | 204.940 | 49 | 206.346 | 49 | 207.945 | 49 | 209.572 | 49 | 211.773 | 49 |
| 203.779 | 49 | 204.974 | 49 | 206.416 | 49 | 208.065 | 49 | 209.640 | 49 | 211.793 | 49 |
| 203.785 | 49 | 204.981 | 49 | 206.537 | 49 | 208.091 | 49 | 209.756 | 49 | 211.933 | 49 |
| 203.815 | 49 | 205.039 | 49 | 206.543 | 49 | 208.169 | 49 | 209.822 | 49 | 211.974 | 49 |
| 203.824 | 49 | 205.120 | 49 | 206.554 | 47 | 208.207 | 49 | 209.832 | 49 | 212.031 | 49 |
| 203.867 | 49 | 205.146 | 49 | 206.612 | 49 | 208.253 | 49 | 209.866 | 49 | 212.156 | 49 |
| 203.887 | 49 | 205.181 | 49 | 206.775 | 49 | 208.367 | 49 | 209.925 | 49 | 212.204 | 49 |
| 203.896 | 49 | 205.188 | 49 | 206.831 | 49 | 208.370 | 49 | 209.963 | 49 | 212.264 | 49 |
| 203.931 | 49 | 205.214 | 49 | 206.932 | 49 | 208.428 | 49 | 210.128 | 49 | 212.273 | 49 |
| 203.987 | 49 | 205.516 | 49 | 207.011 | 49 | 208.501 | 49 | 210.152 | 49 | 212.518 | 49 |
| 204.100 | 49 | 205.551 | 47 | 207.048 | 49 | 208.523 | 49 | 210.275 | 49 | 212.597 | 49 |
| 204.165 | 49 | 205.584 | 47 | 207.119 | 49 | 208.539 | 49 | 210.285 | 49 | 212.763 | 49 |
| 204.184 | 49 | 205.601 | 47 | 207.186 | 49 | 208.574 | 49 | 210.419 | 46 | 212.923 | 49 |
| 204.327 | 49 | 205.619 | 49 | 207.258 | 49 | 208.621 | 49 | 210.438 | 47 | 212.960 | 49 |
| 204.403 | 49 | 205.683 | 48 | 207.303 | 49 | 208.657 | 49 | 210.591 | 49 | 212.967 | 49 |

## REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DES DETTES

La **Chambre de commerce de Cholet**, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations 4 1/2 0/0 1932, décide de rembourser par anticipation les obligations restant en circulation et ce le 15 juin 1949, date de l'échéance du coupon n° 35.

## Demandes d'envoi en possession de successions

*Etude de Me Paul Vignau, avoué, 10, rue du Palais-de-Justice, à Lesparre (Gironde).*

(Extrait prescrit par l'article 770 du code civil.)

Le tribunal civil de première instance de Lesparre, par jugement en date du 3 février 1949, rendu sur la requête de M. Jean Bossege, forgeron, demeurant à Biail, commune de Gaillan, a donné acte à M. Bossege de sa demande d'envoi en possession de la succession de Madeleine Bret, sans profession, son épouse, décédée à Bordeaux le 17 novembre 1939, sans laisser aucun héritier connu au degré successible et, avant de faire droit sur ladite demande, a prescrit l'exécution des formalités de publication voulues par la loi

A Lesparre, au greffe, le 11 mars 1949.

Pour extrait certifié conforme par le greffier en chef soussigné:

Signé: Courbie.

## AVIS DIVERS

### Compagnie des Tramways Strasbourgeois

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 20 MILLIONS DE FRANCS
Siège social: STRASBOURG (Bas-Rhin)
R. C.: Strasbourg B 215.

**Convocation.**

MM. les actionnaires de la Compagnie des tramways strasbourgeois, société anonyme au capital de 20 millions de francs, dont le siège social est à Strasbourg-Cronenbourg, 14, rue de la Gare-aux-Marchandises, sont convoqués en assemblée générale ordinaire audit siège, le 30 juin 1949, à dix heures.

ORDRE DU JOUR

1° Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice 1948;
2° Approbation des comptes au 31 décembre 1948;
3° Quitus aux administrateurs;
4° Élections au conseil d'administration;
5° Opérations visées à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867;
6° Tirage d'obligations.

Le texte imprimé des résolutions proposées est tenu à la disposition des actionnaires au siège de la société pendant les quinze jours précédant l'assemblée.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette assemblée, déposer au plus tard le 25 juin 1949, soit leurs titres, soit les récépissés constatant le dépôt de ces titres dans une banque, avec indication de la nature et des numéros des titres déposés, soit au siège social, soit dans un des établissements de banque désignés ci-dessous, où il leur sera remis une carte d'entrée indiquant le nombre d'actions et la quantité de voix à laquelle ils ont droit:

Caisse de la Compagnie, 14, rue de la Gare-aux-Marchandises, à Strasbourg-Cronenbourg;
Caisse d'épargne de la ville de Strasbourg, à Strasbourg;
Société générale alsacienne de banque, à Strasbourg;
Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine, à Strasbourg;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie, succursale à Strasbourg;
Banque Pick, Schlagdenhauffen, 10, quai Kléber, à Strasbourg.

Strasbourg, le 8 juin 1949.

*Le conseil d'administration.*

## Demandes de changement de nom

M. Hittler (Georges-Louis), né le 23 novembre 1922 à Hohwiller (Bas-Rhin), fait connaître qu'il a déposé au parquet du procureur de la République de Vaucluse une requête de changement de nom, afin de s'appeler désormais Jierry (Georges-Louis).

M. Bové (Hilton), né à Neuilly (Seine) le 29 mars 1924, demeurant à Verneuil-l'Etang (Seine-et-Marne), dépose une requête auprès du garde des sceaux afin d'ajouter à son nom patronymique celui de son grand-père, M. de Cambefort, pour s'appeler désormais Bové de Cambefort.

# AVIS D'ADJUDICATIONS

**Préfecture de Seine-et-Oise.**

PONTS ET CHAUSSÉES

*Route nationale n° 308 de Paris (Porte Champerret) à Poissy, par Houilles.*

**Reconstruction du pont de Maisons-Laffitte.**

## ADJUDICATION RESTREINTE

A une date qui sera fixée ultérieurement, il sera procédé, en séance publique, par le préfet du département de Seine-et-Oise, assisté des autres membres du bureau d'adjudication et en présence de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, dans les formes réglementaires, à l'adjudication, sur soumission cachetée, des travaux de génie civil nécessaires pour la reconstruction du pont-route sur la Seine, à Maisons-Laffitte.

Ces travaux comprennent:

1° Le déplacement du pont provisoire « type Bailey » et son raccordement avec les voies existantes;

2° La surélévation des travées d'extrémités du pont provisoire « type Pigeaud » et montage d'éléments de pont Bailey au-dessus des culées actuelles;

3° Le remaniement des culées actuelles et la construction des ouvrages d'accès en béton armé;

4° La construction des piles colonnades en rivière;

5° La construction des ouvrages sous trottoirs en béton armé.

Montant du cautionnement provisoire : 500.000 F.

Le cautionnement provisoire servira, pour l'adjudicataire, de cautionnement définitif.

L'adjudication sera basée sur un détail estimatif préparé par l'administration quant aux quantités et complété par les soumissionnaires quant aux prix unitaires et produits.

### CONDITIONS PRINCIPALES DE L'ADJUDICATION

I. — *Demande d'admission.*

Les demandes d'admission, accompagnées des pièces mentionnées dans l'annexe à l'article 8 *bis* des clauses et conditions générales, seront adressées franco à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, 9, rue des Réservoirs, à Versailles, et elles devront lui parvenir avant le 15 juin à seize heures, terme de rigueur. Les demandes qui parviendront postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

II. — *Instruction des demandes.*

La liste des personnes admises à concourir sera arrêtée par le bureau d'adjudication. Aucun concurrent ne pourra être écarté sans avoir été appelé à présenter ses observations devant ce bureau.

Les personnes admises à prendre part à l'adjudication seront avisées ultérieurement et directement, par lettre recommandée, de la date de l'adjudication.

Les pièces remises par les personnes non admises leur seront renvoyées avec l'avis que leur demande n'a pas été accueillie.

III. — *Communication des pièces du projet aux entrepreneurs.*

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs, tous les jours, excepté les dimanches, jours fériés et samedis après-midi, dans les bureaux de M. Vandange, ingénieur ordinaire des ponts et chaussées, 7, passage Pilâtre-de-Rozier, à Versailles, de neuf à douze heures et de quatorze à dix-sept heures.

Fait à Versailles, le 23 mai 1949.

Pour le préfet :
*Le secrétaire général,*
P. CHARLES-DUPUICH.

# DÉCLARATIONS D'ASSOCIATIONS

Prix des insertions des déclarations d'associations : 75 fr. la ligne
(Décret du 16 avril 1948, art. 1er.)

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES
(Décret du 16 août 1901.)

13 mai 1949. Déclaration à la préfecture d'Oran. CLUB DAMISTE CHOUPOT. But: pratique des jeux de dames, échecs et bridge. Siège social: 36, avenue Aristide-Briand, Oran.

14 mai 1949. Déclaration à la préfecture du Tarn. ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE. But: repeuplement, répression du braconnage, etc. Siège social: mairie de Mirandol-Bourgnounac.

16 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Cognac. LE FOYER AMBLEVILLOIS. But: organisation de séances récréatives, de fêtes artistiques et sportives. Siège social: mairie d'Ambleville.

16 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. FÉDÉRATION NATIONALE DES PLANTEURS DE TOPINAMBOURS. But: organisation et défense professionnelle de la culture et de la transformation du topinambour. Siège social: 73, rue de Miromesnil, Paris.

16 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. CLUB MER ET MONTAGNE. But: favoriser et encourager la pratique des sports, notamment nautiques, de la natation et du ski, le développement du tourisme et du camping. Siège social: 11 *bis*, rue de Beaujolais, Paris.

17 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. SPORTING-CLUB SANDERS. But: pratique du sport. Siège social: 50, rue Benoit-Malon, à Gentilly.

17 mai 1949. Déclaration à la préfecture de Nancy. ASSOCIATION NANCÉIENNE D'ORGANISATION DE VACANCES EN MONTAGNE. But: organiser des vacances à la montagne pour enfants, jeunes gens et familles. Siège social: 7, rue Carnot, à Pont-Saint-Vincent.

17 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Saintes. LA SAINT-HUBERT DE SAINT-BRIS-DES-BOIS. But: répression du braconnage. Siège social: mairie de Saint-Bris-des-Bois.

18 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. ASSOCIATION D'ACCUEIL, D'AIDE ET D'ORIENTATION DES ANCIENS MALADES. But: aide aux anciens tuberculeux: travail, hébergement, conférences. Siège social: 17, rue du Retrait, à Paris.

18 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de la Châtre. CANTINE SCOLAIRE DE BADECON-LE-PIN. But: servir un repas chaud, le midi, aux enfants des écoles. Siège social: mairie de Badecon-le-Pin.

18 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Lannion UNION SPORTIVE PRATAISE. But: pratique et développement du sport, principalement le football. Siège social: mairie de Prat.

19 mai 1949. Déclaration à la préfecture de la Drôme. UNION DÉPARTEMENTALE DES ŒUVRES PRIVÉES SANITAIRES ET SOCIALES DU DÉPARTEMENT DE LA DRÔME. But: représentation et coordination de ces sociétés. Siège social: maison de la Famille, avenue Victor-Hugo, Valence.

19 mai 1949. Déclaration à la préfecture de Marseille. ASSOCIATION RÉGIONALE DE PROVENCE DES DIRECTEURS DE COLONIES DE VACANCES LAÏQUES. But: défense de l'enfance et de la laïcité de l'éducation. Siège social: 47, rue Stanislas-Torrents, à Marseille.

19 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Dieppe. ASSOCIATION SPORTIVE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE DE BACQUEVILLE-EN-CAUX. But: favoriser et organiser la pratique des sports à l'école. Siège social: école de garçons, à Bacqueville-en-Caux.

20 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Tournon. BOULE JOYEUSE DU PONT. But: pratique du sport boulisto. Siège social: clos Tourasse, chemin de Cornas, à Granges-lès-Valence.

21 mai 1949. Déclaration à la préfecture de la Manche. L'AMICALE D'HAMBYE. But: réunir les hommes et jeunes gens d'Hambye pour des réunions saines et agréables et dans le but de leur inculquer le goût de la musique et participer à rehausser l'éclat des réjouissances civiles ou religieuses de la localité ou des localités pour lesquelles elle serait pressentie. Siège social: mairie d'Hambye.

21 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. FRATERNITÉ NOTRE-DAME. But: organiser toute œuvre d'éducation populaire pendant l'année scolaire ou les vacances. Siège social: 176, rue de Grenelle, à Paris.

21 mai 1949. Déclaration à la préfecture de police. GROUPEMENT POUR L'AVANCEMENT DES MÉTHODES D'ANALYSE DES CONTRAINTES (G.A.M.A.C.). But: contribuer à l'avancement des méthodes d'étude et au développement des connaissances concernant l'analyse des contraintes. Siège social: 10, rue Vauquelin, à Paris.

23 mai 1949. Déclaration à la préfecture de la Seine-Inférieure. COMITÉ DES FÊTES DU QUARTIER DE LA MAIRIE ET DES RUES ADJACENTES. But: réjouissances publiques pour les œuvres sociales. Siège social: 37, rue Jacquard, à Petit-Quevilly.

23 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Bayonne. Association UNION SPORTIVE DES FORGES. But: pratique de tous les sports. Siège social: café de la Barrière, rue Maurice-Perse, à Boucau.

24 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Saintes. LA MONTAGNAISE. But: égayer la population, contribuer à des fêtes et cérémonies patriotiques. Siège social: chez M. Reigner, à Montagne-sur-Gironde.

24 mai 1949. Déclaration à la préfecture de Vaucluse CAISSE DE SOLIDARITÉ DES ÉTABLISSEMENTS COBERVAL. But: entr'aide sociale. Siège social: établissements Coberval, 94, route nationale, à Bollène.

24 mai 1949. Déclaration à la préfecture du Gard. COMITÉ DES FÊTES ET DE DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE LA ROUTE D'ALÈS. But: organisation de fêtes de quartier et défense des intérêts collectifs des habitants. Siège social: café de l'Eau-Bouillie, route d'Alès, à Nîmes.

24 mai 1949. Déclaration à la préfecture de l'Yonne. COOPÉRATIVE SCOLAIRE DE L'ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS D'AUXERRE. But: embellissement de l'école; organisation de fêtes et de voyages. Siège social: 25, avenue Pasteur, à Auxerre.

24 mai 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Libourne. ASSOCIATION FAMILIALE RURALE DE SABLONS-DE-GUITRES. But: défense des droits et intérêts moraux et matériels des familles rurales. Siège social: mairie de Sablons-de-Guitres.

2 juin 1949. Déclaration à la préfecture de police. AMICALE SAINT-JEAN-BAPTISTE DE SCEAUX. But: resserrer les liens d'amitié des anciens élèves de Saint-Jean-Baptiste. Siège social : 7, rue du Docteur-Berger, Sceaux.

3 juin 1949. Déclaration à la sous-préfecture de Sens. ASSOCIATION SAINT-PIERRE. But: créer, entretenir, développer, subventionner des écoles et établissements d'enseignement libre, des œuvres d'éducation populaire, des patronages et œuvres postscolaires de toute nature, ainsi que des œuvres de bienfaisance, et se rendre propriétaire de tous immeubles nécessaires à ce but. Siège social: 72, rue Allix, Sens.

## ASSOCIATIONS ÉTRANGÈRES
(Décret du 16 août 1901.)
(Décret-loi du 12 avril 1939.)

19 avril 1949. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la sous-préfecture de Senlis le 30 avril 1949.) ASSOCIATION DES HOMMES CATHOLIQUES POLONAIS. But: répandre la foi catholique par les membres de l'association. Siège social: 2, rue des Marquets, Villers-Saint-Paul.

Paris. — Imp. des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.